

Économie Droit

Bac
Pro 1^{re}
T^{le}

◊ J.-C. Diry
◊ M.-M. Piroche
◊ H. Bruno
◊ S. Charreau
◊ S. Lhote
◊ C. Scarselli
◊ M. Suvelor

CORRIGÉ

Nouvelle
édition

À jour des ordonnances
réformant le Code du travail

collection
Ressources+

foucherconnect.fr

Dans ce manuel, des ressources
en accès direct pour tous


FOUCHER

Économie Droit

Bac
Pro 1^{re}
T^{le}

Nouvelle
édition

À jour des ordonnances
réformant le Code du travail

CORRIGÉ

- ▶ **Jean-Charles Diry**, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional économie et gestion, académie de Lyon
- ▶ **Marie-Madeleine Piroche**, inspectrice de l'éducation nationale honoraire, académie de Nice

- ▶ **Harmonie Bruno**, professeure d'économie-gestion, académie de Nice
- ▶ **Sylvie Charreau**, professeure d'économie-gestion, académie de Dijon
- ▶ **Sandrine Lhote**, professeure agrégée d'économie-gestion, académie de Dijon
- ▶ **Cyril Scarselli**, professeur d'économie-gestion, académie de Nice
- ▶ **Mylène Suvelor**, professeure d'économie-gestion, académie de Versailles

foucherconnect.fr

Dans ce manuel, des ressources
en accès direct pour tous

collection
Ressources+



LES LIENS FOUCHERCONNECT

Le manuel papier s'enrichit de ressources numériques

foucherconnect.fr

GRATUIT !

Accessible SANS INSCRIPTION.

EN LIGNE sur www.foucherconnect.fr

► Des pictogrammes indiquent au fil des pages les liens vers les ressources en ligne.

Exemple :

#qcm

foucherconnect.fr

/ed18071

Soit

J'accède à la ressource via l'adresse complète www.foucherconnect.fr/ed18071

Soit

J'accède à la ressource via la plateforme www.foucherconnect.fr

► Des flashcodes vous permettent aussi d'accéder à certaines ressources avec un smartphone ou une tablette.

Conception

Primo & Primo

Composition et infographies

STDI

Illustrations

Mélanie Heller/Agence L'un & L'autre

Mzelle Fraise/Agence L'un & L'autre

Zoé/Agence L'un & L'autre

Alexia/Agence L'un & L'autre

Odeka/Agence L'un & L'autre

Iconographie

Eliane Usai/Sophie Suberbère

Lecture-correction

Sylvain Tane

Crédit photographique

p. 12 ph © Marc Bertrand/Challenges/REA
p. 13 ph © Copyright 2007, Mike Watson Images Limited/Matton
p. 14 ph © Matton
p. 20 ph © Matton
p. 26 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 28 ph © Matton (h) ; Matton (b)
p. 38 ph © Frederic MAIGROT/REA
p. 44 ph © zinkevych/stock.adobe.com
p. 45 ph © nd3000/stock.adobe.com
p. 53 ph © WavebreakmediaMicro/stock.adobe.com
p. 54 ph © Ian Hanning/REA
p. 58 ph © Greg Looping/Hans Lucas/AFP Photo
p. 65 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 66 ph © Richard Villalon/stock.adobe.com
p. 67 ph © herreneck/stock.adobe.com
p. 74 ph © luckybusiness/stock.adobe.com

p. 75 ph © Matton
p. 76 ph © Matton
p. 82 ph © Corbis (g) ; Rue des Archives/BCA (m) ; François Lo Presti/AFP (d)
p. 88 ph © Matton
p. 89 ph © Matton
p. 90 ph © Matton
p. 95 ph © eightstock/stock.adobe.com (hg) ; mumemories/stock.adobe.com (hd)
p. 109 ph © Chinnapong/stock.adobe.com
p. 113 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 114 ph © Jérôme Rommé/stock.adobe.com
p. 115 ph © momius/stock.adobe.com
p. 122 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 123 ph © Matton (g) ; Africa Studio/Shutterstock (d)
p. 129 ph © Matton (h) ; Phovoir (b)

p. 130 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 134 ph © Phovoir
p. 136 ph © Design Pics Vibe/Design Pics/Matton
p. 149 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 161 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 164 ph © Union des fabricants (Unifab)
p. 185 ph © Roger Rozencwajg/Photononstop
p. 190 ph © rocketclips/stock.adobe.com (g) ; Dasha Petrenko/stock.adobe.com (d)
p. 196 ph © Matton
p. 197 ph © Matton
p. 201 ph © Wavebreak Media LTD/Matton
p. 203 ph © Studio graphique Sircom

ISBN 978-2-216-13491-5

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

© Foucher, une marque des Éditions Hatier - Paris 2018



« Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

Sommaire

PARTIE 3 Les relations sociales dans les organisations

Thème 3-1 Les ressources humaines

1 Le management des ressources humaines.....	5
2 Le recrutement.....	11
Méthode 1 Effectuer une recherche sur Internet.....	17
Méthode 2 Apprécier la fiabilité des informations issues d'Internet.....	18

Thème 3-2 Le déroulement de carrière

3 Le contrat de travail à durée indéterminée.....	19
4 La diversité des contrats de travail.....	25
5 La durée du travail.....	31
6 La rémunération.....	37
7 La formation professionnelle.....	43
Méthode 3 Comprendre des consignes.....	49
Méthode 4 Analyser le sujet d'une étude.....	50

Thème 3-3 Les relations collectives au travail

8 Le dialogue social.....	51
9 Les conflits collectifs et les syndicats.....	57
Méthode 5 Identifier la structure d'un texte.....	63
Méthode 6 Analyser un texte.....	64
Vers le bac 1 Le travail intérimaire.....	65

PARTIE 4 La création de richesse

Thème 4-1 La production et l'organisation du travail

10 La combinaison des facteurs et la productivité.....	73
11 L'organisation de la production et du travail.....	79
Méthode 7 Reformuler des idées clés.....	85
Méthode 8 Résumer un texte.....	86

Thème 4-2 La création de richesse par l'entreprise

12 La valeur ajoutée et son partage.....	87
13 La performance de l'entreprise.....	93
Méthode 9 Décrypter la source d'un document.....	99
Méthode 10 Analyser et exploiter un tableau.....	100

Thème 4-3 La croissance et le développement économiques

14 La croissance économique	101
15 Le développement durable	107
Vers le bac 2 RSE et performance de l'entreprise	113

PARTIE 5 L'organisation des échanges

Thème 5-1 La notion de marché

16 Le marché et la concurrence	121
17 La formation des prix	127
18 La consommation des ménages	133
Méthode 11 Exploiter un graphique	139
Méthode 12 Exploiter une vidéo	140

Thème 5-2 Le cadre juridique des échanges

19 Les libertés économiques et le droit de propriété	141
20 Les obligations et les contrats	147
21 L'inexécution des obligations	153
Méthode 13 Lire et comprendre un contrat	159
Méthode 14 Contrôler et interpréter un contrat	160
Vers le bac 3 Les dangers de la contrefaçon	161

PARTIE 6 La régulation économique

Thème 6-1 La régulation du marché par le droit

22 Le droit de la concurrence	169
23 La protection du consommateur	175
Méthode 15 Analyser un cas pratique	181
Méthode 16 Résoudre un cas pratique	182

Thème 6-2 La régulation de l'activité économique par les autorités publiques

24 Les politiques économiques	183
--	-----

Thème 6-3 Les revenus, leur répartition et la redistribution

25 Les revenus	189
26 La redistribution	195
Vers le bac 4 La protection du consommateur	201

Le management des ressources humaines

1

Comment manager les équipes ?

Pauline, secrétaire dans un garage, et Dylan, représentant pour une société de produits multimédias, sont d'anciens camarades de lycée récemment diplômés ; ils se rencontrent à la sortie d'un supermarché.

audio
foucherconnect.fr/ed18066



Je suis secrétaire dans un garage. Le poste est intéressant mais il n'y a aucune reconnaissance du travail réalisé. Je cherche un autre job avec un patron plus motivant.



Moi je suis représentant dans le multimédia. J'adore ce poste et l'esprit qui règne dans la boîte. Un travail en équipe, des résultats partagés. Une ambiance super motivante !

- Indiquez le sujet de conversation des deux jeunes.
Les conditions de travail dans leur entreprise.

- Expliquez les situations auxquelles ils sont confrontés.
Pauline souffre du manque de reconnaissance du travail effectué. Dylan travaille dans d'excellentes conditions : travail d'équipe, responsabilités et résultats partagés.

Plan B en vidéo

Mon métier, c'est responsable des ressources humaines (3'29)

foucherconnect.fr/ed18067



- Repérez les qualités de Véronique sur le plan de la gestion des ressources humaines.
Véronique est à l'écoute, disponible, capable de gérer les contraintes et les conflits. Elle identifie clairement son rôle d'interface au sein de l'organisation.



DOC 1 Les deux aspects du management

Le management peut se définir comme l'ensemble des actions visant à diriger, guider, donner le cap, animer, piloter... Il recouvre deux aspects complémentaires.

Le **management stratégique** vise à déterminer les grandes orientations de l'entreprise, ses objectifs et les stratégies de mise en œuvre. Il a aussi pour objet de définir les outils de contrôle et d'appréciation de la performance de l'entreprise dans le respect de la ligne stratégique et de piloter les résultats.

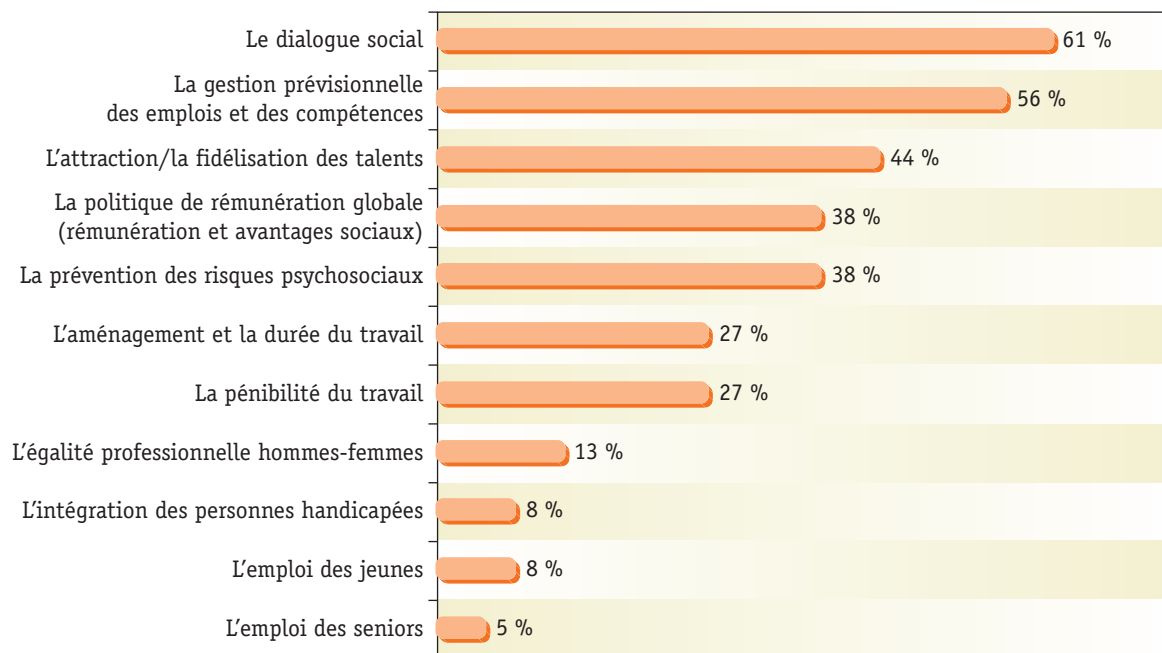
Le **management opérationnel** vise à mettre en œuvre concrètement les axes stratégiques, à s'assurer de l'implication de chacun et de la bonne réalisation des actions (organisation du travail, répartition des tâches, conception des outils et procédures, responsabilisation des personnes).

Dans la pratique, le responsable d'une PME prend très souvent en charge les deux aspects du management.

1 Indiquez le type de management correspondant aux situations exposées.

Situation	Management stratégique	Management opérationnel
❶ Le directeur général a présenté aux actionnaires les comptes de résultat et les perspectives de croissance du groupe.	×	
❷ Mme Janvier dirige une entreprise de transport qui emploie une secrétaire et trois chauffeurs.	×	×
❸ Le directeur des ressources humaines anime une réunion sur l'aménagement du temps de travail.		×

DOC 2 Les priorités des managers



Baromètre Défis RH 2015, ANDRH, juin 2015,
www.andrh.fr

2 Repérez et expliquez la priorité principale des managers.

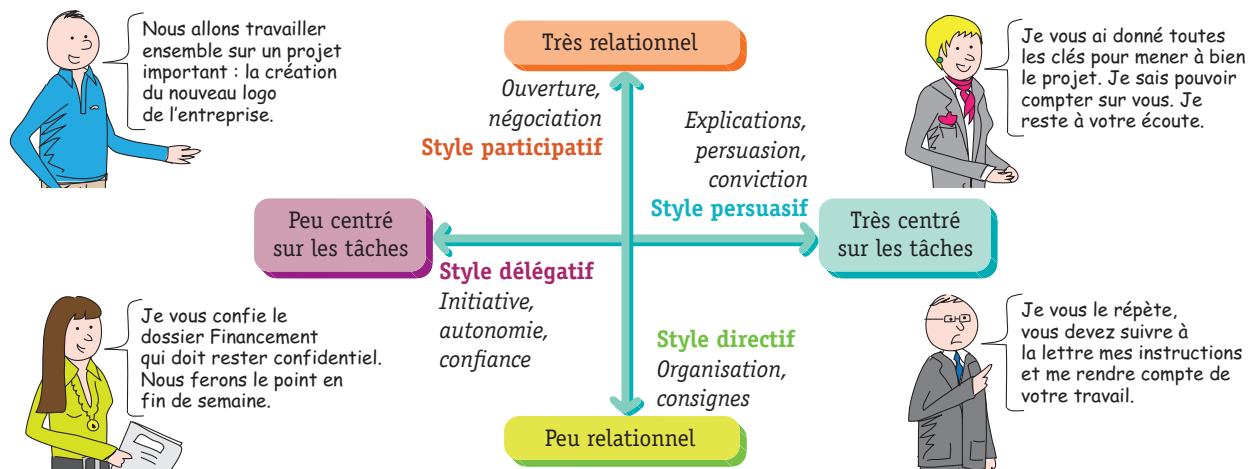
Il s'agit du dialogue social qui favorise les relations au sein de l'entreprise. Il permet d'éviter les conflits, de fidéliser les talents et d'agir préventivement sur les risques psychosociaux.

3 Identifiez ce que les managers considèrent comme prioritaire en matière :

- d'emploi : la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, l'emploi des jeunes et des seniors ;
- de conditions de travail : la prévention des risques psychosociaux, la pénibilité du travail, l'intégration des personnes handicapées.

DOC 3 Les principaux styles de direction

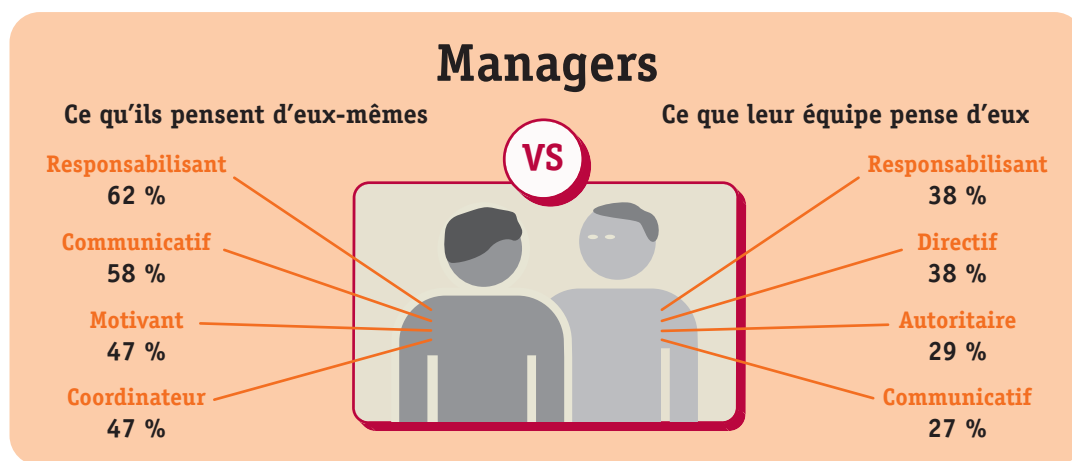
Le style de management dépend du contexte de travail, mais surtout de la personnalité de celui qui en assume les missions.



4 Indiquez pour chaque situation le style de management correspondant.

Situation	Style de management
1 Théo donne des instructions précises et surveille de près les résultats.	Style directif
2 Samir associe ses collaborateurs à la prise de décisions.	Style participatif
3 Jade privilégie l'autonomie et la responsabilisation des équipes.	Style délégitif
4 Erwan explique ses décisions afin d'obtenir l'adhésion du personnel.	Style persuasif

DOC 4 Les qualités d'un manager



Michael Page Cadremploi, <http://parlonsrecrutement.michaelpage.fr>, novembre 2015

5 Comparez les points de vue des managers et des salariés sur la manière dont ils vivent le management.

Le regard des salariés sur leurs managers est assez sévère. Le critère « responsabilisant » vient en premier, mais les managers pensent l'être davantage (62 %) que le ressentent les salariés (38 %). Les équipes trouvent les managers bien moins « communicatifs » (27 %) que ce qu'en pensent leurs supérieurs hiérarchiques (58 %). Les équipes perçoivent les managers comme plutôt directifs et autoritaires alors que ces derniers se trouvent motivants, coordinateurs.

vidéo

Directeur des ressources humaines, les mots clés - 3'33

foucherconnect.fr / ed18069



DOC 5 Les outils au service de la performance

Les actions de communication interne visent à susciter le sentiment d'appartenance en créant une culture d'entreprise qui rassemble et fédère les collaborateurs. Ces derniers, plus motivés, sont plus productifs, ce qui participe à la performance de l'entreprise.

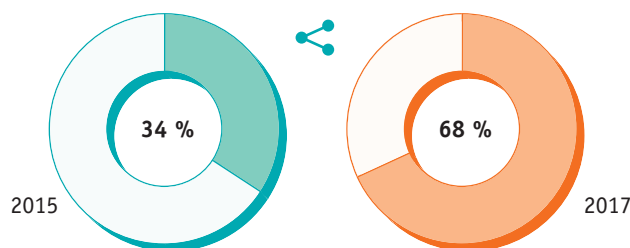
vidéo

L'information et la communication interne de l'entreprise - 2'15

foucherconnect.fr/ed18070



Organisations ayant recours à un réseau social interne ou réseau social d'entreprise



Markess, www.solutions-numeriques.com, 5 janvier 2016

6 Surlignez dans le texte les effets d'une communication efficace sur le personnel.

7 Indiquez comment le numérique favorise la communication interne.

Le numérique facilite l'accès à l'information, qui se transmet plus rapidement, à tout moment et de n'importe où.

8 Citez d'autres moyens rencontrés lors de vos PFMP susceptibles d'améliorer la communication interne.

Messagerie électronique, newsletter, blog, intranet, notes de service ou d'information, journal d'entreprise, livret d'accueil, tableaux d'affichage, entretiens, réunions...

DOC 6 Le climat social et la motivation du personnel

Quelles sont les actions les plus efficaces pour améliorer le climat ?



Salariés

Actions que mon manager devrait mener

- 1 Savoir reconnaître et féliciter ses collaborateurs
- 2 Prendre du temps avec son équipe
- 3 Organiser des points réguliers avec l'équipe



Managers

Actions mises en place et jugées efficaces

- 1 Développer la coopération au sein de l'équipe
- 2 Communiquer de manière claire et transparente
- 3 Savoir reconnaître et féliciter mes collaborateurs

Climat social et qualité au travail Baromètre CEGOS, <http://comin.madmagz.com>, 30 novembre 2015

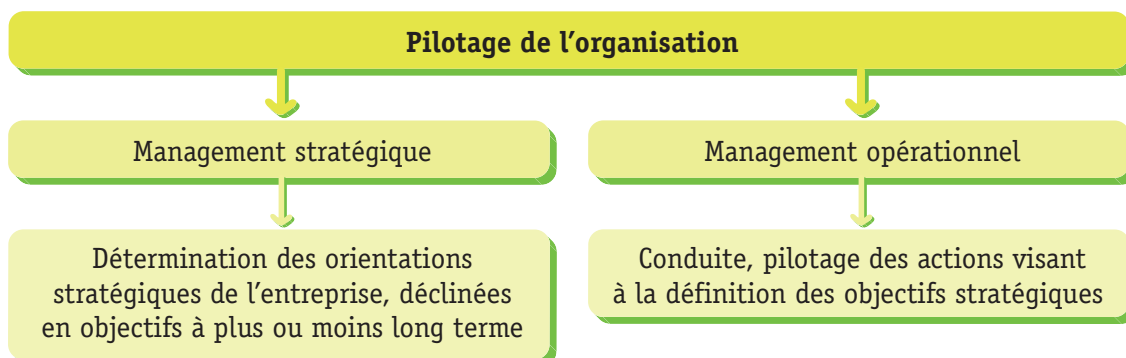
9 Montrez en quoi les attentes des managers et des salariés sont différentes.

Les salariés attendent prioritairement de la reconnaissance de la part des managers alors que ces derniers estiment que la coopération au sein de l'équipe est fondamentale. Pour les salariés comme pour les managers, la communication interne et les échanges directs sont importants.

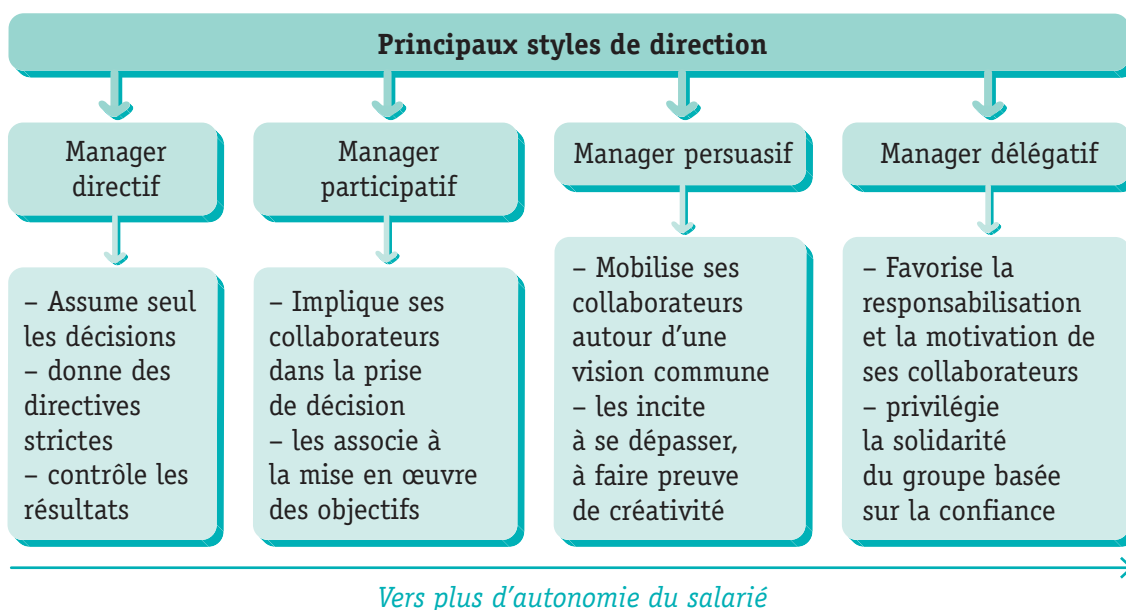
10 Expliquez pourquoi il y a une relation de cause à effet entre climat social et motivation.

Un bon climat social contribue à la motivation des salariés ; inversement lorsque le climat social n'est pas bon, les salariés sont démotivés, ce qui peut favoriser l'absentéisme et faire baisser la productivité. Ils sont de ce fait moins performants.

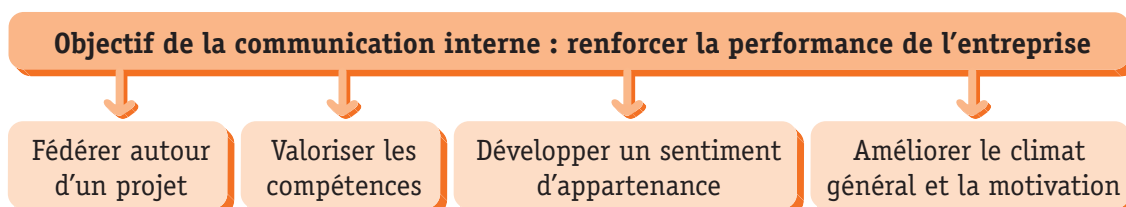
1 Les objectifs du management



2 Le rôle du manager



3 La communication interne



À VOUS de jouer !

qcm
foucherconnect.fr/ed18071



1 Chef qui peut

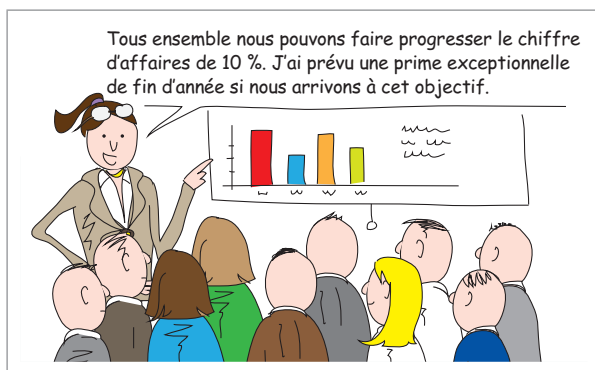
Identifiez le style de direction que Lucie, à la tête d'une entreprise de confection, adopte selon les circonstances.



Style déléгатif



Style participatif



Style persuasif



Style directif

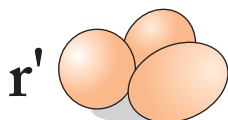
2 Sans mot dire

Découvrez la fonction de la personne qui occupe un poste clé dans toute organisation.



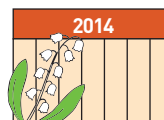
k

t'



S

U



Fonction : directeur des ressources humaines.

Le recrutement

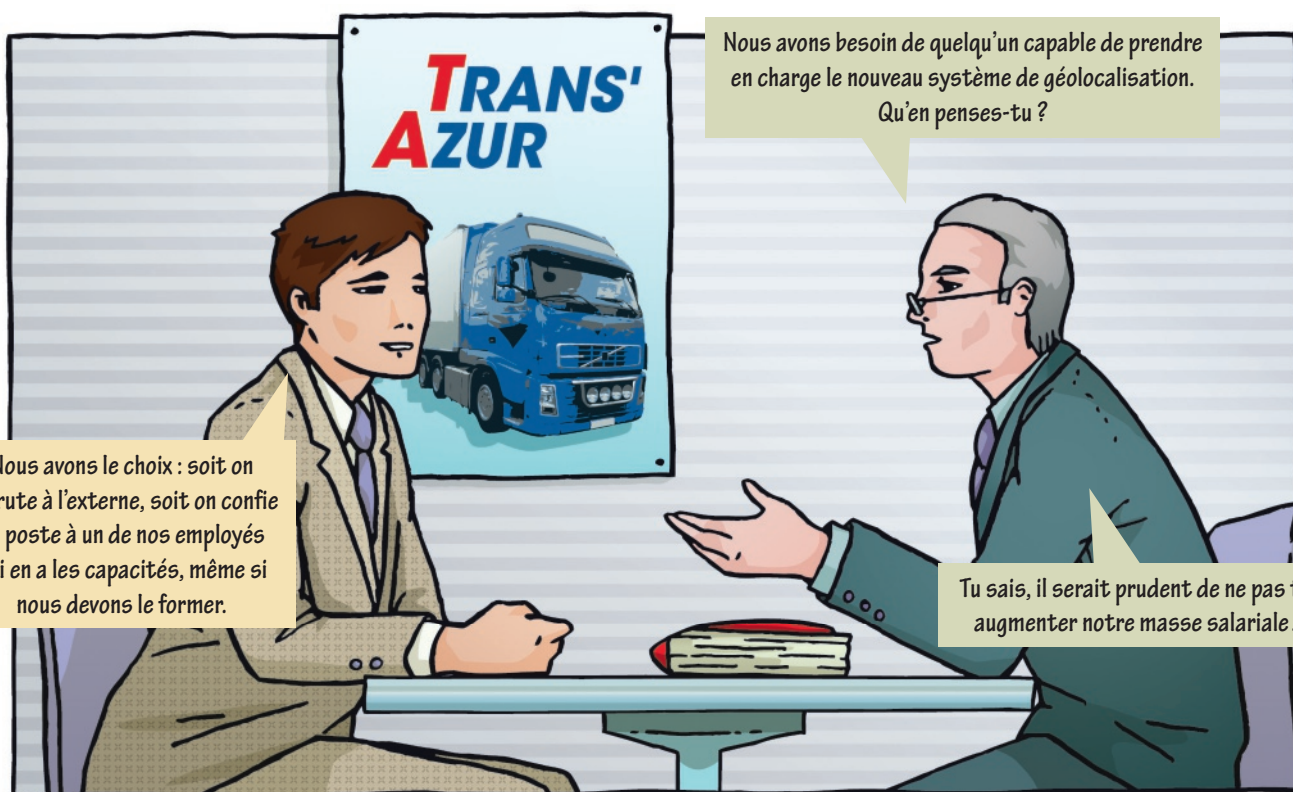
2

Comment optimiser les recrutements ?

La société Trans'Azur assure le transport de marchandises en France et en Europe. Désireux de s'équiper d'un système de géolocalisation des véhicules par satellite, le directeur de l'entreprise s'interroge sur l'opportunité de procéder au recrutement d'une personne chargée de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

audio

foucherconnect.fr/ed18072



Nous avons le choix : soit on recrute à l'externe, soit on confie ce poste à un de nos employés qui en a les capacités, même si nous devons le former.

Nous avons besoin de quelqu'un capable de prendre en charge le nouveau système de géolocalisation. Qu'en penses-tu ?

Tu sais, il serait prudent de ne pas trop augmenter notre masse salariale...

Présentez les choix qui s'offrent à Trans'Azur et la décision vers laquelle le directeur semble s'orienter.

Trans'Azur peut procéder à un recrutement externe ou affecter un salarié de l'entreprise à ce nouveau poste, après l'avoir formé (recrutement interne), ce que le directeur semble privilégier.

Précisez ce qui doit être fait préalablement au lancement des opérations de recrutement. Cerner et définir précisément les missions qui seront confiées au nouveau salarié sur le poste.

Plan B en vidéo

Présentation du service recrutement de BIO3G (3'11)

foucherconnect.fr/ed18073

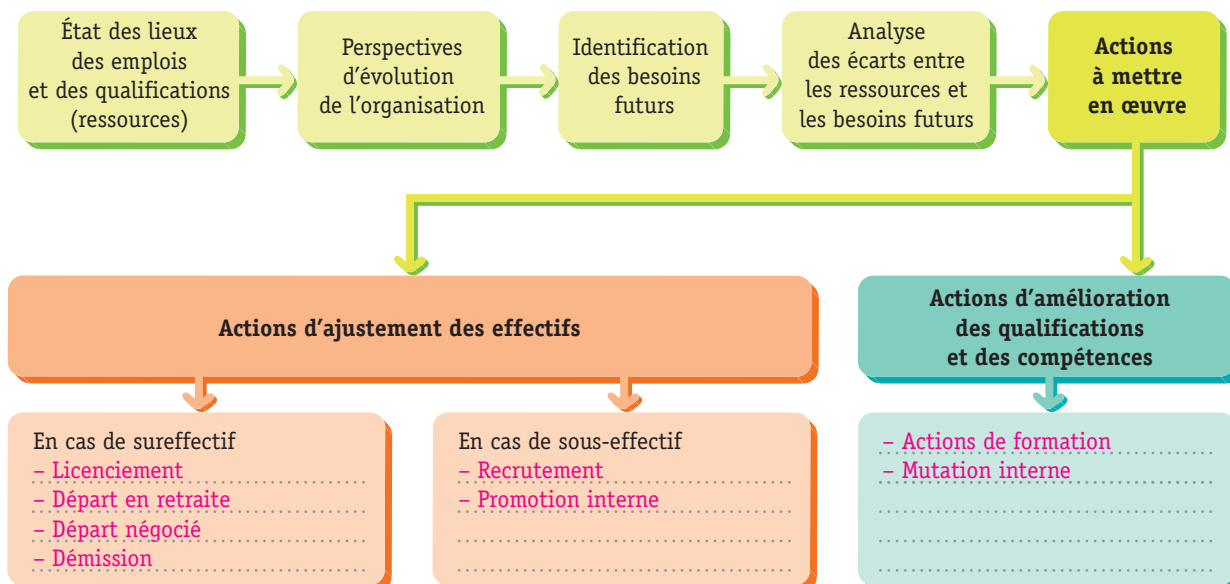


Indiquez la mission principale du service de recrutement de BIO3G et la nature des postes proposés.

Développer le capital humain de l'entreprise en recrutant des commerciaux performants pour mieux satisfaire les clients.

DOC 1 Du diagnostic aux actions à entreprendre

La **gestion prévisionnelle des emplois et des compétences** (GPEC) permet à l'entreprise d'identifier, de planifier et d'adapter ses ressources humaines (du point de vue quantitatif et qualitatif) afin de maintenir sa compétitivité.



- 1 Reportez sur le schéma les actions à entreprendre pour ajuster les effectifs et améliorer les qualifications et les compétences.
- 2 Citez les éléments à prendre en compte en matière de GPEC.
Âge de départ à la retraite, qualification du personnel, évolution des emplois, projet d'entreprise, concurrence, conjoncture économique et pyramide des âges.

DOC 2 Amazon embauche des intérimaires

Le géant américain du e-commerce Amazon a lancé le recrutement de 3 900 intérimaires pour muscler les effectifs de ses quatre centres de distribution, en vue de la période de Noël. Certains ont été transformés en postes permanents dès janvier 2016.

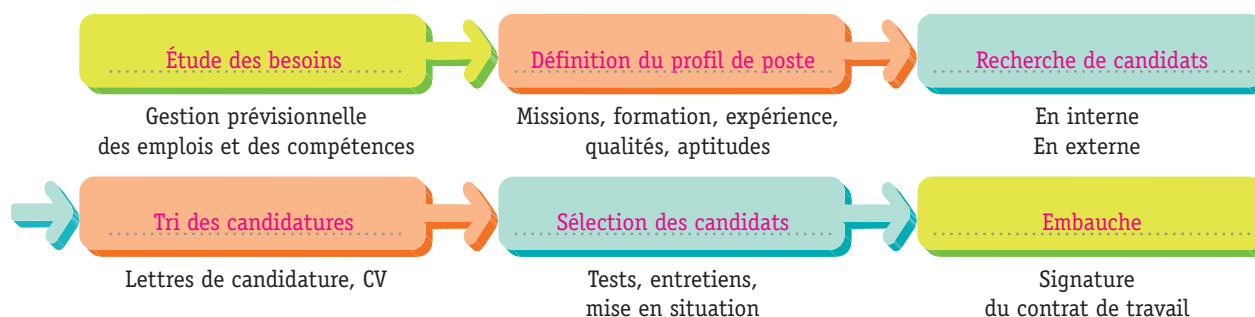
Aujourd'hui, plus de 3 300 personnes travaillent dans les quatre centres Amazon, dont un millier de salariés pour lesquels le contrat temporaire a été converti en CDI durant les trois dernières années.

D'après www.lsa-conso.fr, 26 octobre 2015



- 3 Indiquez la raison pour laquelle Amazon recrute.
Pour faire face à un accroissement de l'activité au moment de la période de Noël.
- 4 Précisez la nature des emplois proposés et comment pourraient évoluer ces emplois.
Il s'agit d'emplois temporaires pourvus par intérim qui seront, pour certains, transformés en emplois permanents (CDI).

DOC 3 Les étapes du recrutement



5 Reportez sur le schéma les différentes étapes d'un recrutement :

embauche, tri des candidatures, recherche de candidats, étude des besoins, sélection des candidats, définition du profil de poste.

6 Indiquez quelle autre solution Jet Services peut retenir pour couvrir ses besoins en assistante de manager, sans embaucher de nouvelle secrétaire.

Former une des secrétaires et la promouvoir au poste d'assistante de manager.

vidéo

Le parcours de recrutement des candidats chez Carrefour - 2'10

foucherconnect.fr/ed18074



DOC 4 Condamnation pour discrimination à l'embauche

La Cour de cassation a confirmé dans un arrêt le jugement de la cour d'appel de Toulouse qui avait condamné Airbus à verser 18 000 € d'indemnités pour discrimination à l'embauche en raison de l'origine. Alors que l'employé effectuait une seconde mission en qualité d'affûteur chez Airbus, l'entreprise avait procédé à l'embauche d'un autre affûteur en CDI, rejetant la candidature de l'intérimaire qui portait un nom à consonance maghrébine.

La discrimination à l'embauche est illégale et sanctionnée.

Recours civil : le salarié victime d'une discrimination peut saisir le **conseil de prud'hommes** pour demander la réparation du préjudice subi.

Recours pénal : la personne faisant l'objet d'une discrimination peut déposer plainte afin que les agissements dont elle est victime soient pénalement sanctionnés par le **tribunal correctionnel** (peines pouvant aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende [article 225-1 du Code pénal]).

Autres recours : la victime peut également **saisir le Défenseur des droits** et **informer la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté** (Copec).



7 Citez des faits constitutifs d'une discrimination à l'embauche.

Le fait de ne pas recruter une personne en raison de son origine, son sexe, son âge, son état de santé, ses opinions politiques...

8 Surlignez les recours possibles en cas de discrimination à l'embauche.

DOC 5 Les principales obligations de l'employeur

Formalités vis-à-vis de l'administration	<ul style="list-style-type: none"> – Effectuer la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf, dans les huit jours précédant le recrutement (regroupement de plusieurs formalités : immatriculation, affiliation aux organismes sociaux...) – Informer l'Inspection du travail en cas de première embauche – Adresser à la Dares* un relevé mensuel des contrats de travail conclus au cours du mois précédent (entreprises de plus de 50 salariés)
Formalités à l'égard du salarié	<ul style="list-style-type: none"> – Remettre un exemplaire de la DPAE – Faire procéder à la visite d'information et de prévention – Organiser l'information et la formation relatives à la sécurité – Mettre à disposition les informations par affichage : règlement intérieur, horaires, convention collective, coordonnées du Défenseur des droits
Autres formalités	<ul style="list-style-type: none"> – Vérifier la validité de l'autorisation de travail pour les étrangers – Tenir le registre unique du personnel

* Dares : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques.

- 9** Indiquez l'intérêt de la DPAE, auprès de qui elle doit être effectuée et dans quel délai.
 Effectuée auprès de l'Urssaf, dans les huit jours qui précèdent l'embauche, elle permet de réaliser en une seule fois plusieurs formalités administratives obligatoires.

DOC 6 La visite d'information et de prévention

La visite médicale d'embauche est remplacée par une **visite d'information et de prévention**, pratiquée par un membre de l'équipe pluridisciplinaire en santé au travail : médecin du travail ou professionnel de santé. Elle a pour objet d'interroger le salarié sur son état de santé, de l'informer sur les risques liés à son poste de travail, sur les moyens de prévention à mettre en œuvre et sur son droit à demander, à tout moment, une visite médicale.



Catégorie de salariés	Nouveaux embauchés	Moins de 18 ans, travailleurs de nuit	Salariés affectés sur des postes à risques	Femmes enceintes, ayant accouché ou allaitant	Handicapés, bénéficiaires d'une pension d'invalidité
Délai	Dans les trois mois suivant l'embauche sauf en cas de visite antérieure	Avant leur affectation	Avant la prise de poste	Examen médical à leur demande par le médecin du travail	Examens décidés par le médecin du travail
Renouvellement	Tous les 5 ans	Tous les 3 ans	Tous les 2 ans	À tout moment	Tous les 3 ans

- 10** Indiquez quand doit avoir lieu la visite d'information et de prévention des salariés nouvellement recrutés :

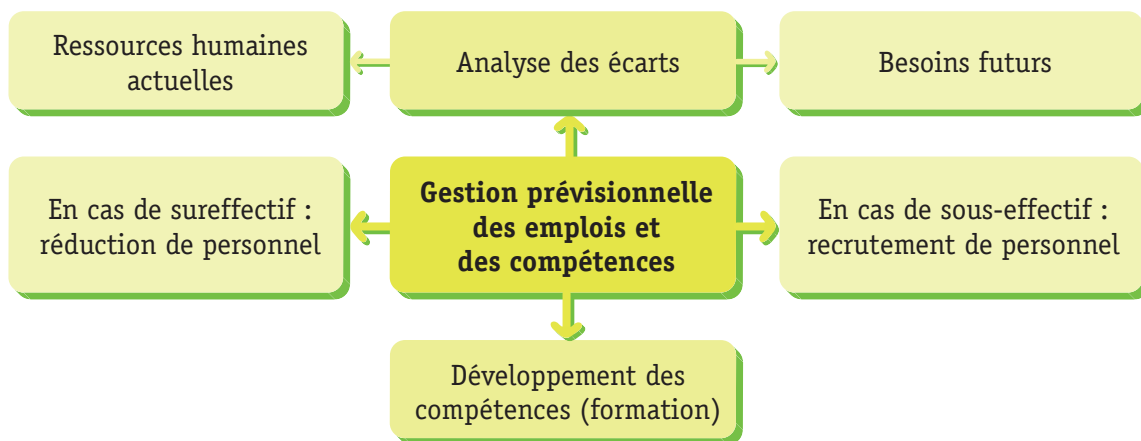
- Lucas, manutentionnaire, 17 ans : avant son affectation.
- Jade, hôtesse d'accueil, premier emploi : dans les trois mois suivant l'embauche.
- Louis, technicien exposé à des produits toxiques : avant la prise de poste.
- Chloé, secrétaire, est enceinte : à sa demande, auprès du médecin du travail.

Synthèse

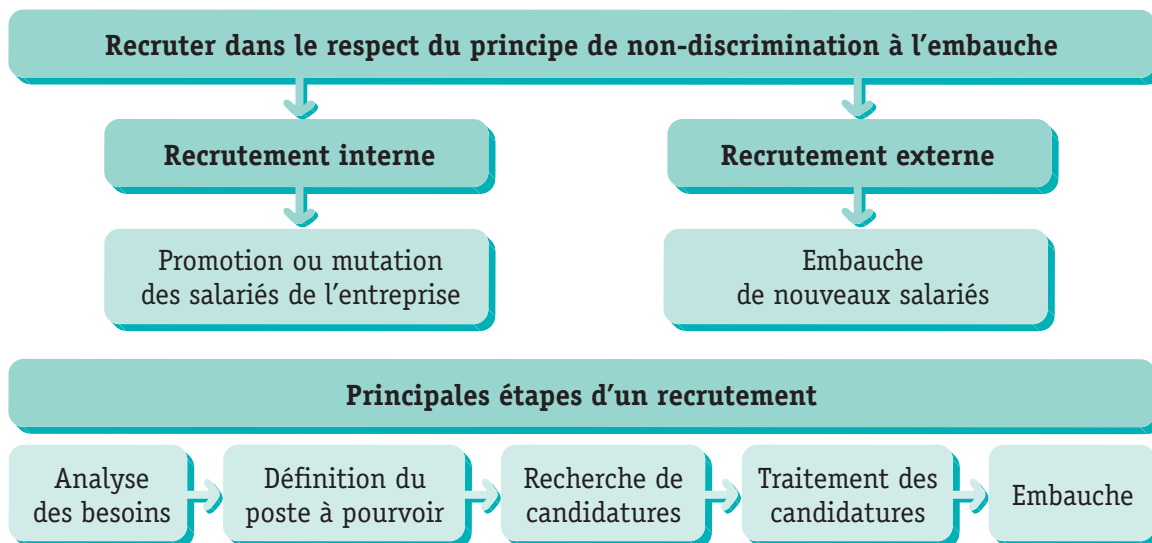
2

LE RECRUTEMENT

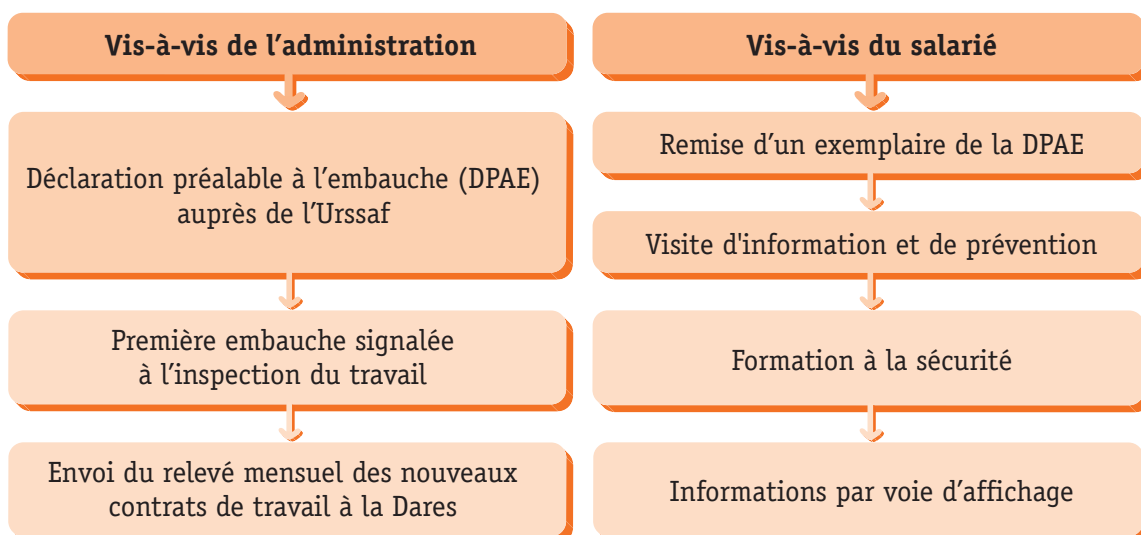
1 L'analyse des besoins



2 Le recrutement

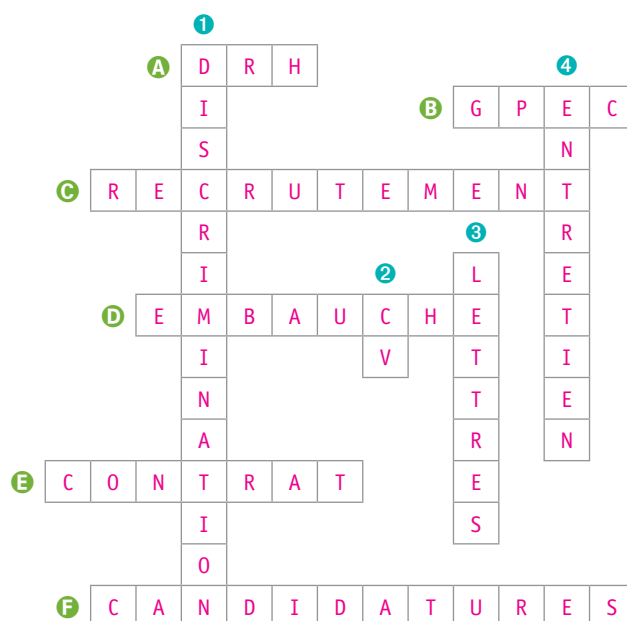


3 Les formalités administratives liées à l'embauche



Complétez la grille à l'aide des définitions.

- 1 Sanctionnée par le Code du travail.
- 2 Anonyme dans certaines entreprises.
- 3 De préférence manuscrites pour une demande d'emploi.
- 4 Utile à la sélection des candidats.



Aidez M. Rodolphe, qui s'estime victime d'une discrimination à l'embauche, à formuler des recours.

Âgé de 45 ans, il a postulé en interne pour un emploi de directeur commercial. Bien que plus qualifié pour le poste, sa candidature a été rejetée au profit de celle d'un salarié plus jeune.

Que peut faire M. Rodolphe pour faire valoir ses droits ?



Saisir le conseil de prud'hommes pour demander réparation du préjudice



Porter plainte afin de faire
condamner l'employeur par le
tribunal correctionnel



Saisir le Défenseur des droits
qui peut assister les victimes
de discrimination

Effectuer une recherche sur Internet

Recherche

Le manager et ses pratiques managériales pour motiver ses collaborateurs

Saisie de la recherche

Nombre de résultats

Mots clés

Nombre de résultats

Opérateur(s) de recherche

Pays : France

Langue : Français

Nombre de résultats

Date : moins d'un mois

Outils de recherche Google

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 1**.

MÉTHODE 1

- 1 Lancer un moteur de recherche (ex. : Google) et saisir les termes de la requête ; relever le nombre de résultats.
- 2 Délimiter la recherche en ne saisissant que les mots clés, les hiérarchiser selon leur importance ; relever le nombre de résultats.
- 3 Modifier à nouveau la saisie en utilisant des opérateurs de recherche pour réduire davantage le nombre de résultats.
- 4 Affiner la recherche en utilisant des paramètres supplémentaires prévus par le moteur : pays, langue, date ; constater le nombre de résultats.

Principaux opérateurs de recherche

"..." : recherche d'une expression exacte.

Ex. : "pratiques managériales"

* : recherche de mots ayant la même racine ou de l'intégralité d'une phrase ou d'une expression.

Ex. : manager*

AND ou ET ou + : met en relation deux mots excluant les pages ne contenant pas les termes indiqués.

Ex. : pratiques + managériales

OR ou OU ou - : recherche deux termes, indépendamment ou ensemble.

Ex. : pratiques OU managériales

SAUF ou NON : exclut un terme des résultats de la recherche.

Ex. : pratiques SAUF managériales

(...) : combine plusieurs opérateurs pour affiner la recherche.

Ex. : manager ET (pratiques OU managériales)

Apprécier la fiabilité des informations issues d'Internet

Site : www.lemonde.fr/economie-francaise/article/2016/08/25/croissance-les-chiffres-du-chomage-confirment-une-lente-reprise-economique_4987768

Nature du site : Économie française

Objectif du site : informer

Auteurs : Sarah Belouezzane et Marie Charrel

Date de mise en ligne : 25.08.2016 à 11h17

Date de mise à jour : 25.08.2016 à 12h13

Nature du document : Article de presse

www.lemonde.fr

Points 1 à 4 vérifiés, information fiable : ☐ oui ou non

Complétez les pointillés en suivant la méthode 2.

MÉTHODE 2

- 1 Identifier le site (nom et adresse) et sa nature (institutionnel, personnel, commercial, informatif, associatif, forum...). Préférer les sites institutionnels ou gouvernementaux.
- 2 Analyser l'objectif du site (informer, défendre des idées ou des valeurs, vendre, propager de fausses informations...).
- 3 Repérer le ou les auteurs du document et vérifier par une recherche complémentaire leur domaine de compétences (notoriété, références...) afin d'apprécier leur expertise sur le sujet.
- 4 Identifier la nature du document : texte (juridique, politique, article de presse, documentaire, témoignage...), image (représentation, photo, affiche...), chiffres (graphique, tableau...), carte, vidéo.
- 5 Valider la fiabilité de l'information si les points 1 à 4 sont vérifiés.

Degré de fiabilité des URL

.gouv : site gouvernemental (+++).
 .edu : site du domaine éducation (++).
 .asso : site d'associations (+).
 .com : site d'entreprise commerciale ou de blog (+ ou -).
 .org : organismes à but non lucratif (+ ou -).
 .fr : site français (+ ou -).
 .perso : site personnel (- -).

Le contrat de travail à durée indéterminée

3

Pourquoi conclure un contrat de travail ?

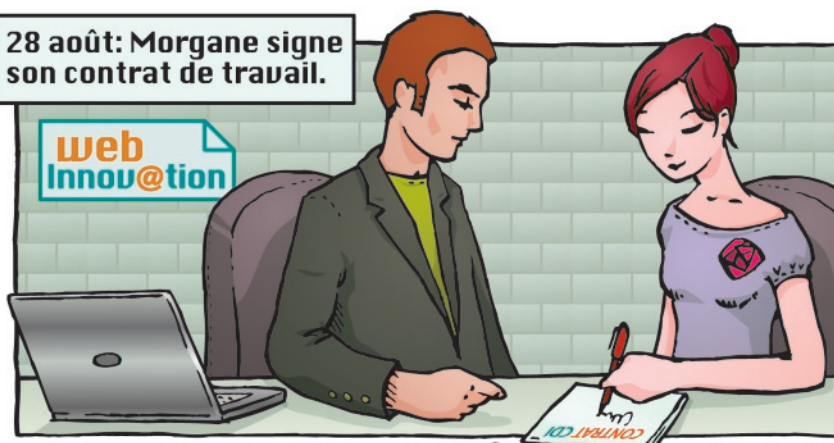
Un mois après son embauche en CDI, Morgane, assistante de direction, décide de mettre fin à sa période d'essai et de changer d'employeur. En effet, elle a accepté une nouvelle offre de travail dans le domaine médical qui correspond à sa formation.

audio

foucherconnect.fr/ed18076



28 août: Morgane signe son contrat de travail.



1er septembre: premier jour d'embauche.



30 septembre: Morgane met fin à sa période d'essai.



Précisez la relation contractuelle qui lie Morgane à la société Web Innovation. Les parties sont liées par un contrat de travail à durée indéterminée.

Indiquez les engagements réciproques de Morgane et de Web Innovation. Morgane doit fournir la prestation de travail et Web Innovation lui verser un salaire en contrepartie.

Plan B en vidéo

L'essentiel du CDI (2'19)

foucherconnect.fr/ed18077



Expliquez l'utilité du contrat de travail. Il précise toutes les dispositions individuelles entre les deux parties (employeur et salarié) relatives à la relation de travail.

DOC 1 Le contrat de travail à durée indéterminée (CDI)



Le contrat de travail est une convention par laquelle une personne (le **salarié**) s'engage à travailler pour le compte d'une autre (l'**employeur**) sous la **subordination** de laquelle elle se place, moyennant une rémunération.

D'après les articles L. 1221-1 à L. 1221-5 du Code du travail

1 Caractérisez le contrat de travail dans le tableau.

Employeur	Salarié
Société Easy Jouets	M. Bentane
Objet du contrat	
Prestation de travail en qualité de vendeur	
Durée du contrat	
Durée indéterminée	
Obligations de la société Easy Jouets	
Rémunérer M. Bentane	
Le déclarer à l'Urssaf	
Obligations de Moujad Bentane	
Fournir la prestation de travail	
Respecter le règlement intérieur	

Extrait d'un contrat de travail à durée indéterminée
Entre

La société Easy Jouets, 23 rue de Paris – 71100 Chalon-sur-Saône, représentée par Mme Lore en sa qualité de gérante,

Et : M. Bentane Moujad,

Article 1. Engagement : M. Bentane est engagé le 1^{er} septembre 2018 en qualité de vendeur coefficient 165 (statut d'employé), sous réserve de la visite d'information et de prévention décidant de son aptitude au travail proposé.

Article 2. Période d'essai : le contrat ne deviendra définitif qu'à l'issue d'une période d'essai de deux mois de travail effectif pendant laquelle chacune des deux parties pourra y mettre fin.

Article 3. Horaires : 35 heures par semaine.

Article 4. Rémunération mensuelle brute : 1 800 euros.

Article 5. Lieu d'exercice : M. Bentane est engagé pour exercer son activité au siège social de la société. [...]

Durée du contrat : indéterminée.

Obligations professionnelles : vous vous engagez à :

- consacrer professionnellement toute votre activité à l'entreprise ;
- observer le règlement intérieur et toutes les consignes données.

Convention collective : commerce de jouets

Mme Lore (gérante)

M. Bentane (salarié)

Lore

Bentane

vidéo

Rédiger un contrat de travail CDI à temps plein - 2'32

foucherconnect.fr/ed18078



DOC 2 La période d'essai

Catégories de personnel	Durée initiale maximale	Durée maximale renouvellement inclus
Ouvriers et employés	2 mois	4 mois
Agents de maîtrise et techniciens	3 mois	6 mois
Cadres	4 mois	8 mois

D'après Article L. 1221-19 du Code du travail

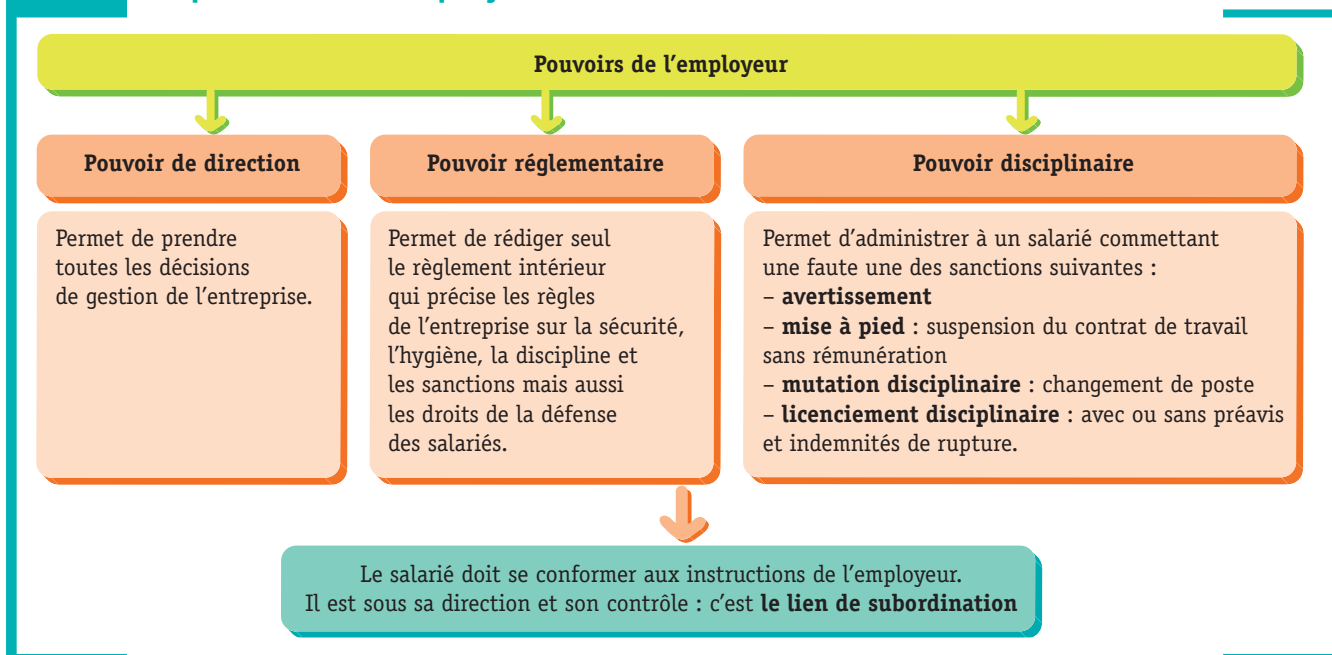
2 Donnez la durée de la période d'essai de M. Bentane. Cette durée peut-elle être prolongée ?

Période d'essai de 2 mois. La société peut prolonger la période d'essai jusqu'à 4 mois.

3 Indiquez l'intérêt d'une période d'essai lors d'une embauche.

Pendant cette période d'essai, les deux parties (salarié ou employeur) peuvent mettre fin au contrat de travail sans aucune conséquence juridique.

DOC 3 Les pouvoirs de l'employeur et le lien de subordination



4 Expliquez ce qu'est le lien de subordination.

Le salarié est sous la direction et le contrôle de son employeur.

5 Donnez des exemples pour chacun des trois pouvoirs de l'employeur.

Pouvoir de gestion Prendre des décisions dans l'intérêt de l'entreprise	Pouvoir réglementaire Fixer des règles utiles au bon fonctionnement de l'entreprise	Pouvoir disciplinaire Infliger des sanctions en cas de non-respect du règlement intérieur
<ul style="list-style-type: none"> • Embaucher un nouveau salarié • Licencier un salarié • Lancer un nouveau produit 	<ul style="list-style-type: none"> • Consignes de sécurité affichées • Règles d'entrée et de sortie des personnels et des clients 	<ul style="list-style-type: none"> • Avertissement • Mise à pied • Mutation disciplinaire • Licenciement disciplinaire

DOC 4 Les clauses particulières du contrat de travail

Article 6. Clause de résultat : M. Bentane doit atteindre des résultats fixés chaque année par Easy Jouets, à défaut il pourra être licencié.

Article 7. Clause de mobilité : M. Bentane s'engage à accepter tout changement de lieu de travail dans les magasins des départements suivants : 71, 21, 69, à défaut cela sera considéré comme une démission.

Article 8. Clause de non-concurrence : en cas de rupture du contrat, M. Bentane ne doit pas exercer une activité salariée ou non susceptible de concurrencer Easy Jouets dans les régions Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes pendant un an à compter de la rupture. En contrepartie M. Bentane percevra une indemnité mensuelle égale à 25 % du salaire moyen brut des 3 derniers mois d'activité.

6 Indiquez l'intérêt de la clause de résultat pour chacune des parties.

L'employeur évalue M. Bentane sur les objectifs réalisés et ce dernier connaît sa feuille de route.

7 Précisez si M. Bentane peut refuser sa mutation dans l'agence de Lyon (69).

M. Bentane est obligé d'accepter sa mutation dans l'agence de Lyon car cela est mentionné dans la clause de mobilité ; son refus correspondrait à une démission.

8 Rappelez les conditions de validité d'une clause de non-concurrence.

La clause de non-concurrence doit être limitée dans le temps (1 an) et l'espace (régions Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes) de manière raisonnable et avoir une contrepartie financière (indemnité).

DOC 5 La diversité des formes de rupture de contrat

À l'initiative de l'employeur

- Le licenciement pour motif personnel ou économique
- La mise à la retraite

À l'initiative du salarié et de l'employeur

- La rupture conventionnelle repose sur la volonté des deux parties et se matérialise par la signature d'une convention homologuée par l'inspection du travail

À l'initiative du salarié

- La démission
- Le départ en retraite

Situation 1

Lundi 12 novembre : Martin Lorin reçoit une convocation.

« Nous vous informons que nous envisageons à votre égard une mesure de licenciement pour motif personnel. Nous vous convoquons à un entretien préalable lundi prochain à 10 h, vous pourrez être assisté par un représentant du personnel. »

Lundi 19 novembre : au cours de l'entretien préalable, son employeur présente à M. Lorin les motifs de son licenciement.

Jeudi 22 novembre : M. Lorin reçoit sa lettre de licenciement pour motif personnel.

Situation 2

Extrait de la rupture conventionnelle : « [...] Nous décidons d'un commun accord de rompre le contrat de travail à durée indéterminée qui nous lie. [...] »

Le salarié et l'employeur

Situation 3

Mme Dantoni, gérante de la société Transat va procéder au licenciement de trois vendeuses suite à des difficultés économiques. Pour ce faire, elle doit respecter la procédure en cas de licenciement collectif pour motif économique : ① l'ordre des licenciements (ex. : ancienneté, compétences particulières, charges de famille...) ; ② la convocation des salariées à un entretien préalable ; ③ l'entretien préalable ; ④ la notification du licenciement aux salariées ; ⑤ l'information de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) du licenciement.

www.travail-emploi.gouv.fr

- 9** Identifiez, pour chaque situation, le type de rupture et la personne qui en est à l'origine.

Situation	Type de rupture	Initiative de l'employeur et/ou du salarié
1	Licenciement pour motif personnel	Employeur
2	Rupture conventionnelle	Salarié et employeur
3	Licenciement pour motif économique	Employeur

- 10** Distinguez les procédures en cas de licenciement pour motif personnel et en cas de licenciement économique collectif.

Il y a deux étapes supplémentaires en cas de licenciement collectif pour motif économique (l'ordre des licenciements et l'information à la DIRECCTE).

DOC 6 Les obligations de fin de contrat

À la rupture du contrat, l'employeur remet au salarié :

- un **certificat de travail**, qui atteste de l'emploi occupé par le salarié ;
- un **reçu pour solde de tout compte** ;
- une **attestation pour Pôle Emploi** pour faire valoir des droits à l'allocation chômage.



D'après www.travail-emploi.gouv.fr

- 11** Surlignez les documents à remettre au salarié en fin de contrat de travail.

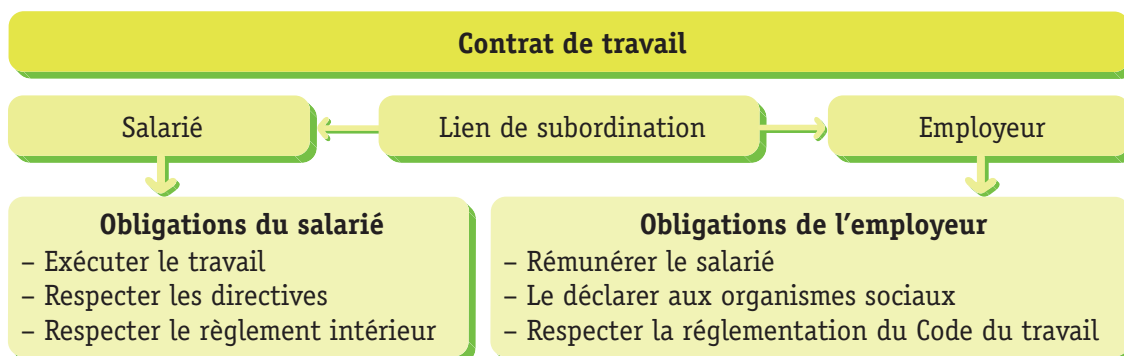
- 12** Précisez l'intérêt de ces documents pour le salarié.

Ces documents permettent au salarié de faire valoir ses droits auprès de Pôle Emploi, et servent de preuve pour toute démarche ultérieure (contester les sommes reçues ou droits à la retraite).

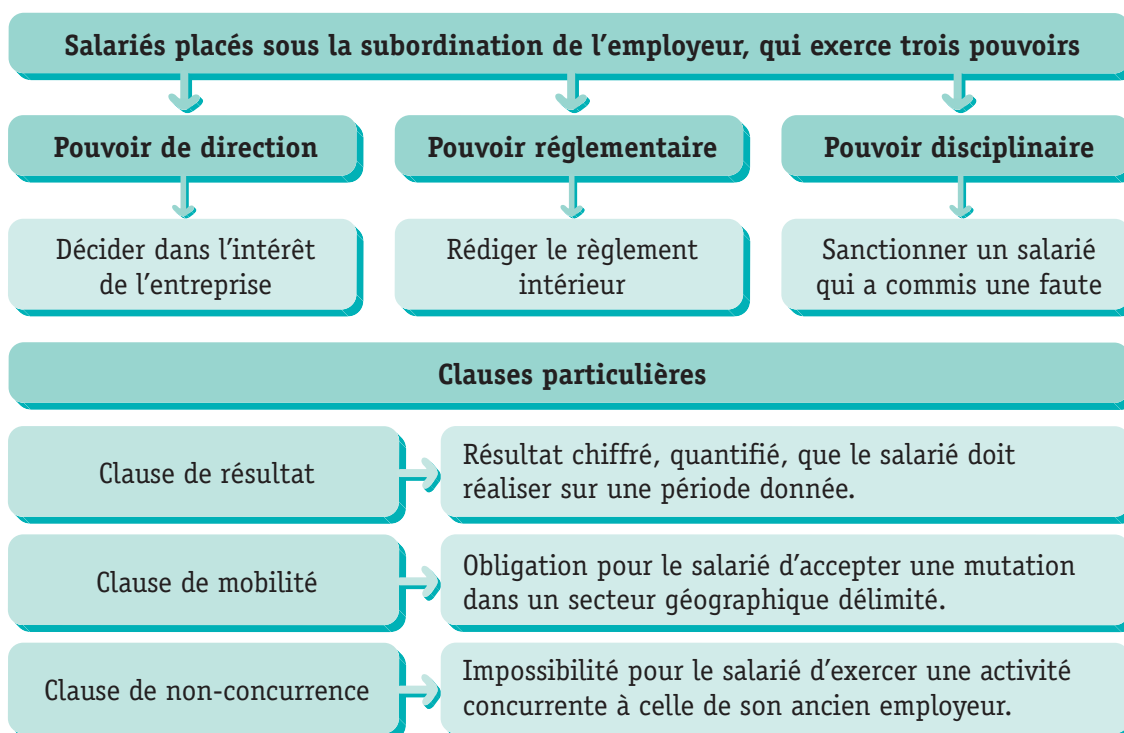
Synthèse 3

LE CONTRAT
DE TRAVAIL À DURÉE
INDÉTERMINÉE

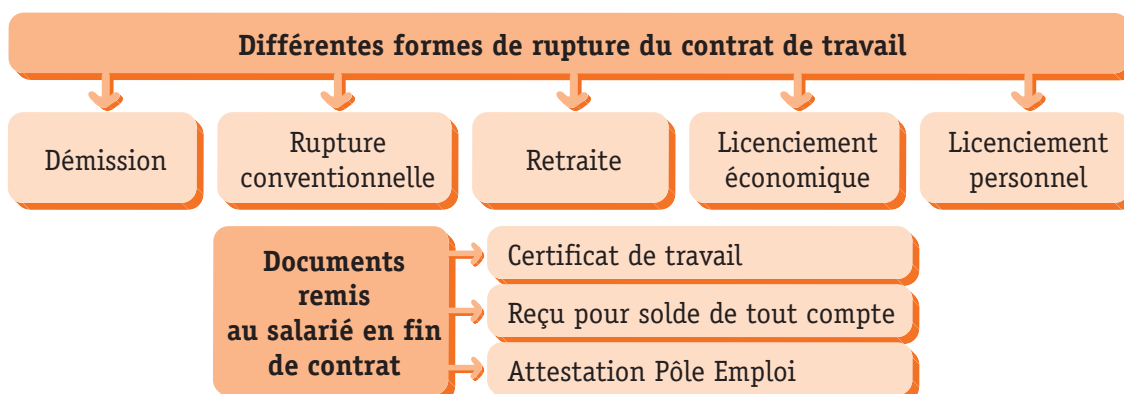
1 La relation de travail



2 Les spécificités du contrat de travail



3 La rupture du contrat de travail



À VOUS de jouer !

gcm
foucherconnect.fr/ed18079



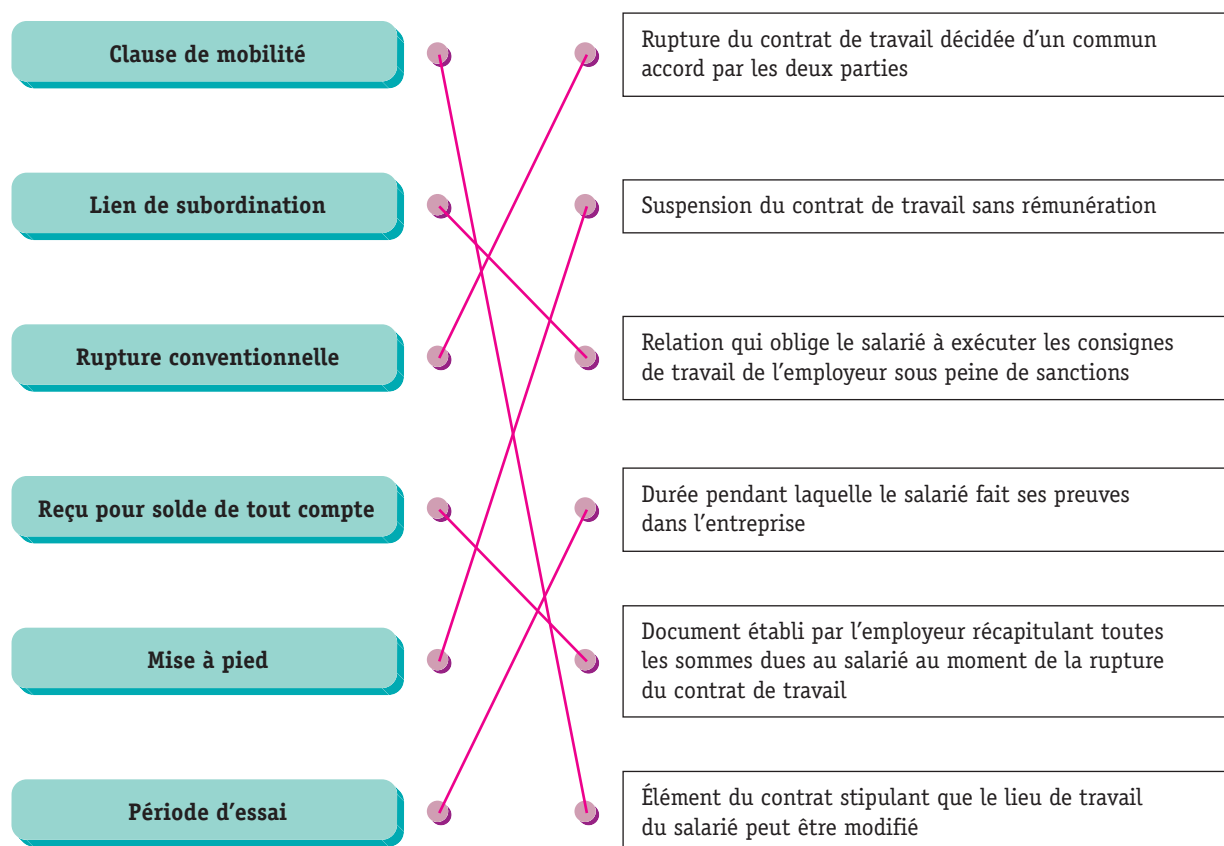
1 Mots mêlés

Démêlez les lettres données afin de former un mot correspondant au synonyme indiqué, à la suite de la première lettre.

1 Contrat	I N V T O O E N N	C O N V E N T I O N
2 Employeur	T I C R E R E U	D I R E C T E U R
3 Renoncement	N S I M S O E I	D É M I S S I O N
4 Employé	L R A I E A	S A L A R I É
5 Modalité d'un contrat	E U L S A	C L A U S E
6 Renvoi	C C E E T N N I I M E	L I C E N C I E M E N T
7 Changement d'affectation	N O T T I A U	M U T A T I O N
8 Activité	L V A A R I	T R A V A I L

2 La bonne paire

Reliez le mot à sa définition.



La diversité des contrats de travail


4

Quel contrat de travail adopter ?

Emma, diplômée d'un BTS Management des unités commerciales, a déjà plusieurs expériences bancaires à son actif. Actuellement à la recherche d'un emploi, elle hésite entre ces deux offres.

audio

foucherconnect.fr/ed18080



Offre d'emploi n° 1 - CIC

Intitulé : préparation licence professionnelle banque - Auvergne-Rhône-Alpes (h/f).

Descriptif : vous aimez conseiller et mettre en place des actions. Vous avez le sens de la relation clients. Vous souhaitez préparer une licence professionnelle de banque en alternance.

Profil : étudiant titulaire d'un bac + 2 (BTS/DUT), moins de 25 ans, avec ou sans expérience du domaine bancaire.

Contrat : contrat d'apprentissage du métier de conseiller clientèle particuliers.

Rémunération annuelle brute : 65 % du Smic.

Lieu : agence bancaire de Lyon.

Offre d'emploi n° 2 - Banque Postale

Intitulé : conseiller financier/conseillère financière.

Descriptif : vous serez en charge de la gestion du portefeuille clients, la commercialisation de la gamme des produits bancaires.

Compétences : bon relationnel clients, capacités d'analyse. Connaissances économiques et financières seront un atout.

Formation : bac + 2 ou équivalent.

Contrat : CDD de 12 mois avec possibilité d'une embauche en CDI.

Qualification : agent de maîtrise.

Salaire indicatif : annuel de 19 000 à 25 000 euros.

Lieu : Drôme.

Identifiez la nature du poste offert dans les deux offres d'emploi.

Offre d'emploi n° 1 : conseiller clientèle particuliers.

Offre d'emploi n° 2 : conseiller financier.

Mentionnez, pour chacune des offres d'emploi, le contrat proposé.

Offre d'emploi n° 1 : contrat d'apprentissage.

Offre d'emploi n° 2 : contrat de travail à durée déterminée de 12 mois pouvant déboucher sur un CDI.

Plan B en vidéo

5 minutes avant d'accepter un CDD (1'00)

foucherconnect.fr/ed18081



Citez trois bonnes raisons de signer un CDD.

Tester ses compétences, vérifier son intérêt pour le poste, enrichir son CV, développer son propre réseau.

DOC 1 Le contrat de travail à durée déterminée (CDD)

La conclusion d'un contrat à durée déterminée (CDD) n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise, temporaire, seulement dans les cas énumérés par la loi, et obligatoirement sous la forme d'un écrit. Le CDD ne peut permettre de pourvoir durablement un emploi lié à une activité normale de l'entreprise. Il peut être reconsidéré comme un CDI s'il ne respecte pas ces conditions. Une indemnité de fin de contrat de 10 % de la rémunération brute totale est versée au salarié en CDD.

D'après les articles L. 1242-1, L. 1242-2, L. 1243-8 du Code du travail

Depuis l'ordonnance du 22 septembre 2017, la durée totale d'un CDD ainsi que son nombre maximal de renouvellements peuvent être fixés par une convention ou un accord de branche étendu, sous réserve que cette durée ne puisse pas avoir pour effet de pourvoir durablement un emploi. À défaut de convention ou d'accord de branche étendu, ce sont les dispositions légales qui s'appliquent (cf. tableau ci-contre).

D'après les articles L. 1243-13, L. 1243-13-1 du Code du travail

Cas de recours énumérés par la loi	Durée maximale
Remplacement d'un salarié absent	18 mois ¹
Remplacement d'un chef d'entreprise artisanale, industrielle ou commerciale...	18 mois
Attente de l'arrivée d'un salarié en CDI	9 mois
Remplacement d'un salarié dont le départ définitif précède la suppression de son poste	24 mois
Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise	18 mois
Commande exceptionnelle à l'exportation	24 mois
Travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité	9 mois
Emplois à caractère saisonnier	Variable ²
Mission effectuée à l'étranger	24 mois

1. Ou toute la durée de l'absence du salarié.

2. En fonction de la saisonnalité de l'activité.

www.travail-emploi.gouv.fr

1 Relevez dans quel cas on peut recourir à un CDD.

On ne peut conclure un CDD que pour une tâche précise recensée par la loi.

2 Précisez sous quelle condition on peut librement fixer la durée d'un CDD.

À partir du moment où il existe une convention ou un accord de branche étendu, on peut librement fixer la durée d'un CDD.

vidéo

Les conditions du contrat à durée déterminée - 3'38

foucherconnect.fr/ed18082



DOC 2 Le contrat de travail temporaire (CTT)

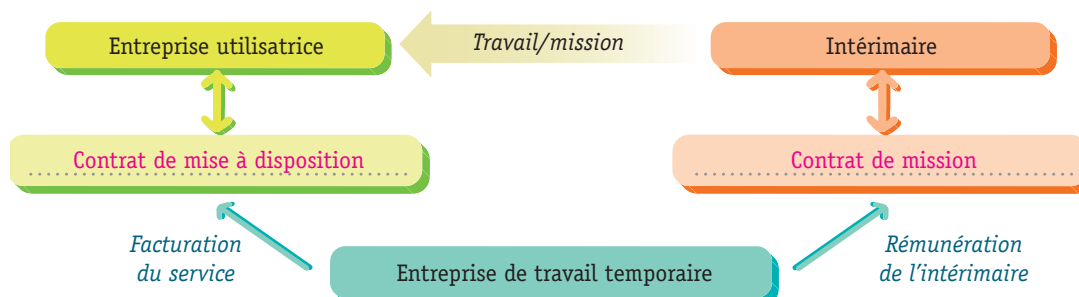
Un salarié sous contrat de mission (l'intérimaire) est un salarié embauché et rémunéré par une entreprise de travail temporaire (ETT) qui le met à la disposition (contrat de mise à disposition) d'une entreprise utilisatrice pour une durée limitée, dénommée mission.

D'après articles L. 1251-1 à L. 1254-13 du Code du travail

L'intérim répond à vos besoins en personnel : nous recrutons pour vous (annonces, tests de compétences) et nous gérons ce personnel (contrat de travail, fiches de paie...).



3 Spécifiez le nom des deux contrats qui fixent le cadre d'un contrat de travail temporaire.



4 Indiquez le rôle d'une entreprise de travail temporaire.

L'ETT met à la disposition d'entreprises utilisatrices des salariés pour exercer une mission temporaire.

DOC 3 Extrait d'un contrat d'apprentissage

L'EMPLOYEUR	
Nom et prénom ou dénomination : MORLON SARAH	N°SIRET de l'établissement d'exécution du contrat : 12121 10161 121010131
Adresse de l'établissement d'exécution du contrat : N° 32 Voie ZI DES LOSANGES	Type d'employeur : 1121
Complément : Code postal : 4510101 Commune : ORLEANS	Employeur spécifique : 101
Téléphone : 12121 10161 121010131 / Télécopie : 12121 10161 121010131	Code activité de l'entreprise (NAF) : 47411Z
Courriel : XXXXXXXXXX@XXXXXXX	Effectif salarié de l'entreprise : 111111191
Caisse de retraite complémentaire :	Convention collective applicable : COMMERCE DE GROS DE MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE
	Code IDCC de la convention : 12121
L'APPRENTI	
Nom et prénom : LORENZINI MARTIN	Date de naissance : 12121 10161 121010131
Nom d'usage :	Département de naissance : 1014151
Adresse : N° 2 Voie RUE DE LA LIBERTE	Régime social : 121
Complément : Code postal : 4510101 Commune : ORLEANS	Sexe : <input checked="" type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
Téléphone : 1111111111	Nationalité : 1F1
Courriel : XXXXXXXXXX@XXXXXXX	Déclare bénéficiaire de la reconnaissance travailleur handicapé : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
	Situation avant ce contrat : 1111
LE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE	
Nom et prénom : DOUCIN DANIELLE	Date de naissance : 11151 10151 111919161
<input checked="" type="checkbox"/> L'employeur atteste que le maître d'apprentissage répond à l'ensemble des critères d'éligibilité à cette fonction.	
LE CONTRAT	
Type de contrat ou d'avenant : 1111	Type de dérogation : 1111 (renseigner si une dérogation a été demandée pour ce contrat)
Numéro du contrat précédent ou du contrat sur lequel porte l'avenant : 11111111111111111111	(renseigner si ce contrat a eu lieu dans la même entreprise)
Date de début du contrat ou d'effet de l'avenant : 1011 10191 12101171	Date de fin : 1311 10181 121012101
Durée hebdomadaire de travail : 13151 heures 111 minutes	
Travail sur machines dangereuses ou exposition à des risques particuliers : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	
Rémunération	
* Indiquer SMIC ou SMC (salaire minimum conventionnel)	
1 ^{re} année, du 1011 10191 12101171 au 1311 10181 12101181 : 25 % du SMIC *	du 1111111111 au 1111111111 : % du SMIC *
2 ^e année, du 1011 10191 12101181 au 1311 10181 12101191 : 37 % du SMIC *	du 1111111111 au 1111111111 : % du SMIC *
3 ^e année, du 1011 10191 12101191 au 1311 10181 12101201 : 53 % du SMIC *	du 1011 10161 12101201 au 1311 10181 12101201 : 65 % du SMIC *
4 ^e année, du 1111111111 au 1111111111 : % du SMIC *	du 1111111111 au 1111111111 : % du SMIC *
Salaire brut mensuel à l'embauche : 11317101,071 €	
Avantages en nature : Nourriture : 1111,111 € / jour	Logement : 1111,111 € / mois
LA FORMATION	
Etablissement de formation responsable : CFA DE L'AGGLOMERATION ORLEANAISE	Diplôme ou titre visé par l'apprenti : 1111
	Intitulé précis : BAC PRO VENTE

https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_10103.do

- 5 Surlignez dans le contrat d'apprentissage les personnes concernées, le diplôme visé, sa date de début et de fin et la rémunération.

DOC 4 Deux contrats de formation en alternance

Critères	Contrat d'apprentissage	Contrat de professionnalisation
Bénéficiaires	Jeunes de 16 à 25 ans	– Jeunes de 16 à 25 ans – Demandeurs d'emploi de plus de 26 ans – Bénéficiaires du RSA
Objectifs	Acquisition d'un diplôme professionnel ou technologique	Acquisition d'une qualification pour une insertion professionnelle facilitée, en formation continue
Entreprises	Secteurs privé et public	Secteur privé
Durée du CDD ou du CDI	De 1 à 3 ans, selon le diplôme préparé	De 6 à 12 mois avec prolongation possible jusqu'à 24 mois. 150 heures de formation minimum
Rythme d'alternance	50 % en centre de formation des apprentis, 50 % en entreprise	25 % minimum en centre de formation 75 % en entreprise
Taux d'insertion professionnelle 6 mois après la fin du contrat	60 %	75 %

www.education.gouv.fr

- 6 Relevez les principales particularités du contrat de professionnalisation.

Le contrat de professionnalisation s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans, mais aussi aux demandeurs d'emploi de plus de 26 ans ou aux bénéficiaires du RSA. Seules les entreprises du secteur privé peuvent le signer. Il s'inscrit dans le cadre de la formation continue.

DOC 5 Le contrat de chantier ou d'opération



Le contrat de chantier ou d'opération est un contrat à durée indéterminée (CDI) conclu pour la durée d'un chantier ou d'une opération.

L'employeur peut rompre le contrat lorsque le chantier pour lequel le salarié a été recruté est achevé ou l'opération réalisée.

Dans le but de sécuriser le recours à ce type de contrat, et afin d'offrir des garanties aux salariés concernés, l'ordonnance du 22 septembre 2017 confie aux représentants des salariés et des employeurs le soin de fixer, dans une convention ou un accord collectif de branche étendu, les conditions dans lesquelles il sera possible de recourir à un tel contrat. À défaut de convention ou d'accord, ce contrat ne peut être conclu que dans les secteurs où son usage est habituel et conforme à l'exercice régulier de la profession, pour les secteurs qui y ont déjà recours au 1^{er} janvier 2017 (c'est-à-dire principalement le secteur du BTP ou de la construction navale).

www.travail-emploi.gouv.fr, 9 octobre 2017

7 Indiquez la particularité du contrat de chantier ou d'opération.

Il s'agit d'un CDI qui peut être rompu par l'employeur lorsque le chantier est achevé ou l'opération réalisée.

vidéo

Un contrat le temps d'un projet - 1'24

foucherconnect.fr/ed18083



8 Précisez comment sont fixées les conditions de recours à un contrat de chantier ou d'opération.

Les conditions dans lesquelles il est possible de recourir à un contrat de chantier ou d'opération doivent être précisées dans une convention ou un accord collectif de branche étendu. À défaut il n'est pas possible de conclure ce type de contrat.

DOC 6 Le contrat de rééducation professionnelle en entreprise (CRPE)

Le contrat de rééducation professionnelle en entreprise (CRPE) vise à faciliter le maintien ou le retour dans l'emploi d'un travailleur reconnu handicapé, quelle que soit l'origine de son handicap. Il permet à son bénéficiaire de se réaccoutumer à l'exercice de son ancien métier ou d'apprendre un nouveau métier. Le contrat est conclu pour une durée de 3 mois à 1 an.

Le contrat est signé par l'organisme de sécurité sociale, l'employeur et le salarié. Lorsqu'il n'est pas conclu avec l'employeur habituel du bénéficiaire, le CRPE peut donner lieu au versement d'une aide de l'Agefiph (association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées).

www.defi-metiers.fr, 2 juillet 2015



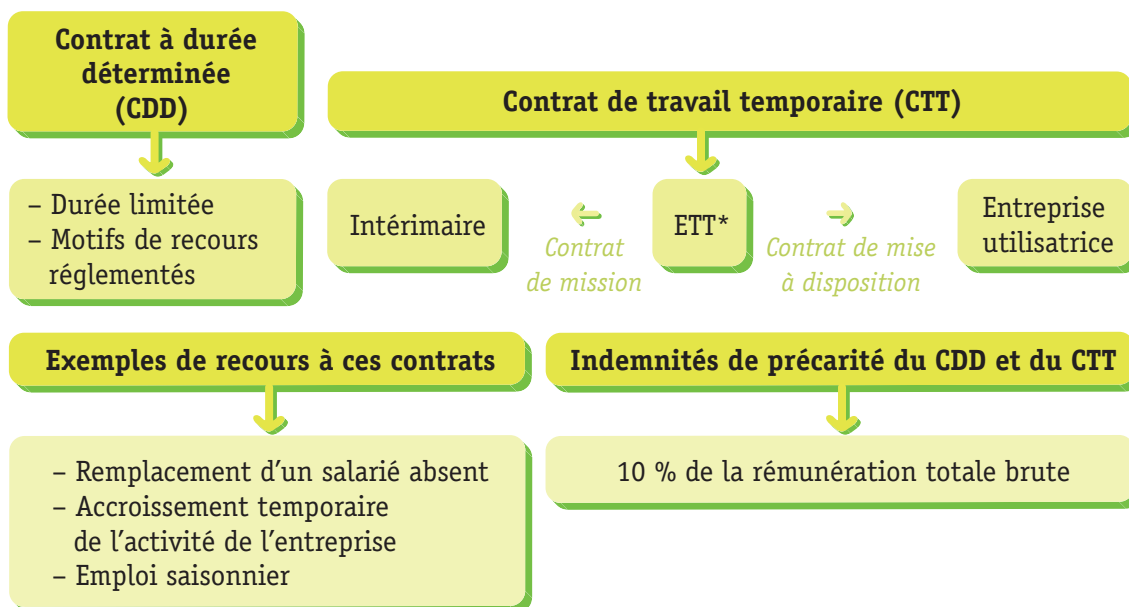
9 Présentez l'objectif du contrat de rééducation professionnelle en entreprise.

Le CRPE a pour objectif de réaccoutumer la personne devenue handicapée à l'exercice de son métier.

10 Listez les parties qui devront signer le CRPE.

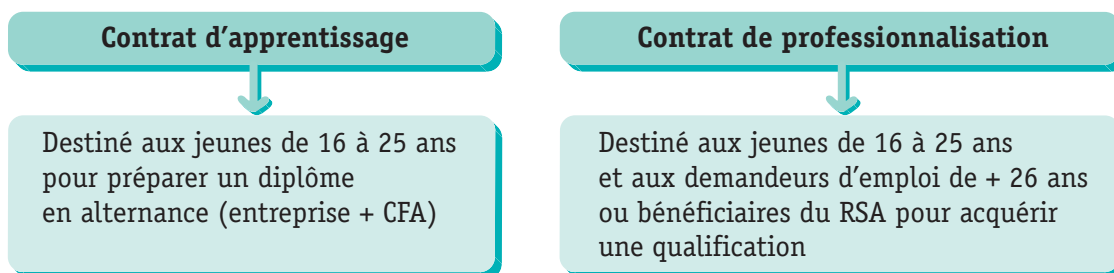
L'organisme de sécurité sociale, l'employeur et la personne handicapée devront signer le contrat.

1 Les contrats de travail à durée prédéfinie

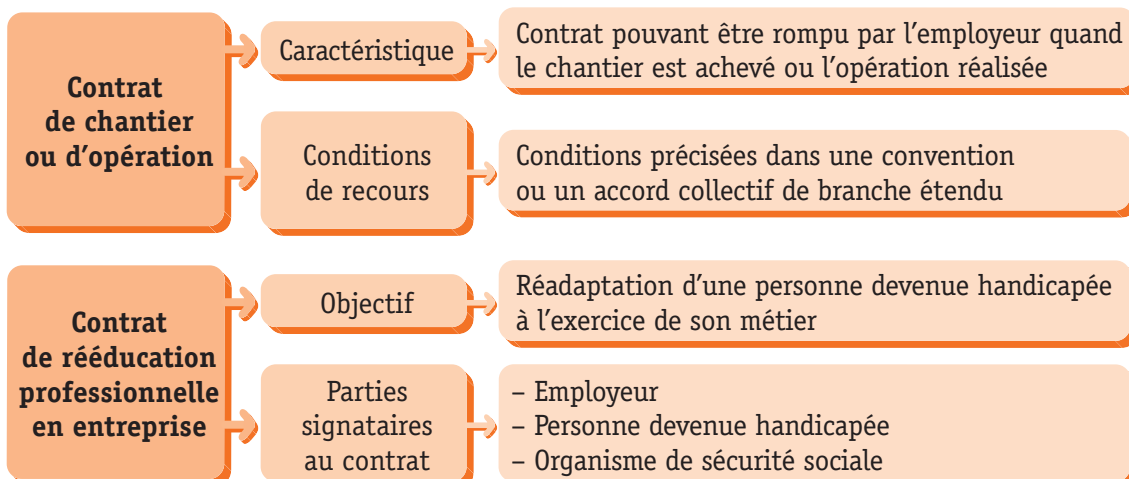


*ETT : entreprise de travail temporaire.

2 Les contrats de formation en alternance



3 Des contrats spécifiques



À VOUS

de jouer !

gcm

foucherconnect.fr/ed18084



1

Mot mystère

Barrez dans la grille les mots indiqués, lisibles horizontalement, verticalement ou en diagonale (dans les deux sens). Les 20 lettres inutilisées forment le mot mystère, qui correspond à un type de contrat en alternance.

AGEFIPH. Alternance. Apprenti. Avenir. CDD. Contrat. CTT. Déterminée. Diplômes. Durée. État. Handicapés. Intérim. Mission. Primes. Temporaire. Travail. Tuteur.

E	P	M	T	R	M	T	O	F	S	E
E	S	I	A	P	I	A	I	T	E	S
R	A	R	T	R	S	R	T	U	E	E
U	V	E	E	I	S	T	N	T	P	R
D	E	T	E	M	I	N	E	E	A	I
H	N	N	I	E	O	O	R	U	C	A
P	I	I	O	S	N	C	P	R	I	R
I	R	N	D	N	A	L	P	I	D	O
F	S	D	A	T	I	T	A	O	N	P
E	C	N	A	N	R	E	T	L	A	M
G	T	R	A	V	A	I	L	C	H	E
A	S	E	M	O	L	P	I	D	N	T

Mot mystère : professionnalisation

2

À mots couverts

Reconstituez la phrase suivante grâce au code secret partiellement dévoilé. Un même signe remplace toujours une même lettre. La phrase à décoder correspond à une caractéristique des contrats à durée prédéfinie.

L	E	S	C	O	N	T	R	A	T	S	É	V	O	Q	U	É	S
☞	?	☞	☹	☞	☹	☹	☹	☹	☹	☹	?	☹	☹	☹	☹	☹	☹
D	A	N	S	C	E	C	H	A	P	I	T	R	E	S	O	N	T
☹	☹	☹	☹	☹	?	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹
S	O	N	T	D	I	T	S	P	R	É	C	A	I	R	E	S	
☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	☹	

Réponse : Les contrats évoqués dans ce chapitre sont dits précaires.

La durée du travail

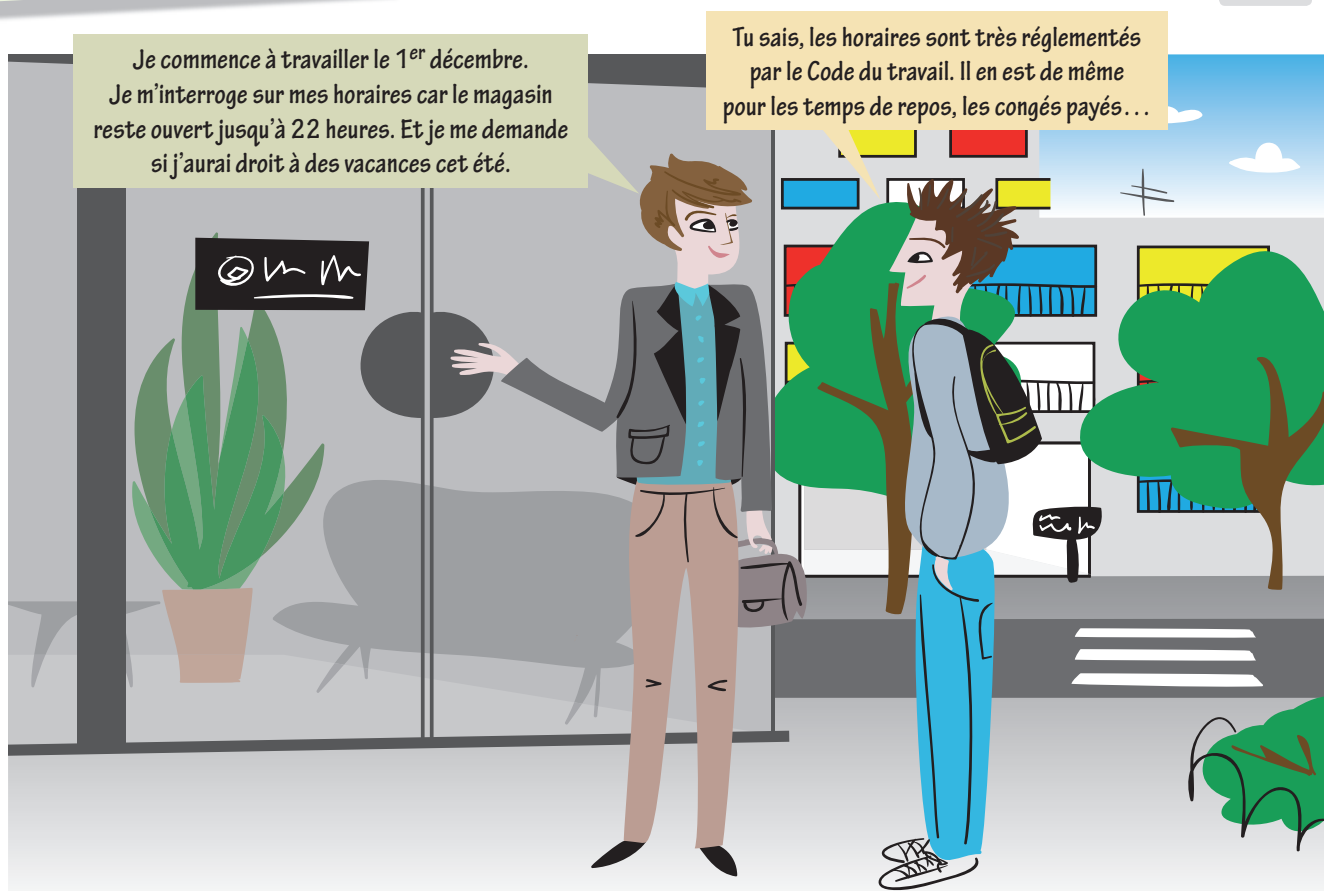
5

Comment fixer la durée du travail ?

Valentin vient de décrocher un poste de vendeur dans une grande enseigne du multimédia. Il n'a pas encore signé le contrat de travail et, comme il s'agit pour lui d'un premier emploi, il s'interroge notamment sur les horaires. Il se confie à son ami Guillaume.

audio

foucherconnect.fr/ed18085



Expliquez pourquoi Valentin est inquiet.
Il craint que les horaires de travail soient trop contraignants. Il se demande s'il pourra bénéficier de congés pendant l'été.

Indiquez comment Guillaume le rassure.
Guillaume lui explique que la durée du travail, les temps de repos et de congés sont réglementés.

Plan B en vidéo

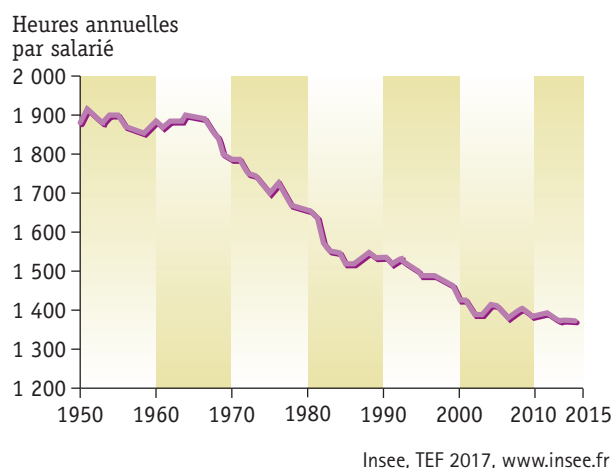
Historique des congés et évolution du temps de travail (1'40)



foucherconnect.fr/ed18086

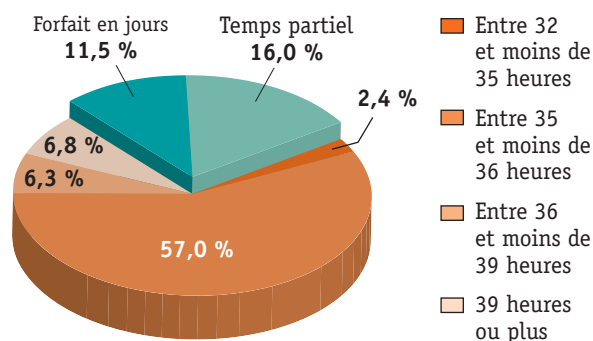
Citez les principales dates relatives à l'instauration des jours de congés payés en France.
1936 : 2 semaines,
1956 : 3 semaines,
1968 : 4 semaines,
1982 : 5 semaines.

DOC 1 La durée annuelle du travail



DOC 2 La durée hebdomadaire du travail

Durée hebdomadaire collective moyenne des salariés à temps complet en 2016



D'après Dares, juin 2016, www.travail-emploi.gouv.fr

1 Commentez l'évolution de la durée du travail.

La durée annuelle du travail a baissé de manière continue de 1950 à 2000, puis a connu une stagnation. Plus de la moitié des salariés à temps complet ont une durée de travail comprise entre 35 heures et moins de 36 heures par semaine ; 2,4 % travaillent moins de 35 heures ; 16 % travaillent à temps partiel.

DOC 3 Le cadre réglementaire

Durée journalière maximale	10 heures avec dérogations possibles (commerce, hôtellerie...) et dans la limite de 12 heures pour des motifs liés à l'organisation ou l'activité accrue de l'entreprise. 8 heures pour les salariés de moins de 18 ans.
Durée hebdomadaire	Légale : 35 heures. Maximale sur 12 semaines consécutives : 44 heures, ou 46 heures par accord d'entreprise ou 60 heures en cas de circonstances exceptionnelles sur autorisation de l'inspection du travail (sans pouvoir dépasser 48 heures/semaine). Salariés de moins de 18 ans : 35 heures (5 heures supplémentaires possibles après dérogation).
Temps de travail effectif	Heures pendant lesquelles le salarié est à la disposition de l'employeur et suit ses directives sans pouvoir vaquer à ses occupations personnelles.
Travail à temps partiel	Durée du travail inférieure à la durée légale (35 heures/semaine) ou à la durée fixée conventionnellement par la branche ou l'entreprise.
Heures supplémentaires (HS)	Taux légal de majoration des heures effectuées au-delà de la durée légale : - 25 % pour les 8 premières HS (de la 36 ^e à la 43 ^e heure incluse), - 50 % pour les HS suivantes (à partir de la 44 ^e heure). Le taux de majoration des HS peut être abaissé à 10 % par accord d'entreprise, sauf si un accord de branche s'y oppose.
Repos compensateur (à prendre dès 7 heures cumulées)	Les heures supplémentaires accomplies au-delà du contingent annuel prévu donnent droit à un repos de : - 50 % des HS accomplies pour les entreprises de 20 salariés ou moins, - 100 % des HS accomplies pour les entreprises de plus de 20 salariés.

2 Complétez le tableau des heures supplémentaires (décompte en semaine civile).

Temps de travail hebdomadaire	Heures supplémentaires	Taux de majoration
Semaine 1 : 39 heures	4 heures	25 %
Semaine 2 : 41 heures	6 heures	25 %
Semaine 3 : 43 heures	8 heures	25 %
Semaine 4 : 45 heures	8 heures	25 %
	2 heures	100 %

vidéo

Quelle est la durée maximale légale du travail ? - 3'07

foucherconnect.fr/ed18087



DOC 4 Les repos légaux, ce que dit le Code du travail

Par journée	Par semaine
<p>Article L. 3131-1 Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives. Dérogations : 12 heures pour les jeunes de 16 à 18 ans ; 14 heures pour les moins de 16 ans.</p> <p>Article L. 3121-16 Dès que le temps de travail quotidien atteint six heures, le salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes consécutives.</p>	<p>Article L. 3132-1 Il est interdit de faire travailler un même salarié plus de six jours par semaine.</p> <p>Article L. 3132-2 Le repos hebdomadaire a une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives auxquelles s'ajoutent les heures de repos quotidien. Dérogations : 36 heures consécutives dont le dimanche pour les jeunes de moins de 18 ans.</p> <p>Article L. 3132-3 Dans l'intérêt des salariés, le repos hebdomadaire est donné le dimanche. Dérogations : commerces, hôpitaux, travaux urgents...</p>

3 Déterminez les temps de repos applicables aux deux salariés.

Salariés	Temps de repos quotidien	Temps de repos hebdomadaire minimum
Samuel, 27 ans, chauffeur	11 heures	35 heures consécutives/semaine
Cécilia, 17 ans, vendeuse	12 heures	36 heures consécutives/semaine dont le dimanche

DOC 5 Les jours fériés

Article L. 3133-3. Le chômage des jours fériés ne peut entraîner aucune perte de salaire pour les salariés totalisant **au moins trois mois d'ancienneté dans l'entreprise** sous réserve, pour chaque salarié intéressé, d'avoir été **présent le dernier jour de travail précédant le jour férié et le premier jour de travail qui lui fait suite**, sauf autorisation d'absence préalablement accordée.

Le 1^{er} mai est jour férié et chômé.

Les salariés ont droit à une indemnité égale au salaire qu'ils ont perdu du fait du chômage du 1^{er} mai, à la charge de l'employeur.

Les salariés occupés le 1^{er} mai ont droit, en plus de leur rémunération normale, à une indemnité égale à celle-ci. En d'autres termes, leurs salaires sont doublés. Aucune indemnité n'est due si le 1^{er} mai coïncide avec un jour de repos.



4 Énumérez les onze jours fériés légaux d'après l'article L. 3133-1 du Code du travail.

1^{er} janvier (jour de l'An), lundi de Pâques, 1^{er} mai (fête du travail), 8 mai (commémoration fin de la Seconde Guerre mondiale), jeudi de l'Ascension, lundi de Pentecôte, 14 juillet (fête nationale), 15 août (Assomption), 1^{er} novembre (Toussaint), 11 novembre (armistice Première Guerre mondiale), 25 décembre (Noël).

5 Surlignez les conditions requises pour bénéficier de la réglementation relative au chômage des jours fériés.

6 Précisez comment est rémunéré le 1^{er} mai :

- lorsqu'il est chôme : indemnité égale au salaire qui aurait été perçu en cas de travail
- lorsqu'il est travaillé : rémunération doublée

DOC 6 Le droit aux congés payés

La loi El Khomri, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017, donne plus de pouvoir et de flexibilité à l'employeur pour l'organisation des congés payés.

Durée	Deux jours et demi ouvrables ¹ par mois de travail effectif, soit 30 jours ouvrables ou 5 semaines (six semaines dans l'hôtellerie).
Période de référence	Définie par convention ou par décision de l'employeur après consultation ou non des représentants du personnel, elle peut s'étendre sur l'année civile du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Période légale de prise du congé principal	Fixée par accord conventionnel, d'entreprise ou de branche, en incluant obligatoirement la période du 1 ^{er} mai au 31 octobre. À défaut d'accord, du 1 ^{er} mai au 31 octobre.
Congé principal	12 jours au minimum, 24 jours au maximum. Dérogations possibles en cas d'enfant, adulte handicapé ou personne âgée dépendante à charge.
Ordre des départs	Fonction de la situation familiale, de l'ancienneté, du poste de travail... Consultation des représentants du personnel ou accord d'entreprise.
Dates de départ	Communiquées au moins un mois avant le départ en congés par tout moyen à disposition.
Indemnité	Proportionnelle à la durée des congés payés (maintien du salaire ou dixième de la rémunération perçue pendant la période de référence).

1. Jours ouvrables : tous les jours de la semaine, à l'exception des jours correspondant au repos hebdomadaire et des jours fériés.

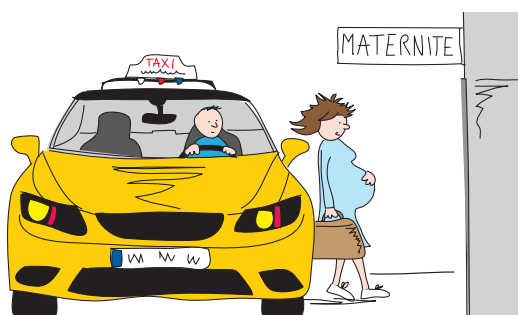
7 Indiquez la durée maximale du congé principal.

24 jours au maximum sauf dérogation.

8 Précisez à quelle période les salariés peuvent prendre leurs congés payés.

Du 1^{er} mai au 31 octobre ou en dehors de cette période s'il existe un accord conventionnel, d'entreprise ou de branche.

DOC 7 Les congés spéciaux



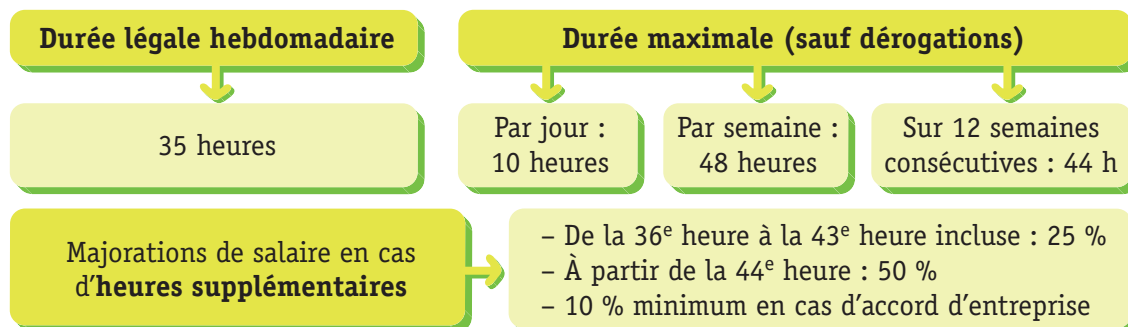
Nature du congé	Conditions
Congés liés à la vie familiale	Congés de maternité (16 semaines), de paternité (11 jours), à l'occasion du mariage... et congés parental d'éducation ² , pour enfant malade ² , de solidarité familiale ² ...
Congés professionnels	Congés individuel de formation, de formation économique, sociale et syndicale, pour examen, pour création ou reprise d'entreprise ² .
Congés pour convenance personnelle	Congé sabbatique (6 à 11 mois) ² , sans solde ² , d'enseignement et de recherche ² , de solidarité internationale ² ...

2. Congés non rémunérés.

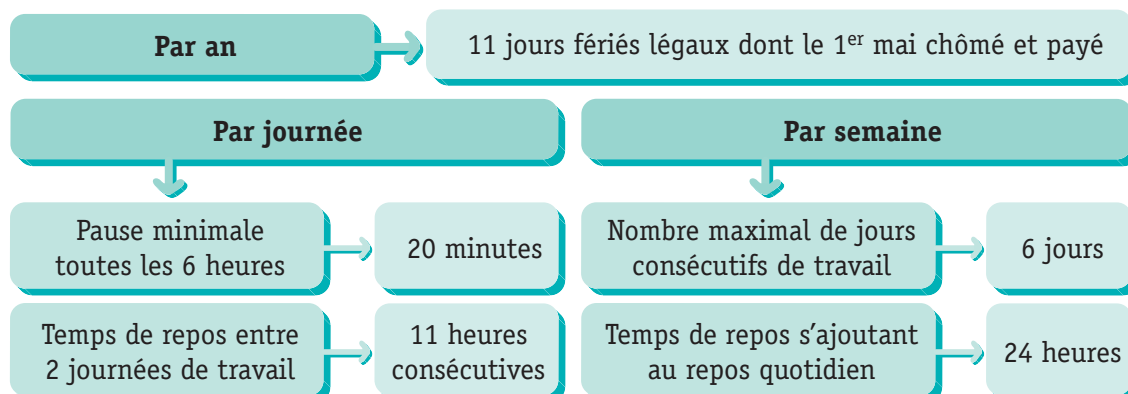
9 Expliquez pourquoi certains congés spéciaux sont rémunérés et d'autres non.

Les congés en relation avec le travail ou la formation sont rémunérés en tant que tels ; il en est de même pour les congés à caractère social (congé maternité, paternité...). En revanche, les congés à caractère personnel ne sont pas rémunérés.

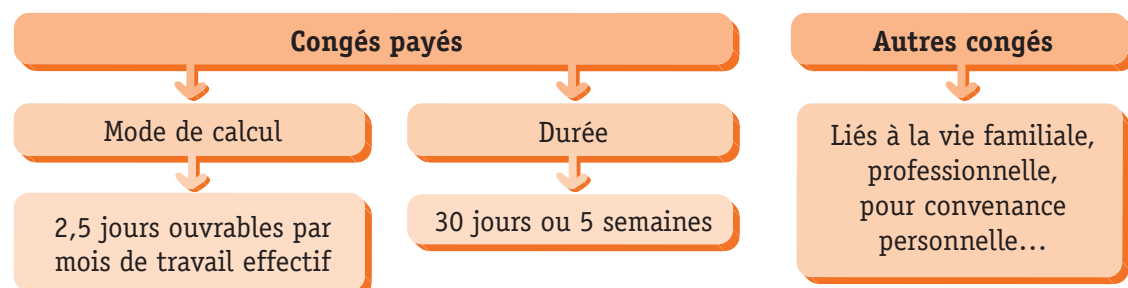
1 Les règles applicables à la durée du travail



2 Les périodes et les temps de repos



3 Les congés



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18088



1

Au temps pour moi

Reliez chaque période de travail à la durée correspondante.

Durée journalière maximale	8 heures
Durée journalière maximale (moins de 18 ans)	35 heures
Durée hebdomadaire légale	48 heures
Durée hebdomadaire maximale sur 12 semaines consécutives	10 heures
Durée hebdomadaire maximale	44 heures
Repos quotidien entre deux journées de travail	2 jours consécutifs*
Repos quotidien entre deux journées de travail (16 à 18 ans)	20 minutes
Repos hebdomadaire minimum	11 heures consécutives
Repos hebdomadaire minimum (moins de 18 ans)	12 heures consécutives
Pause minimale toutes les six heures	30 minutes
Pause minimale toutes les 4 heures 30 (moins de 18 ans)	24 heures au moins

* Dont un obligatoirement le dimanche.

2

Vérité ou mensonge ?

Cochez la bonne réponse pour chaque affirmation.

Congés payés	Vrai	Faux
❶ La durée des congés payés est fixée à deux jours et demi ouvrables par mois de travail effectif.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❷ La durée des congés payés est fixée à quatre semaines par an, soit trente jours ouvrables.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
❸ La période de référence pour le calcul des congés peut s'étendre sur l'année civile, soit du 1 ^{er} janvier au 30 décembre.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❹ Les congés payés doivent obligatoirement être pris dans la période du 1 ^{er} mai au 31 octobre.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
❺ La date de départ en congés est fixée par l'employeur et communiquée au moins deux mois à l'avance.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
❻ L'indemnité de congés payés est proportionnelle à la durée des congés et calculée selon la méthode du maintien du salaire ou du dixième de la rémunération perçue pendant la période de référence.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

La rémunération

6

Comment déterminer le salaire ?

Alexandra passe voir sa meilleure amie Ludivine qui travaille au Sun&Sea, un restaurant de plage très fréquenté. Pendant sa pause, cette dernière lui fait part de ses inquiétudes.

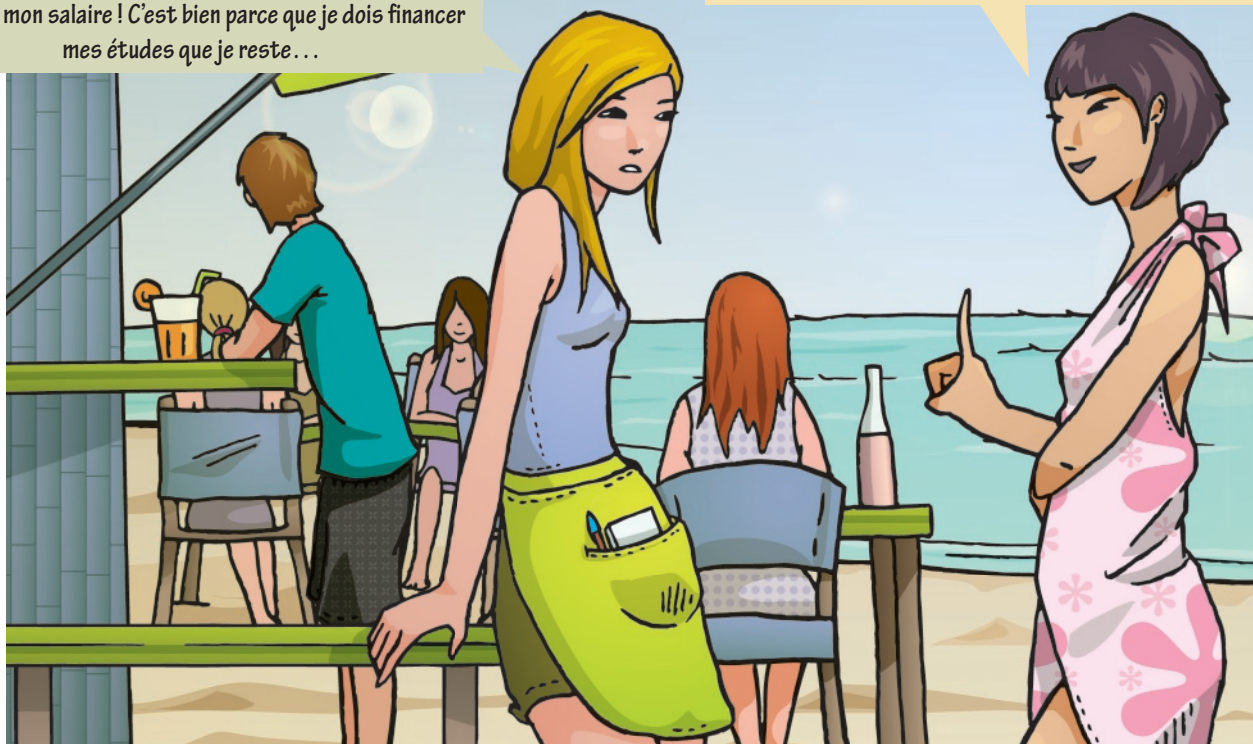
audio

foucherconnect.fr/ed18089



Je bosse depuis un mois et demi ici, avec un seul jour de congé par semaine. À part quelques pourboires, je n'ai pas encore été payée. Je ne connais pas le montant exact de mon salaire ! C'est bien parce que je dois financer mes études que je reste...

Il ne faut pas te faire arnaquer. Tout en y mettant les formes pour ne pas te faire renvoyer, exige ta paie de juillet et un bulletin de salaire, c'est obligatoire !



Listez les anomalies relevées par Ludivine quant à sa rémunération.
Au bout d'un mois et demi, elle n'a été payée qu'en pourboires. Elle ne connaît même pas le montant de sa rémunération.

Reformulez les conseils donnés par Alexandra à son amie.
Elle conseille à son amie d'exiger le salaire correspondant au travail du mois de juillet et de demander un bulletin de paie.

Plan B en vidéo

Parler de salaire en entretien d'embauche (2'40)

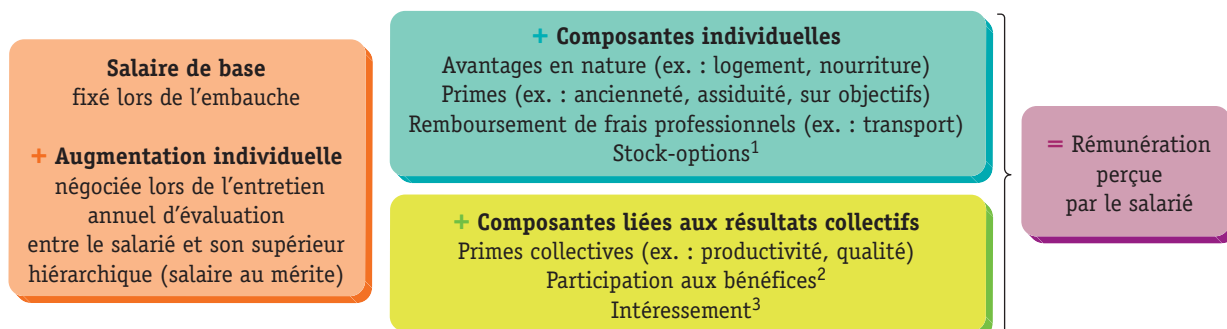
foucherconnect.fr/ed18090



Indiquez comment aborder la question du salaire lors d'un entretien de recrutement.
N'évoquer la question du salaire qu'en fin d'entretien, négocier dans une fourchette de salaires en montant annuel brut, demander une majoration de 10 à 20 % si on est déjà en poste.

DOC 1 Les éléments de la rémunération

La rémunération comprend le salaire de base auquel s'ajoutent des composantes spécifiques et individuelles et des composantes liées aux résultats collectifs. La rémunération individualisée récompense ainsi le mérite personnel et encourage l'engagement collectif et la motivation d'équipe. Cette personnalisation du salaire tend à se développer.



1. *Stock-options* : droits attribués à des salariés par leur entreprise en vue d'acquérir des actions de leur société à un cours déterminé à l'avance.
 2. Participation aux bénéfices : obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés, calculée par référence au bénéfice après impôts.
 3. Intéressement : facultatif, lié aux résultats financiers ou/et aux performances réalisées (ex. : productivité).

1 Expliquez comment est déterminé le salaire de base.

Il est fixé au moment de l'embauche et revalorisé à la suite des entretiens annuels d'évaluation entre le salarié et son supérieur hiérarchique.

2 Indiquez les éléments qui s'ajoutent au salaire de base.

Les composantes individuelles et les rémunérations liées aux résultats collectifs.

DOC 2 Une rémunération motivante

La rémunération comprend une partie fixe liée à la fonction et une partie variable fondée sur la performance individuelle et collective comportant un intéressement (prime de progrès trimestrielle liée aux résultats de l'hypermarché) et une participation aux résultats de l'entreprise. Le salarié a également la possibilité de profiter de l'actionnariat salarié et de bénéficier de 10 % de remise sur les achats dans les magasins Auchan ainsi que de la mutuelle et prévoyance.

D'après Auchan, talent.auchan.fr, 2016



3 Répartissez dans le tableau les éléments de la rémunération chez Auchan.

Part fixe de la rémunération	Éléments variables de la rémunération
Salaire de base lié à la fonction	Part variable liée à la performance individuelle et collective : prime de progrès et participation aux résultats de l'entreprise. Stock-options

4 Montrez en quoi la rémunération versée par Auchan est motivante.

Elle comprend des éléments variables qui récompensent la performance individuelle et des éléments variables liés aux résultats collectifs qui renforcent la motivation du personnel.

DOC 3 Le salaire de base

Le salaire de base est fixé librement entre l'employeur et le salarié, soit par le contrat de travail, soit par décision de l'employeur sous réserve du respect de certaines règles légales et conventionnelles. [...] Dans tous les cas, doivent être respectés :

- les règles relatives au Smic ;
- les salaires minimaux et les éléments de rémunération prévus par les conventions ou accords collectifs applicables, ou l'usage éventuellement en vigueur dans l'entreprise ;

- le principe d'égalité de rémunération entre femmes et hommes ;
- la non-discrimination (notamment syndicale).

Plusieurs modes de rémunération sont possibles :

- **au temps**, en fonction de la durée de travail effectif ;
- **au rendement**, en fonction des normes connues et préalablement définies ;
- **au forfait**, selon une convention conclue par écrit (ex. : rémunération des cadres).

D'après www.travail.gouv.fr

5 Expliquez les principes de détermination du salaire de base.

Il est librement fixé entre l'employeur et le salarié sous réserve de respecter le Code du travail et les conventions ou accords collectifs applicables.

DOC 4 Un bulletin de salaire simplifié (extrait)

Éléments de revenu brut			
Élément	Montant	Part salarié	Part employeur
Salaire brut	1 457,52		
Heures supplémentaires			
Remboursement transport	53,40		
Titres restaurant			
Cotisations sociales		Part salarié	Part employeur
Sécurité sociale		10,93	190,94
Complémentaire santé		16,83	13,77
Incapacité, invalidité, capital décès		4,98	7,49
Assurance accidents du travail - maladies professionnelles			
Assurance retraite		104,21	154,50
Sécurité sociale		56,64	70,96
Complémentaire		7,29	22,92
supplémentaire			
Allocations familiales			50,28
Assurance chômage		34,98	52,67
Autres contributions dues par l'employeur			220,16
Cotisations de convention collective ou statutaires			
CSG/CRDS non imposable à l'impôt sur le revenu		80,20	
CSG/CRDS imposable à l'impôt sur le revenu		34,37	
Allègement de cotisations			413,21
Total des cotisations		350,64	396,72
Total	1 510,92	415,64	493,72

vidéo

Comment décrypter son bulletin de salaire - 3'20

foucherconnect.fr/ed18091



6 Retrouvez comment se calculent :

- le salaire net : $(1\,457,52 \text{ €} + 53,40 \text{ €}) - 415,64 \text{ €} = 1\,095,28 \text{ €}$
- le coût total de la rémunération d'un salarié pour l'entreprise : $1\,095,28 \text{ €} + 493,72 \text{ €} = 1\,589,00 \text{ €}$

DOC 5 La révision du Smic

Le Smic est revalorisé chaque année au 1^{er} janvier sur la base de la moitié du gain de pouvoir d'achat du salaire horaire moyen des ouvriers et des employés.

En cours d'année, si l'indice des prix à la consommation a augmenté d'au moins 2 %, le Smic est revalorisé automatiquement dans les mêmes proportions.

En outre, à tout moment, le gouvernement peut décider d'augmenter le Smic : « coup de pouce » au pouvoir d'achat.

7 Rappelez l'intérêt du Smic.

Le Smic correspond à un salaire en dessous duquel, légalement, aucun salarié ne peut être payé quelle que soit la forme de sa rémunération.

DOC 6 Les modalités de paiement du salaire

Périodicité	Une fois par mois à date fixe avec possibilité d'un acompte à quinzaine. Les VRP doivent percevoir leurs commissions au moins tous les trois mois.
Mensualisation	Versement chaque mois d'une rémunération déterminée indépendamment du nombre de jours dans le mois, paiement des jours fériés chômés, de certains congés et maintien du salaire en cas de maladie. Les heures supplémentaires sont payées en plus avec les majorations correspondantes. Les heures non travaillées peuvent donner lieu à une réduction de salaire proportionnelle.
Lieu	Pas de lieu imposé par le Code du travail. Selon les usages, sur les lieux de travail quand le salaire est payé en espèces ou en chèque.
Mode	Par chèque, virement bancaire ou postal lorsque le montant excède 1 500 € nets par mois (ou par chèque emploi-service universel, chèque emploi associatif, titre emploi service entreprise).
Retenues	Les sanctions pécuniaires et les retenues sur salaire sont interdites, à l'exception par exemple des retenues pour délivrance d'outils et fournitures nécessaires au travail.
Protection vis-à-vis de l'employeur	En cas d'insolvabilité de l'employeur, des procédures protègent les salariés : fonds de garantie des salaires, privilège général et superprivilège accordant une priorité de paiement des salaires sur les autres créances.
Protection des créanciers du salarié	Saisie sur salaire permettant à un créancier de faire saisir une partie de la rémunération du débiteur en cas de non-paiement d'une créance (impôts, loyers impayés...). Le salaire ne peut pas être saisi dans sa totalité et un minimum doit être laissé à la disposition du salarié.

8 **Surlignez les avantages de la mensualisation pour le salarié.**

9 **Expliquez pourquoi un mode de paiement particulier est prévu à partir de 1 500 € nets/mois.**
Pour des raisons de commodité et de sécurité.

10 **Proposez la suite envisageable pour chaque situation.**

Situation	Action envisagée
❶ L'employeur d'Hassan a décidé de lui infliger une amende de 10 € pour chaque retard de plus de 30 minutes.	Recours du salarié possible car les amendes pécuniaires sont interdites.
❷ Vanessa n'a pas payé ses loyers depuis un an. Son propriétaire a l'intention d'intenter une procédure.	Demande de saisie sur salaire.

DOC 7 Le bulletin de salaire

Depuis le 1^{er} janvier 2017, sauf opposition du salarié, l'employeur peut procéder à la remise du bulletin de paie sous forme électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité, la disponibilité pendant une durée fixée par décret et la confidentialité des données. Les salariés peuvent accéder à la version numérique de leur bulletin de paie via une plateforme de services en ligne (compte personnel d'activité).

La remise du bulletin de paie ne fait pas présumer le paiement du salaire. La charge de la preuve du paiement du salaire incombe à l'employeur, au moyen notamment de pièces comptables.

En cas de litige, le salarié peut effectuer un recours devant le conseil de prud'hommes dans un délai de 5 ans.

11 **Précisez les conditions de mise en œuvre du bulletin de salaire électronique.**

Accord du salarié, garantie de l'intégrité et de la disponibilité des données par l'employeur via une plateforme de services en ligne.

12 **Indiquez qui doit apporter la preuve du paiement du salaire en cas de contestation.**

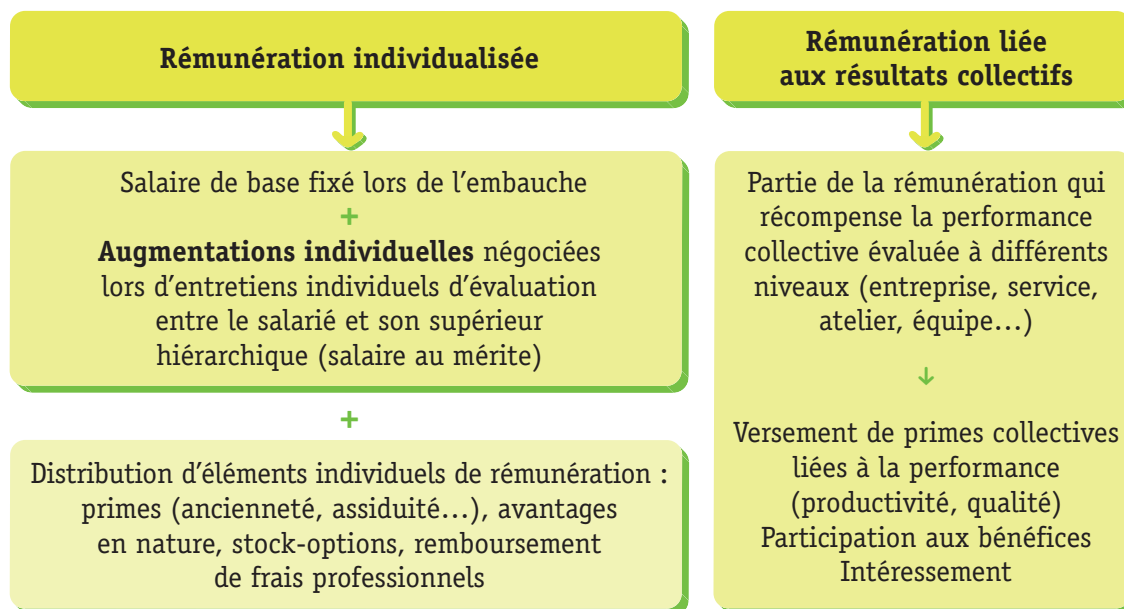
L'employeur, par tous moyens (justificatifs bancaires, postaux...).

13 **Surlignez la possibilité de recours offerte au salarié en cas de litige sur le paiement du salaire.**

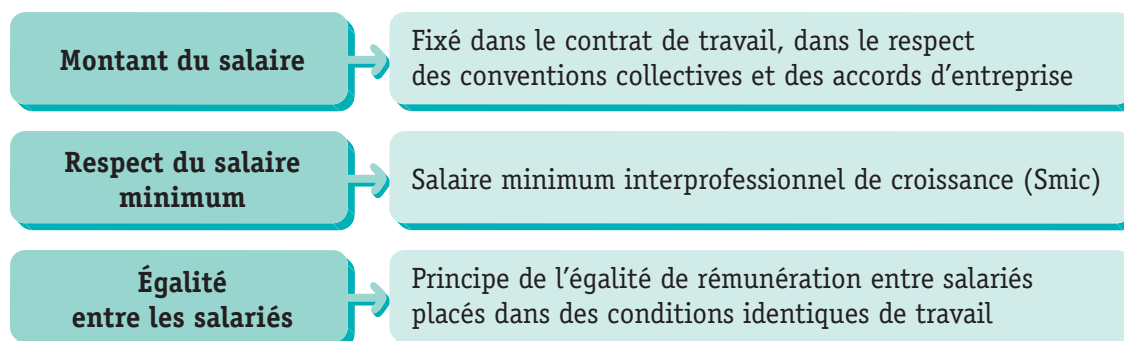
Synthèse 6

LA RÉMUNÉRATION

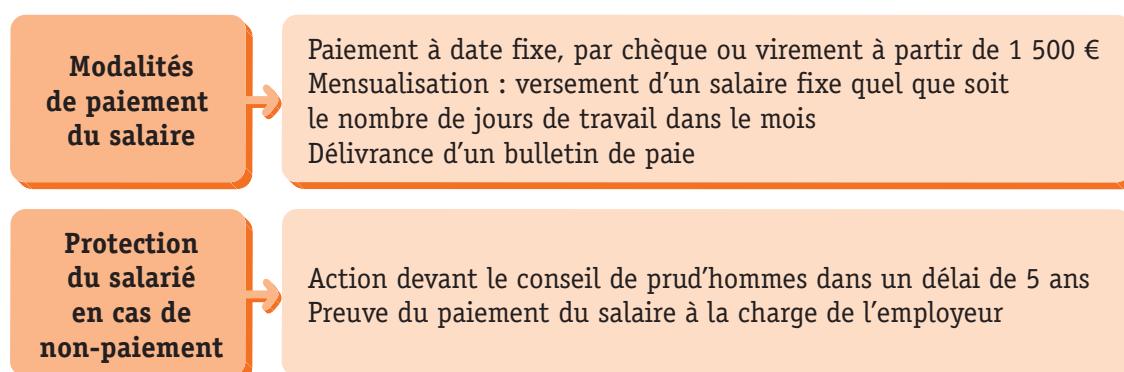
1 La rémunération, outil de motivation du personnel



2 Le cadre légal de fixation du salaire



3 Le paiement de la rémunération



À VOUS de jouer !

qcm
foucherconnect.fr/ed18092



1 La bonne paye

Identifiez les éléments de la rémunération des salariés. Indiquez s'il s'agit d'une rémunération de nature individualisée ou liée aux résultats collectifs (collective).

<p>Je vais passer en CDI. Avec l'augmentation de salaire et les heures sup', je vais pouvoir partir au ski !</p>	<p>Ouf, je suis à l'heure !</p> <p>A & R COMPAGNIE</p>	<p>C'est une bonne année, chacun en profite !</p>
Augmentation de salaire : 5 %	Prime de ponctualité : 30 €	Participation aux bénéfices : 800 €/an

Individualisée

Individualisée

Collective

		<p>Une prime est prévue si l'équipe atteint ce chiffre d'affaires.</p>	
Prime de pénibilité : 20 €	Prime d'équipe : 15 €	Prime de résultat : 150 €	Indemnité de transport : 25 €

Individualisée

Collective

Collective

Individualisée

2 Méli-mélo

Assemblez les mots afin de former la définition du Smic.

en dessous	le	forme	croissance	sa	interdit
salarié	minimum	la	duquel	est	de
quelle que soit	rémunération	de	salaire		
il	un	rémunérer	horaire	est	salaire de le

Définition du Smic : le salaire minimum de croissance est le salaire horaire en dessous duquel il est interdit de rémunérer un salarié quelle que soit la forme de sa rémunération

La formation professionnelle



7

Comment se former tout au long de la vie ?

Baptiste, titulaire d'un bac pro Gestion-administration, travaille dans une petite entreprise de confection. Il souhaiterait compléter sa formation dans les domaines de la fiscalité et de l'informatique de gestion. Il interroge une collègue sur la démarche à suivre pour obtenir des formations.

audio

foucherconnect.fr/ed18093



Expliquez comment Baptiste, titulaire d'un diplôme professionnel, pourrait compléter sa formation initiale.
Baptiste peut bénéficier des dispositifs de la formation tout au long de la vie pour compléter sa formation initiale.

Précisez la nature de l'aide apportée à Baptiste par sa collègue.
Elle va se renseigner auprès d'un délégué syndical pour obtenir des informations, notamment sur le droit individuel à la formation.

Plan B en vidéo

S'orienter et se former tout au long de la vie (4'06)



foucherconnect.fr/ed18094

Justifiez la nécessité de se former tout au long de la vie.

Pour évoluer professionnellement et pour s'adapter aux changements. Désormais, il est rare d'exercer le même métier, dans la même organisation, tout au long de la vie active.

DOC 1 Les objectifs

La formation professionnelle tout au long de la vie vise à permettre à toute personne d'acquérir et d'actualiser des connaissances et des compétences favorisant son évolution professionnelle et de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle.

Elle comporte une formation initiale, comprenant l'apprentissage, et des formations ultérieures, qui constituent la formation professionnelle continue, destinées aux adultes et aux jeunes déjà engagés dans la vie active ou qui s'y engagent.

En outre, par le dispositif de la validation des acquis de l'expérience (VAE) toute personne engagée dans la vie active est en droit de faire valider les acquis de son expérience (article 6311-1 du Code du travail).



1 Expliquez ce qu'est la formation professionnelle tout au long de la vie.

Elle comprend la formation initiale et la formation continue destinée aux personnes engagées dans la vie active ou qui s'y engagent.

2 Précisez ce que permet la formation pour le salarié.

Progression d'au moins un niveau de qualification dans le parcours professionnel du salarié.

DOC 2 Les bénéficiaires de la formation continue

Bénéficiaires	Milliards d'euros	Millions d'heures	Millions d'individus	Taux d'accès à la formation professionnelle	Tailles de la population (en millions)	Heures par individu formé
Agents publics	4,4	103	3,59	65 %	5,5	30
Actifs occupés du secteur privé	11,6	692	9,49	46 %	20,3	74
Autres ¹	3,0	43	2,6	21 %	12,2	17
<i>Demandeurs d'emploi</i>	4,8	170	0,64	18 %	3,5	271
<i>Jeunes en alternance (apprentissage et professionnalisation²) et en insertion professionnelle</i>	7,8	165	0,68	14 %	5,0	160
Population totale formée	31,5	1 150	17	36 %	47	67

Population avec un fort enjeu de volume

Population avec un faible taux d'accès à la formation

1. Regroupe l'ensemble des bénéficiaires n'entrant dans aucune des grandes catégories traditionnelles : handicap, détenus, personnes au foyer.

2. Hors contrat de professionnalisation des adultes.

Étude Roland Berger/FFP, <http://ffp.org>, octobre 2017

3 Effectuez un constat pour les bénéficiaires de la formation professionnelle.

Proportionnellement à la population concernée, ce sont les agents publics qui bénéficient le plus de la formation professionnelle. Mais, en nombre, en millions d'heures et d'euros, ce sont les actifs du secteur privé qui en sont les premiers bénéficiaires. Les autres catégories (demandeurs d'emploi, jeunes en alternance, en insertion professionnelle, handicapés...) sont moins concernées.

DOC 3 La mise en œuvre de la formation professionnelle

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 a pour objectif d'orienter les financements vers les salariés qui en ont le plus besoin (bas niveau de qualification, salariés des TPE). Les entreprises passent d'une obligation de financer à une obligation de former. Une place prépondérante est donnée au dialogue social.

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 renforce les dispositions du compte personnel de formation (CPF) pour permettre l'adaptation du salarié à son poste de travail. Le CPF est désormais intégré au compte personnel d'activité (CPA) qui regroupe les droits issus de trois comptes : le compte personnel de formation (CPF), le compte personnel de prévention de la pénibilité (CPP) et le compte d'engagement citoyen (CEC). Depuis le 1^{er} janvier 2018, les travailleurs non salariés (travailleurs indépendants, membres des professions libérales et des professions non salariées) bénéficient d'un compte personnel d'activité (CPA) et acquièrent des droits au CPF et au CEC.



En 2018, dans le cadre de la **réforme de la formation professionnelle**, les partenaires sociaux sont engagés à revoir le financement et le fonctionnement du système pour le rendre plus simple, plus efficace et plus égalitaire.

Avec un accès simplifié au CPF, les salariés pourront connaître leurs droits à la formation, les offres disponibles sur le bassin d'emploi, les formations préparant aux compétences requises pour ces emplois et le taux de retour à l'emploi des formations proposées.

4 Relevez les principales mesures prises en faveur des salariés depuis 2014.

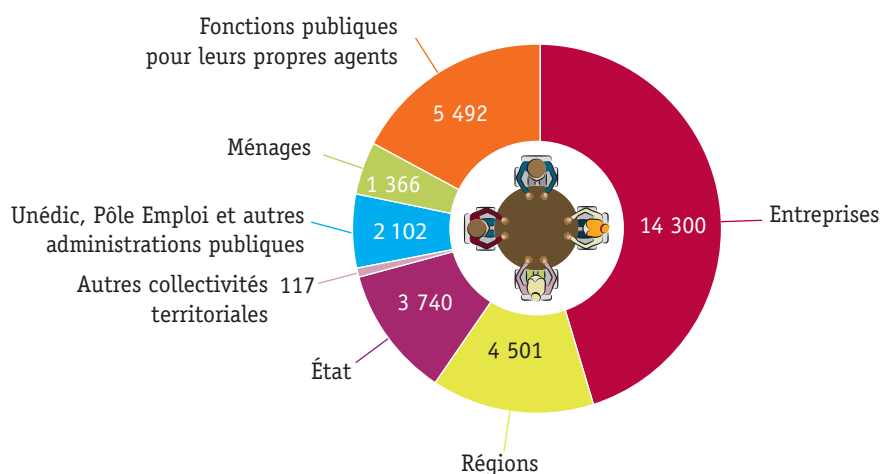
- Orientation des financements vers les salariés qui en ont le plus besoin ;
- renforcement des dispositions du compte personnel de formation.

5 Expliquez l'intérêt du dialogue social en matière de formation.

Il permet de prendre en compte les besoins réels en formation du personnel.

DOC 4 Le financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Dépense globale par financeur final
(y compris investissement), en millions d'euros



31,6 MILLIARDS D'EUROS

C'est le montant de la **dépense globale**, toutes sources de financements confondues.

6 Citez les trois principaux financeurs de la formation professionnelle et de l'apprentissage pour le secteur privé.

Les entreprises, les régions et l'État.

7 Précisez comment la formation des fonctionnaires est financée.

Elle est financée par les fonctions publiques (de l'État, territoriale et hospitalière).

DOC 5 Le plan de formation de l'entreprise

Le plan de formation rassemble l'ensemble des actions de formation définies dans le cadre de la politique de gestion du personnel des organisations. Il peut aussi prévoir des actions de bilans de compétences, de validation des acquis de l'expérience, de lutte contre l'illettrisme. Il comprend :

- des actions d'adaptation au poste de travail et liées à l'évolution ou au maintien dans l'emploi, obligatoirement organisées pendant le temps de travail et rémunérées ;
- des formations liées au développement des compétences, pendant ou en dehors du temps de travail.

Baromètre CEGOS, www.cegos.fr

La formation appréciée pour développer les compétences

90 %

des DRH jugent
LES FORMATIONS EFFICACES
pour développer
les compétences



mais ils sont
13 %
DE MOINS qu'en 2013
à les juger très efficaces

95 % des salariés sont
SATISFAITS
des objectifs
et contenus
des formations



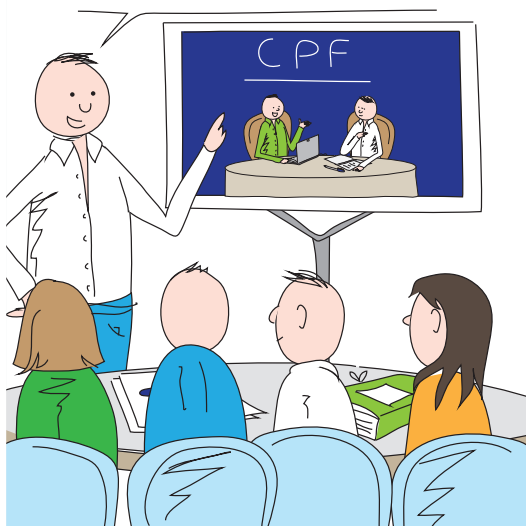
8 Indiquez l'objectif visé par la formation obligatoirement organisée pendant le temps de travail.
Adaptation au poste de travail, évolution ou maintien dans l'emploi.

9 Commentez l'infographie sur la formation.

Les DRH estiment à 90 % que la formation permet le développement des compétences. Les salariés sont plutôt très satisfaits des objectifs et des contenus des formations.

DOC 6 Le droit à la formation et les autres dispositifs

Le CPF est une avancée en matière de formation.



Les deux dispositifs individuels de formation, le CPF (compte personnel de formation) et le CIF (congé individuel de formation) sont désormais fusionnés. L'objectif est de permettre aux salariés de faire valoir leurs droits à la formation de manière autonome, en pouvant s'adresser directement aux organismes de formation.

Le CPF est un droit qui suit chaque individu à partir de 16 ans tout au long de sa vie professionnelle même en cas de chômage. Ce droit est mobilisable pendant le temps de travail à l'initiative du salarié.

Il existe d'autres dispositifs de formation qui s'adressent à des publics spécifiques :

- le contrat d'apprentissage destiné aux jeunes de 16 à 25 ans pour se former à un métier (en alternance) ;
- le contrat de professionnalisation (en alternance) réservé aux jeunes sans qualification, aux bénéficiaires du RSA ;
- la préparation opérationnelle à l'emploi, le bilan d'étape professionnelle...

10 Précisez l'intérêt du compte personnel de formation pour le salarié.

Il est attaché à la personne et non au contrat de travail. Il est mobilisable tout au long de la vie active, par les salariés en activité, par les chômeurs et transférable en cas de changement d'entreprise.

11 Complétez le tableau en indiquant le dispositif de formation approprié.

Situation	Dispositif de formation
① Tom, 16 ans, souhaite apprendre le métier de pâtissier par la voie de l'alternance.	Contrat d'apprentissage
② Au chômage depuis six mois, Line souhaite se former au métier de serveuse en restaurant.	Compte personnel de formation



vidéo

Mon compte personnel
d'activité - 1'30

foucherconnect.fr/ed18095

Synthèse 7

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1 La formation tout au long de la vie

Objectifs de la formation tout au long de la vie
quel que soit le statut du salarié

Acquisition et actualisation des connaissances et des compétences
Évolution professionnelle favorisée
Progression d'au moins un niveau de qualification au cours de la vie professionnelle

2 Le cadre réglementaire

Financement

Orienter les financements par l'État, les collectivités territoriales, Pôle Emploi, les ménages et les employeurs vers les salariés qui en ont le plus besoin

Principales obligations de l'employeur

- Consulter les représentants du personnel
- Mettre en place les dispositifs de formation
- Favoriser la participation des salariés aux dispositifs de formation
- Assurer la formation en alternance des apprentis

3 Les modalités de la formation

Plan de formation de l'entreprise

Actions de formations rémunérées, mises en œuvre par l'employeur

Compte personnel de formation

Droit individuel à la formation qui suit chaque individu à partir de 16 ans tout au long de sa vie professionnelle, même en cas de chômage

Autres dispositifs de formation

- Contrat d'apprentissage
- Contrat de professionnalisation
- Préparation opérationnelle à l'emploi

À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18096



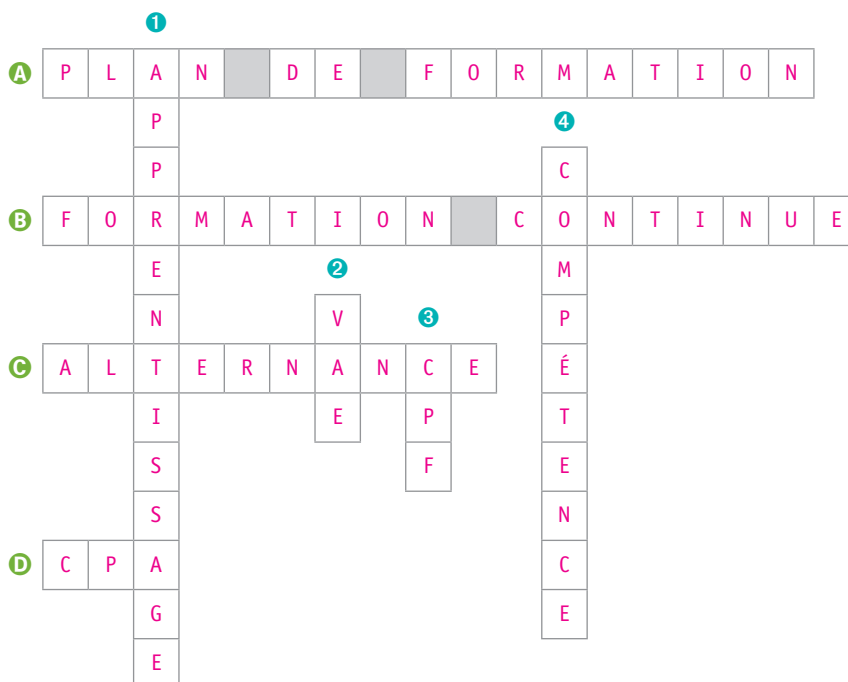
1

Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- A Dispositif mis en place par l'employeur
- B Formation après l'entrée dans la vie active
- C Formation à l'école et en entreprise
- D Compte personnel d'activité

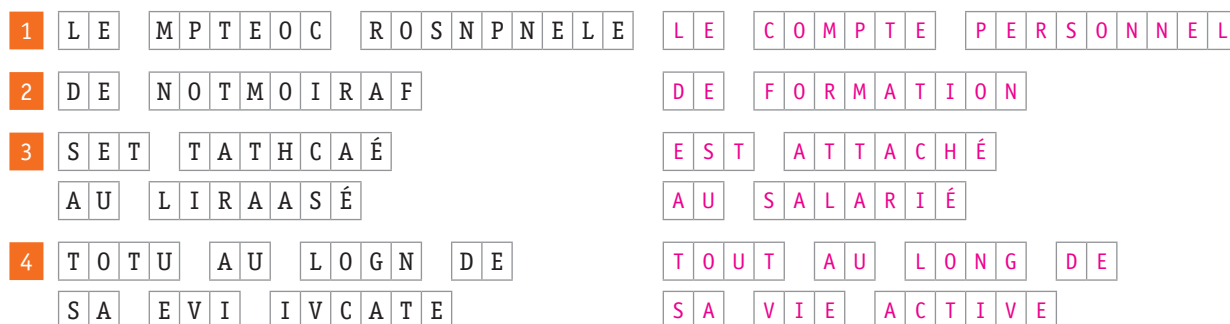
- 1 Formation en alternance
- 2 Validation des acquis de l'expérience
- 3 Compte personnel de formation
- 4 Mobilisation de savoirs, savoir-faire et savoir-être.



2

Mots mêlés

Replacez les lettres dans l'ordre afin de former une phrase qui indique le principal intérêt pour le salarié du dispositif de formation créé par la loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle.



Réponse : Le compte personnel de formation est attaché au salarié tout au long de sa vie active.

Comprendre des consignes

Exemples de consignes

A. À l'aide des graphiques joints, vous **présenterez** l'évolution de la durée du travail en France depuis le début des années soixante.

B. En vous appuyant sur les données statistiques, **montrez** pourquoi le chômage reste à un niveau élevé en France, alors qu'il baisse ailleurs en Europe.

C. **Identifiez** les critères de performances de la société MDR les plus significatifs au regard de la stratégie de l'entreprise.

D. Vous **définirez** les notions de consommations intermédiaires, de valeur ajoutée et de produit intérieur brut (PIB).

E. Après avoir effectué les recherches utiles, vous **classerez** les dix premières villes mondiales selon le nombre d'habitants.

*Décrire. Caractériser.
Analyser. Indiquer.*

*Démontrer. Expliquer.
Justifier. Analyser.*

*Repérer. Reconnaître.
Distinguer. Relever.*

*Expliquer. Préciser.
Expliciter.*

*Trier. Ordonner.
Recenser. Lister.*

Appliquez la **méthode 3** aux consignes B, C, D et E selon l'exemple A, et complétez les pointillés.

MÉTHODE 3

- 1 Surligner les verbes d'action exprimant une consigne.
- 2 Rechercher, si nécessaire, le sens des verbes exprimant la consigne.
- 3 Proposer des synonymes pour chaque verbe d'action.
- 4 Repérer les autres composantes d'une consigne : encadrer ce sur quoi porte l'action, souligner les ressources à utiliser.

Vocabulaire

Consigne : instruction donnée pour faire effectuer un travail, énoncé indiquant une tâche à accomplir ou un but à atteindre.

Analyser le sujet d'une étude

Exemple de sujet d'étude

Rédigez une étude structurée et argumentée en deux parties vous permettant de répondre à la problématique suivante :

L'intérim offre-t-il une flexibilité favorable à l'insertion professionnelle ?

Cette étude répondra aux consignes suivantes :

– caractériser l'intérim (missions des agences, évolution, répartition des effectifs intérimaires) et identifier les contrats de travail proposés par les entreprises de travail temporaire ;

– montrer l'intérêt du travail intérimaire pour les entreprises et pour les salariés.

Structuration du plan (deux parties).

Sujet de l'étude

Structuration du plan (tiret)

Structuration du plan (tiret)

Analysez le sujet proposé en suivant la méthode 4 et complétez les pointillés.

MÉTHODE 4

- 1 Repérer le sujet de l'étude.
- 2 Surligner les verbes d'action.
- 3 Souligner les mots clés.
- 4 Entourer les connecteurs logiques (et, ou, donc...).
- 5 Repérer les éléments qui indiquent comment doit être structuré le plan.

Le dialogue social

8

Comment favoriser le dialogue social ?

Harold travaille depuis près de cinq ans dans une entreprise spécialisée dans la conception et la distribution d'articles de sport. Actuellement délégué du personnel, il se pose des questions sur le devenir de sa situation après les changements intervenus lors de la réforme du Code du travail.

audio

foucherconnect.fr/ed18097



Harold, tu as vu les changements apportés par la loi Travail ? Il paraît que le gouvernement veut favoriser les négociations entre les représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs...

Clémence a raison ! C'est la création d'une instance unique de représentation du personnel : le comité social et économique, qui a pour mission principale d'assurer l'expression collective des salariés et la défense de leurs intérêts.



Oui... Nous aurons bien d'autres missions au sein du CSE... Il faut que je me renseigne sur les modalités de cette fusion.

Précisez la mission principale du CSE.

Le CSE a pour mission de présenter à l'employeur les réclamations individuelles ou collectives des salariés. C'est le porte-parole des salariés.

Expliquez ce qu'est le dialogue social.

Il s'agit des négociations, des échanges en matière d'emploi, de travail et de formation professionnelle entre gouvernement, travailleurs et employeurs.

Plan B en vidéo

Le comité social et économique (l'32)

foucherconnect.fr/ed18098



Identifiez les instances qui vont fusionner et l'objectif de cette fusion.

Le comité d'entreprise, le CHSCT et les délégués du personnel fusionnent en une seule instance, le CSE, afin de simplifier et dynamiser le dialogue social.

DOC 1 La mise en place du CSE



L'ordonnance relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales prévoit la création d'un comité social et économique (CSE). Cette nouvelle instance est le résultat de la fusion des trois instances de représentation actuelles (décret n° 2017-1819 du 29 décembre 2017). La mise en place du CSE sera obligatoire dans les entreprises d'au moins 11 salariés, au plus tard au 31 décembre 2019.

Juritravail.com, 19 décembre 2017

vidéo

La mise en place du CSE - 3'00

foucherconnect.fr/ed18099



1 Expliquez les changements introduits par la réforme du droit du travail.

La réforme instaure une instance unique de représentation du personnel, fusionnant ainsi les DP, le CE et le CHSCT.

2 Précisez les conditions de mise en place du CSE.

Il doit être mis en place dans les entreprises à partir de 11 salariés, au plus tard le 31 décembre 2019.

DOC 2 Les missions du CSE

- ▲ Présentation à l'employeur des revendications individuelles ou collectives des salariés
- ▲ Promotion de la santé, de la sécurité et des conditions de travail
- ▲ Avis consultatifs pour des sujets relatifs à l'organisation du travail
- ▲ Information et consultation sur les questions relatives à l'organisation, la gestion et le fonctionnement de l'entreprise

3 Identifiez les missions du CSE et précisez leur finalité.

Mission	Finalité
Présenter les revendications individuelles ou collectives des salariés à l'employeur	Défendre les intérêts des salariés
Favoriser les conditions de travail des salariés	Protéger les salariés
Donner des avis sur des sujets relatifs à l'organisation du travail	Informar et prendre des décisions
S'informer sur l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise	Améliorer l'organisation du travail et prévenir les conséquences de l'évolution économique

DOC 3 La négociation dans l'entreprise



Quelles négociations obligatoires ?

Les entreprises ont désormais la possibilité de **fixer le calendrier, la périodicité, les thèmes et les modalités de négociation** dans le groupe, l'entreprise ou l'établissement, par accord collectif.

En cas d'accord collectif, l'employeur doit engager au moins une fois tous les quatre ans une négociation avec les représentants du personnel portant sur les thèmes suivants : rémunération, temps de travail, partage de la valeur ajoutée, égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, qualité de vie au travail et gestion des emplois et des parcours professionnels (dans les entreprises d'au moins 300 salariés).

À défaut d'accord collectif, une négociation sur ces thèmes doit être engagée chaque année. Pour tous les autres thèmes qu'envisagerait l'accord de méthode* sur la négociation périodique, les parties fixent librement la périodicité des discussions.

* Accord de méthode : possibilité de conclure des accords d'entreprise, de groupe ou de branche (dit accords de méthode), notamment sur les procédures à suivre en cas de licenciement économique d'au moins 10 salariés.

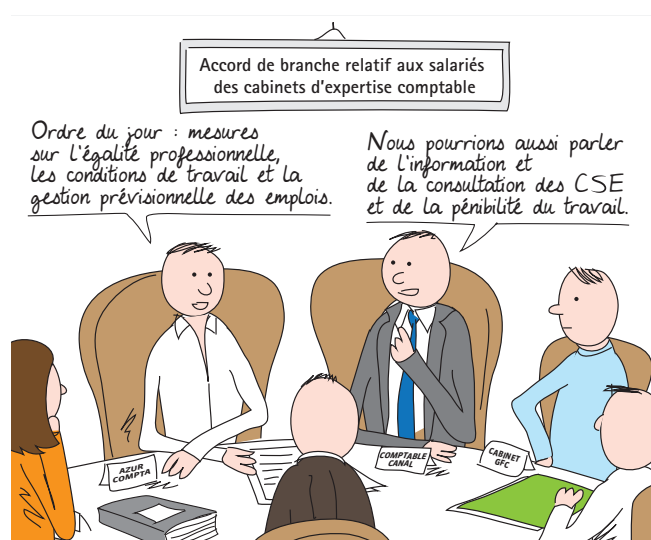
4 Expliquez pourquoi il est important d'avoir des discussions et des négociations avec les représentants des salariés.

Elles permettent d'adapter les règles du Code du travail aux spécificités et besoins de l'entreprise et aux salariés d'améliorer leurs conditions de travail.

DOC 4 La négociation de branche

Un accord de branche est un accord conclu entre un ou plusieurs groupements d'entreprises appartenant à un même secteur d'activité et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives.

La branche a le monopole de la négociation dans certains domaines, par exemple **les salaires minimaux hiérarchiques, les classifications, les dispositions relatives aux durées maximales des CDD, à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**. Néanmoins, un accord d'entreprise peut s'appliquer à la place de l'accord de branche dès lors qu'il assure des garanties au moins équivalentes à celles prévues par l'accord de branche.



5 Indiquez ce qui caractérise la négociation de branche.

L'accord de branche est un **texte contractuel conclu par les représentants des salariés et des employeurs pour des entreprises d'un même secteur d'activité**.

6 Surlignez les thèmes obligatoirement négociés par accord de branche.

DOC 5 Les différents types d'accords

Conventions collectives	Elles concernent un ensemble de professions et sont négociées au niveau national (conventions collectives nationales), régional ou local. Elles traitent des conditions d'emploi et de travail des salariés ainsi que des garanties sociales. Ex. : convention collective nationale des cabinets d'experts-comptables et de commissaires aux comptes du 9 décembre 1974.
Accords professionnels ou interprofessionnels	Ils s'appliquent à une branche professionnelle ou à l'ensemble des professions concernées par la branche et ne traitent qu'un ou plusieurs sujets précis (salaires, durée de travail...). Ex. : accord du 11 janvier 2013 pour un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés
Conventions et accords collectifs d'entreprises	Ils sont négociés dans l'entreprise entre l'employeur et les représentants des organisations syndicales. Ex. : accord de l'entreprise PSA sur la compétitivité et la flexibilité.

Un avenant peut également être mis en place, il s'agit d'une convention conclue en vue de modifier un contrat antérieur ou un contrat type (*via* l'ajout d'une nouvelle clause par exemple).

7 Distinguez un accord professionnel ou interprofessionnel d'une convention collective nationale.

Les accords traitent d'un sujet unique et particulier (compétitivité, sécurisation de l'emploi) alors que les conventions sont beaucoup plus générales (rapports de travail entre employeurs et salariés).

8 Précisez la notion d'avenant à une convention ou à un accord.

L'avenant permet de réaliser une modification ou un complément de la convention, il est utile pour prendre en compte un changement économique ou légal ou un point de vue nouvellement négocié.

DOC 6 Le dialogue social

Contre la loi Travail, les routiers embayent

Les routiers entrent dans la danse. En ordre dispersé, quatre fédérations syndicales de transports appellent à des actions d'ici la fin du mois de septembre contre les ordonnances Pénicaud réformant le Code du travail.

La CFDT (première organisation dans le secteur) et la CFTC, tout d'abord, organisent une journée de mobilisation le 18 septembre, avec les marins et les salariés des transports en commun. Au programme : des « actions au choix » dans toute la France, dont des barrages. Une journée qui s'inscrit « dans la semaine prévue par la confédération pour se manifester dans les entreprises, auprès des préfetures, et sous différentes formes, pour rappeler nos points de désaccord avec le projet de réforme », assure le syndicaliste. Les mesures les plus décriées par la CFDT-Route : la « précarisation du contrat de travail, les ruptures conventionnelles collectives, la flexibilité sans sécurité dans les TPE-PME, les licenciements économiques facilités, l'atteinte au droit syndical et les dérogations à outrance pour les entreprises de moins de 50 salariés » dans un secteur largement composé de petites entreprises.



▲ Blocage de la raffinerie Inéos de Lavéra, 26 septembre 2017

Luc Peillon, *Libération*, 13 septembre 2017

9 Rappelez l'objectif du dialogue social.

Il permet aux partenaires sociaux de négocier les avancées du droit du travail et d'éviter les risques de conflits.

10 Soulignez dans le document les craintes suscitées par la réforme.

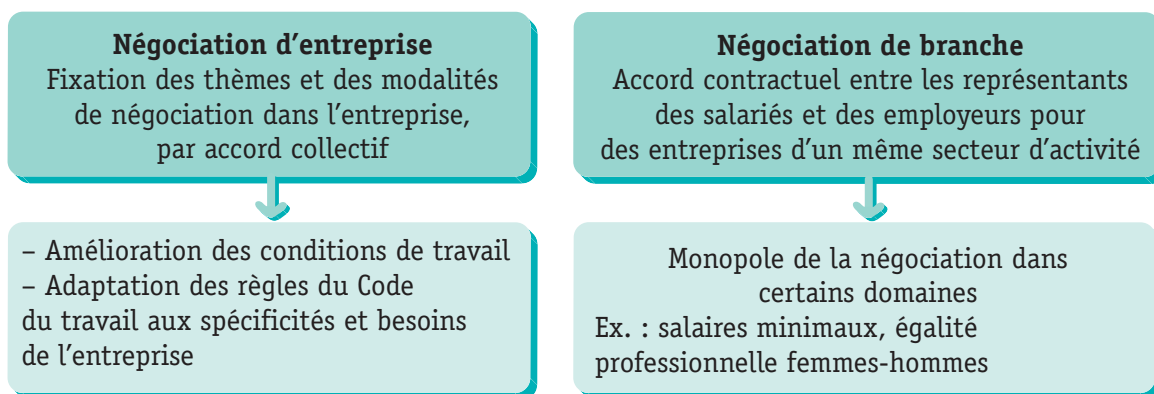
Synthèse 8

LE DIALOGUE SOCIAL

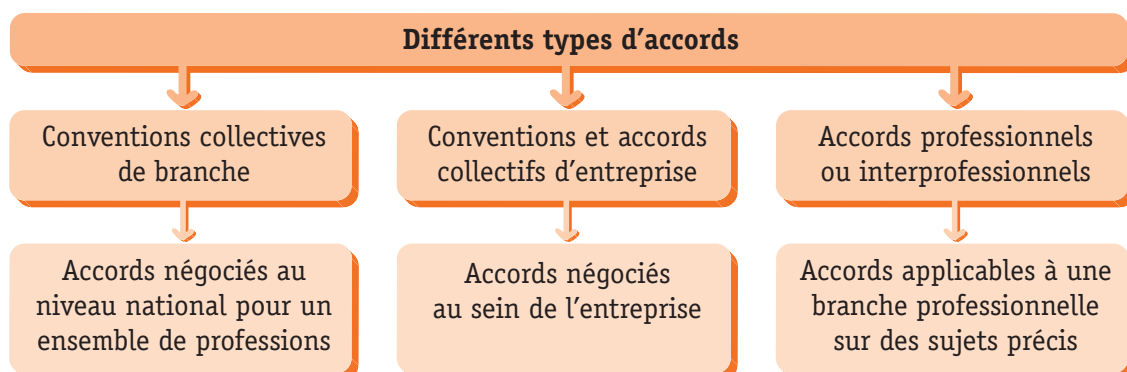
1 Le comité social et économique (CSE)



2 L'obligation de négocier



3 Le dialogue social



À VOUS de jouer !

qcm
foucherconnect.fr/ed18100



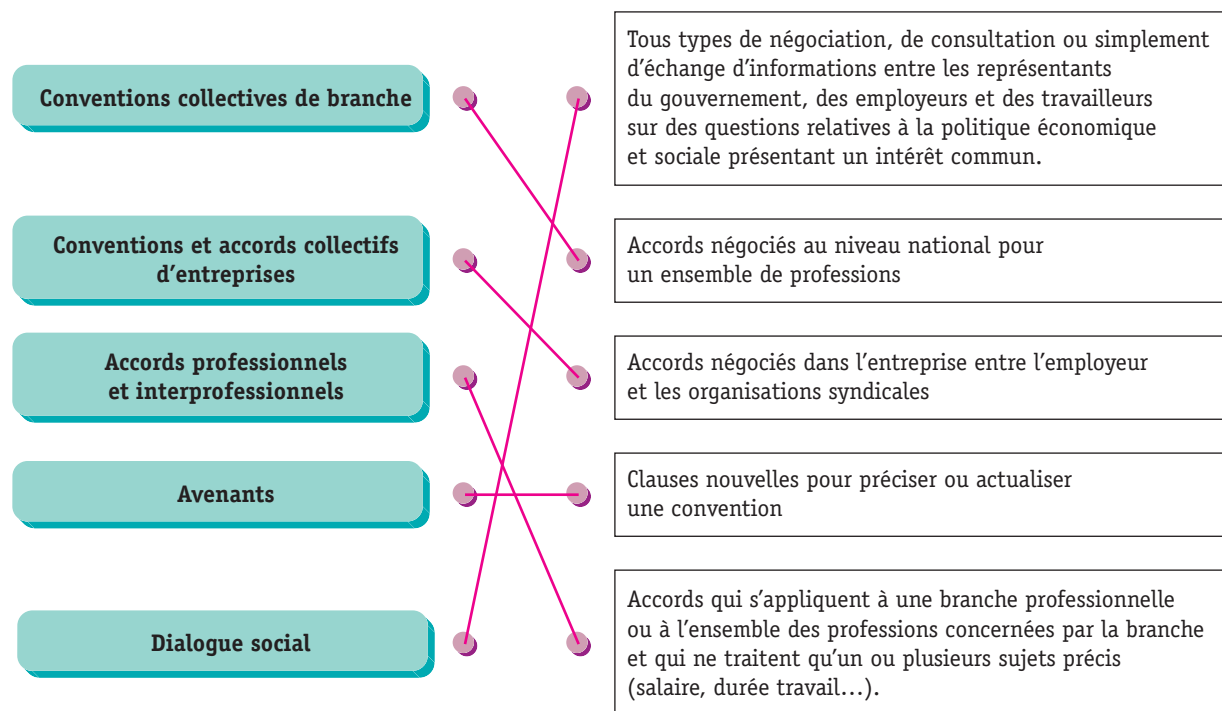
1 À chacun ses missions

Identifiez les missions des représentants du personnel.

Mission	Oui	Non
❶ Revendications individuelles ou collectives des salariés présentées à l'employeur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❷ Rémunérations des employés	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
❸ Information sur l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❹ Gestion des finances de l'organisation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
❺ Défense des conditions de travail des salariés	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❻ Recrutement du personnel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

2 La bonne paire

Reliez chaque notion à sa définition.



Les conflits collectifs et les syndicats



9

Comment régler les conflits collectifs ?

Azuris est une PME spécialisée dans la fabrication d'équipements de communication. Avec ses collègues, Fabien manifeste contre les conditions de travail jugées déplorables et la précarité croissante au sein de leur entreprise.

audio
foucherconnect.fr/ed18101



Valérie, penses-tu que ce genre de manifestation est un bon moyen pour se faire entendre ?



Expliquez la situation vécue par Fabien.

Fabien participe à un mouvement collectif (une grève) pour l'amélioration des conditions de travail.

Repérez les organisations syndicales à l'origine de la mobilisation des salariés.

La Confédération générale du travail (CGT), Force ouvrière (FO), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et la Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Plan B en vidéo

Ordonnances réformant le Code du travail : qu'en pensent les syndicats ? (1'40)



foucherconnect.fr/ed18102

Identifiez le rôle des syndicats dans la situation présentée.

Les syndicats cherchent à défendre les intérêts des salariés contre les effets jugés néfastes de la loi Travail.

DOC 1 Les formes de conflit : grève et lock-out

La grève et le *lock-out* sont les deux formes de conflit collectif du travail.

La grève

La grève est une cessation collective et concertée du travail à l'initiative des salariés.

Tout salarié peut participer à une grève pour faire aboutir des revendications professionnelles (amélioration des conditions de travail ou de salaire...). Toutefois, un salarié ne peut pas faire grève seul, sauf s'il s'associe à un mouvement de grève national.

La grève est réglementée. Les arrêts de travail sont jugés abusifs s'ils ont pour seul but de désorganiser la production. La grève sans motif professionnel est

illicite. Le travail des non-grévistes doit être respecté. L'arrêt de travail est interdit ou restreint pour les personnels affectés à la sécurité (militaires, policiers...).

Le lock-out

Le *lock-out* est une mesure temporaire de fermeture de l'entreprise décidée par l'employeur généralement en réponse à une grève empêchant la poursuite normale de l'activité ou en raison de risques liés à la sécurité.

Le *lock-out* est justifié si l'employeur se trouve dans l'impossibilité de poursuivre une activité normale : force majeure, production bloquée, raison de sécurité...

1 Différenciez la grève du lock-out.

La grève est la cessation collective et concertée du travail par les salariés d'une entreprise en vue d'appuyer des revendications professionnelles. Le lock-out est la décision de fermeture de l'établissement prise par l'employeur lorsqu'un événement empêche la poursuite normale de l'activité.

2 Précisez dans quelles conditions l'employeur peut interdire l'accès au lieu de travail.

Contrairement au droit de grève reconnu à tout salarié, la fermeture du lieu de travail est interdite, sauf dans des cas spécifiques (force majeure, grève abusive). Une fermeture d'usine non justifiée est illicite.

DOC 2 Revendications loi Travail

Licenciements facilités, suppression des CHSCT, plafonnement des indemnités prud'homales, primauté des accords d'entreprise... Fin du suspens sur le contenu des ordonnances réformant le Code du travail. Cinq « ordonnances » présentées comme des adaptations nécessaires aux évolutions inévitables du monde du travail !

CGT et Sud-Solidaire rejettent en bloc le réforme du droit du travail, qui affaiblit selon eux les pouvoirs des salariés et ne fera pas baisser le chômage. « Toutes et tous en grève pour défendre nos droits ». Après la phase de concertation et la publication des ordonnances modifiant le droit du travail, les opposants à la réforme battent le pavé ce mardi partout en France.

D'après www.leparisien.fr, 12 septembre 2017



▲ Manifestations contre les ordonnances réformant le Code du travail, Paris, 10 octobre 2017

vidéo

La loi Travail - 1'18

foucherconnect.fr / ed18103

**3 Relevez les éléments qui indiquent qu'il s'agit d'un conflit collectif.**

Il s'agit d'un conflit collectif car les manifestants ont exercé des actions concertées à l'appel des syndicats.

4 Identifiez la nature de la revendication syndicale.

La revendication syndicale porte sur les ordonnances réformant le Code du travail.

5 Soulignez dans le texte les points qui amènent à des divergences d'opinion.

DOC 3 Les conséquences d'un conflit collectif

La grève suspend le contrat de travail mais ne le rompt pas.

L'employeur n'a pas le droit, à la suite d'une grève, d'opérer des discriminations en matière de rémunération ou d'avantages sociaux entre grévistes et non-grévistes. En revanche, il peut retenir sur la paye d'un salarié gréviste la part du salaire correspondant à la durée de la grève ainsi que les indemnités liées à la présence du salarié dans le cadre de la prestation normale de travail... L'employeur peut ne pas verser la prime d'assiduité aux salariés qui font grève, dès lors que toute absence qu'elle qu'en soit la cause, entraîne

ce non-versement. Il doit en revanche rémunérer les non-grévistes, sauf s'il peut prouver qu'il a été dans l'impossibilité de leur donner du travail (occupation des locaux par exemple).

Aucun gréviste ne peut être sanctionné pour fait de grève, sauf en cas de faute lourde (intention de nuire à l'entreprise ou à l'employeur, violences, détérioration de matériel...) pouvant justifier un licenciement ou une sanction disciplinaire. En cas de conflit collectif, selon la nature du litige, plusieurs juridictions sont compétentes (TGI, TI, tribunal administratif).

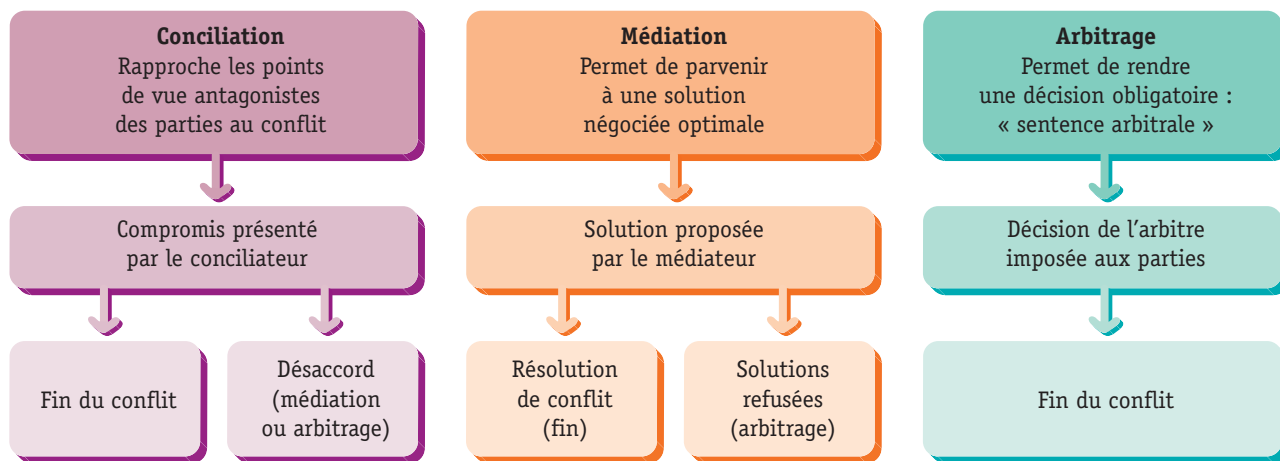
6 Indiquez les conséquences de la grève pour un employé gréviste.

La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié. La suspension de l'exécution du contrat de travail entraîne l'interruption de la prestation de travail et dispense l'employeur du versement de la rémunération (salaire, compléments et accessoires).

7 Précisez dans quel cas la grève peut entraîner la réduction ou la suppression de primes.

La grève peut entraîner la réduction ou suppression de primes liées à une condition de présence (prime d'assiduité, de rendement).

DOC 4 Les modalités de résolution de conflit



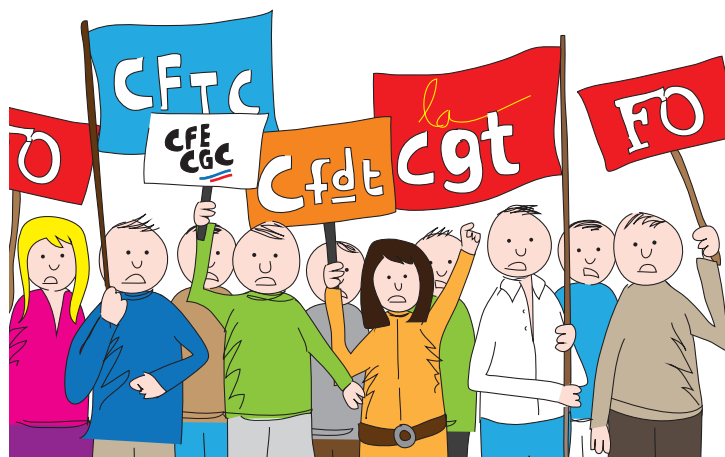
8 Expliquez la différence entre la médiation et l'arbitrage.

L'arbitrage se conclut par une décision à caractère obligatoire alors que les mesures proposées peuvent être rejetées en cas de médiation.

9 Citez, pour chaque cas, la forme de conflit et la procédure retenue pour le résoudre.

Situation	Forme de conflit	Mode de résolution
1 Les salariés de BME Expertise entament une grève dans le but d'obtenir une augmentation de 150 euros bruts et l'embauche de deux salariés supplémentaires en CDI. Un médiateur a tenté de rapprocher les points de vue et trouver un terrain d'entente.	Grève	Médiation
2 Afin de sortir la société RodPlus du lock-out, une réunion de conciliation a été mise en place au siège social.	Lock-out	Conciliation

DOC 5 Liberté syndicale et représentativité



Les syndicats défendent les **droits et intérêts** économiques et professionnels des salariés, tant collectifs qu'individuels. Ils permettent d'instaurer un dialogue social entre employeurs et employés et de faire valoir des revendications relatives aux conditions de travail, aux rémunérations ou à la protection sociale.

Les syndicats professionnels, souvent organisés par branches d'activité ou par régions, sont regroupés en fédérations au plan national. Ils se composent d'un secrétaire général, de responsables syndicaux et de délégués.

La **liberté syndicale** a été reconnue en France en 1884. Inscrite dans la Constitution, elle comporte une dimension individuelle (droit d'adhérer ou non à un syndicat) et collective (liberté de créer un syndicat professionnel).

10 Montrez l'intérêt d'adhérer à un syndicat.

L'adhésion à un syndicat permet d'être représenté sur le plan professionnel et défendu en cas de conflit du travail.

11 Définissez la notion de liberté syndicale.

La liberté syndicale est un droit fondamental reconnu par la Constitution : tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

12 Identifiez la mission principale des syndicats.

Les syndicats ont pour mission de défendre les droits et les intérêts professionnels des salariés.

DOC 6 Délit d'entrave au droit syndical

Les cas de délit d'entrave

Le délit d'entrave est constitué dès lors que l'employeur porte atteinte à la libre désignation ou à l'exercice régulier des fonctions d'un représentant élu du personnel ou d'un délégué syndical. En pratique, un délit d'entrave peut notamment prendre la forme :

- d'un refus d'organiser l'élection des représentants du personnel lorsque la loi l'impose ;
- du licenciement d'un salarié protégé sans respecter la procédure prévue par le Code du travail ;
- d'un refus de mettre à disposition un local syndical ;
- d'un refus de fournir des informations auxquelles les représentants du personnel peuvent légalement avoir accès.

Les sanctions

Le Code du travail sanctionne le délit d'entrave par une peine maximale d'un an d'emprisonnement et une amende de 3 750 euros. En cas de préjudice, le salarié victime peut également demander le versement de dommages-intérêts sur le plan civil. L'engagement des poursuites peut être enclenché suite à une plainte de la ou des victimes ou suite à l'établissement d'un procès-verbal par l'inspecteur du travail. Le délai pour agir est de 3 ans.

<http://droit-finances.commentcamarche.net>

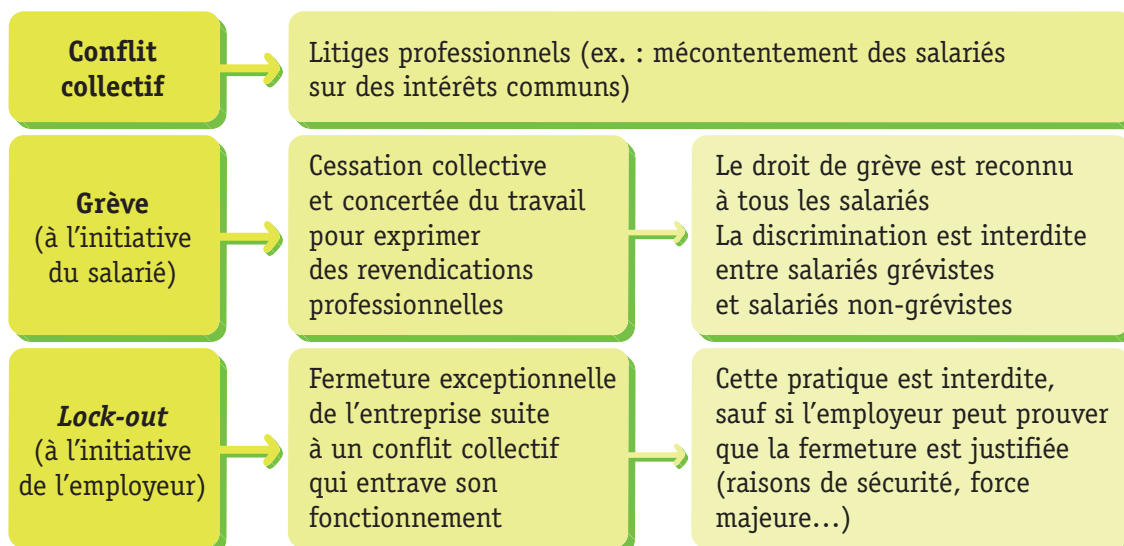
13 Expliquez l'expression « délit d'entrave au droit syndical ».

Le délit d'entrave est, pour un employeur, le fait de porter atteinte à l'exercice du droit syndical, à la désignation des instances représentatives du personnel ou à l'exercice des missions et fonctions des représentants du personnel.

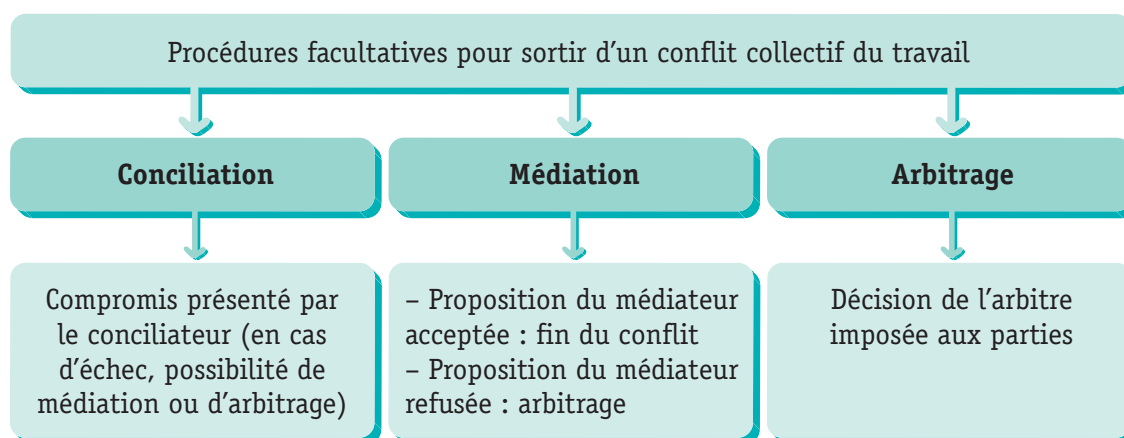
Synthèse 9

LES CONFLITS COLLECTIFS ET LES SYNDICATS

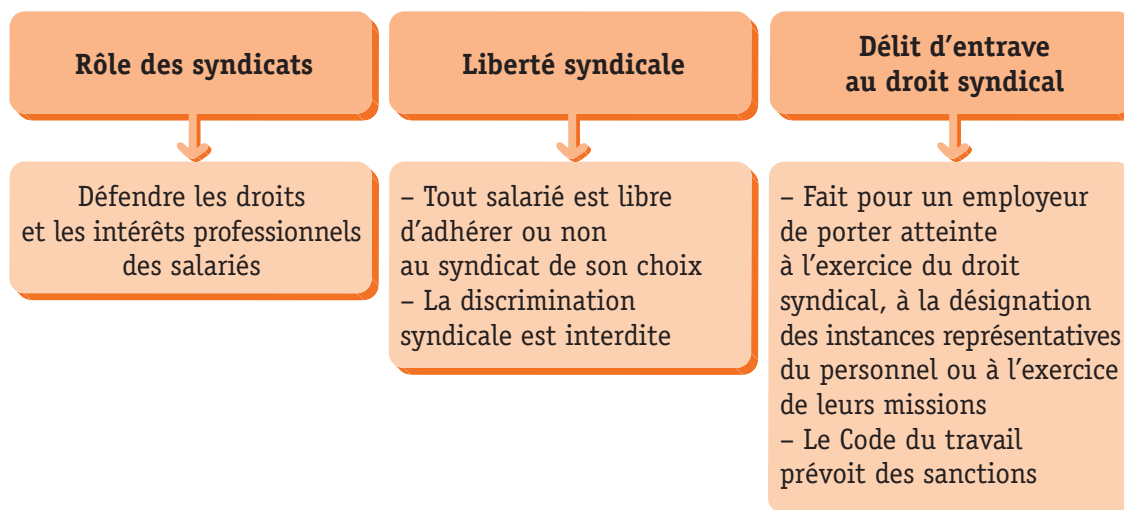
1 Les conflits collectifs



2 La résolution des conflits collectifs



3 Le rôle des syndicats



À VOUS de jouer !

gcm
foucherconnect.fr/ed18104



1 Manifestement licite, ou pas ?

Identifiez la nature du conflit et repérez les mouvements illicites.

Situation	Nature du conflit	Illicite
❶ Cessation de travail collective et illimitée à l'annonce d'une délocalisation de l'entreprise Turner Industrie.	Grève	■
❷ Usine fermée par la direction pour prévenir une action revendicative du personnel.	Lock-out	✗
❸ Arrêt de travail de Fabien, d'une demi-journée pour obtenir l'augmentation de son salaire.	Grève	✗
❹ Fermeture de l'entreprise EvoSub, après dégradation des chaînes de montage par les grévistes.	Lock-out	■
❺ Arrêt de travail déclenché sans aucun motif professionnel.	Grève	✗
❻ Grève des employés de BME Expertise pour obtenir une augmentation de salaire.	Grève	■

2 Mots cachés

Entourez dans la grille les mots suivants, lisibles horizontalement, verticalement ou en diagonale (dans les deux sens).

Médiation, conflit, grève, arbitrage, procédure, rémunération, conciliation.

A	E	R	U	D	E	C	O	R	P	B	C	X	C	W	B
A	E	U	I	O	U	U	E	R	H	E	E	B	O	D	T
P	R	O	U	V	E	W	X	E	R	A	O	I	N	E	I
A	E	I	O	U	V	A	C	H	E	T	E	N	C	I	R
O	N	N	O	I	T	A	I	D	E	M	I	O	I	P	O
E	P	I	E	R	R	E	X	B	V	T	P	B	L	I	C
G	P	M	A	R	S	A	V	R	I	L	M	A	I	J	H
A	I	J	W	X	C	C	A	M	I	O	N	S	A	U	E
R	E	S	M	C	H	O	L	B	G	A	M	I	T	I	A
T	R	O	O	W	I	N	A	O	P	R	A	I	I	L	V
I	R	U	I	C	F	F	N	Y	X	A	E	Y	O	E	R
B	E	W	T	R	R	L	C	D	W	T	Y	V	N	R	I
R	A	X	S	L	E	I	E	S	P	O	R	X	E	B	L
A	M	A	T	O	I	T	O	I	T	U	R	A	X	O	B
O	O	R	E	M	U	N	E	R	A	T	I	O	N	I	T
F	E	U	I	L	A	R	M	N	O	F	R	A	I	B	P

Identifier la structure d'un texte

Que signifie « faire carrière » ?

J'ai débuté ma carrière comme simple secrétaire et j'ai coutume de dire que mes responsabilités d'alors se limitaient à choisir entre deux polices de caractères... Cela peut sembler drôle mais c'était cependant le reflet de ma réalité quotidienne.

Malgré cela, j'ai évolué : secrétaire, puis assistante, enfin assistante de direction avant de passer, un bref moment, chargée de production événementielle. Par la suite, je suis retournée vers les métiers du secrétariat. Aujourd'hui, je gère les services généraux d'une entreprise de 150 personnes et suis gestionnaire Achats. Par contre, mon amie Cathy a connu une progression plus fulgurante : d'hôtesse d'accueil, elle a été promue assistante de direction.

Et qu'on se le dise : la réussite n'est pas forcément une question de physique avantageux. Pour ma part, je mesure 1,56 m debout-sur-un-tabouret-les-bras-tendus-vers-le-ciel ! Je n'ai pas non plus une personnalité hors du commun : dans une rame de métro, je passe inaperçue.

Pour conclure, on peut dire que le mot « carrière » a plusieurs significations : décrocher un titre bien spécifique (par exemple : assistante de direction), obtenir un certain niveau de salaire, se voir confier des tâches plus valorisantes... Tout dépend de la personnalité de chacun. Certains planifient leur carrière, d'autres se laissent porter par les événements en saisissant les opportunités et en prenant des risques au bon moment.

D'après Nadège Guilbert, www.top-assistante.com

Titre

Mot clé

Paragraphe 1

Connecteurs logiques

Paragraphe 2

Paragraphe 3

Conclusion

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 5**.

MÉTHODE 5

- 1 Repérer le titre du document.
- 2 Identifier les paragraphes.
- 3 Souligner les mots clés.
- 4 Entourer les connecteurs logiques.

Principaux connecteurs logiques

En effet : précise une idée.
Puis : indique l'ordre des arguments.
Et : introduit une idée nouvelle.
Car : apporte des preuves.
Donc : donne les résultats d'un fait.
Pourvu que : indique une condition.
Mais : réfute l'argument précité.
Enfin : introduit une conclusion.

Analyser un texte

<p>Qui</p> <p>Quand</p> <p>Quoi</p> <p>Pourquoi</p> <p>Comment</p> <p>Où</p>	<p>Mars, élue première entreprise préférée des stagiaires et des alternants</p> <p>Pour la troisième année consécutive, Mars Inc. en France est présente sur le podium du palmarès Happy Trainees des meilleures entreprises pour réaliser son stage ou son alternance.</p> <p>Classée à la 1^{re} place dans la catégorie des entreprises qui proposent plus de 100 missions par an, Mars, 4^e acteur mondial dans l'agroalimentaire, arrive en tête de son secteur d'activité avec une note globale de 4,53/5 contre 4,34/5 l'an passé. Cette distinction récompense la qualité de la politique d'accueil et d'accompagnement des stagiaires et alternants mise en œuvre par le groupe Mars Inc. en France au sein de ses six entités. [...]</p> <p>Les stagiaires et alternants se sont exprimés sur leur expérience à travers six dimensions : la progression professionnelle, le management, l'environnement de travail stimulant, la fierté, la reconnaissance/motivation, le plaisir. Leur verdict est unanime : 98,3 % d'entre eux recommandent d'effectuer un stage ou une alternance chez Mars en France et près de 95 % d'entre eux en sont fiers.</p> <p style="text-align: right;">www.ladn.eu, 18 octobre 2016</p>	<p>Titre</p> <p>Idée principale</p> <p>Idée secondaire</p> <p>Idée secondaire</p> <p>Source et date</p>
--	--	---

Complétez les pointillés en suivant la méthode 6.

MÉTHODE 6

- 1 Identifier les caractéristiques du texte (titre, auteur, source, date).
- 2 Repérer l'idée principale (souvent en rapport avec le titre) et les idées secondaires du texte (souvent une idée par paragraphe).
- 3 Retrouver les mots clés de la méthode QQQQCP permettant d'analyser les aspects essentiels du texte, repérés par le surlignage.

Méthode QQQQCP

Cette méthode repose sur l'utilisation des pronoms ou adverbess interrogatifs principaux qui permettent de cerner les éléments essentiels d'une information.

- Q : Qui ?
 Q : Quoi ?
 O : Où ?
 Q : Quand ?
 C : Comment ?
 P : Pourquoi ?

Le travail intérimaire



Vous effectuez votre dernière période de formation en milieu professionnel dans une agence d'intérim. Après l'obtention de votre diplôme, vous avez l'intention de rechercher un emploi. Travailler en intérim vous semble une opportunité de vous insérer plus rapidement dans la vie active.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** Le recours à l'intérim
- Document 2** Une flexibilité responsable au service de l'emploi
- Document 3** Recrutement et placement
- Document 4** Pourquoi choisir l'intérim

... et des documents complémentaires A, B, C.

PREMIÈRE PARTIE

Exploitation des documents

- 1 Après avoir pris connaissance du dossier documentaire (**documents 1 à 4**), complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).
- 2 À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire mis à votre disposition, expliquez les concepts et expressions soulignés dans les documents (**annexe 2**).
- 3 Pour illustrer votre étude, choisissez parmi les **documents complémentaires A, B et C** celui qui vous semble le mieux illustrer le travail intérimaire. Justifiez votre choix en complétant la grille d'analyse (**annexe 3**).

DEUXIÈME PARTIE

Rédaction de l'étude

L'intérim est-il une solution qui facilite l'accès à l'emploi ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire, et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, développement en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra aux consignes suivantes :

- dresser l'état des lieux de l'intérim (missions des agences, évolution, répartition des effectifs intérimaires) et identifier les contrats de travail proposés par les entreprises de travail temporaire ;
- montrer l'intérêt du travail intérimaire pour les entreprises et pour les salariés.

Étude à présenter en **annexe 4**.

Document 1

Le contrat de travail temporaire

La conclusion d'un contrat de travail temporaire n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, dénommée mission, et seulement dans les cas énumérés par la loi. Quel que soit le motif pour lequel il est conclu, un tel contrat ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise utilisatrice.

Les conditions de renouvellement sont stipulées dans le contrat ou font l'objet d'un avenant soumis au salarié avant le terme initialement prévu (ordonnance du 22 septembre 2017 applicable au titre des contrats conclus à compter du 24 septembre 2017).

À défaut de stipulation dans la convention ou l'accord de branche étendu, le contrat de mission est renouvelable deux fois pour une durée déterminée qui, ajoutée à la durée du contrat initial, ne peut excéder la durée maximale prévue par la convention ou l'accord de branche étendu de l'entreprise utilisatrice ou, à défaut, par les dispositions du Code du travail.



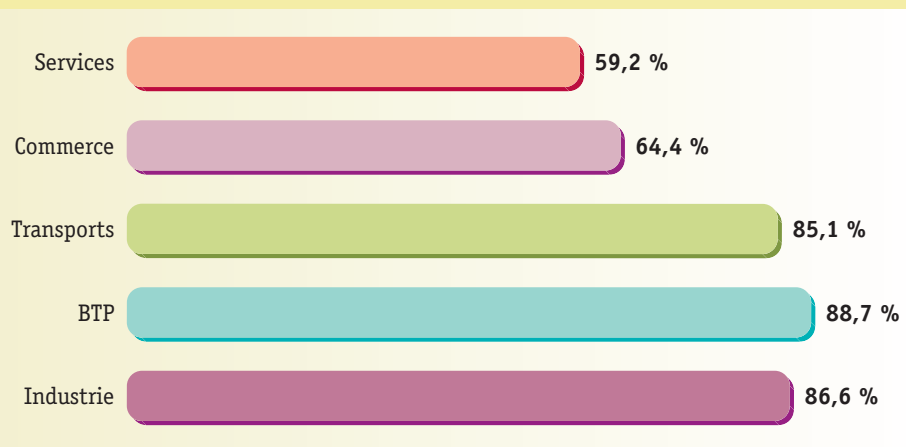
D'après travail-emploi.gouv.fr, 26 septembre 2017

Document 2

Une flexibilité responsable au service de l'emploi

Dans un contexte économique encore tendu, l'intérim reste un levier pour « affronter les cycles économiques ». Près de 30 % des entreprises du transport, de l'industrie et du BTP le perçoivent « comme un moyen de renforcer leur compétitivité ». Le cercle vertueux entre intérim, réactivité et développement de l'emploi continue d'être reconnu par les entreprises.

Part des entreprises estimant que l'intérim les aide à faire face aux cycles économiques



Mais la flexibilité offerte par l'intérim est une flexibilité responsable au service de l'emploi, œuvrant à l'insertion des jeunes (l'intérimaire type a moins de 35 ans), mais aussi des handicapés, avec plus de 18 000 personnes recrutées chaque année (un tiers des contrats des salariés en situation de handicap se fait en intérim). Quant au nombre de seniors en intérim, il a progressé deux fois plus vite que celui de l'ensemble des intérimaires. Aujourd'hui, avec environ 55 000 recrutements annuels, les seniors représentent plus de 10 % du total de l'emploi intérimaire.

D'après L'Atelier de l'Emploi, www.manpowergroup.fr, 19 juin 2015

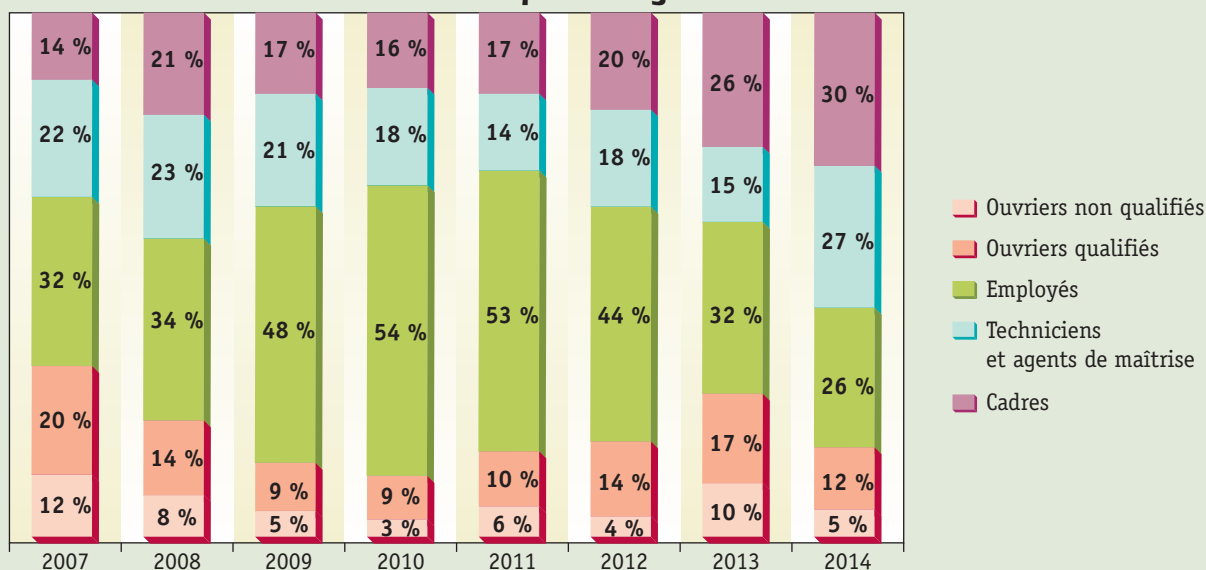
Document 3

Recrutement et placement

La loi Borloo du 18 janvier 2005 a donné aux agences d'intérim une nouvelle dimension en leur ouvrant les recrutements en CDI et CDD ainsi que le placement. Depuis, avec plus de 50 000 recrutements en 2014, les « agences d'emploi privées » connaissent une très forte augmentation de leurs activités : 28 % de croissance de 2013 à 2014 et un réseau de 7 000 agences. En dix ans, les agences d'emploi ont ainsi été à l'origine de quelque 375 000 embauches en CDI et CDD.

Les métiers recrutés par les agences d'emploi privées présentent une répartition très différente de celle des métiers recrutés en intérim. Pour 30 %, les recrutements des agences d'emploi concernent les cadres. Un chiffre qui témoigne de la reconnaissance par les entreprises de la capacité des agences à trouver des collaborateurs très qualifiés.

Recrutement par des agences d'interim



D'après L'Atelier de l'Emploi, www.manpowergroup.fr, 19 juin 2015

Document 4

Pourquoi choisir l'intérim

Les intérimaires disposent de tous les avantages sociaux proposés aux salariés, comme la couverture sociale, le droit à la formation, des aides au logement, au transport... L'intérimaire a droit aux mêmes avantages que ceux accordés aux salariés de l'entreprise où il effectue sa mission : 13^e mois, prime de vacances, primes de risque, de rendement... Les intérimaires, du fait de la précarité de leur situation, ont accès à des compensations sociales comme la prime de précarité de 10 % ou les indemnités compensatrices de congés payés majorées de 10 %.

Multiplier les expériences permettra de tester différentes entreprises, d'expérimenter différents modes de management. Ces expériences vous aideront à affiner votre projet professionnel.

De plus, les entreprises de travail temporaire peuvent proposer des CDI-I (contrats à durée indéterminée intérimaires). Un contrat qui facilite les choses pour l'intérimaire : l'obtention d'un crédit ou d'un logement, une garantie d'emploi au-delà de la mission intérim, un salaire minimal mensuel. La variété des missions intérim exercées sont autant d'occasion de développer des compétences et d'apprendre des savoir-faire et des pratiques au contact de personnes expérimentées. Changer régulièrement de missions évite de tomber dans la routine.

En intérim, être flexible est recommandé puisque les missions sont parfois courtes et très différentes. C'est donc l'occasion d'apprendre à être adaptable, ce qui est une qualité appréciée des recruteurs en général.

D'après www.regionsjob.com, 31 mars 2015



Documents complémentaires

Document A

Statut des emplois par âge (en %)

	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Ensemble des 15 ans ou plus
Non salariés	2,4	10,3	16,6	11,5
Salariés	97,6	89,6	83,4	88,5
Intérimaires	6,3	2,1	0,7	2,1
Apprentis	16,0	0,2	0,0	1,4
Contrats à durée déterminée	29,3	7,8	4,7	8,6
Contrats à durée indéterminée	46,0	79,5	78,1	76,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0
Emploi total (en milliers)	2 050	16 314	7 438	25 802

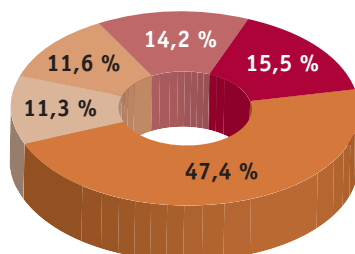
www.insee.fr, TEF 2016

Document B

Les effectifs intérimaires en 2016 en France

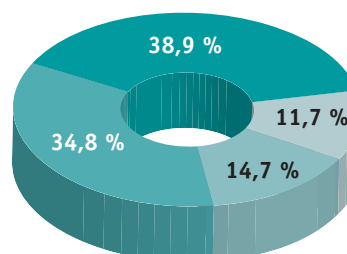
Répartition des effectifs intérimaires par secteur d'activité

- Industrie
- BTP
- Commerce
- Transports
- Services



Répartition des effectifs intérimaires par qualification

- Cadres et professions intermédiaires
- Employés
- Ouvriers qualifiés
- Ouvriers non qualifiés



www.prismemploi.eu, septembre 2015

Document C

Le CDI intérimaire

Traditionnellement habitués à des contrats de travail de courte durée, les intérimaires bénéficient désormais du CDI-I (contrat à durée indéterminée intérimaire), qui leur permet de percevoir un salaire, même entre deux missions. [...]

Alors qu'auparavant une mission ne pouvait être renouvelée qu'une fois, deux renouvellements sont dorénavant autorisés. Et le délai de carence entre deux missions sur un même poste est supprimé.

La période d'intermission - phase pendant laquelle une rémunération est garantie à l'intérimaire - est assimi-

lée à du temps de travail effectif pour la détermination des droits à congés payés et pour l'ancienneté. Grâce à cette réforme du CDI-I, « les travailleurs temporaires pourront bénéficier de la stabilité propre à ce type de contrat et du régime protecteur qui lui est associé. »

La durée totale de la mission du salarié lié par un contrat à durée indéterminée avec l'entreprise de travail temporaire peut désormais aller jusqu'à trente-six mois, par exception aux 18 mois d'un contrat de mission d'un salarié intérimaire non lié par ce type de CDI.

© Stéphanie Alexandre, leparticulier.fr, 24 août 2015

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Élément d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	Le contrat de travail temporaire	Une flexibilité responsable au service de l'emploi	Recrutement et placement	Pourquoi choisir l'intérim
Type du document	Texte	Texte et graphique	Texte et graphique	Texte
Date	26 septembre 2017	19 juin 2015	19 juin 2015	31 mars 2015
Source	http://travail-emploi.gouv.fr	www.manpowergroup.fr	www.manpowergroup.fr	www.regionsjob.com
Idées principales	Le CTT est conclu pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, nommée mission, exclusivement dans les cas prévus par la loi. Pour les contrats conclus à compter du 24/09/2017, la convention ou l'accord de branche de l'entreprise peut fixer le nombre maximal de renouvellements. Ils doivent être précisés dans le contrat ou dans un avenant. À défaut, le contrat de mission est renouvelable deux fois pour une durée déterminée qui, ajoutée à la durée initiale, ne peut excéder la durée maximale autorisée.	L'intérim aide les entreprises à faire face aux cycles économiques et leur permet de renforcer leur compétitivité. L'intérim offre une flexibilité responsable qui permet l'insertion des jeunes (une majorité de moins de 35 ans), les handicapés (un tiers des contrats) et les seniors qui représentent un peu plus de 10 % de l'emploi intérimaire.	Les agences d'intérim assurent des missions de recrutement en CCD et CDI et de placement. Cette activité est en forte croissance. Les recrutements par le biais des agences d'intérim concernent surtout des emplois qualifiés : – cadres (30 %) ; – techniciens et agents de maîtrise (27 %) ; – employés (26 %).	Avantages pour les intérimaires : – mêmes avantages sociaux et mêmes primes que les salariés de l'entreprise ; – indemnités de précarité de 10 % et majoration de 10 % de l'indemnité de congés payés ; – multiples expériences pouvant déboucher sur un recrutement ; – CDI-I possible ; – développement des compétences et de savoir-faire dans les missions ; – routine évitée ; – adaptabilité accrue.

Annexe 2

Définition des concepts et exploitation des documents

1. Présentez le contrat de travail temporaire (parties en présence, contrats).

Le CTT établit une relation tripartite entre une entreprise de travail temporaire, un salarié et une entreprise utilisatrice. Il donne lieu à l'établissement de deux contrats :

- un contrat de mise à disposition entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice ;
- un contrat de mission entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié.

2. Dites pourquoi « la flexibilité offerte par l'intérim est une flexibilité responsable au service de l'emploi ». L'intérim offre de la flexibilité aux entreprises confrontées aux fluctuations de l'activité et au besoin de main-d'œuvre rapidement disponible. L'intérim facilite l'accès à l'emploi des jeunes, des personnes handicapées ou encore des seniors. Il assure alors une flexibilité responsable dans le sens où cette flexibilité prend une dimension sociale.

3. Expliquez la raison pour laquelle le terme « précarité » est souvent associé à la situation des intérimaires. Les intérimaires ne bénéficient pas de la stabilité de l'emploi puisqu'ils sont recrutés pour des missions plus ou moins longues, qui peuvent être entrecoupées de périodes non travaillées. D'où une incertitude quant à leur avenir professionnel et à la perception de revenus réguliers, ce qui caractérise une situation précaire, c'est-à-dire sans garantie de durée.

4. Précisez la particularité du CDI-I.

Le contrat à durée indéterminée intérimaire est un contrat de travail temporaire à durée indéterminée qui alterne des périodes de missions dans les entreprises et des périodes sans exécution de mission. Durant les périodes d'intermissions, le salarié embauché en CDI-I perçoit une rémunération minimale qui ne peut être inférieure au SMIC mensuel.

Annexe 3

Grille d'analyse du document choisi

Élément d'analyse	Document choisi : <i>X</i>
Titre du document	A. Statut des emplois par âge en % B. Les effectifs intérimaires en 2016 en France C. Le CDI intérimaire
Source du document	A. www.insee.fr B. www.prismemploi.eu C. www.leparticulier.fr
Type de document	A. Graphique B. Graphiques C. Texte
Justification argumentée du choix du document	A. Répartition des salariés selon le statut et l'âge B. Répartition des intérimaires selon le secteur d'activité et la qualification C. Présentation du CDI intérimaire
Idées et informations principales	A. Les emplois intérimaires représentent 2,1 % du total des emplois, 6,3 % pour les jeunes de 15-24 ans, 2,1 % pour les 25-49 ans et 0,7 % pour les plus de 50 ans. B. Près de 60 % des intérimaires travaillent dans l'industrie et le BTP. Environ 39 % sont des ouvriers non qualifiés, 35 % des ouvriers qualifiés. C. Le nouveau CDI intérimaire est plus favorable au salarié : perception d'un salaire entre les missions, délai de carence sur un même poste supprimé, deux renouvellements possibles (jusqu'à 36 mois).

Annexe 4

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

Le travail temporaire n'est pas toujours choisi par les salariés mais il leur permet de trouver rapidement un emploi. Pour les entreprises, il répond au besoin de flexibilité de main-d'œuvre.

Énoncé de la problématique

Pour autant, l'intérim offre-t-il une flexibilité favorable à l'insertion professionnelle ?

Annonce du plan

Je répondrai à cette question en dressant tout d'abord l'état des lieux de l'intérim : missions des agences, évolution de l'intérim dans l'emploi, répartition des effectifs intérimaires, nature des contrats proposés. Je montrerai ensuite l'intérêt du travail intérimaire pour les entreprises et pour les salariés.

Développement**Première partie**

À illustrer d'expériences professionnelles.

État des lieux de l'intérim

1.1 Double mission des agences d'intérim :

- mission traditionnelle : placement de salariés intérimaires dans les organisations pour répondre à des besoins ponctuels en personnel ;
- recrutement de salariés en CDD et CDI et placement (collaborateurs très qualifiés principalement), activité en forte croissance.

1.2 Évolution de l'emploi intérimaire :

Les salariés intérimaires représentent 2,1 % de l'ensemble des emplois. L'intérim est plus répandu chez les jeunes de 15-24 ans (6,3 %) que chez les plus de 50 ans (0,7 %). Toutefois, le nombre de seniors en intérim (plus de 10 % de l'emploi intérimaire) progresse plus vite que celui de l'ensemble des intérimaires.

1.3 Effectifs intérimaires :

Près de 60 % des missions se trouvent dans l'industrie et le BTP, 15,5 % dans les services.

Personnel ouvrier en majorité : 38,9 % ouvriers non qualifiés, 34,8 % ouvriers qualifiés.

1.4 Contrats proposés :

- CDD-I : contrats à durée déterminée d'intérim, la forme la plus courante ;
- CDI-I : contrats à durée indéterminée d'intérim.

Deuxième partie

2.1 Intérêt du travail intérimaire pour les entreprises

- Réponse au besoin de flexibilité : mise à disposition d'une main-d'œuvre formée, en temps réel, nouveaux contrats en CDI.
- Moyen d'affronter les fluctuations économiques (réactivité) et de renforcer la compétitivité.
- Souplesse des contrats (durée modifiable, remplacement rapide d'un salarié non compétent).
- Formule plus économique qu'un recrutement : délégation du recrutement à l'agence, pas de frais de gestion administrative des contrats, salariés intérimaires non inclus dans la masse salariale, possibilité de délais de règlement.

2.2 Intérêt du travail intérimaire pour les salariés

- Avantages identiques à ceux des salariés de l'organisation : couverture sociale, droit à la formation, aides au transport, 13^e mois, primes...
- Prime de précarité de 10 % et majoration de 10 % de l'indemnité de congés payés.
- Multiplicité des expériences, adaptabilité accrue et perspectives de recrutement à la fin d'une mission.
- Affinement du projet professionnel, pas de routine.
- Avantages du CDI-I : deux renouvellements possibles soit une durée de 36 mois, suppression du délai de carence sur un même poste, rémunération pendant les intermissions considérées comme temps de travail effectif.

Conclusion

Résumé du thème abordé

Les agences d'emploi remplissent le double rôle de placement de salariés intérimaires pour des missions ponctuelles et le recrutement et le placement de personnel. Le nouveau contrat d'intérim à durée indéterminée est plus favorable aux salariés et devrait réduire la précarité de leur situation. Il offre plus de souplesse aux entreprises.

Réponse à la problématique

L'emploi temporaire permet aux organisations d'affronter les fluctuations économiques et de disposer d'une main-d'œuvre rapidement mobilisable et adaptable. Même s'il reste souvent une forme de travail non choisie et source de précarité, l'intérim offre une flexibilité responsable au service de l'emploi participant à l'insertion des jeunes, des personnes handicapées et aussi des seniors.

Avis personnel

Accepter toute proposition pertinente.

La combinaison des facteurs et la productivité



10

Quel choix opérer pour être compétitif ?

L'entreprise Bontemps va lancer un nouveau produit sur le marché du vêtement. Cette fabrication (8 000 tee-shirts mensuels) contraint l'entreprise à faire le choix de la meilleure combinaison productive. Yanis, directeur commercial, présente les données utiles à la prise de décision.

audio

foucherconnect.fr/ed18105



Voici une ébauche du nouveau tee-shirt que nous allons lancer sur le marché prochainement. Qu'en pensez-vous ?



Acquisition d'une chaîne de production	Coût
Non automatisée + 8 ouvriers	80 000 €
Automatisée + 1 ouvrier	110 000 €
Coût du travail : - 152 heures/mois/salarié ; - 35 €/heure charges comprises. Coût des matières premières : 5 €/T-shirt.	



Identifiez la nature du problème évoqué lors de la réunion.

Il s'agit de prendre une décision sur un choix de production.

Reformulez les deux solutions envisagées.

Acquisition d'une chaîne de production non automatisée et emploi de 8 salariés, ou acquisition d'une chaîne de production automatisée nécessitant la présence d'un seul ouvrier.

Plan B en vidéo

Geodis - Mécanisation : productivité, fiabilité et qualité (1'01)

foucherconnect.fr/ed18106



Indiquez les critères permettant d'évaluer la performance d'une entreprise.

Croissance du chiffre d'affaires, rentabilité satisfaisante, degré d'engagement et de satisfaction des collaborateurs, réputation de l'entreprise, satisfaction des clients, fidélité des fournisseurs.

1

Les facteurs de production

DOC 1 Le capital humain (ou facteur travail)

Selon la définition de l'OCDE, le capital humain est « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique ». [...] Les êtres humains atteignent le maximum de leur capacité productive quand ils vivent dans un environnement garantissant leur sécurité, respectueux de leur identité, et créant les conditions favorables à leur développement tout au long de leur carrière professionnelle.

www.tropheeducapitalhumain.com



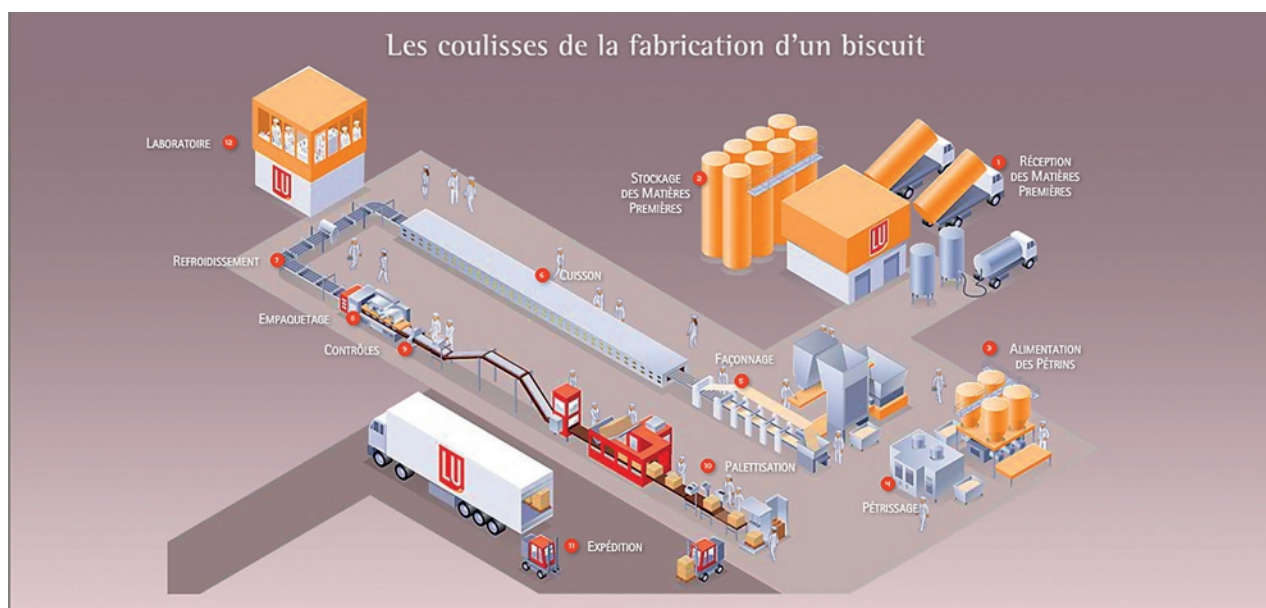
L'être humain apporte toujours une valeur ajoutée d'une façon ou d'une autre au sein de son organisation. Quand on a voulu augmenter le rendement dans les usines le siècle dernier, on s'est appliqué à découper et analyser la moindre tâche afin d'optimiser au maximum l'effort nécessaire pour la production de masse [...]. Aujourd'hui rares sont les usines où les machines n'ont pas remplacé l'homme. [...] L'entreprise dispose d'un capital qu'elle sous-estime souvent. Là où

on pense que c'est avant tout une question de technologies ou de puissance de calcul, on néglige qu'on pourrait augmenter le rendement juste en se penchant sur des points « humains », et non matériels.

www.rhinostone.com

- 1 Surlignez les expressions qui montrent la nécessité pour l'entreprise de valoriser le capital humain.

DOC 2 Le capital technique



www.lu-france.fr

- 2 Classez dans le tableau les biens utilisés par l'entreprise LU pour réaliser sa production.

vidéo

Portes ouvertes de l'usine LU à Besançon - 3'11

foucherconnect.fr / ed18107



Capital technique fixe (biens durables) Utilisé au cours de plusieurs cycles de production	Capital technique circulant (biens non durables) Détruit ou incorporé au produit fini
Locaux, terrains, machines, véhicules.	Énergie, matières premières.

DOC 3 Le choix de la combinaison productive chez Cuisine au Top

Rémy Villot, directeur de la société Cuisine au Top, lance sur le marché un nouveau robot ménager. L'entreprise fabrique actuellement, à l'aide de deux machines, 8 000 unités qu'elle vendra 65 € pièce. Le coût de revient unitaire de ce produit (coût du capital technique, du travail et des matières premières) est estimé à 26,59 €. Pour améliorer la productivité de son usine, Alain Thazy envisage l'achat de matériel plus

performant. Il réfléchit à trois possibilités.

Les variables financières sont les suivantes :

- coût d'une nouvelle machine-outil = 2 500 € ;
- coût des matières premières = 22 € si la production est doublée et 20 € si la production est supérieure à 18 000 unités ;
- coût d'une heure de travail : 40 €.



- ➔ ❶ Achat d'une nouvelle machine, même temps de travail (250 heures), production doublée.
- ➔ ❷ Achat de deux machines, temps de travail de 140 heures, production doublée.
- ➔ ❸ Achat de quatre machines, temps de travail de 100 heures, production : 20 000 robots.

3 Effectuez les calculs pour chaque combinaison productive puis entourez celle qui vous semble la mieux adaptée à l'entreprise.

Élément	Solution ❶	Solution ❷	Solution ❸
Coût des machines	2 500	5 000	10 000
Coût du travail	10 000	5 600	4 000
Coût des matières premières	352 000	352 000	400 000
Coût de revient ¹ total	364 500	362 600	414 000
Coût de revient unitaire	22,78	22,66	20,7

1. Le coût de revient est égal à l'ensemble des charges occasionnées par la fabrication et la distribution d'un produit.

4 Indiquez les effets qui découlent de l'automatisation de la production.

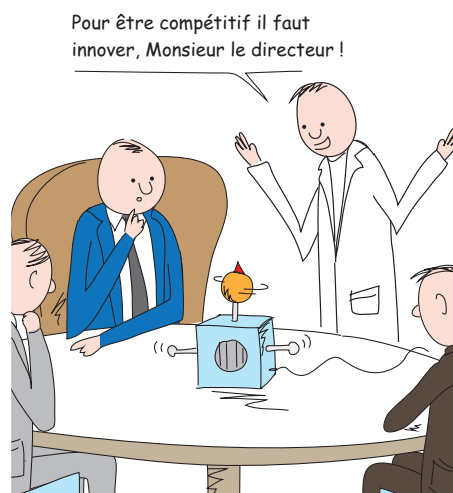
L'automatisation de la production a pour effet l'augmentation des quantités produites, la diminution de la quantité de travail nécessaire et donc la diminution du coût de revient d'une unité.

DOC 4 Progrès technique et innovation

L'innovation apparaît comme une condition indispensable de survie et de développement pour de nombreuses entreprises. On peut définir l'innovation comme le passage à l'application industrielle ou commerciale d'une invention au sein d'une entreprise. On distingue l'innovation de produits (nouveaux produits ou produit intégrant un nouveau procédé) de l'innovation de processus (nouveau procédé de fabrication ou nouvelle organisation dans l'entreprise). [...] Les entreprises recherchent des innovations sous toutes leurs formes car elles leur permettent d'accroître leur compétitivité, soit par une meilleure maîtrise des coûts, soit parce qu'elles disposent d'un monopole² (temporaire ou durable) sur un marché. [...] La maîtrise de l'innovation permet à certaines entreprises de pénétrer le marché alors que d'autres disparaissent faute d'avoir su se moderniser.

2. Monopole : structure d'un marché où un vendeur fait face à une multitude d'acheteurs.

www.oekonomia.net



5 Surlignez les avantages des différentes formes d'innovation.

DOC 5 La productivité

La productivité mesure l'efficacité d'une entreprise. La productivité est le rapport entre la quantité de biens ou de services produits (ou leur valeur ajoutée) et les moyens mis en œuvre pour l'obtenir (nombre de salariés ou nombre d'heures travaillées).

Une entreprise fabriquant des voitures de collection miniatures produit quotidiennement 150 unités vendues sur le marché 60 euros. Huit salariés travaillent 7 heures par jour pour un coût horaire de 25 €.



vidéo

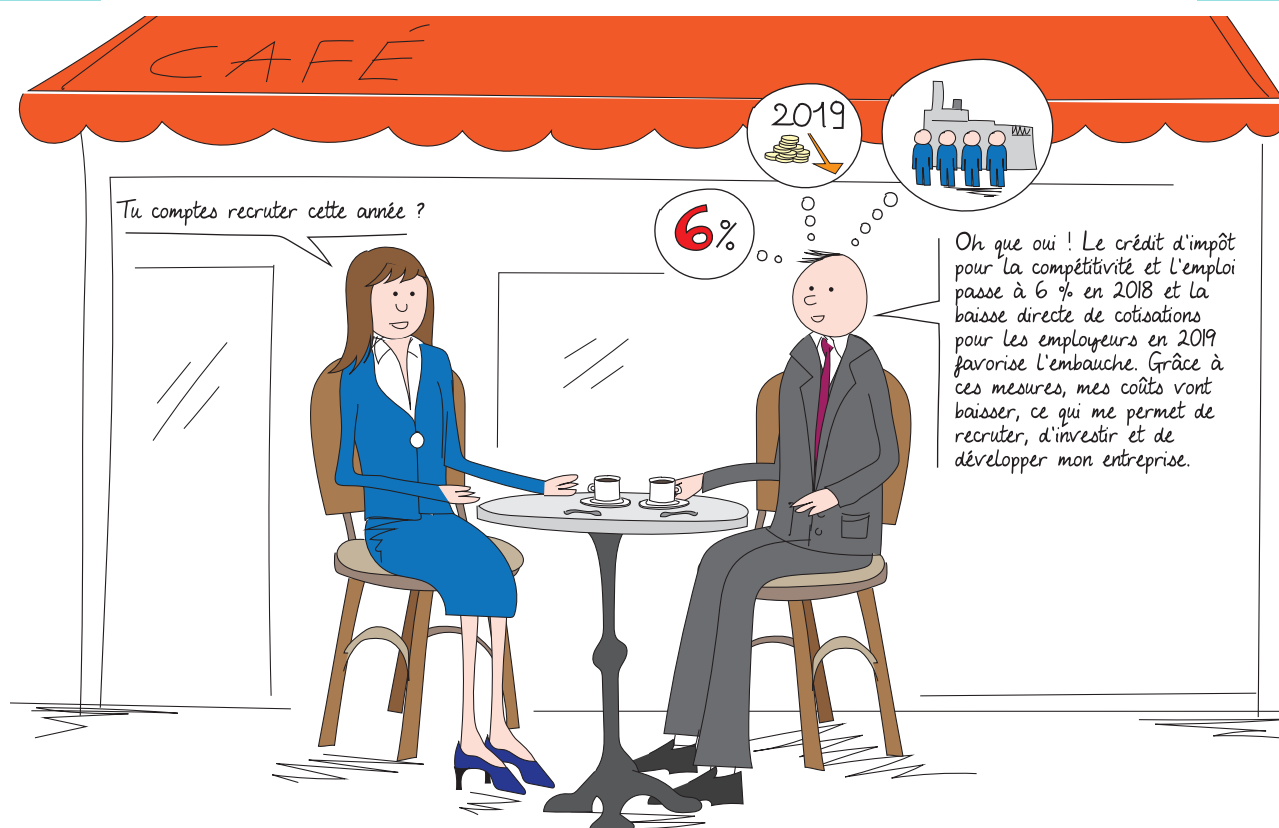
Productivité - 4'09

foucherconnect.fr/ed18108

- 6 Calculez, pour chaque jour, la productivité de cette entreprise en quantité et en valeur.

Productivité physique (en quantité)		Productivité en valeur (en euros)	
Par salarié	Par heure de travail	Par salarié	Par heure de travail
Nombre d'unités produites/ Nombre de salariés	Nombre d'unités produites/ Nombre d'heures travaillées	Valeur produite/ Nombre de salariés	Valeur produite/ Nombre d'heures travaillées
$150 / 8 = 18,75 \text{ unités}$	$150 / (7 \times 8) = 2,67 \text{ unités}$	$(150 \times 60) / 8 = 1\,125 \text{ €}$	$(150 \times 60) / (7 \times 8) = 160,71 \text{ €}$

DOC 6 Les mesures en faveur des entreprises



- 7 Expliquez pourquoi les mesures en faveur des entreprises favorisent leur développement. L'augmentation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et la baisse des cotisations patronales permettent aux entreprises de réduire leurs coûts, ce qui les incite à embaucher et à investir.

Synthèse 10

LA COMBINAISON DES FACTEURS ET LA PRODUCTIVITÉ

1 Les facteurs de production

Facteur travail ou capital humain

Moyens humains nécessaires
à l'activité de production
de biens ou de services

Facteur technique ou capital technique

Ensemble des biens et des équipements
nécessaires à la production
de biens ou de services

Capital fixe
Ex. : locaux,
terrain,
machines

Capital circulant
Ex. : énergie,
matières
premières

2 La combinaison productive

Combinaison des facteurs de production

Facteur travail > Facteur technique

Activité utilisant davantage de capital
humain (main-d'œuvre)

Facteur travail < Facteur technique

Activité utilisant davantage de capital
technique (machines, matières premières)

Choix de la combinaison productive qui permet à l'entreprise de produire
au coût de production le plus faible

3 Les indicateurs de performance de l'entreprise

Productivité

Quantité produite/nombre de salariés
ou
Quantité produite/
nombre d'heures travaillées

Compétitivité

Pour être compétitive,
l'entreprise a besoin d'investir
ou d'innover

À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18109



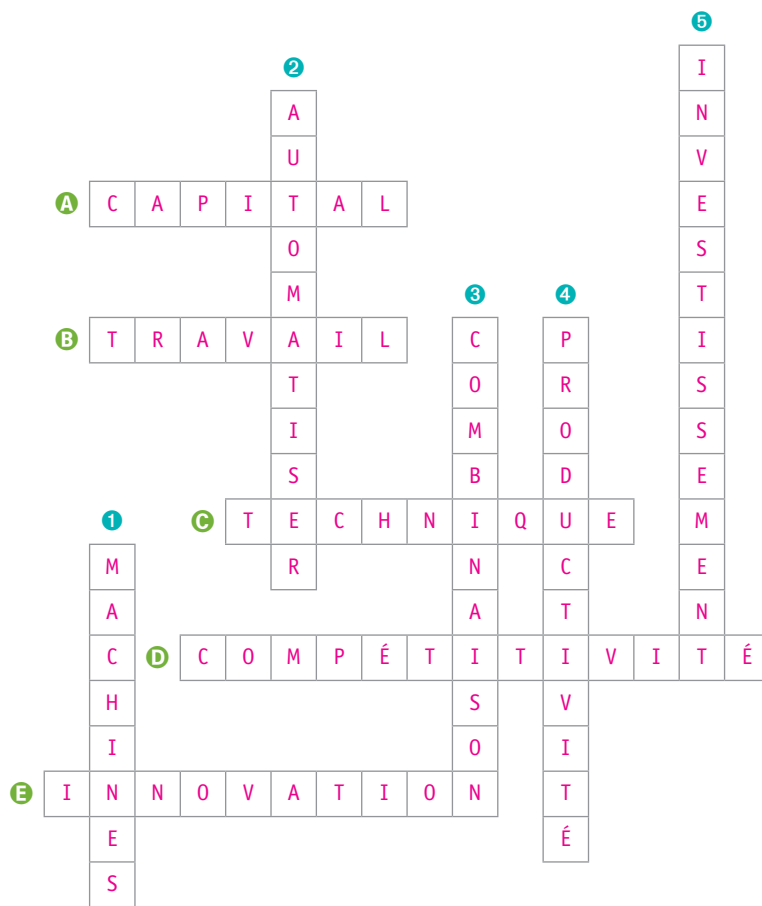
1

Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- A Fixe ou circulant.
- B Moyens humains nécessaires à l'activité de production.
- C Ensemble des procédés mis en œuvre pour la production d'un bien.
- D Capacité d'une entreprise à vendre durablement des biens ou services sur un marché en situation de concurrence.
- E Évolution significative d'un processus de fabrication.

- 1 Partie du capital fixe.
- 2 Action de réduire la charge de travail du salarié et d'améliorer la productivité grâce aux machines.
- 3 Association du facteur travail et du facteur technique.
- 4 Rapport, en volume, entre une production et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir.
- 5 Dépense mise en œuvre pour le lancement d'un nouveau produit.



2

Mic-mac

Assemblez les groupes de lettres deux par deux pour former 4 mots de 10 lettres, synonymes de ceux indiqués.



1 I N D I C A T E U R

Information

2 E N T R E P R I S E

Organisation

3 P R O D U C T I O N

Fabrication

4 C O M P É T I T I F

Performant

L'organisation de la production et du travail

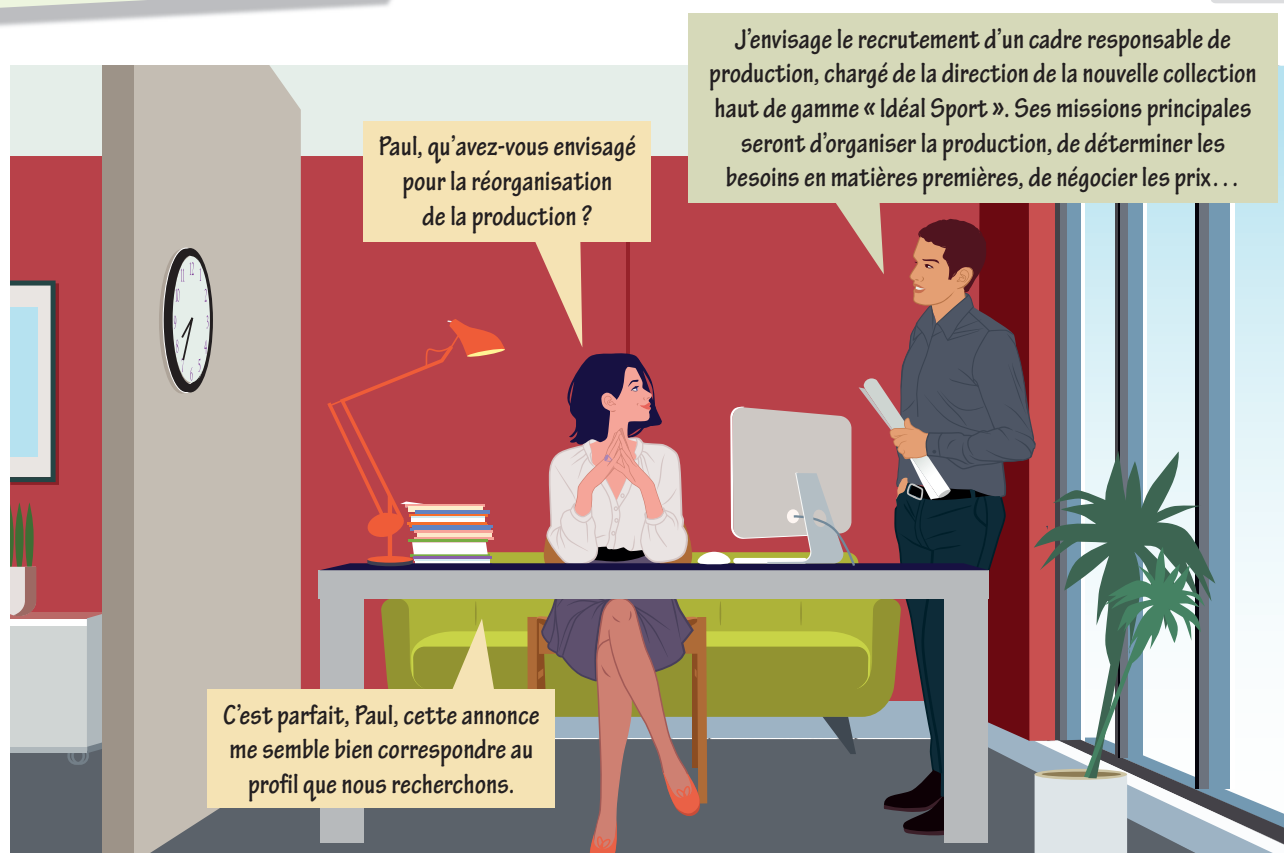
11

Comment produire mieux ?

Paul, employé au service des ressources humaines de la société Sport Xtrem, participe au recrutement d'un nouveau chef de production pour le site du Creusot. La possibilité d'une solution en interne n'ayant pas abouti, il propose à Vanessa, la DRH, un recrutement externe.

audio

foucherconnect.fr/ed18110



Précisez la mission de Paul.

Recruter un responsable de production pour le lancement de la nouvelle collection de vêtements de sport.

Identifiez les principaux éléments qui caractérisent le poste à pourvoir et précisez le service dans lequel le salarié sera affecté.

Organisation générale, négociation des prix, détermination des besoins en matières premières caractérisent le poste du nouveau cadre qui exercera au service production.

Plan B en vidéo

Travailler mieux pour performer plus (3'15)

foucherconnect.fr/ed18111

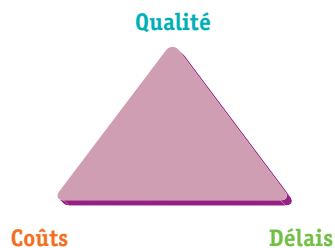


Indiquez en quoi consiste l'innovation dans l'organisation du travail.

Il s'agit de privilégier tout ce qui peut aider l'entreprise à gagner en compétitivité. Exemple : réunions hebdomadaires des ouvriers avec pour objectifs de comprendre les dysfonctionnements dans la production, d'en analyser ensemble les raisons, de proposer des solutions pour améliorer le processus.

L'organisation de la production

DOC 1 Le triangle des contraintes



Pour chaque projet de production, il existe trois types de contraintes : les délais, les coûts et la qualité. Si l'une de ces trois contraintes n'est pas sérieusement prise en compte en même temps que les autres et de manière aussi importante, la production est déséquilibrée et le projet peut être compromis. C'est bien sur les trois axes qu'il faut agir pour rester compétitif, être rentable, ne pas gaspiller du temps ou de la matière, mais aussi mieux satisfaire les clients. Une action sur un axe sans action sur les deux autres « déforme » le triangle des contraintes et fait apparaître un déséquilibre. La fonction production a pour objectif principal de veiller à cet équilibre.

1 Expliquez pourquoi il est nécessaire de surveiller les trois contraintes en même temps. Donnez un exemple.

Il faut être vigilant sur les trois axes pour rester compétitif, pour être rentable, pour réaliser un gain de temps et de matière, pour satisfaire les clients. Ex. : normes ISO, service après-vente, garantie, certification.

DOC 2 La sous-traitance et ses différentes formes

Les neuf partenaires français à bord du Boeing 787 Dreamliner



Neuf entreprises françaises font partie des partenaires de Boeing sur le 787, dont huit comme fournisseurs de premier rang. [...]

Plus de cent entreprises travaillent en France pour Boeing. [...]

www.boeing.fr

Sous-traitance de capacité	Sous-traitance de spécialité	Sous-traitance de marché
L'entreprise est dans l'incapacité de répondre, à un moment donné, à des commandes supplémentaires.	L'entreprise, ne disposant pas du savoir-faire nécessaire pour fabriquer le produit ou le réaliser, donne l'ordre à une autre entreprise de réaliser la production.	Une entreprise confie à une autre entreprise un marché conclu avec un maître d'ouvrage. Cela met donc en relation le maître d'ouvrage, l'entreprise donneuse d'ordres, et le sous-traitant.

2 Précisez en quoi consiste la sous-traitance.

La sous-traitance consiste à confier à une société extérieure certaines opérations ne relevant pas de l'activité essentielle de l'entreprise.

3 Associez à chaque exemple le type de sous-traitance concernée.

Exemple	Type de sous-traitance
① Un constructeur automobile s'adresse à un sous-traitant qui fabrique les phares dont il a besoin selon les spécifications de son bureau d'études.	Spécialité
② Dans la fabrication de produits complexes tels que des avions, EADS confie l'ensemble de la production à des sous-traitants et se contente d'assembler les pièces. Cependant, la production est encadrée par l'entreprise qui donne les caractéristiques du produit que le sous-traitant doit respecter.	Marché
③ Nouy & Cie ne peut répondre seul à un appel d'offre de l'administration pour la mise sous enveloppes de 50 000 formulaires en 10 jours ; le CAT (centre d'aide par le travail) local est contacté.	Capacité

DOC 3 Les flux tendus

Faute de pièces, Toyota va suspendre sa production au Japon

Un problème du flux tendu : Toyota va suspendre par étapes une grande partie de la production de véhicules au Japon à partir du 18 avril en raison d'une pénurie de pièces après les forts tremblements de terre qui ont frappé l'île de Kyushu.

À l'image d'autres groupes, comme Honda ou Sony, le numéro un mondial avait fermé le 15 avril, dans la foulée du premier séisme, ses trois usines situées dans la région affectée, dont celle de Miyata qui produit principalement des modèles Lexus, sa marque de luxe.

La quasi-totalité des lignes japonaises arrêtées

[...] Toyota a désormais décidé d'étendre l'arrêt à la quasi-totalité de ses lignes d'assemblage dans l'archipel, qui seront fermées pour une période de deux à six jours selon les sites.

Les usines à l'étranger ne sont pour l'heure pas concernées par ces mesures. [...]

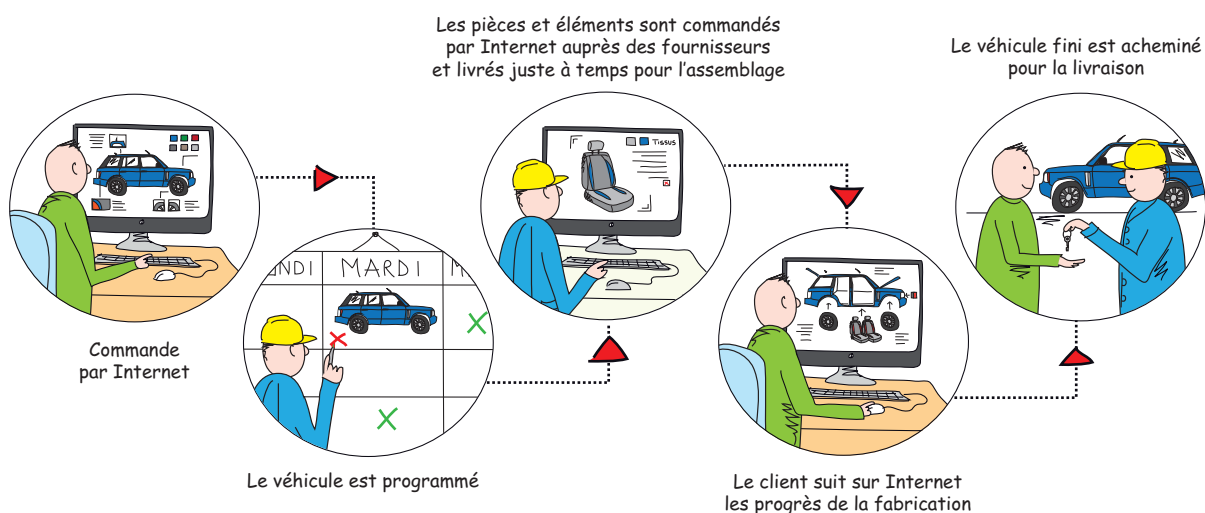
Toyota, qui a fondé toute sa méthode de production sur la minimisation des stocks et la fourniture des pièces « juste à temps » pour l'assemblage, espère minimiser l'impact en dopant la production lors des week-ends et jours fériés. [...]

Jean-Pierre Genet, *L'Argus*, 18 avril 2016

4 Identifiez les avantages et les inconvénients de la production à flux tendus.

Le flux tendu permet une diminution des coûts de production résultant de la disparition des coûts de stockage. Cependant, l'entreprise qui n'a pas de stock peut se trouver dans l'impossibilité de satisfaire la demande finale : rupture d'approvisionnement, problème technique...

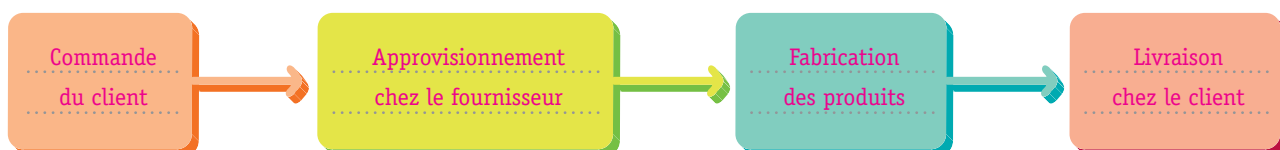
DOC 4 Le juste-à-temps (JAT)



vidéo

Le standard de travail - 1'44

foucherconnect.fr/ed18112

5 Remplacez dans le schéma les quatre grandes étapes du JAT.**6 Expliquez la notion de juste à temps à partir du schéma.**

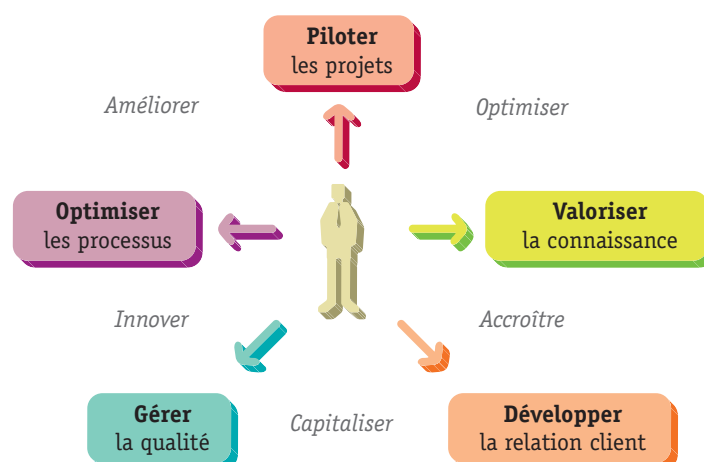
Méthode de production industrielle consistant à acheter ou à produire la quantité juste nécessaire au moment où on en a besoin.

DOC 5 Un exemple, le management par projet

Le mode de management par projet fait travailler ensemble et simultanément des personnes qui, dans les organisations classiques, auraient travaillé séparément les uns après les autres. Cette évolution renouvelle en profondeur les modes de relations dans l'entreprise.

L'organisation « par projet » demande un pilotage et un outillage GRH adapté : formation, gestion des carrières, mobilité maîtrisée, reconnaissance, redéfinition des responsabilités.

D'après www.anact.fr



7 Expliquez les modalités et citez les avantages d'une organisation par projet.

Elle fait travailler ensemble des salariés afin de produire en commun un bien ou un service. Ce mode de management permet de réduire les temps et les coûts de production, donc d'accroître la productivité.

DOC 6 Les formes d'organisation du travail

Le taylorisme :
la production industrielle

▲ Travail dans une usine de textile en France, en 2012

L'idée principale est de décomposer les tâches, de minuter les gestes des ouvriers pour améliorer la qualité, diminuer les coûts et les délais. C'est le début du travail à la chaîne et de la production de masse.

Le fordisme :
application à l'automobile

▲ Ligne de montage chez Ford (Michigan)

Le fordisme permet d'accroître la productivité et favorise l'emploi peu qualifié ; cependant, il apparaît vite que l'accroissement de production ne peut être obtenu que par le surmenage. L'ouvrier voit sa situation intellectuelle et sociale amoindrie, la monotonie du travail et l'absence d'effort intellectuel sont décourageants.

Le toyotisme :
polyvalence et flexibilité

▲ Les chaînes de montage de l'usine Toyota d'Onnaing

Chez Toyota, on supprime les stocks en modifiant l'organisation de la sous-traitance et de la production, rythmée par les commandes. Afin d'éviter tout gaspillage, il ne faut produire que ce qui est commandé, ne commander que ce qui est nécessaire et ne livrer les commandes qu'au moment utile. Le toyotisme répand alors ses principes de « juste-à-temps » et de « flux tendus ».

8 Identifiez ce qui a motivé le passage du taylorisme au toyotisme dans le secteur automobile.

La volonté de réduire les coûts de stockage et d'immobilisation des capitaux.

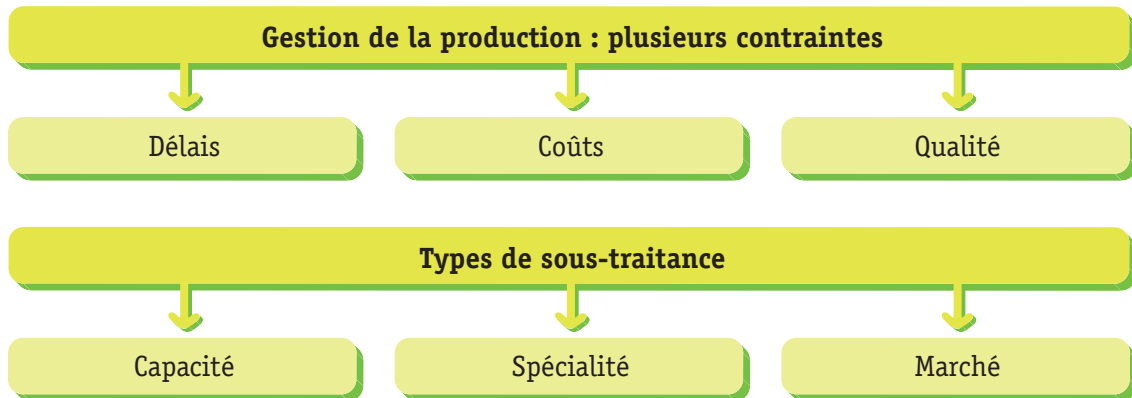
9 Indiquez les conséquences du fordisme.

Hausse de la production et de la productivité, baisse du coût de production, déqualification du travail ouvrier (répétitif et monotone) et standardisation de la production pour favoriser une consommation de masse.

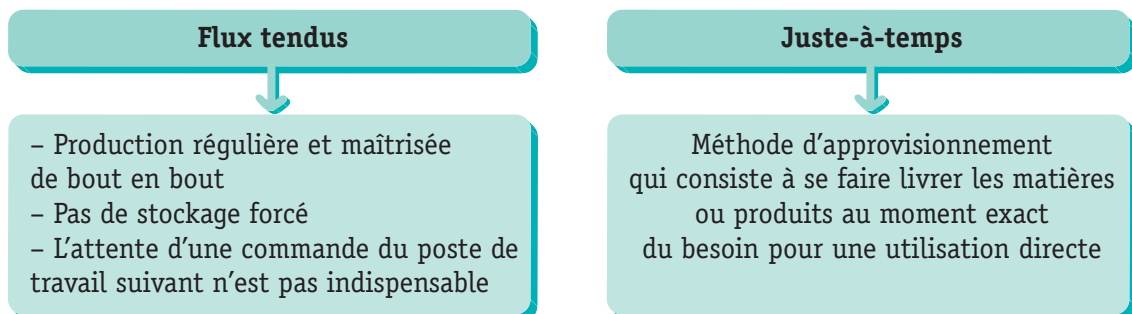
Synthèse 11

L'ORGANISATION
DE LA PRODUCTION
ET DU TRAVAIL

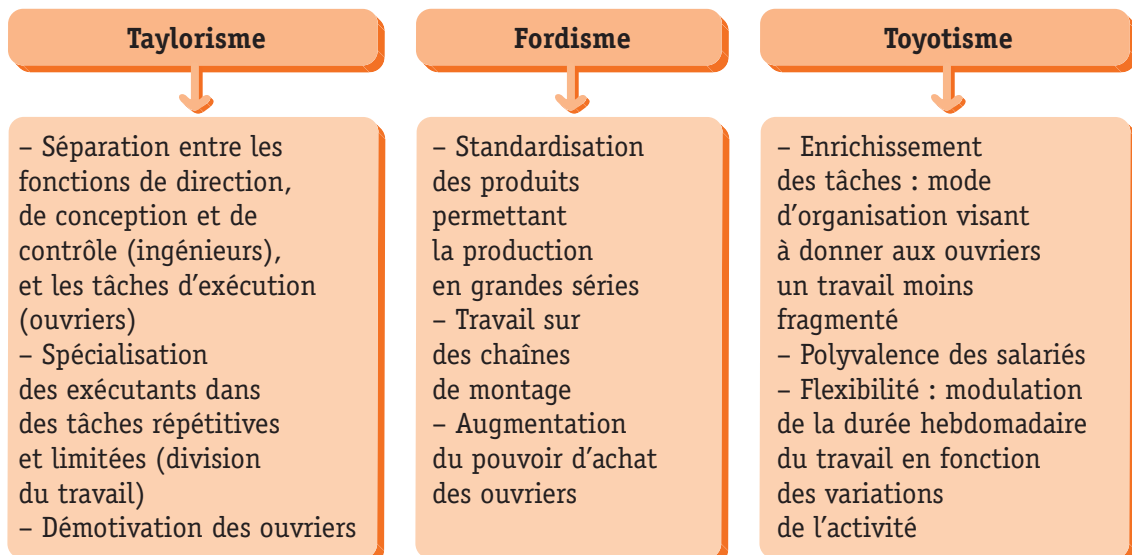
1 L'organisation de la production



2 La production à flux tendus



3 L'organisation du travail



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18113



1

Mot mystère

Rayez les mots cachés dans la grille, lisibles horizontalement, verticalement, en diagonale (dans les deux sens). Les 10 lettres inutilisées forment le mot mystère.

Bien. Bureau. Capacité. Commande. Contrainte. Coûts. Délais. Fabrication. Flux. Livraison. Marché. Méthodes. Production. Qualité. Test.

P	R	O	D	U	C	T	I	O	N
B	E	E	T	I	L	A	U	Q	O
I	C	O	U	T	S	I	A	E	I
E	I	C	S	I	A	L	E	D	T
N	T	E	B	U	R	E	A	U	A
E	T	N	I	A	R	T	N	O	C
S	E	T	I	C	A	P	A	C	I
C	O	M	M	A	N	D	E	L	R
P	S	E	D	O	H	T	E	M	B
L	I	V	R	A	I	S	O	N	A
M	A	R	C	H	E	X	U	L	F

Mot mystère : spécialité

2

En un mot

Décryptez la charade suivante.

Mon premier est un fleuve du nord de l'Italie.

On dort dans mon deuxième.

Mon troisième est le verbe « aller » conjugué au présent (3^e personne du singulier).

Les chevaliers se faisaient tomber avec mon quatrième pendant les tournois.

Mon tout est la qualité d'un salarié pour occuper des postes de travail différents.

Mon tout : polyvalence

Reformuler des idées clés

Le compte personnel d'activité (CPA)

Le **compte personnel d'activité** (CPA), ça sert à quoi ?

Le but du CPA est de donner à chacun les moyens de construire son parcours professionnel. L'époque où l'on gardait le même emploi toute sa vie est révolue, avec le CPA, chacun pourra désormais cumuler des **droits** tout au long de sa vie active et les utiliser au moment où il le souhaite en fonction de ses besoins.

Le CPA, comment ça marche ?

Le CPA, c'est un compte qui sera ouvert pour chaque personne qui débute sa vie professionnelle et qu'elle gardera jusqu'à son décès.

C'est un **droit universel** qui concernera tous les actifs, quel que soit leur statut. Chacun pourra consulter son compte sur Internet et le site sera adapté à la consultation sur mobile. Chacun pourra voir combien il a de droits et les utiliser.

D'après www.travail-emploi.gouv.fr, 22 juillet 2016

Titre

Première partie :
utilité du dispositif

Deuxième partie :
modalités du dispositif

Source officielle. Date

A/ Complétez les pointillés en suivant la **méthode 7**.

MÉTHODE 7

- 1 Lire le texte, repérer ses éléments d'identification (titre, auteur, source, date...).
- 2 Identifier sa structuration et, pour chaque partie du texte, repérer l'idée principale.
- 3 Surligner, pour chacune des parties du texte, les mots ou expressions qui caractérisent cette idée principale.
- 4 Reformuler pour chaque terme clé une phrase simple qui en explique le sens.

4 Le compte personnel d'activité permet au salarié de construire son parcours professionnel grâce aux droits cumulés tout au long de sa vie active et utilisables en fonction de ses besoins.

Droit universel ouvert dès que le salarié entre sur le marché du travail et quel que soit son statut, le CPA est accessible en ligne et sur mobile.

B/ Proposez des sous-titres sous forme de phrase nominale.

Le CPA : objectifs *ou* Les objectifs du CPA

Le CPA : modalités *ou* Les modalités du CPA.

Vocabulaire

Reformuler : formuler de nouveau, de manière plus compréhensible.

Périphrase : suite de mots qui peut être remplacée par un seul mot.

Phrase nominale : phrase sans verbe conjugué, construite autour d'un nom commun.

Résumer un texte

Le droit à la déconnexion

Le **droit à la déconnexion** est le droit pour un salarié de ne pas être joignable en permanence pour des motifs liés à l'exécution de son travail. Ce droit lui assure ainsi la possibilité de **se couper temporairement des outils numériques** lui permettant d'être contacté dans un cadre professionnel (smartphone, Internet, e-mail, etc.).

Le droit à la déconnexion vise à assurer le respect des temps de repos et des congés des salariés ainsi que de leur vie personnelle et familiale.

Concrètement, le droit à la déconnexion peut par exemple prendre la forme d'un blocage des e-mails pendant certaines heures. Il peut aussi se traduire par un engagement pris par les supérieurs de ne pas contacter leurs salariés certains jours ou au cours de certaines plages horaires.

Le droit à la déconnexion sera abordé dans le cadre de la **négociation** annuelle sur la qualité de vie au travail. Cette négociation devra porter sur les modalités d'exercice du droit à la déconnexion ainsi que la mise en place par l'entreprise de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques. En l'absence d'accord d'entreprise, l'employeur devra élaborer une charte – après avis des représentants du personnel – dans laquelle il définira les modalités d'exercice du droit à la déconnexion.

Instauré par la loi travail promulguée le 8 août 2016, le droit à la déconnexion entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

D'après <http://droit-finances.commentcamarche.net>, septembre 2016

Idée principale :
définition du droit
à la déconnexion

Idée secondaire :
objectifs

Idée secondaire :
formes

Idée secondaire :
mise en place
par la négociation

Idée secondaire :
entrée en vigueur

Vocabulaire

Résumer : condenser un texte en peu de mots en ne retenant que les idées essentielles.

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 8**.

MÉTHODE 8

- 1 Lire le texte pour en comprendre le sens général et surligner les mots clés.
- 2 Repérer les idées principales et les idées secondaires.
- 3 Identifier le plan du texte.
- 4 Résumer le texte en reformulant les idées essentielles soutenues par l'auteur et en respectant les consignes données, par exemple le nombre de lignes.

3 1 Définition

2 Modalités : 2.1 Objectifs ; 2.2 Formes ; 2.3 Mise en place ; 2.4 Entrée en vigueur

4 Le droit à la déconnexion permet aux salariés de ne pas être en permanence joignables via les outils numériques afin de protéger leur vie personnelle et familiale. Les entreprises ont l'obligation de mettre en place des dispositifs de régulation des outils numériques dans le cadre d'une négociation annuelle sur la qualité de vie au travail. À défaut, une charte est établie par l'employeur après consultation des représentants du personnel. La loi est applicable depuis le 1^{er} janvier 2017.

La valeur ajoutée et son partage

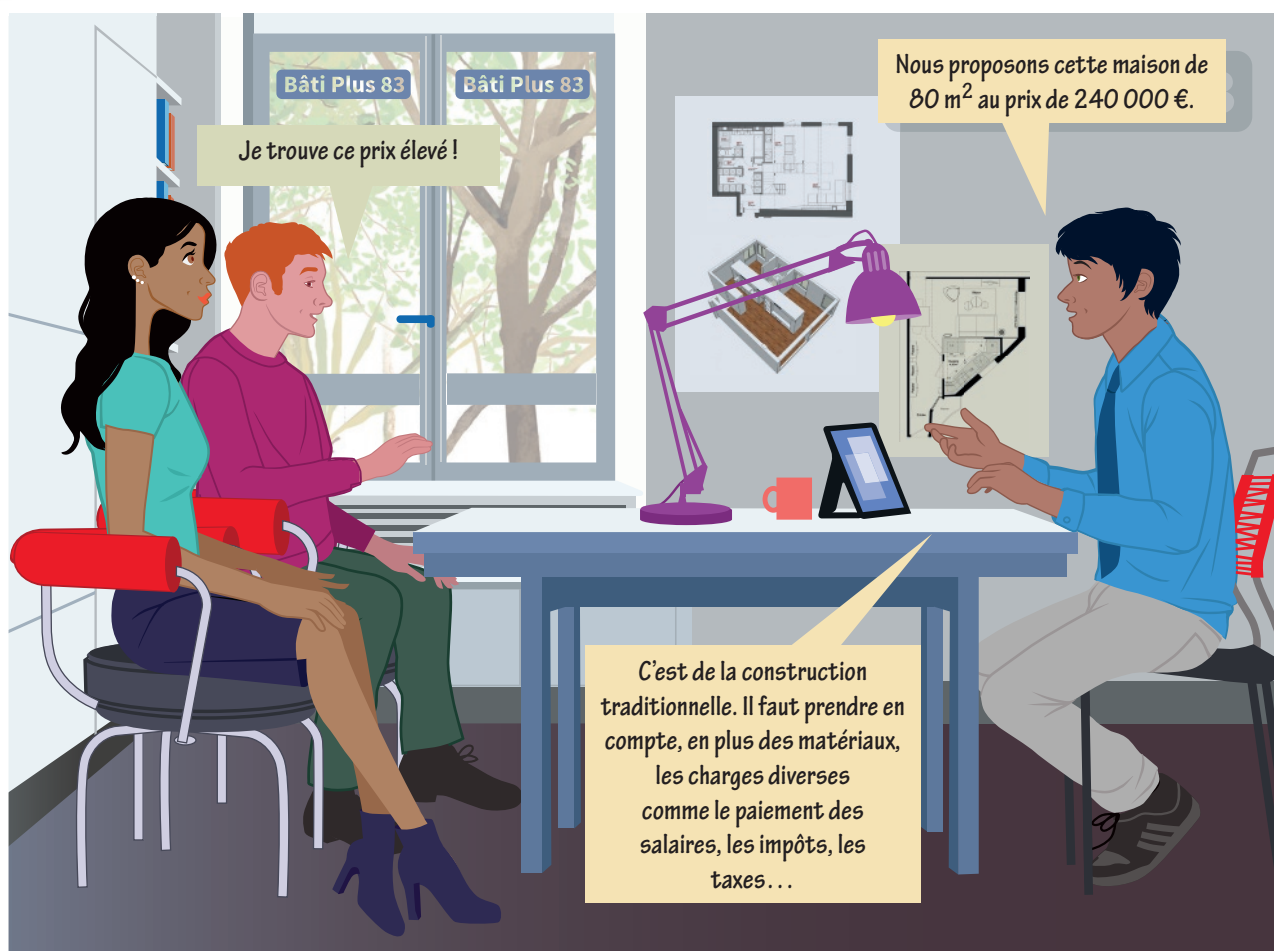
12

Pourquoi calculer la valeur ajoutée ?

Julien et son épouse Coralie sont locataires d'un appartement. Désirant plus d'espace, ils envisagent de faire construire une maison traditionnelle sur les hauteurs de la ville de Toulon. Tous deux décident alors de faire appel à une entreprise spécialisée dans ce domaine.

audio

foucherconnect.fr/ed18114



Indiquez le projet de Julien et Coralie.
Faire construire une maison traditionnelle
d'une valeur de 240 000 €.

Identifiez les éléments qui entrent dans
le coût de fabrication d'une maison de
type traditionnel.
Les matériaux, les charges diverses (eau,
électricité, essence, etc.), les salaires, les
impôts et les taxes.

Plan B en vidéo

La valeur ajoutée (2'02)

foucherconnect.fr/ed18115



Expliquez comment se calcule la valeur ajoutée
d'une unité de production.
Chiffre d'affaires – Valeur des consommations
intermédiaires

DOC 1 La valeur ajoutée d'une entreprise

La **valeur ajoutée** (VA) est un indicateur économique qui mesure la valeur ou la richesse créée par une entreprise, un secteur d'activité ou un agent économique au cours d'une période donnée. Elle illustre la performance et la rentabilité d'une entreprise.

La valeur ajoutée est définie comme la différence entre la valeur finale de la production ou du service rendu (traduite par le chiffre d'affaires hors taxes) et la valeur des biens qui ont été consommés dans le processus de production ou de commercialisation, c'est-à-dire les consommations intermédiaires.

Les **consommations intermédiaires** correspondent aux biens et services détruits ou transformés pendant le processus de production, comme les matières premières, l'électricité, le chauffage et les services utilisés (transport, publicité...).

Les salaires versés par l'entreprise, les biens durables utilisés (ex. : chaîne de production) et les impôts et taxes n'entrent pas dans le calcul de la valeur ajoutée.

1 Expliquez l'intérêt pour une entreprise de connaître sa valeur ajoutée.

Le calcul de la valeur ajoutée permet de mesurer la valeur ou la richesse créée par une entreprise et d'apprécier sa rentabilité.

2 Citez les consommations intermédiaires qui entrent dans la fabrication d'un meuble.

Les consommations intermédiaires correspondent aux dépenses liées à la production : matières premières, fournitures, dépenses en énergie, services utilisés.

DOC 2 Le calcul de la valeur ajoutée

Coût de fabrication : maison traditionnelle Azur	Extrait du devis envoyé à Julien			
Matières premières Parpaings : 10 000 € Ciment : 8 000 € Gravier : 5 000 € Électricité : 1 000 € Transport : 1 000 €				
Autres dépenses Main-d'œuvre : 24 000 € Charges sociales : 9 000 € Impôts et taxes : 4 000 €	Maison Bâti Plus 83 20 chemin des Oliviers 83000 Toulon			
Coût total : 62 000 €	Langlois Julien 10 rue des Pins penchés 83000 Toulon			
	Devis n° 5874 Date : 25/02/2018			
	Désignation	Quantité	PU HT	Montant
	Maison Azur 80 m²	1	200 000,00	200 000,00
	Total HT			200 000,00
	TVA 20 %			40 000,00
	Total TTC			240 000,00

3 Calculez la valeur ajoutée créée par le constructeur de la maison et le bénéfice réalisé.

Élément de calculs	Détail des calculs	Montant
Prix de vente hors taxes	/	200 000 €
Consommations intermédiaires	10 000 + 8 000 + 5 000 + 1 000 + 1 000	25 000 €
Valeur ajoutée	200 000 - 25 000	175 000 €
Autres dépenses	24 000 + 9 000 + 4 000	37 000 €
Bénéfice	175 000 - 37 000	138 000 €

DOC 3 Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB est un indicateur qui permet de mesurer la richesse créée par l'ensemble des entreprises se trouvant sur un territoire donné, par exemple la France, que ces entreprises soient françaises ou étrangères. C'est aussi le principal indicateur de mesure de la croissance économique d'un pays et le signe de la bonne santé de son économie.

Pour calculer le PIB, il faut additionner :

- les valeurs ajoutées des productions marchandes réalisées par les entreprises privées ;
- les valeurs ajoutées des productions non marchandes fournies par les administrations.

vidéo

Qu'est-ce que le produit intérieur brut ? - 2'53

foucherconnect.fr/ed18116



4 Indiquez comment se calcule le PIB d'un pays.

Somme des valeurs ajoutées produites sur un territoire par les entreprises ressortissantes de ce pays, mais aussi les entreprises étrangères installées sur ce territoire.

5 Expliquez l'intérêt pour un pays de suivre l'évolution de cet indicateur.

Le PIB permet de mesurer la production économique intérieure réalisée, d'opérer des comparaisons dans le temps (croissance économique) et l'espace (performance d'un pays de l'UE, par exemple) et de mesurer la richesse créée par un pays.

DOC 4 La valeur ajoutée par secteur institutionnel

Milliards d'euros

Intitulés	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés non financières	985,8	1 012,0	1 048,1	1 061,2	1 075,3	1 083,6	1 109,8
Sociétés financières	78,5	90,3	88,1	87,6	92,3	96,1	95,8
Administrations publiques	326,7	334,4	341,7	348,4	355,0	360,8	363,6
Ménages y compris entrepreneurs individuels	332,7	334,1	340,2	343,9	342,1	343,5	345,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages	29,0	30,1	31,4	32,3	33,3	33,7	34,7
Économie nationale	1 752,7	1 801,0	1 849,5	1 873,5	1 897,9	1 917,7	1 949,8

Comptes nationaux, base 100, Insee, www.insee.fr, 30 mai 2016

6 Repérez le secteur qui contribue le plus à la valeur ajoutée.

Il s'agit des sociétés non financières.

7 Comparez ce résultat à celui des ménages.

D'une manière générale, les sociétés non financières contribuent trois fois plus que les ménages à la valeur ajoutée.

DOC 5 Les bénéficiaires de la valeur ajoutée

Répartition de la valeur ajoutée annuelle de l'entreprise Bâti Plus 83



Bâti Plus 83

Valeur ajoutée annuelle : 1 200 000 €



670 000 € : salaires



200 000 € : dividendes (revenus des actions versés aux actionnaires)



90 000 € : intérêts versés



110 000 € : impôts et taxes, cotisations sociales



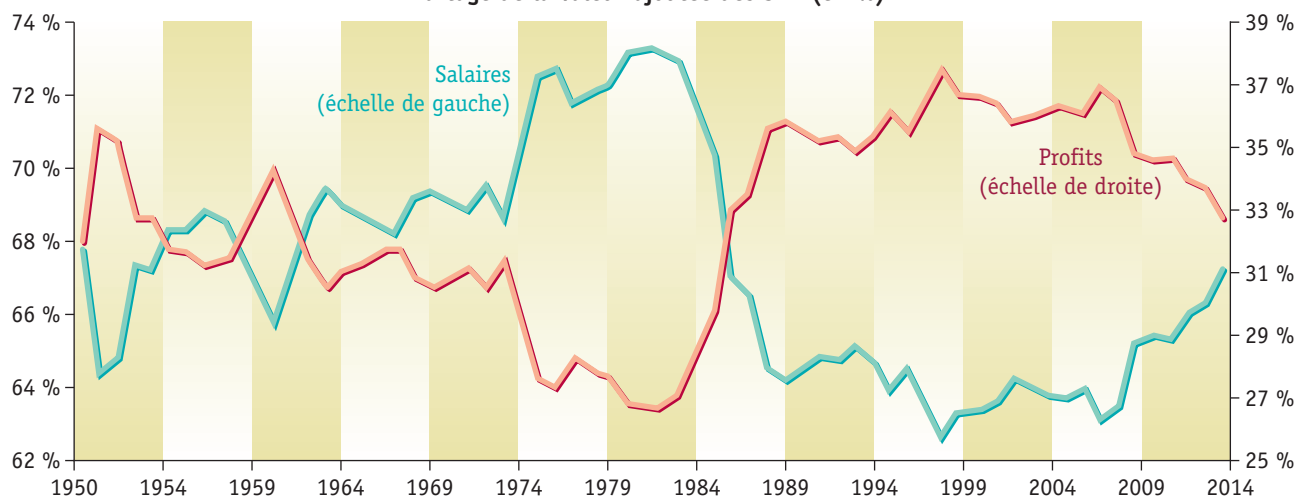
130 000 € : achat d'une nouvelle machine (autofinancement)

8 Complétez le tableau de la répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise Bâti Plus 83.

Élément de VA	Bénéficiaires	Justification
Salaires	Salariés	Rémunération du travail
Dividendes	Actionnaires	Rémunération du capital
Cotisations sociales	État	Financement des services publics, redistribution des revenus
Impôts et taxes	Collectivités territoriales	
Intérêts	Banques	Rémunération des prêts consentis
Autofinancement	Entreprise	Financement des investissements

DOC 6 Le partage de la valeur ajoutée des sociétés non financières (SNF)

Partage de la valeur ajoutée des SNF (en %)



Afep à partir d'Insee, www.finyear.com, 24 juin 2015

La mention « gauche » représente l'affectation de la valeur ajoutée pour les salaires et la mention « droite » l'affectation de la valeur ajoutée pour les profits.

9 Commentez l'évolution du partage de la valeur ajoutée depuis 1949.

La répartition de la valeur ajoutée est soit à l'avantage des salariés soit à celui de l'entreprise selon les périodes, les entreprises étant plus enclines à distribuer des salaires plus importants en période de croissance.

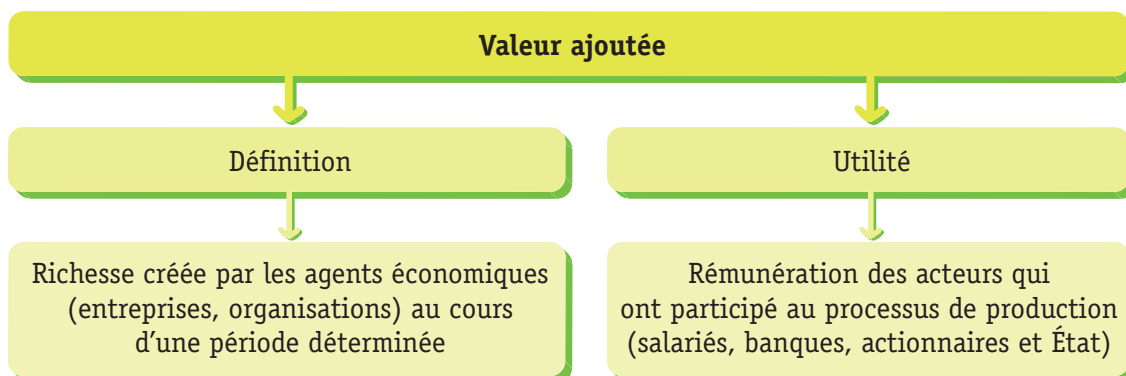
10 Expliquez les conséquences possibles d'un déséquilibre du partage de la valeur ajoutée au détriment des salariés.

Baisse du pouvoir d'achat et de la motivation des salariés.

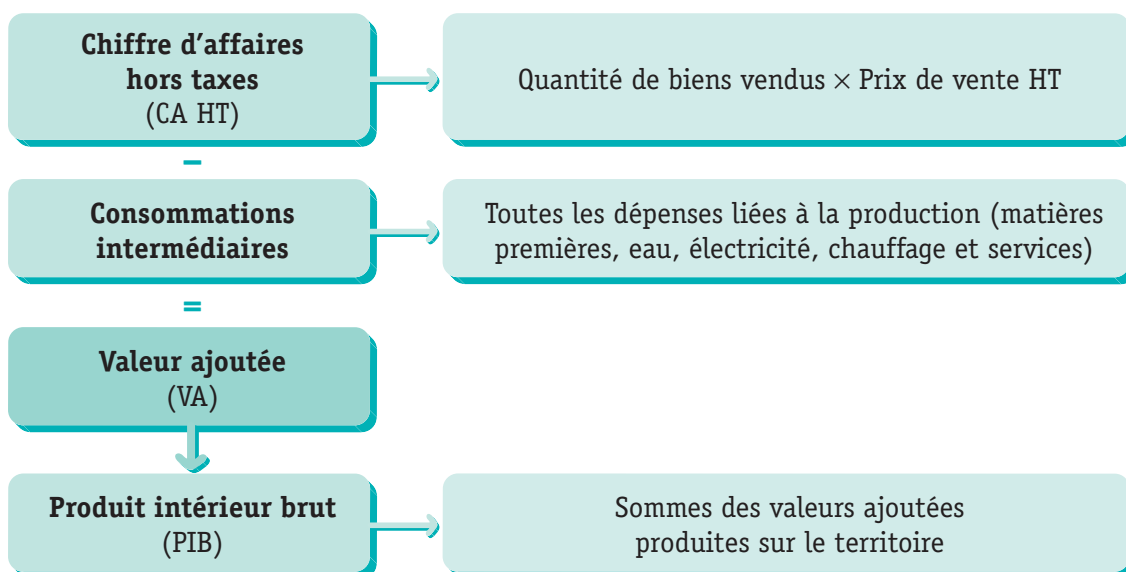
Synthèse 12

LA VALEUR AJOUTÉE ET SON PARTAGE

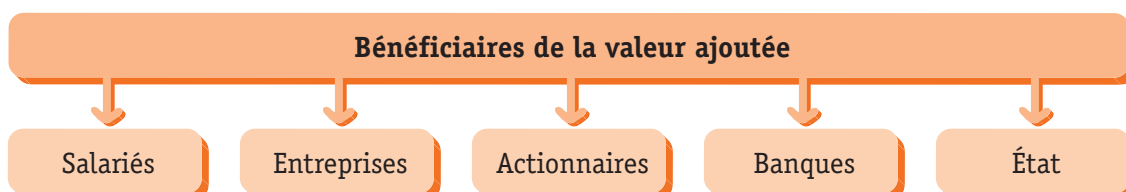
1 La valeur ajoutée



2 De la valeur ajoutée au PIB



3 Le partage de la valeur ajoutée



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr

ed18117



1

Vérité ou mensonge ?

Cochez la bonne réponse pour chaque affirmation.

Affirmation	Vrai	Faux
❶ Pour calculer la valeur ajoutée, le chiffre d'affaires doit être TTC.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
❷ Les consommations intermédiaires représentent les dépenses liées à la production.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❸ L'État et les collectivités territoriales sont les bénéficiaires des impôts et des taxes.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❹ PIB signifie « produit intérieur brut ».	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
❺ L'autofinancement permet d'emprunter de l'argent aux banques.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

2

Méli-mélo

Démêlez les lettres données afin de former un mot correspondant au thème principal du chapitre.



V A L E U R A J O U T É E

Solution : valeur ajoutée

La performance de l'entreprise

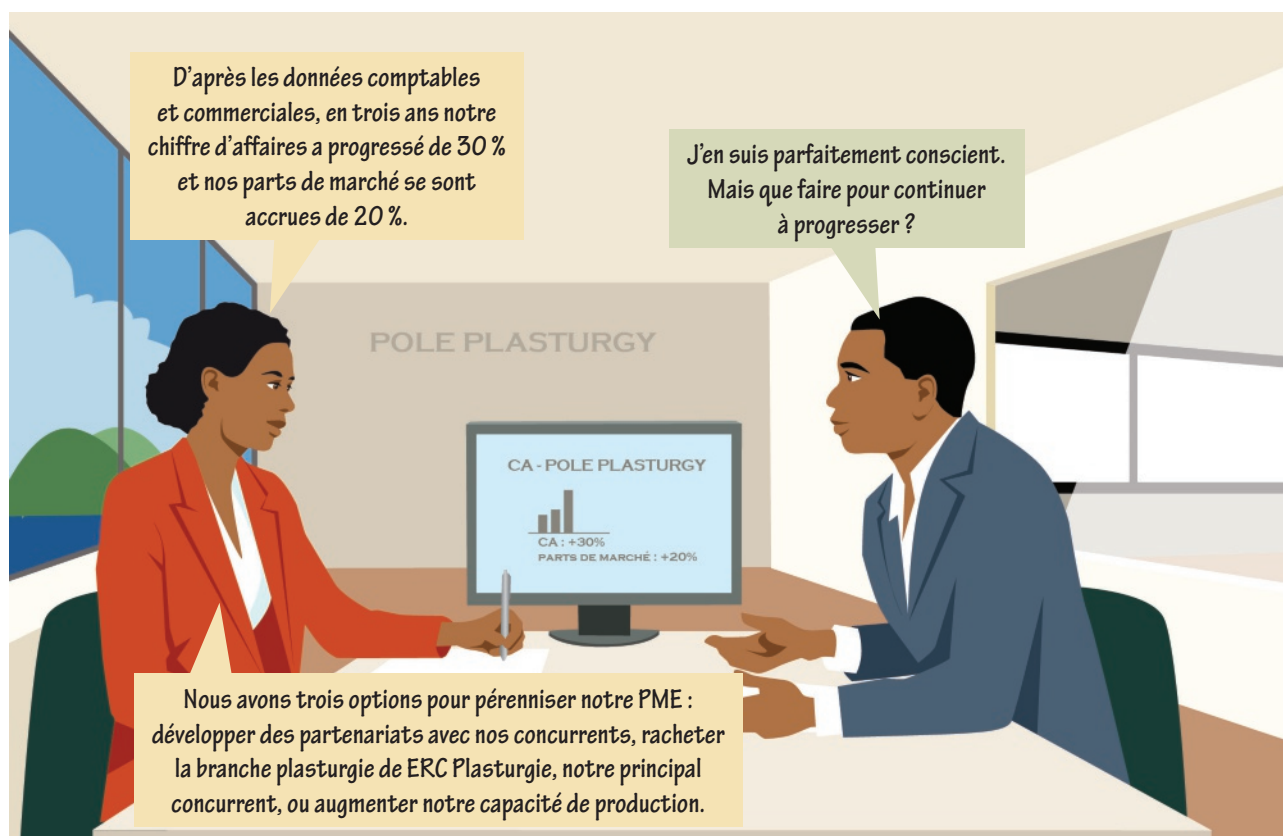
13

Comment mesurer la performance ?

Marcellin est gérant de la PME Pole Plasturgy, à Fort-de-France, qui fabrique des moules d'injection pour l'automobile et l'électroménager. Malgré son faible effectif (28 salariés), ces trois dernières années l'activité de l'entreprise est en pleine expansion.

audio

foucherconnect.fr/ed18118



- Relevez les informations qui attestent de la croissance de l'entreprise Pole Plasturgy.
+ 30 % de CA, + 20 % de parts de marché.

- Citez les alternatives pour pérenniser l'entreprise.

- Développer des partenariats avec ses concurrents ;
- racheter la branche plasturgie de son principal concurrent ;
- augmenter sa capacité de production.

Plan B en vidéo

La performance d'entreprise et sa mesure (3'40)

foucherconnect.fr/ed18119



- Indiquez les critères permettant d'évaluer la performance d'une entreprise.

Croissance du chiffre d'affaires, rentabilité satisfaisante, degré d'engagement et de satisfaction des collaborateurs, réputation de l'entreprise, satisfaction des clients, fidélité des fournisseurs.

DOC 1 Yves Rocher : un groupe engagé

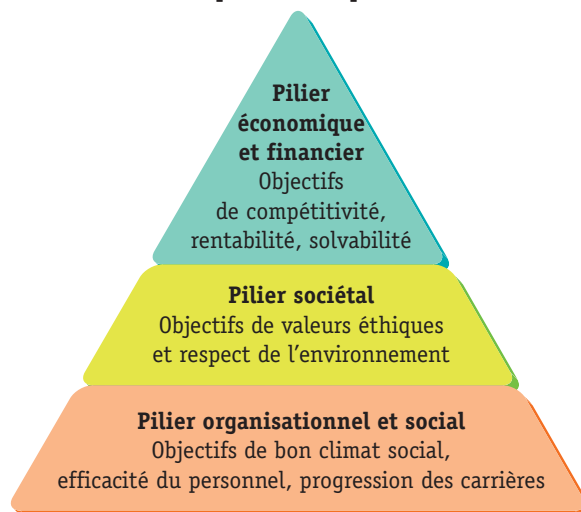
Dès 1989, la marque Yves Rocher arrête les tests sur animaux. En 1991, elle crée la Fondation Yves Rocher pour la protection du monde végétal. En 2015, le groupe est récompensé par l'évaluation EcoVadis lui attribuant le niveau Gold, soit le plus haut niveau, pour sa politique de responsabilité formalisée et intégrée dans sa stratégie sous le nom de « Planet Respect ».

Chiffres clés

- Plus de 2,056 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2015,
- 8 marques,
- 500 millions de produits fabriqués par an,
- 15 000 salariés,
- 40 millions de clientes.

www.groupe-rocher.com – Rapport RSE 2015

Les trois piliers de la performance



1 Listez les indicateurs économiques et financiers pris en compte pour mesurer la performance du groupe Yves Rocher.

Chiffre d'affaires : 2,056 milliards d'euros, 8 marques, 500 millions de produits fabriqués, 40 millions de clientes.

2 Identifiez les actions du groupe Yves Rocher qui relèvent d'engagements sociétaux.

Arrêt des tests sur les animaux, création d'une fondation pour la protection du monde végétal, groupe récompensé par EcoVadis.

vidéo

Performance et meilleures conditions de travail - 5'49

foucherconnect.fr/ed18120



DOC 2 Le tableau de bord : outil de management de la performance

Le tableau de bord est un outil d'analyse de la situation de l'entreprise, de mesure de sa performance et d'aide à la prise de décision. Il est souvent élaboré en fonction de quatre orientations : les finances, les clients, l'organisation interne et l'innovation.

Tableau de bord de l'entreprise Lumexi (activité : fabricant d'éclairage)

Finances		Clients	
Objectifs	Mesures	Objectifs	Mesures
Succès Prosperité Indépendance	Ventes par trimestre : + 20 % Parts de marché : 30 % Taux d'endettement : 45 %	Développement Fidélisation Suivi	Nouveaux clients : 120 Taux de fidélité : 5 % Nbre réclamations clients : + 10 %
Organisation interne		Innovation	
Objectifs	Mesures	Objectifs	Mesures
Sécurité Qualité Compétences	Nbre accidents du travail : - 20 % Taux de retour de produits : + 7 % Formation personnel : + 12 %	Invention Développement	Nombre de brevets : - 8 % Dépenses en recherche et développement : + 10 %

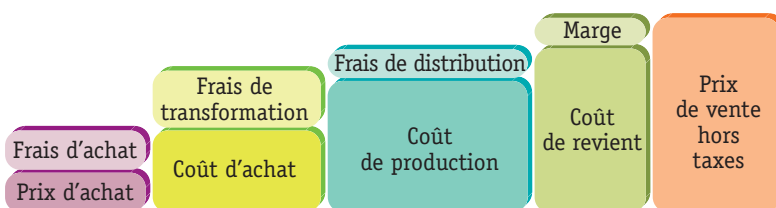
3 Repérez les indicateurs de mesure des performances de l'entreprise Lumexi puis leurs limites.

Indicateurs	Performances	Faiblesses
① Finances	CA et parts de marché	Taux d'endettement trop élevé
② Organisation interne	Accidents du travail en baisse et formation du personnel en hausse	Taux élevé de retour de produits
③ Clients	Nombre de nouveaux clients	Taux de fidélisation peu élevé et réclamations en hausse
④ Innovation	Dépenses en R&D en progression	Nombre de brevets en baisse

DOC 3 L'analyse des coûts

Une petite entreprise industrielle fabrique deux produits. Son dirigeant veut analyser leur rentabilité en évaluant successivement leur coût de revient complet, leur marge.

Il dispose des informations suivantes.



Informations	Produit ABA	Produit OSE
Achat de la matière	40 €	55 €
Frais d'achat liés au produit	4 €	7 €
Taux horaire de fabrication	50 €	35 €
Temps de fabrication	1 h	30 min
Coût de distribution (coefficient à appliquer au coût de fabrication)	1,25	1,25
Prix de vente HT	105 €	120 €



▲ Produit ABA



▲ Produit OSE

4 Complétez le tableau puis indiquez si chaque produit (ABA et OSE) est rentable. Qu'en concluez-vous ?

Produit	Achat matière	Frais achat	Coût achat	Coût de fabrication	Coût de revient total	Prix de vente HT	Marge nette
ABA	40	4	44	$44 + (1 \times 50) = 94$	$94 \times 1,25 = 117,5$	105	- 12,5
OSE	55	7	62	$62 + (0,5 \times 35) = 79,5$	$79,5 \times 1,25 = 99,38$	120	20,62

Le produit ABA n'est pas rentable (marge négative) : pour chaque produit vendu, l'entreprise perd 7,50 €.

Le produit OSE est rentable (marge positive) : pour chaque produit vendu, l'entreprise gagne 20,62 €.

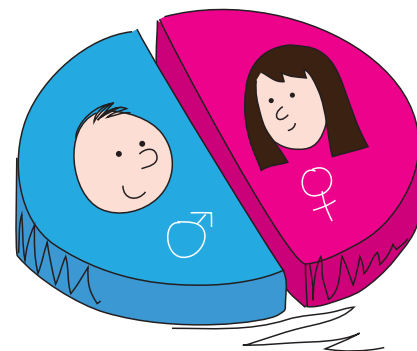
Conclusion : il faut abandonner le produit ABA ou renégocier certains éléments constitutifs du coût de revient.

DOC 4 Les cadres féminins et la performance de l'entreprise

Une entreprise qui fait de la place aux femmes a plus de chance d'accroître ses performances financières. C'est le constat que dresse Michel Ferrary, professeur de management des ressources humaines à HEC, à l'Université de Genève. D'après ses observations, les entreprises qui dépassent la moyenne du nombre de femmes cadres (qui se situe à 30,34 %) ont une rentabilité opérationnelle bien supérieure à celles qui s'éloignent de cette moyenne. C'est le cas par exemple d'Hermès ou de BNP Paribas qui disposent de plus de 45 % de femmes cadres et sont donc plus performantes qu'ArcelorMittal ou Thales où le pourcentage de femmes cadres chute à moins de 20 %.

Les performances du Femina Index sont encore plus révélatrices. Cet indice scrute les évolutions boursières de 15 entreprises dont le taux de féminisation de l'encadrement est supérieur à 35 % (LVMH, Hermès, L'Oréal, BNP Paribas, Axa, Société Générale, Vivendi, Danone, Sanofi, Casino...). Hermès est montré en exemple avec 59 % de femmes dans la population des cadres et un cours de bourse qui bondit de 338,09 % entre 2006 et 2016.

© lefigaro.fr/Hayat Gazzane, 8 mars 2016



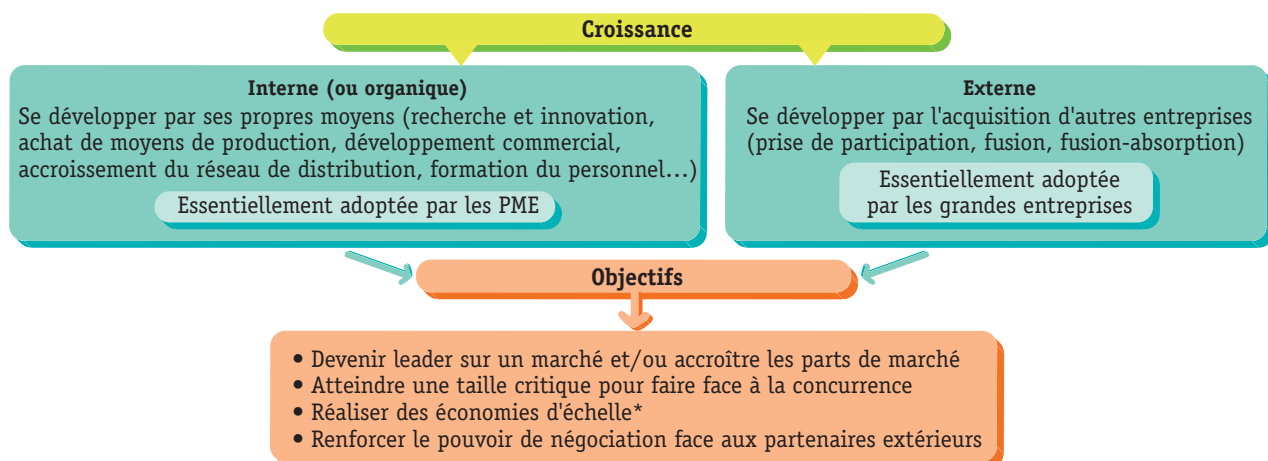
5 Citez quatre entreprises dont la proportion de cadres féminins est supérieure à la moyenne.

LVMH, Hermès, L'Oréal, Danone.

6 Montrez l'intérêt de la présence des femmes cadres dans les entreprises.

La présence des femmes semble améliorer la rentabilité et le cours des actions de l'entreprise.

DOC 5 Les objectifs et les modalités de la croissance



* Économie d'échelle : se traduit par la baisse du coût unitaire d'un produit lorsque la quantité de sa production augmente.

vidéo

Les enjeux de la croissance
externe - 1'59

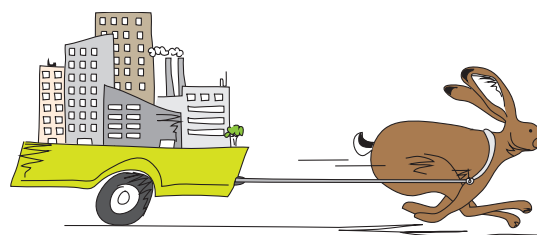
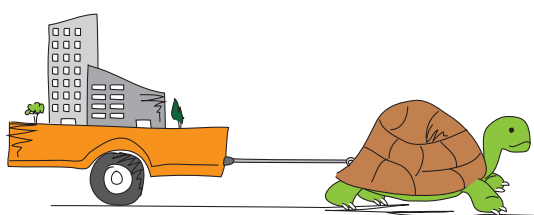
foucherconnect.fr/ed18121



7 Analysez les deux situations dans le tableau.

Situation	Croissance		Modalités	Objectifs poursuivis
	Interne	Externe		
❶ 02 (société de services à la personne) rachète son concurrent Apef Services.		✗	Acquisition d'entreprise	Faire face à la concurrence en atteignant une taille critique
❷ En créant sa filiale logistique au niveau national, baptisée U Log, Système U a comme objectif de réduire ses coûts de transport et de logistique de 9 %.	✗		Création d'une filiale	Réduire ses coûts

DOC 6 Les enjeux de la croissance

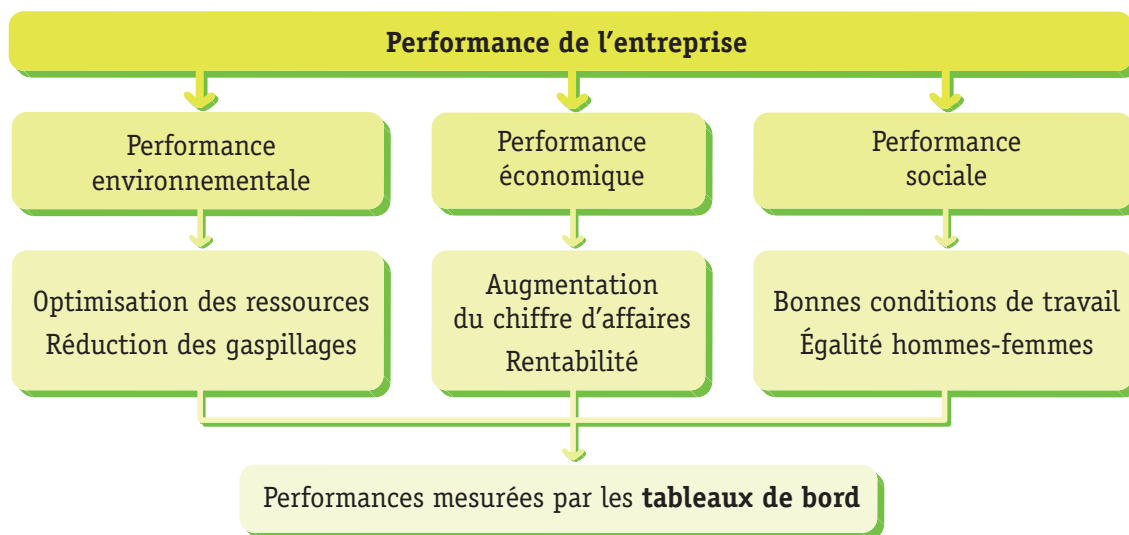


Croissance interne		Croissance externe	
Avantages	Limites	Avantages	Limites
<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise du développement - Indépendance financière et de gestion - Évolution progressive - Maintien d'un bon climat social 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement lent - Nécessité de capitaux importants - Difficultés pour s'adapter aux évolutions du marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement rapide - Réalisation rapide d'économies d'échelle - Acquisition d'un savoir-faire - Limitation de la concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> - Capitaux importants - Dilution de l'image de l'entreprise - Détérioration du climat social en cas de réduction d'effectifs

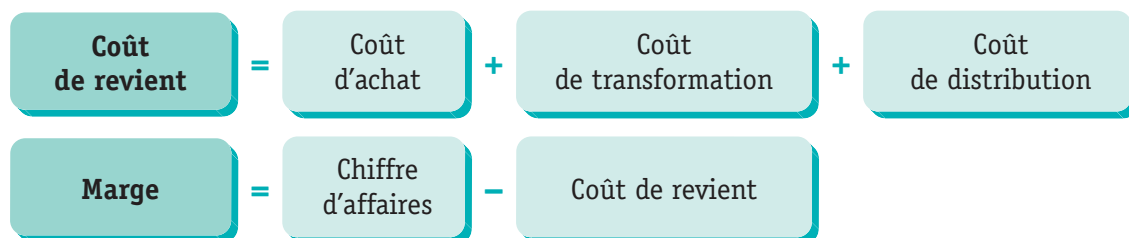
8 Expliquez pourquoi les PME-PMI privilégient des stratégies de croissance interne, alors que les grandes entreprises se tournent davantage vers des stratégies de croissance externe.

Les PME-PMI privilégient la croissance interne par manque de capitaux, mais aussi pour rester indépendantes. Les grandes entreprises ont les capitaux nécessaires pour investir voire racheter d'autres firmes et visent un développement rapide, c'est pourquoi elles préfèrent la croissance externe.

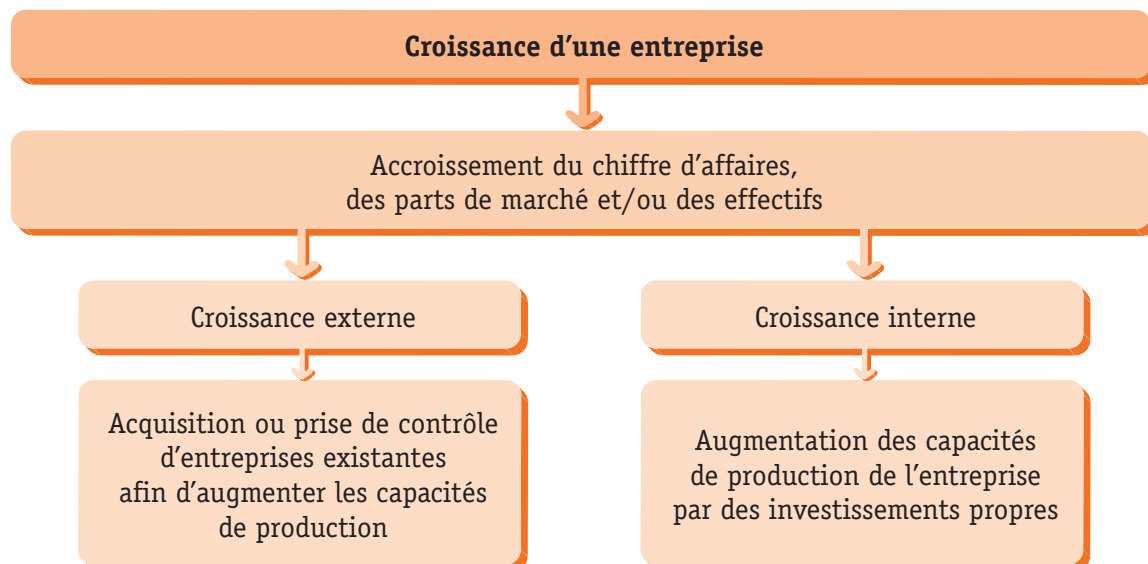
1 Les indicateurs de performance de l'entreprise



2 L'optimisation de la performance



3 La croissance de l'entreprise



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18122



1

Mot mystère

Rayez dans la grille les mots indiqués, lisibles horizontalement, verticalement ou en diagonale (dans les deux sens). Les 10 lettres inutilisées forment le mot mystère qui correspond à un outil d'aide à la décision.

Achat. Bénéfices. Clients. Concurrent. Contrôle. Coût. Économique. Entreprise. Finance. HT. Innovation. Leader. Performance. Perte. PME PMI. Rentabilité. Sociétale. TTC.

B	T	U	O	C	A	C	H	A	T	R
E	U	Q	I	M	O	N	O	C	E	E
N	C	I	I	N	T	C	E	D	S	N
E	E	N	I	C	N	O	C	A	I	T
F	L	N	A	P	E	N	N	L	R	A
I	A	O	S	M	R	T	A	E	P	B
C	T	V	T	E	R	R	N	A	E	I
E	E	A	N	P	U	O	I	D	R	L
S	I	T	E	M	C	L	F	E	T	I
T	C	I	I	I	N	E	T	R	N	T
T	O	O	L	E	O	U	H	T	E	E
C	S	N	C	R	C	E	T	R	E	P

Mot mystère : indicateur

2

Mots mêlés

Découvrez les mots clés se rapportant à la performance de l'entreprise, grâce à leur anagramme.

1 S O S I A N C E R C

C R O I S S A N C E

2 G A M T E M E N A N

M A N A G E M E N T

3 F A R C R O N E M P E

P E R F O R M A N C E

4 M E V E P L O P E D T E N

D É V E L O P P E M E N T

5 T I R E S E P N E R

E N T R E P R I S E

6 S E R F A N I N I C

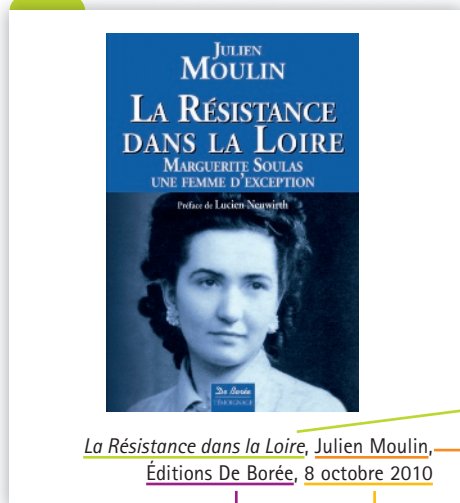
F I N A N C I E R S

7 Q U O M I C E N S O E

É C O N O M I Q U E S

Décrypter la source d'un document

Nature du document : **livre**



La Résistance dans la Loire, Julien Moulin,
Éditions De Borée, 8 octobre 2010

Nom de l'éditeur

Titre

Auteur

Date de publication

Nature du document : **article de presse**



Erwan Seznec, « Votre commune est-elle bien gérée ? »,
Que choisir, n° 148, hors-série Argent, octobre 2017

Titre du périodique

Nature du document : **vidéo en ligne**



Comment mesure-t-on le chômage ?, création Sydo,
www.dessinemoileco.com, 27 septembre 2017

Accès

Date de publication

Titre

Nom de l'éditeur

Nature du document : **site web**



Abonnements aux médiathèques, Réseau Canopé,
www.cndp.fr/crdp-dijon/, mis à jour en juin 2016

Date de mise à jour

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 9**.

MÉTHODE 9

- 1 Identifier la nature du document : livre, article de presse, vidéo en ligne, site web.
- 2 Repérer pour chaque document les éléments qui composent sa source : auteur, titre, nom de l'éditeur, date de publication, de mise à jour, accès.

À savoir

Il est obligatoire de citer la source d'un document afin de respecter le droit d'auteur. Cela permet également au lecteur de vérifier l'exactitude des données rapportées ou du texte cité, ou de s'informer davantage sur le sujet s'il le souhaite.

Analyser et exploiter un tableau

Équipement des ménages français en biens durables selon l'âge de la personne en 2014 (en %)

Type d'équipement	16-24 ans	25-39 ans	40-59 ans	60 ans ou plus	Ensemble
Congélateur	67,7	88,6	93,4	92,9	91,4
Four à micro-ondes	90,9	91,9	91,2	84,0	88,6
Lave-linge	79,0	95,5	97,1	96,7	96,0
Lave-vaisselle	ns*	58,0	64,8	55,5	58,4
Téléviseur couleur	90,6	95,5	96,5	98,5	96,8
Magnétoscope ou lecteur DVD	57,7	77,9	80,3	68,5	74,5
Téléphone fixe	60,9	84,4	91,8	94,5	90,2
Téléphone portable	98,6	98,9	97,1	78,7	90,5
Micro-ordinateur (y c. portable)	95,7	95,4	90,5	56,8	78,9
Connexion à Internet	91,0	94,2	87,6	54,5	76,5
Voiture	77,9	87,0	89,4	77,8	84,1
2 voitures ou plus	ns*	40,7	45,5	23,9	35,5

* ns : résultat non significatif.

TEF, édition 2017

Titre et année

Unité de grandeur

Intitulés des colonnes

Intitulés des lignes

Source et date

Complétez les pointillés en suivant la méthode 10.

MÉTHODE 10

- Repérer l'origine du tableau, comprendre son titre (l'objet du tableau, ce qu'il est sensé montrer ou donner comme information).
- Comprendre la structure du tableau : intitulés des lignes et des colonnes, logique de lecture (verticale, horizontale), totaux et totaux intermédiaires...
- Surligner les unités de mesure ou de grandeur.
- Repérer les données significatives, les ordres de grandeur, les chiffres clés en relation avec l'objet du tableau.
- Effectuer au besoin des calculs intermédiaires ou des regroupements pour affiner l'analyse.
- L'objectif est de montrer que les biens durables apparus au cours des trente dernières années et dans un premier temps achetés par une minorité de ménages (les plus aisés) se sont par la suite diffusés à l'ensemble de la population.
- Les ménages français disposent presque tous aujourd'hui d'un téléviseur couleur (96,8 %) et d'un lave-linge (96 %). Près de neuf ménages sur dix sont équipés d'un four à micro-ondes en 2014. Seulement un tiers des ménages français possèdent un deuxième véhicule (35,5 %).
- Pour certains produits, les achats se limitent à leur renouvellement, le taux d'équipement étant à saturation. Des biens comme le téléphone portable ont rapidement conquis un grand nombre de ménages : 90,5 % d'entre eux en sont équipés en 2014 et pratiquement la totalité des personnes âgées de 16 à 59 ans en possède un.

La croissance économique

14

Comment mesurer la richesse d'un pays ?

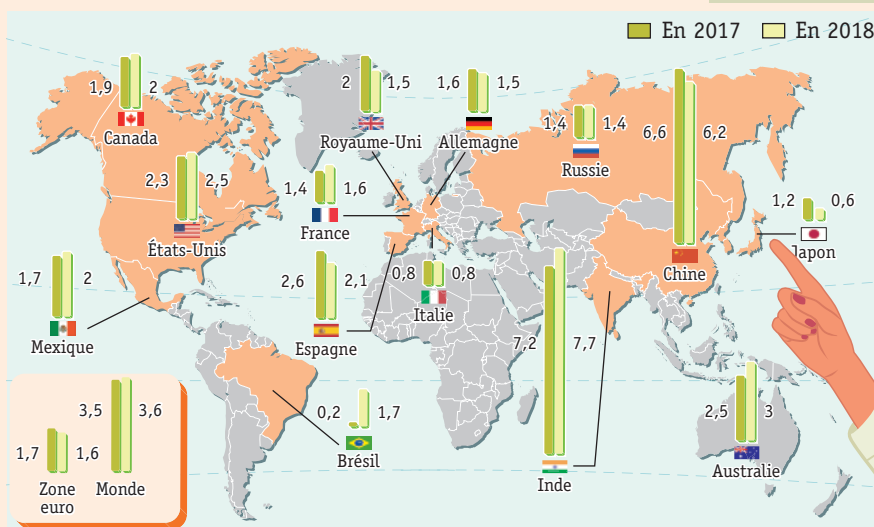
La société Menfan (spécialisée dans la fabrication de chariots élévateurs) envisage de développer son activité à l'international par des partenariats avec des entreprises étrangères. Pour choisir le marché cible, Arthur, le PDG, a demandé à son assistante Élisabeth de récolter des informations sur le potentiel de croissance des pays.

audio

foucherconnect.fr/ed18123



Les prévisions de croissances du FMI, variation du PIB en %



Comme vous pouvez le voir sur cette carte il y a encore des pays qui ont un fort potentiel de développement. Nous pourrions développer nos futurs partenariats avec les entreprises de ces pays.



FMI, avril 2017

Indiquez en quoi les données chiffrées peuvent être utiles à l'entreprise et citez l'indicateur utilisé.

Ces informations permettent à l'entreprise de mesurer le potentiel économique des pays. L'indicateur utilisé est le taux de croissance du PIB.

Identifiez les pays les plus prometteurs pour l'entreprise en termes de prévision de croissance pour 2018.

Les pays les plus prometteurs sont l'Inde (+ 7,7 %) et la Chine (+ 6,2 %). Parmi les pays occidentaux, l'Espagne (+ 2,6 %) et les États-Unis (+ 2,5 %) sont les plus prometteurs.

Plan B en vidéo

C'Kwé - Le PIB (3'08)

foucherconnect.fr/ed18124



Distinguez le PNB et le PIB.

Le PNB (produit national brut) mesure le montant des richesses créées par les acteurs économiques de même nationalité mais qui ne sont pas forcément dans le pays alors que le PIB (produit intérieur brut) évalue le montant de la richesse par les activités économiques d'un pays mais peu importe la nationalité des producteurs.

DOC 1 Le PIB, principal indicateur de croissance économique

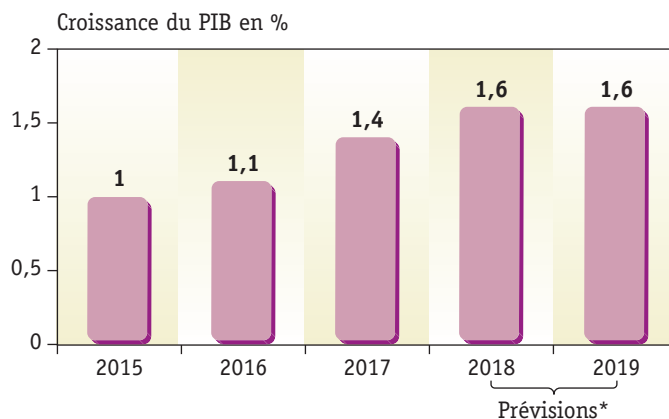
Le produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées créées par les unités de production à l'intérieur d'un pays.

Le taux de croissance du PIB est un indicateur utilisé pour mesurer la richesse créée sur un territoire sur une période donnée. C'est un indicateur de comparaison des richesses entre les pays.

$$\text{Taux de croissance du PIB} = \frac{(\text{PIB}_n - \text{PIB}_{n-1})}{\text{PIB}_{n-1}} \times 100$$

Un taux positif exprime la croissance d'un pays, c'est-à-dire l'accroissement durable de la richesse créée, un taux négatif une récession économique.

Croissance : prévisions de la Banque de France



Insee, *Banque de France, juin 2017

vidéo

Chanson du PIB - 4'10

foucherconnect.fr/ed18125



1 Rappelez ce que mesure le PIB.

Le PIB mesure l'ensemble des valeurs ajoutées créées dans un pays au cours d'une année.

2 Indiquez le taux prévisionnel de croissance prévu pour 2018 et sa signification.

Le taux est positif, soit une création de richesse de 1,6 % par rapport à 2017.

DOC 2 Hit-parade des pays selon leur PIB

Classement des pays : PIB

Rang	Pays	Estimation PIB en 2017 (en mds de \$)
1	États-Unis	19 377
2	Chine	12 362
3	Japon	5 106
4	Allemagne	3 619
5	Royaume-Uni	2 610
6	France	2 570
7	Inde	2 458
8	Brésil	1 954
9	Italie	1 895
10	Canada	1 627

FMI, avril 2017

Classement des pays : PIB/habitant

Rang	Pays	Estimation PIB/habitant en 2017 (en \$)
1	Luxembourg	109 370
2	Suisse	81 314
3	Norvège	73 591
4	Irlande	69 119
5	Macao	67 264
6	Qatar	63 386
7	Islande	63 033
8	États-Unis	59 407
9	Singapour	55 252
10	Danemark	55 154

FMI, avril 2017

3 Expliquez l'intérêt de comparer le PIB d'un pays à celui des autres pays.

Le PIB est un outil de mesure et il n'a d'intérêt que si on le compare. Ainsi un pays peut positionner sa création de richesse par rapport aux autres pays.

4 Comparez les données des deux tableaux et présentez la situation de la France.

Le tableau 1 compare la création de richesse de l'ensemble d'un pays par rapport aux autres pays, le tableau 2 compare la création de richesse par habitant. La France se situe en 6^e position pour la création de richesse mais n'apparaît pas dans les 10 premiers pour le PIB/habitant.

DOC 3 Le PIB vert

Le **PIB vert** intègre l'évolution du capital humain et naturel d'un pays au volume de production mesuré classiquement par le PIB. Par exemple, l'activité d'une usine polluante contribue directement à l'augmentation de la valeur du PIB, de même que les éventuels coûts de dépollution entrepris après coup.

Le PIB « classique » ne permet d'appréhender ni les inégalités sociales ni certaines données environnementales.

Il ne mesure pas les dégâts causés à l'environnement (pollution), l'impact d'une catastrophe naturelle, d'une guerre, le travail non rémunéré, le bénévolat, l'auto-consommation (se nourrir de son potager) la production encaissée en liquide et non déclarée (le travail « au noir »), les activités illégales.

5 Montrez l'intérêt d'utiliser le PIB vert plutôt que le seul PIB pour mesurer la croissance économique d'un pays.

Le PIB vert prend en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux d'un pays (les dégâts causés par l'économie à l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles).

6 Cochez dans le tableau les éléments pris en compte dans le calcul du PIB vert.

Exemples	Éléments pris en compte dans le calcul du PIB vert	
	Oui	Non
1 Potager produit et consommé par le paysan	X	
2 Production calculée sur une période	X	
3 Conséquences environnementales d'une marée noire	X	
4 Bénévolat dans une association sportive	X	

DOC 4 L'indice mondial de la compétitivité

Extrait du classement 2017-2018

Pays	Rang	Score
Suisse	1	5,9
États-Unis	2	5,9
Singapour	3	5,7
Pays-Bas	4	5,7
Allemagne	5	5,7
Hong Kong	6	5,5
Suède	7	5,5
Royaume-Uni	8	5,5
Japon	9	5,5
Finlande	10	5,5
Norvège	11	5,4
Danemark	12	5,4
Nouvelle-Zélande	13	5,4
Canada	14	5,3
Taïwan	15	5,3
...		
France	22	5,2

Rapport du Forum économique mondial 2017-2018

Pour mesurer la compétitivité d'un pays et mettre en évidence ses forces et ses faiblesses, on utilise un indice qui est le résultat de 110 variables extrêmement diverses telles que des indicateurs macroéconomiques* (taux de croissance, taux de chômage...), la qualité des infrastructures, les institutions, la qualité du système éducatif et de santé, la situation sociale, la taille du marché, l'intensité de la recherche et du développement...

En matière de compétitivité, la France reste à la traîne des grandes économies développées. Malgré les actions gouvernementales, le rapport du Forum économique mondial relève des freins majeurs : réglementation du travail trop restrictive, taux d'imposition élevés, accès difficile au financement.

Rapport du Forum économique mondial 2015, septembre 2015

* Indicateurs macroéconomiques : statistiques indiquant l'état de santé d'un pays au travers des différents secteurs économiques qui le composent (industrie, marché du travail, commerce, revenu, consommation, emploi...).

7 Expliquez comment le Forum économique mondial procède pour mesurer la compétitivité au niveau mondial.

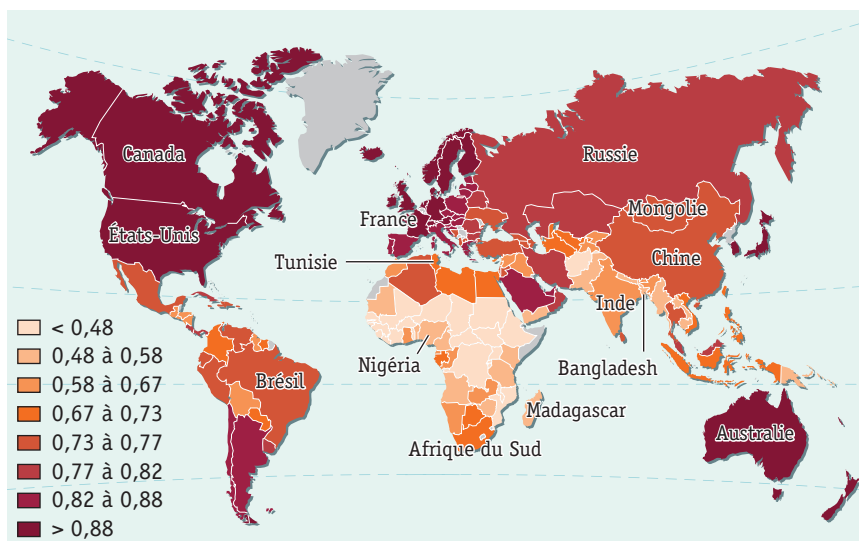
Il utilise un indice qui intègre 110 variables à caractère économique, institutionnel, social, environnemental...

8 Commentez la position de la France en matière de compétitivité mondiale en 2017-2018.

La France se situe au 22^e rang mondial. Le rétablissement économique est freiné par une réglementation du travail trop restrictive, des taux d'imposition élevés et l'accès difficile au financement.

DOC 5 L'indice de développement humain (IDH)

Indice de développement humain (1 = parfait/0 = mauvais)



UNDP, 2014

L'IDH est une mesure synthétique du niveau moyen de développement humain atteint dans un pays donné, sous trois aspects essentiels : santé et longévité, accès à l'instruction et niveau de vie décent.

9 Précisez l'intérêt d'utiliser l'indice de développement humain.

L'IDH complète et enrichit les indicateurs économiques tels que le PIB par habitant. L'IDH ajoute des critères moins économiques comme l'espérance de vie, la santé, le niveau de scolarisation.

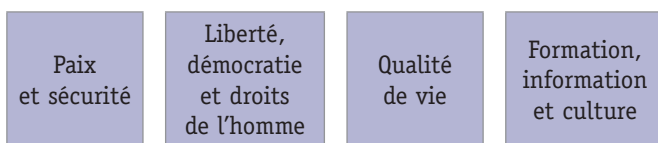
10 Retrouvez trois pays pour chaque tranche d'IDH.

IDH	Pays		
Faible (< 0,58)	Bangladesh	Nigeria	Madagascar
Moyen (0,58 à 0,73)	Inde	Mongolie	Afrique du Sud
Élevé (0,73 à 0,82)	Brésil	Tunisie	Chine
Très élevé (> 0,82)	France	Canada	Australie

DOC 6 L'indice du bonheur mondial (IBM)

Pour répondre à la question « Qu'est-ce qu'un pays heureux ? », l'indice du bonheur mondial est bâti à partir de 40 indicateurs regroupés en quatre thèmes permettant de classer les pays où il fait bon vivre.

Indice de bonheur mondial



Ce classement regroupe 60 pays qui représentent 85 % de la population mondiale et plus de 90 % du PIB mondial.

D'après www.globeco.fr

Classement Bonheur mondial 2016 (extrait)

1. Norvège	11. Autriche
2. Danemark	12. Canada
3. Suède	13. Espagne
4. Finlande	14. Japon
5. Allemagne	15. Belgique
6. Suisse	16. France
7. Pays-Bas	17. Tchéquie
8. Australie	18. Portugal
9. Irlande	19. Corée du Sud
10. Royaume-Uni	20. Italie

11 Expliquez ce que mesure l'indice du bonheur mondial.

Il mesure le degré de bien-être et de douceur de vivre dans un pays donné.

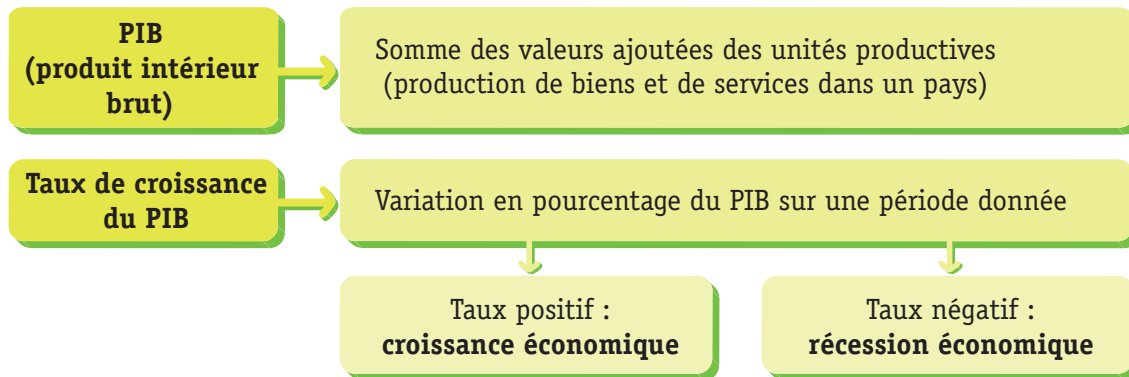
12 Comparez la situation des pays en fonction de l'indice du bonheur mondial.

On retrouve parmi les 6 premiers les pays du nord de l'Europe, qui partagent un même style de culture et de mode de vie. Aucun pays d'Afrique n'est représenté. La France est au 16^e rang.

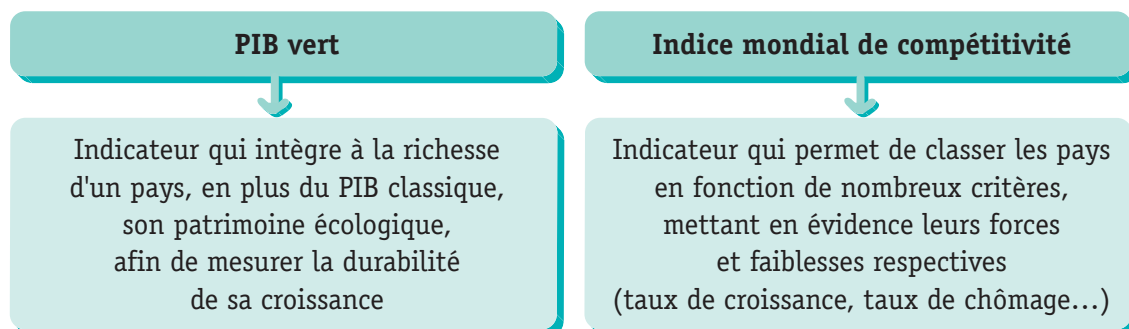
Synthèse 14

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

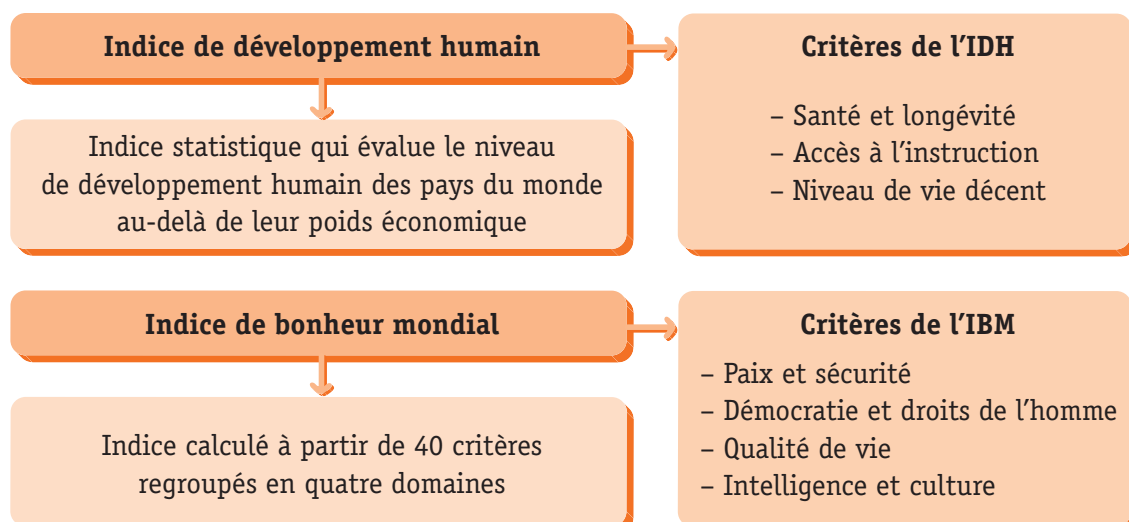
1 La mesure de la croissance économique



2 Autres indicateurs de la croissance



3 Entre croissance et développement



À VOUS de jouer !

gcm
foucherconnect.fr/ed18126



1 Mots mêlés

Trouvez le mot grâce à sa première lettre et son synonyme.

Vous disposez des lettres qui le composent, reste à vous de les remettre dans le bon ordre.

1 Concurrentiel	P E T T I V O I M E T I	C O M P É T I T I V I T É
2 Marqueur	R A T U C I N E D	I N D I C A T E U R
3 Joie	H O U R E N	B O N H E U R
4 Repère	C I D E N	I N D I C E
5 International	D O L A N I	M O N D I A L
6 Fabrication	N U R I C O D O T	P R O D U C T I O N
7 Injustice	T A G I N E L E	I N E G A L I T É
8 Félicité	N O U H R E	B O N H E U R
9 Occupation	T I C I V E T	A C T I V I T É
10 Augmentation	E S A C O N I R S	C R O I S S A N C E

2 À mots couverts

Reconstituez la phrase grâce au code à décrypter. Un même signe remplace toujours une même lettre.

L	A	C	T	I	V	I	T	É	É	C	O	N	O	M	I	Q	U	E
☐	*	◆	○	◉	◇	◉	○	●	●	◆	■	☑	■	▣	◉	★	◆	●

R	E	P	R	E	N	D	D	A	N	S	L	A	Z	O	N	E	E	U	R	O	
◉	●	▢	◉	●	☑	◌	◌	◌	*	☑	▣	☐	*	☑	■	☑	●	●	◆	◉	■

Réponse : L'activité économique reprend dans la zone euro.

Le développement durable

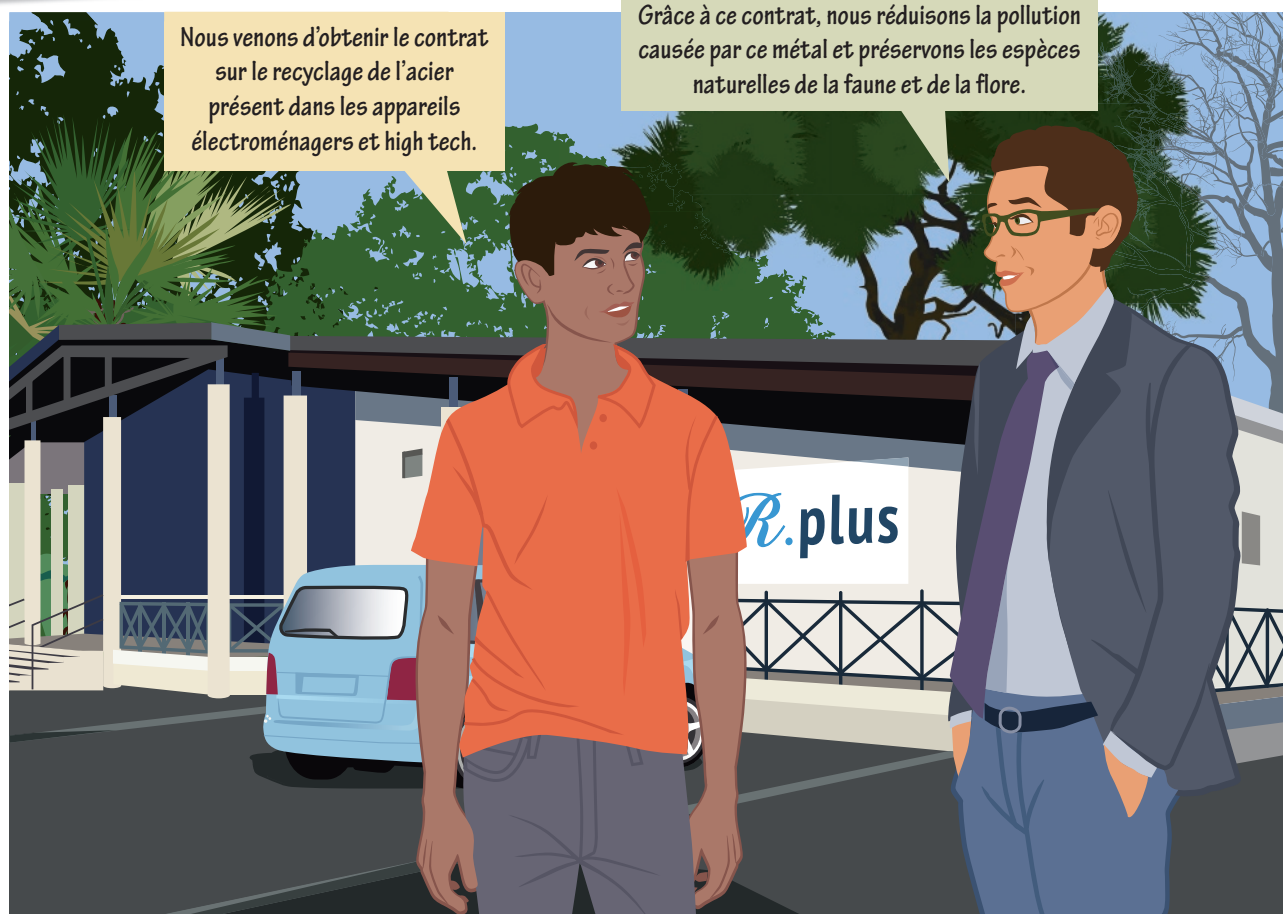
15

Comment assurer un développement durable ?

Jacques est propriétaire de l'entreprise R.Plus, spécialisée dans le recyclage des appareils ménagers et high-tech (extraction de l'acier présent dans les produits). Il vient de signer un contrat important avec de grandes marques et espère obtenir le label « Acier Recyclable ».

audio

foucherconnect.fr/ed18127



Indiquez l'objet du contrat.

Le contrat porte sur le recyclage de l'acier.

Citez deux mesures visant à protéger l'environnement.

Réduire la pollution causée par l'acier :
préservé les espèces naturelles de la faune
et de la flore.

Plan B en vidéo

La cerise sur le gâteau ou comment
Mme Mirabelle a créé une PME du tonnerre (2'18)



foucherconnect.fr/ed18128

- Repérez les mesures qui contribuent à la réussite de l'entreprise de Mme Mirabelle.
Création d'emplois, investissements dans des machines qui consomment moins d'énergie.

DOC 1 La démarche

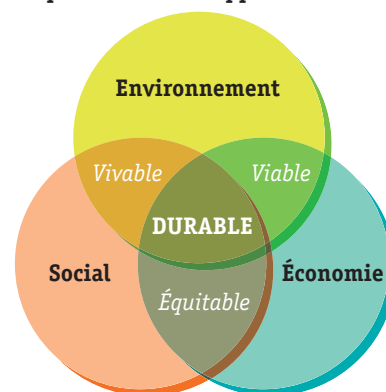
Des évolutions alarmistes ont suscité une prise de conscience planétaire. En effet, les habitants des pays riches consomment et gaspillent énormément.

Consommer toujours plus, c'est piller toujours plus les ressources naturelles que la planète a mis des millions d'années à créer (air, eau, océans, forêts, terres cultivables, biodiversité, pétrole), et qui ne se renouvellent pas assez vite pour satisfaire la demande croissante... Et rejeter toujours plus de pollutions et de déchets dans l'environnement, qui commence à être saturé...

La Terre compte 6 milliards d'habitants ; en 2050, nous serons 3 milliards de plus. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), « le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». En septembre 2015, 193 pays adoptent à l'ONU le programme de développement durable à l'horizon 2030 composé d'objectifs divers et variés tels que la survie des peuples et des espèces, la protection de la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

D'après www.ledeveloppementdurable.fr

Les piliers du développement durable



vidéo

2 minutes pour comprendre
le développement durable - 1'45

foucherconnect.fr/ ed18129



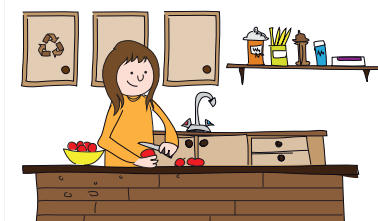
1 Identifiez les raisons qui justifient la mise en place d'actions liées au développement durable.

Une surconsommation entraînant le pillage des ressources naturelles, une augmentation de la pollution et des déchets, une hausse de la population mondiale.

2 Précisez les objectifs d'une politique de développement durable.

La survie des peuples et des espèces, la protection de la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

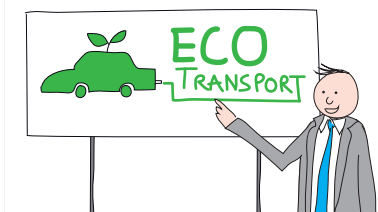
DOC 2 Des actions au quotidien



Chantal vient de changer de cuisine. Tous les éléments sont constitués de bois recyclé.



Paul est propriétaire de sa ferme depuis deux ans. Tous les produits vendus sont issus d'une agriculture biologique.



Éric vient de créer sa société de covoiturage « Eco Transport ». Il souhaite réduire la pollution causée par le CO₂.



Florence, maire de Bras, accepte l'installation de 20 éoliennes sur sa commune. Elle crée ainsi 10 emplois verts.

3 Indiquez comment sont dénommées les personnes adeptes du développement durable.

Les écocitoyens.

4 Répartissez les actions « durables » réalisées en fonction de leur principale finalité.

Environnemental	Économique	Social
Utilisation de bois recyclé	Vente de produits biologiques	Création d'emplois
Réduction de la pollution		

DOC 3 L'Agenda 2030

L'Agenda 2030 vise la transformation du monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. Il recense 17 objectifs de développement durable (ODD), articulés en 169 cibles.

En France, c'est le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui pilote la mise en œuvre des ODD.



D'après *Rapport sur la mise en œuvre des objectifs du développement durable*, www.developpement-durable.gouv.fr, 30 septembre 2016

5 Citez les objectifs visés par l'Agenda 2030.

Éradiquer la pauvreté dans le monde, assurer sa transition vers un développement durable.

6 Répartissez les objectifs de développement durable selon leur nature.

Niveau de vie	Économie	Environnement	Société
1 - 2 - 3 - 4 - 10	8 - 9 - 12	6 - 7 - 13 - 14 - 15	5 - 11 - 16

DOC 4 Les Agendas 21

On recense en France environ 600 Agendas 21 locaux, à toutes les échelles territoriales : départementale, régionale, intercommunale, communale... L'Observatoire national des Agendas 21 locaux et pratiques territoriales de développement durable s'est fixé pour objectif de créer une plateforme d'information et d'échange sur les pratiques territoriales de développement durable dont les principales missions sont :

- capitaliser et diffuser les outils et les expériences territoriales de développement durable ;
- mettre en réseau les acteurs du développement durable à différentes échelles du territoire ;
- identifier les attentes des collectivités et tenter d'y répondre ensemble.

www.developpement-durable.gouv.fr, 16 juin 2016



7 Indiquez ce qui différencie les Agendas 21 de l'Agenda 2030.

L'Agenda 2030 se situe au niveau mondial, alors que les Agendas 21 se déclinent au niveau local.

8 Expliquez l'utilité de l'Observatoire des Agendas 21.

Mise en place d'une plateforme qui permet des échanges d'informations, de pratiques et d'outils grâce à la mise en réseau des différents acteurs.

DOC 5 La mesure des enjeux

La stratégie nationale propose des actions et leviers pour que la société s'engage dans la voie de la transition écologique vers un développement durable.

Elle est assortie d'un ensemble de 72 indicateurs d'évaluation. Ils portent sur l'état des enjeux écologiques majeurs (changement climatique, perte accélérée de la biodiversité, raréfaction des ressources, risques sanitaires et environnementaux) et sur le suivi des axes.

La France s'est également dotée de dix nouveaux indicateurs de richesse qui doivent être pris en compte dans les politiques publiques pour assurer une meilleure mesure du progrès.

D'après Rapport sur la mise en œuvre des objectifs du développement durable, www.developpement-durable.gouv.fr, 30 septembre 2016



9 Surlignez les enjeux écologiques majeurs au niveau national.

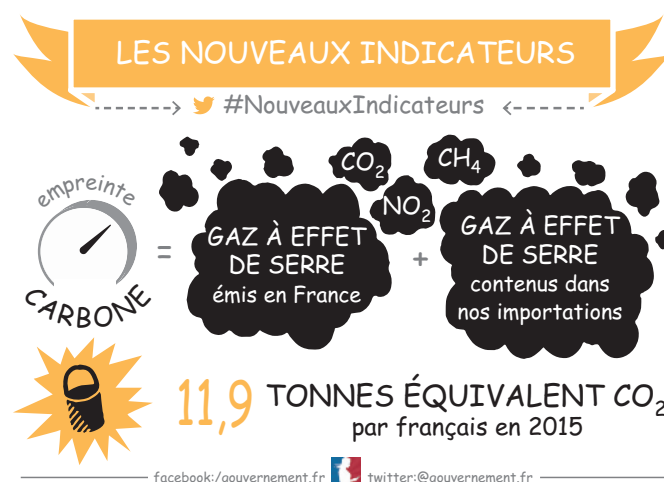
10 Repérez, parmi les dix indicateurs de richesse, ceux qui concernent plus précisément :

– l'environnement : **empreinte carbone et artificialisation des sols** ;

– la situation économique : **taux d'emploi, endettement, effort de recherche** ;

– le niveau de vie : **espérance de vie en bonne santé, inégalités de revenus, pauvreté en conditions de vie, sortie précoce du système scolaire**.

DOC 6 L'empreinte carbone



L'empreinte carbone évalue les émissions de gaz à effet de serre (GES) induites par la consommation de la population résidant sur notre sol. Le gouvernement a mis en place une politique volontariste afin de limiter l'empreinte carbone : **limitation du budget carbone par secteur, doublement de la capacité des énergies renouvelables d'ici 2023**. L'accord de Paris (2015) renforce l'objectif de limiter l'élévation de la température moyenne mondiale « bien en deçà » de 2 °C.

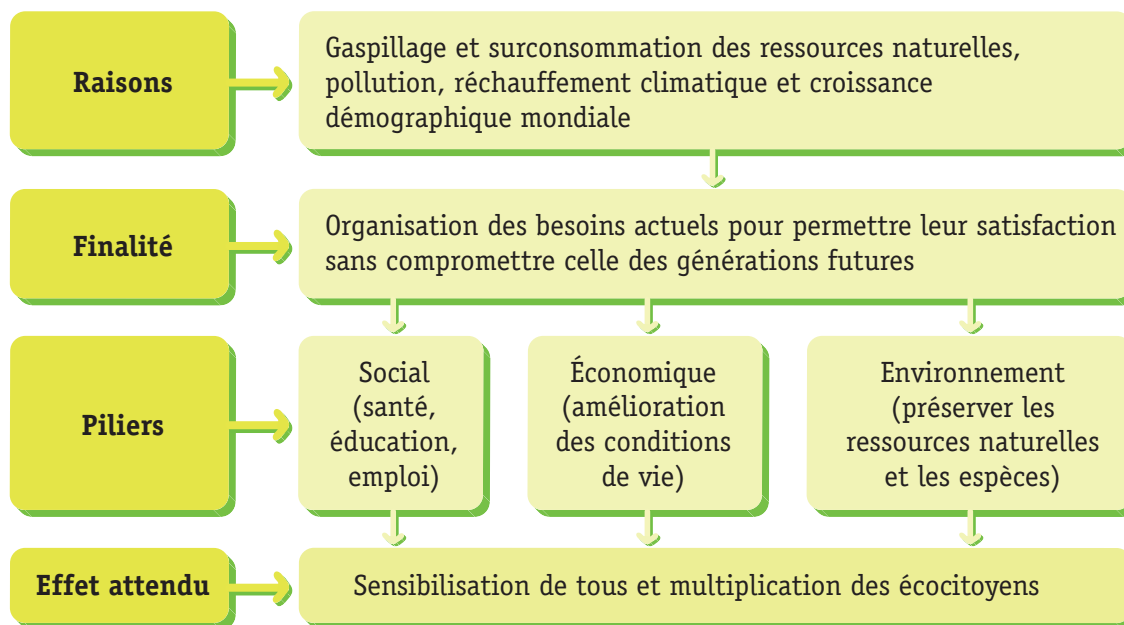
Les nouveaux indicateurs de richesse, www.gouvernement.fr, 19 octobre 2016

11 Indiquez ce que mesure l'indicateur d'empreinte carbone.

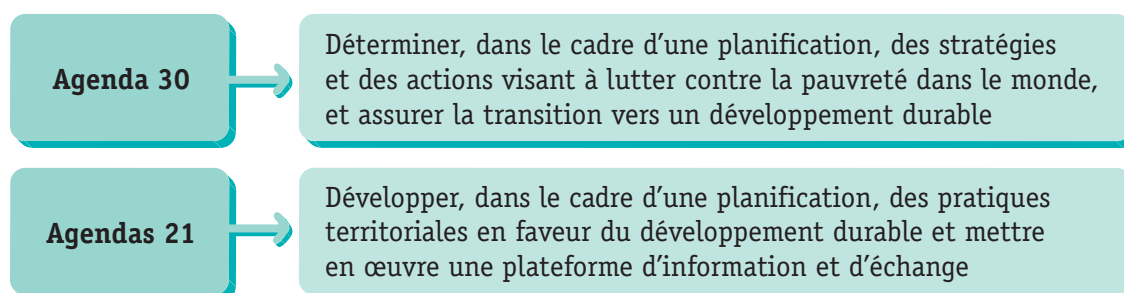
Il mesure les GES émis en France et les GES associés aux biens et services importés.

12 Surlignez les mesures destinées à réduire l'empreinte carbone.

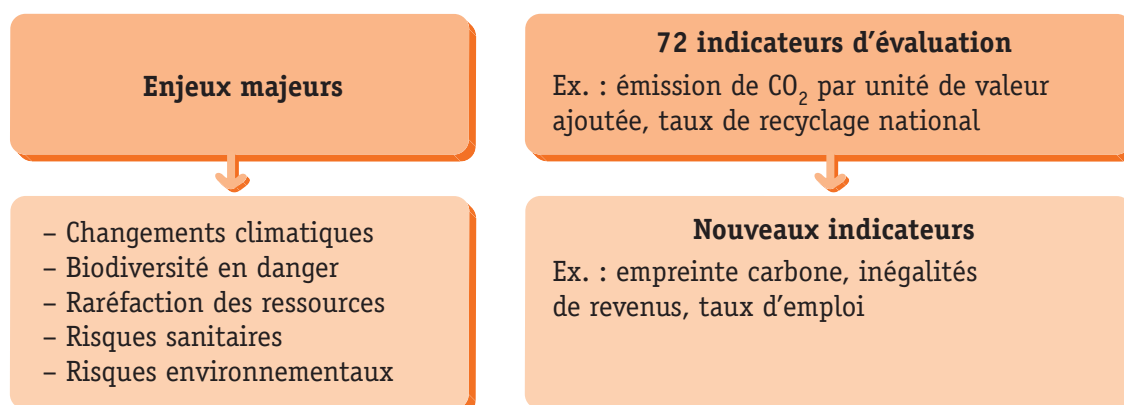
1 Le développement durable



2 La mise en œuvre du développement durable



3 Les indicateurs du développement durable



À VOUS de jouer !

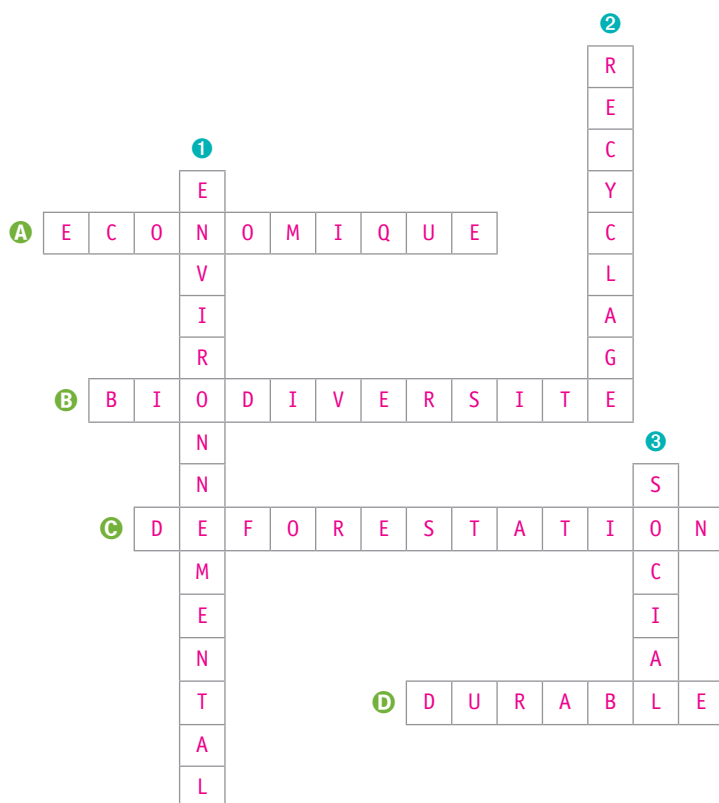
qcm
foucherconnect.fr/ed18130



1 Mots croisés

Complétez la grille en vous aidant des définitions.

- A Qualificatif attribué à l'enjeu du DD relatif à la richesse.
 - B Diversité de la faune et de la flore.
 - C Diminution des surfaces de forêt.
 - D Forme de développement qui a pour but d'aider les hommes à vivre mieux aujourd'hui et demain.
- 1 Qualificatif attribué à l'enjeu du DD relatif à la gestion et au partage.
 - 2 Opération permettant de donner une « nouvelle vie » à des produits usagers ou polluants.
 - 3 Qualificatif attribué à l'enjeu du DD relatif à la satisfaction des besoins humains.



2 Des logos au quotidien

Cochez quatre écolabels réservés principalement à l'alimentation.



RSE & performance de l'entreprise



Vous effectuez une période de formation en milieu professionnel au sein de l'entreprise Copas Systèmes qui développe son savoir-faire dans les portes d'entrée avec contrôle d'accès (ex. : digicode). Il s'agit d'une PME située en Ardèche.

Votre tuteur, le directeur financier, vous demande d'effectuer une recherche documentaire sur les effets d'une démarche « responsabilité sociétale des entreprises » (RSE) sur la performance de sa société.

Il souhaite lors de la prochaine assemblée générale montrer à ses actionnaires que cette démarche peut aussi générer de la performance pour l'entreprise. Il vous charge de conduire une étude sur ce thème.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** Norme ISO 26000 : les sept questions centrales (QC) de la RSE
- Document 2** Le rapport annuel RSE : opportunité ou fardeau ?
- Document 3** La démarche RSE se pilote même dans les PME
- Document 4** Les bénéfices attendus de la RSE

... et des documents complémentaires A, B, C.

PREMIÈRE PARTIE

Exploitation des documents

- 1 Après avoir pris connaissance du dossier documentaire (**documents 1 à 4**), complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).
- 2 À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire mis à votre disposition, expliquez les concepts et expressions soulignés dans les documents (**annexe 2**).
- 3 Choisissez parmi les **documents complémentaires A, B et C** celui qui vous semble le plus pertinent pour illustrer votre étude sur la RSE et la performance de l'entreprise. Justifiez votre choix en complétant la grille d'analyse (**annexe 3**).

DEUXIÈME PARTIE

Rédaction de l'étude

Une démarche RSE contribue-t-elle à la performance de l'entreprise ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, développement en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra au plan suivant :

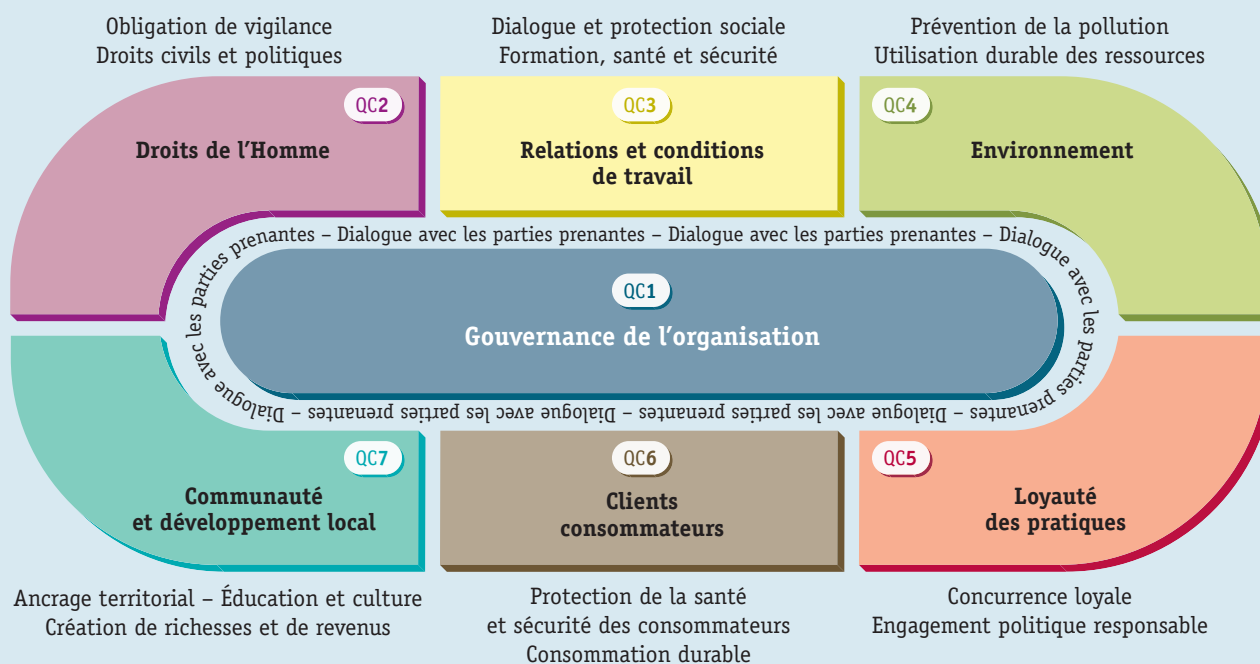
- présenter les enjeux d'une démarche de RSE en entreprise ;
- montrer que les engagements RSE participent à la performance globale de l'entreprise.

Étude à présenter en **annexe 4**.

Document 1

Norme ISO 26000 : les sept questions centrales (QC¹) de la RSE

La norme ISO 26000 définit la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) comme la maîtrise des impacts de leurs décisions et activités sur la société et sur l'environnement en prenant en compte le développement durable, la santé et le bien-être de la société.



1. QC : question centrale.

D'après Rapport Développement durable 2015, www.groupe-freysinet.fr, 2015

Document 2

Le rapport annuel RSE : opportunité ou fardeau ?

La loi « Grenelle 2 », publiée le 12 juillet 2010, a marqué un véritable tournant dans la relation entre le monde professionnel et le développement durable. En effet, depuis sa mise en application en 2011, toute entreprise de plus de 500 salariés et de plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires doit compléter sa vision comptable et financière par un rapport annuel des indicateurs relevant des domaines du social, de l'environnement et du sociétal. À partir de 2017, ce rapport RSE devra être vérifié par un organisme tiers indépendant. [...] La vision positive du reporting² RSE est partagée par de plus en plus d'entreprises : d'une part, les dirigeants sont plus enclins à s'impliquer dans ce domaine, car la RSE gagne en ampleur depuis de nombreuses années. D'autre part, les petites structures considèrent que ce rapport est un axe de communication stratégique intéressant et important pour les parties prenantes. Ainsi, au-delà de la loi qui requiert un engagement concret de nombreuses entreprises, de multiples rapports sont rédigés sur la base du volontariat pour développer un business, pour améliorer une image ou tout simplement par conviction. [...]

2. Reporting : rapport.



D'après Les Échos, 25 mai 2014

Document 3

La démarche RSE se pilote même dans les PME

[...] La RSE pour gagner en compétitivité

Une étude récente de France Stratégie¹ démontre que la mise en place d'une démarche cohérente de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) se traduit par un gain de performance économique en moyenne de l'ordre de 13 %. Les auteurs de l'étude soulignent cependant que ce gain de performance est beaucoup moindre si l'entreprise ne développe que des initiatives sociales ou environnementales isolées qui ne seraient pas articulées au sein d'une vraie stratégie globale. Autrement dit, pour tirer pleinement profit de la RSE et en faire un levier de compétitivité, il faut le piloter comme un projet stratégique, en nommant un ou une responsable, en créant une équipe, en allouant des moyens, mais aussi en fixant des objectifs et en définissant et suivant des indicateurs de progrès.

Un pilotage qui n'est pas absent dans les PME, voire dans les TPE

L'observatoire des indicateurs RSE² en Pays de la Loire a réalisé une étude sur les pratiques des entre-



prises en matière de reporting sur les cinq domaines de la RSE : les enjeux sociaux, environnementaux, économiques, territoriaux et de gouvernance. Cette étude révèle que les entreprises de la Loire suivent en moyenne 2 à 3 indicateurs RSE par domaine, mais que ce nombre d'indicateurs croît avec la taille de l'entreprise. Premier constat : même les TPE utilisent des indicateurs RSE. S'ils sont moins nombreux et essentiellement concentrés sur les enjeux sociaux et économiques, ces indicateurs existent bien. Second constat : c'est le domaine social qui est suivi par le plus grand nombre d'entreprises, quelle que soit leur taille. A contrario, les actions liées aux enjeux territoriaux ne sont que rarement suivies, à l'exception des actions de mécénat. Dernier constat : en matière d'environnement, la consommation d'énergie et les mesures de recyclage des déchets sont regardées de près par les entreprises. C'est beaucoup moins vrai pour les émissions de gaz à effet de serre.

1. France Stratégie : organisme de réflexion, d'expertise et de concertation placé auprès du Premier ministre.

2. Observatoire des indicateurs RSE : initiative lancée en 2014 par Audencia Business School, école supérieure de commerce, spécialiste en management pour analyser les indicateurs RSE.

ouest-france.fr, 9 juin 2016

Document 4

Les bénéfices attendus de la RSE

Pourquoi cette norme ?

Bénéfices internes



Bénéfices externes



www.luxor-lighting.com, 2015

Documents complémentaires

Document A

La RSE, levier de performance ?

Lorsqu'on demande dans quels domaines la démarche RSE aura un impact pour l'entreprise, les répondants citent en premier lieu l'image (93 %) mais aussi sa pérennité à long terme (91 %). L'implication des salariés (88 %) est également perçue comme un bénéfice important, de même que la différenciation par rapport à la concurrence (86 %) ou l'innovation (81 %). Les impacts concernant l'évolution du modèle économique (76 %), l'attraction des talents (76 %), la compétitivité (74 %) ou encore les succès commerciaux (73 %), s'ils sont loin d'être marginaux, sont cités dans un second temps.

Sur un plan plus opérationnel, les gains déjà observés de la démarche RSE par les entreprises interrogées sont en premier lieu les économies de ressources d'énergie (60 % – dont 83 % auprès des entreprises de plus de 5 000 salariés) ainsi que le développement de nouveaux clients et de nouveaux produits et/ou services (respectivement 51 % et 47 %). À un niveau moindre, les répondants mentionnent les gains de productivité (30 %) puis, de manière beaucoup plus marginale, une augmentation du chiffre d'affaires (19 %) et le gain de nouveaux marchés à l'international (16 %). À noter que seuls 10 % estiment que la démarche responsable de leur entreprise ne leur a apporté aucun bénéfice particulier.

D'après les résultats du baromètre : les nouvelles frontières de la responsabilité sociétale, www.globalcompact-france.org, 8 septembre 2016

Document B

LUCIE : le label RSE de référence



LUCIE est aujourd'hui en Europe le label de référence en responsabilité sociétale des entreprises, du fait de :

- l'alignement de son référentiel d'évaluation sur la norme ISO 26000 ;
- l'implication dans la démarche de labellisation de partenaires leaders de l'évaluation RSE en Europe, Vigeo et Afnor Certification.

La labellisation LUCIE apporte donc à toutes les parties prenantes d'une organisation labellisée la garantie que celle-ci est engagée dans une véritable démarche de progrès RSE. Aujourd'hui, la communauté LUCIE, première communauté française d'organisations engagées en matière de RSE représente près de 200 organisations labellisées ou en cours de labellisation.

www.labellucie.com

Document C

La démarche RSE du groupe BEL



www.groupe-bel.com, juillet 2015

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Élément d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	Norme ISO 26000 : les 7 questions centrales de la RSE	Le rapport annuel RSE : opportunité ou fardeau ?	La démarche RSE se pilote même dans les PME	Les bénéfices attendus de la RSE
Type du document	Infographie	Texte	Article de presse	Infographie
Date	2015	Mai 2014	Juin 2016	2015
Source	www.groupe-freyssinet.fr	Les Échos	www.ouest-france.fr	www.luxor-lighting.com
Idées principales	Présentation des 7 questions centrales de la démarche RSE pour une certification de la norme ISO 26000 : <ul style="list-style-type: none"> - gouvernance ; - respect des droits de l'Homme ; - relations et conditions de travail ; - environnement ; - loyauté des pratiques ; - clients et consommateurs ; - communauté et développement local. 	Depuis la loi Grenelle 2 (2010), il existe une obligation pour les entreprises de plus de 500 salariés et 100 millions de CA de réaliser un rapport annuel RSE réunissant des indicateurs relevant du domaine social, environnemental et sociétal et de faire vérifier ce reporting par un organisme indépendant.	Une étude montre qu'une démarche RSE cohérente se traduit par une amélioration de la performance des entreprises de 13 %. Les PME et les TPE utilisent aussi des indicateurs RSE essentiellement pour les domaines d'ordre social et environnemental (économies d'énergie et mesures de recyclage).	La RSE permet de dégager des bénéfices internes pour l'entreprise (implication des salariés, motivation d'employés fidèles à l'entreprise, meilleure gestion des risques juridiques) et de bénéfices externes (réputation et confiance améliorées, confiance par la transparence des informations, réponse aux attentes des clients, notoriété d'acteur responsable).

Annexe 2

Définition des concepts et exploitation des documents

1. Présentez la norme ISO 26000.

C'est la norme qui définit les conduites à développer et à avoir pour les entreprises et les organisations afin d'agir de manière socialement responsable. Agir de manière éthique et transparente contribue à la bonne santé et au bien-être de la société. La norme repose sur sept questions centrales permettant de respecter les lignes directrices d'une démarche RSE.

2. Précisez ce que la loi Grenelle 2 impose aux grandes entreprises en matière de RSE.

La loi Grenelle 2 oblige les grandes entreprises à publier dans un rapport annuel les indicateurs relatifs à leurs engagements RSE et à les faire vérifier par un organisme tiers indépendant.

3. Indiquez les conditions nécessaires pour que la RSE devienne un levier de compétitivité pour les entreprises.

Pour que la RSE devienne un levier de compétitivité, il faut que les actions mises en place soient cohérentes et qu'elles s'articulent autour d'une véritable stratégie globale notamment en désignant un responsable, une équipe dédiée RSE. Il est également nécessaire que des moyens soient alloués, des objectifs fixés et des indicateurs définis et suivis.

4. Distinguez les bénéfices internes et externes qu'attendent les entreprises d'une démarche RSE.

Les bénéfices internes découlent des actions RSE orientées vers les parties prenantes internes de l'entreprise, c'est-à-dire ses salariés (leur motivation, leur implication). Les bénéfices externes résultent des actions RSE à destination des parties prenantes externes de l'entreprise telles que ses clients (bénéfices attendus : image d'entreprise responsable, amélioration de sa notoriété, confiance développée), ses partenaires (bénéfices attendus liés aux bonnes pratiques de ses fournisseurs).

Annexe 3

Grille d'analyse du document choisi

Élément d'analyse	Document choisi : <u>X</u>
Titre du document	A. La RSE, levier de performance ? B. LUCIE : le label RSE de référence C. La démarche RSE du groupe BEL
Source du document	A. www.globalcompact-france.org B. www.labellucie.com C. www.groupe-bel.com
Type de document	A. Texte B. Logo du label et texte C. Infographie
Justification argumentée du choix du document	A. Une démarche RSE est un levier important sur la pérennité des entreprises (image, réputation) mais aussi un levier de performance (économies d'énergie, nouveaux produits et/ou services, gains de productivité, chiffre d'affaires). B. Le Label LUCIE est le label de référence en matière de RSE. C. Exemple de la mise en œuvre de la démarche RSE dans une entreprise.
Idées et informations principales	A. Les entreprises ont pris conscience que les actions en matière de RSE sont devenues un levier incontournable de leur performance globale. B. L'obtention du label LUCIE prouve une véritable démarche RSE dans le respect de la norme 26000. C. Exemples d'actions RSE mises en place par le groupe BEL.

Annexe 4

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

La responsabilité sociétale des entreprises est la déclinaison des principes de développement durable appliquée à l'entreprise. C'est une démarche qui vise à intégrer les questions sociales, sociétales et environnementales dans la stratégie et dans le fonctionnement quotidien de l'entreprise. Quelle que soit sa taille, TPE, PME ou grande structure, l'entreprise peut intégrer dans ses activités et dans les interactions avec ses collaborateurs et ses partenaires des préoccupations sociales, environnementales et économiques pour contribuer, à son échelle, au développement durable tout en favorisant sa performance globale.

Énoncé de la problématique

En quoi une démarche RSE participe-t-elle à la performance de l'entreprise ?

Annonce du plan

Je répondrai à cette question en abordant dans un premier temps les enjeux d'une démarche RSE, puis dans un second temps je présenterai les effets de la RSE sur la performance de l'entreprise.

Développement**Première partie**

Les enjeux de la démarche RSE

1.1 L'obligation d'adopter une démarche RSE pour les grandes entreprises

Depuis la loi Grenelle 2, certaines entreprises, en fonction de leur taille (> 500 salariés) et de leur puissance commerciale (CA > 100 millions d'euros), se trouvent dans l'obligation d'élaborer un rapport d'informations sur leurs pratiques en matière de RSE pour plus de transparence, sous le contrôle d'un organisme tiers indépendant. Ce rapport annuel doit fournir des informations environnementales, sociales et sociétales. Au-delà de la contrainte légale, le reporting RSE est un outil de communication pertinent permettant aux entreprises de mettre en avant leurs efforts et leurs engagements et ainsi assurer la transparence du dialogue avec les parties prenantes. Il s'agit aussi d'un instrument de pilotage de la démarche RSE. Il incite les entreprises à définir un plan d'action ainsi qu'une série d'indicateurs de suivi, le tout dans une démarche de progression continue qu'elles peuvent par la suite valoriser.

1.2 La nécessité d'adopter une démarche RSE pour les petites entreprises

De nos jours, on attend que toutes les entreprises affichent leur responsabilité sociétale par un comportement transparent et éthique. Ainsi la RSE concerne aussi les PME et les TPE. Pour l'instant, il n'y a pas de cadre réglementaire contraignant pour les entreprises de moins de 500 salariés, mais la RSE apportant de multiples bénéfices aux entreprises (amélioration de l'image de marque, mobilisation des salariés, développement du dialogue avec les parties prenantes...), il devient nécessaire pour elles de s'engager dans une démarche RSE.

Les études montrent que les PME et même les TPE mènent des actions RSE. Les PME peuvent s'inspirer de la norme ISO 26000 qui définit les lignes directrices pour intégrer un comportement socialement responsable et être accompagnées dans une démarche de labellisation telle que le label LUCIE, label RSE de référence.

Deuxième partie

La démarche RSE contribue à la performance globale de l'entreprise

2.1 La RSE est source d'économies

La RSE favorise les économies grâce à des pratiques plus responsables notamment par la diminution des coûts (réduction des consommations d'eau, d'énergie, de matières premières et des déchets).

Développer des pratiques commerciales éthiques et loyales, nouer des partenariats « gagnant-gagnant » permet de réduire le nombre de fournisseurs peu scrupuleux ; lutter contre la corruption permet de limiter les risques juridiques générateurs de frais de justice, ce qui est, par anticipation, source d'économie pour l'entreprise.

Pratiquer une politique des ressources humaines socialement responsable en plaçant le salarié au cœur de la réflexion a pour effet de diminuer les coûts liés aux recrutements en fidélisant et motivant le personnel qui s'impliquera davantage dans l'entreprise.

2.2 La RSE source de performances

La RSE améliore les performances commerciales de l'entreprise par une meilleure prise en compte des attentes des clients. L'entreprise optimise ses produits, innove plus régulièrement et fidélise plus efficacement sa clientèle.

La RSE est aussi un levier pour attirer et fidéliser des collaborateurs motivés. Des salariés fiers de leur entreprise et du rôle qu'elle assume sont plus loyaux et s'investissent avec beaucoup plus de force et de réussite, ce qui contribue à la performance sociale de l'entreprise.

Certaines études montrent que la démarche RSE est un levier de performance pour les entreprises de toute taille. Leur performance progresse de 13 % mais pour constituer un véritable levier de compétitivité, il faut que les actions s'articulent autour d'une vraie stratégie globale, qu'elles soient cohérentes, que l'entreprise désigne un responsable RSE, une équipe dédiée, que des moyens soient alloués, qu'elle ait des objectifs clairement définis et qu'elle instaure des indicateurs pour atteindre ces objectifs.

Conclusion

Résumé du thème abordé

Au final, l'ensemble des effets bénéfiques fait de la démarche RSE un axe stratégique incontournable qui permet d'améliorer la performance de l'entreprise mais aussi son image, ses relations avec ses collaborateurs et son implication au sein de la société civile.

Réponse à la problématique

Une démarche cohérente et structurée de RSE est un levier de performance et de compétitivité pour l'entreprise tant sur le plan économique, social, environnemental que sociétal.

Avis personnel

Accepter toute proposition pertinente et cohérente.

Le marché et la concurrence



16

Comment réagir face à la concurrence ?

Anaëlle prépare un bac pro Commerce et effectue une PFMP au centre commercial de la Toison d'Or, dans une parfumerie. Un concurrent est déjà implanté et un deuxième va ouvrir très prochainement. Elle échange avec la responsable du magasin sur cette situation.

Il faut croire que le marché de la cosmétique-parfumerie est porteur. Les concurrents sont de plus en plus nombreux. Je dois penser à diversifier mon offre si je veux garder mes clients et en attirer de nouveaux.

audio

foucherconnect.fr/ed18131



J'ai remarqué ce matin qu'une nouvelle enseigne Marionnaud allait s'installer dans la zone commerciale. L'ouverture est prévue la semaine prochaine. Vous ne craignez pas de perdre de la clientèle ?

Indiquez la situation dans laquelle se trouve la responsable de la parfumerie.

Un concurrent dans le secteur de la cosmétique est implanté et un deuxième va ouvrir. Il y aura donc trois commerçants proposant des produits cosmétiques dans la zone commerciale.

Expliquez le concept de concurrence.

La concurrence se définit par l'existence sur un marché d'entreprises proposant un produit ou un service similaire.

Plan B en vidéo

Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ? (1'02)

foucherconnect.fr/ed18132

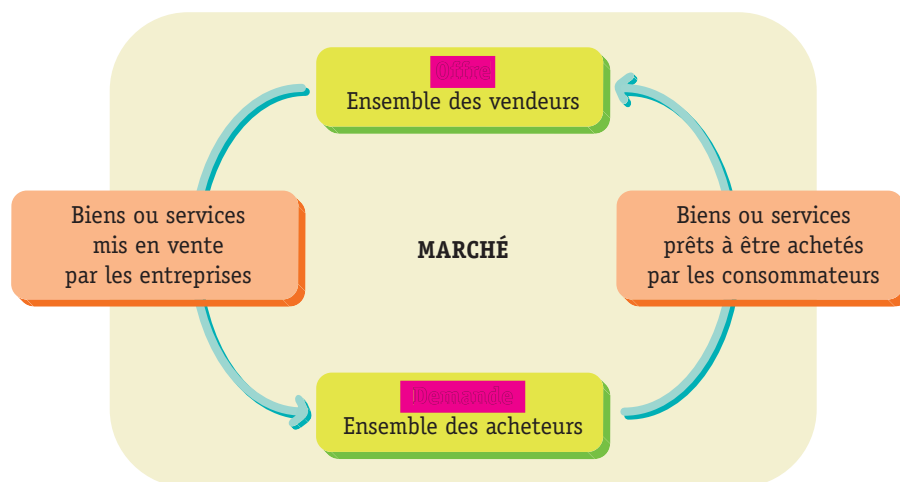


Identifiez les caractéristiques d'un marché concurrentiel.

C'est un marché sur lequel il y a un grand nombre d'acheteurs et un grand nombre d'offeurs, pas de monopole, pas de limitation du nombre des offeurs, pas de barrières à l'entrée.

DOC 1 Les composantes du marché

Le marché est le lieu de rencontre entre offreurs et demandeurs d'un même bien ou service. La réglementation internationale et nationale, les lois sur la concurrence, sur l'environnement (éléments structurels) peuvent affecter le fonctionnement du marché, tout comme le taux de chômage, la crise économique, le comportement des ménages (facteurs conjoncturels). L'ensemble de ces éléments influent ainsi sur les prix d'échange et sur les quantités offertes et achetées.



1 **Surlignez les différentes composantes du marché.**

2 **Montrez comment la conjoncture économique peut influencer le fonctionnement du marché, et donnez un exemple.**

Par exemple, un taux de croissance positif a un effet bénéfique sur l'emploi, sur le niveau de revenu des ménages et peut favoriser la demande.

DOC 2 Le principe de la libre concurrence

En dix ans, le paysage optique est resté relativement stable en proportions. En dépit d'une forte augmentation de magasins (35,7 %), la part des indépendants reste la même (47,4 % en 2006 contre 49,5 % en 2016). Même constat pour les franchisés et les centres mutualistes. Seul le système coopératif marque le pas (32,5 % en 2006 contre 26 % en 2016).

Toutefois, 13 enseignes réalisent 74 % du chiffre d'affaires global, avec au Top 5 : Optic 2000, Krys, les Opticiens Mutualistes, Alain Afflelou et Générale d'Optique. En 2016, on constate néanmoins une forte progression des magasins positionnés sur le prix.

Les facteurs de croissance en volume du marché pour les années à venir sont le vieillissement de la population (DMLA¹, basse vision²), la myopisation de la population (doublement du nombre de myopes d'ici 2050), l'accroissement des besoins visuels dus à la vie connectée. De quoi donner de belles perspectives de développement aux quelques 12 739 magasins³.

1. DMLA (dégénérescence maculaire liée à l'âge) : maladie dégénérative de la rétine d'évolution chronique qui débute après l'âge de 50 ans.

2. Basse vision : perte de vision suffisamment grave pour compromettre la capacité d'un individu à exécuter des tâches courantes.

3. Source : Drees, 2016.



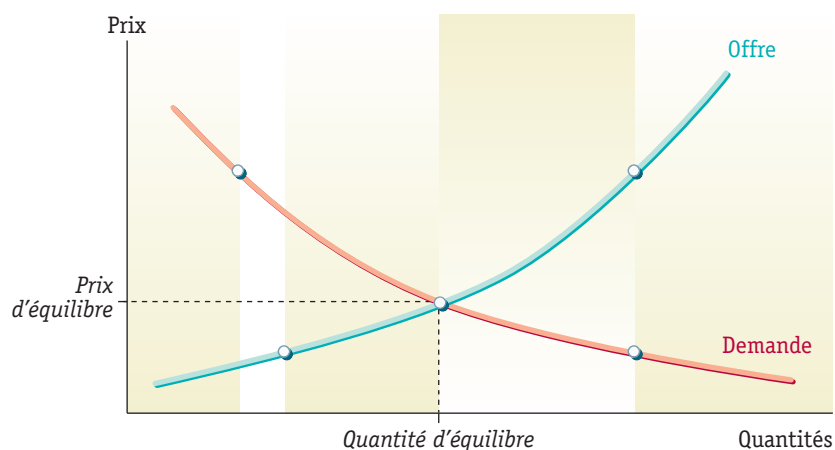
www.acuite.fr, 29 janvier 2018

3 **Expliquez le principe dit « de libre concurrence ».**

En fonction des critères qu'il a définis (prix, qualité des services...), l'acheteur peut choisir parmi les différents et nombreux vendeurs (Optic 2000, Krys, Alain Afflelou...) celui qui lui convient le mieux.

DOC 3 Le mécanisme de la fixation des prix sur le marché

Sur un marché concurrentiel, le prix d'équilibre correspond au point de rencontre entre les quantités offertes et les quantités demandées. Dans ce cas, l'offre et la demande sont égales. Le prix varie afin d'assurer l'équilibre entre les quantités offertes et les quantités demandées : si l'offre est supérieure à la demande, les prix diminuent ; si la demande est supérieure à l'offre, les prix augmentent.



4 Déterminez au moyen d'une flèche la variation des prix en fonction de l'offre et de la demande.

Offre < Demande : Prix \nearrow Offre > Demande : Prix \searrow

DOC 4 Le marché de la concurrence imparfaite

Monopole

Dans une situation de monopole, le vendeur est unique et il peut fixer les prix librement sauf réglementation particulière.

Transport ferroviaire : bientôt la fin du monopole SNCF en région ?



Les institutions européennes ont trouvé un accord sur la libéralisation des lignes ferroviaires nationales de passagers. L'accord prévoit aussi l'ouverture des grandes lignes commerciales (TGV) pour 2020. Il donne théoriquement aux régions le droit de tourner le dos à la SNCF en 2024 au plus tard. Mais il est loin d'organiser la fin des monopoles nationaux si les régions ne le souhaitent pas. Le mot d'ordre, c'est bien « flexibilité ».

www.lagazettedescommunes.com, 22 avril 2016

Oligopole

Dans une situation d'oligopole, le nombre de vendeurs est réduit. Il y a donc concurrence sauf si les entreprises s'entendent.

Situation d'oligopole : le secteur de la téléphonie mobile en France



Il existe un petit nombre d'opérateurs téléphoniques qui dominent le marché. Ils ont fixé des prix élevés sans crainte de concurrence, mais l'État est intervenu afin d'empêcher ces opérateurs de s'entendre sur les prix. Ils sont dépendants les uns des autres et ne cessent d'aligner leurs prix sur leurs concurrents. L'entente sur les prix est cependant illicite.

www.phonandroid.com, 6 avril 2016

vidéo

La concurrence - 5'31

foucherconnect.fr / ed18133

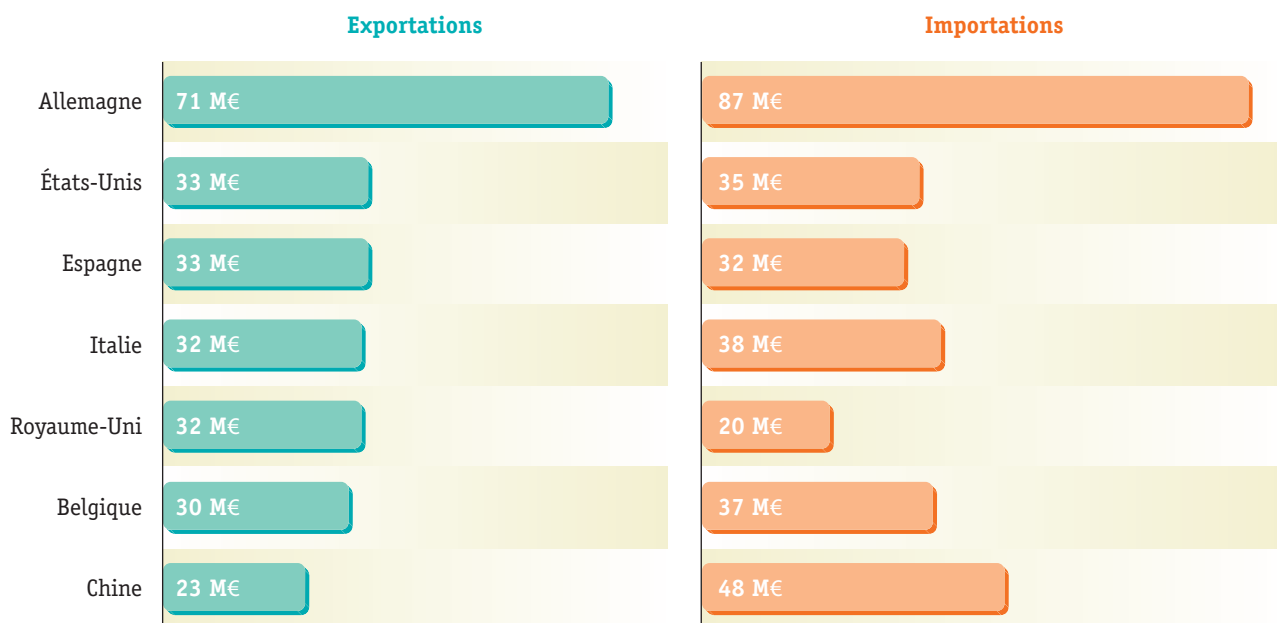


5 Indiquez à quelle forme de concurrence peuvent se livrer les entreprises citées.

Exemple	Forme de concurrence
1 EDF (énergie nucléaire)	Monopole
2 Franck Provost, Jean Louis David, Saint-Algue, Dessange, Tchip coiffure	Concurrence
3 Danone, Nestlé, Castel (producteurs d'eaux minérales en France : 90 % du marché)	Oligopole

DOC 5 Le marché dans l'Union européenne

Principaux partenaires commerciaux de la France en 2015
(en milliards d'euros)



Au sein du marché unique ou marché intérieur, les personnes, les biens, les services et les capitaux peuvent circuler aussi librement qu'à l'intérieur d'un même pays.

La libre circulation des marchandises est l'un des fondements du marché unique européen. Elle repose sur la suppression des droits de douane et taxes. Seule la protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs peut justifier que ces barrières aux échanges de marchandises à l'intérieur de l'UE soient rétablies.

© lexpress.fr, 2 mars 2016

6 Identifiez le partenaire principal de la France dans les échanges commerciaux.

Des biens d'une valeur de 158 milliards d'euros ont été échangés entre la France et l'Allemagne, ce qui fait d'elle le partenaire commercial le plus important de la France.

DOC 6 Le marché international

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est une organisation internationale qui édicte des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider, en réduisant les obstacles au libre-échange, les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener à bien leurs activités.

L'Europe contre le dumping¹ de l'acier chinois et russe

En mettant en place des droits de douane, la Commission européenne espère rétablir l'équité entre les sidérurgistes européens et leurs grands concurrents, accusés de casser les prix. [...]

La Commission européenne a annoncé [...] que les mesures antidumping² imposées provisoirement en février [2016] aux produits en acier chinois ou russes seront désormais « définitives ».

1. Dumping : pratique commerciale qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient.

2. Mesure antidumping : taxe douanière à laquelle peut être soumis, à son entrée dans un pays, un produit dont le prix de vente est inférieur au prix pratiqué dans son pays d'origine.

7 Montrez l'importance de la Commission européenne en matière d'échanges commerciaux.

La Commission européenne intervient pour faire respecter les règles de la concurrence en Europe.

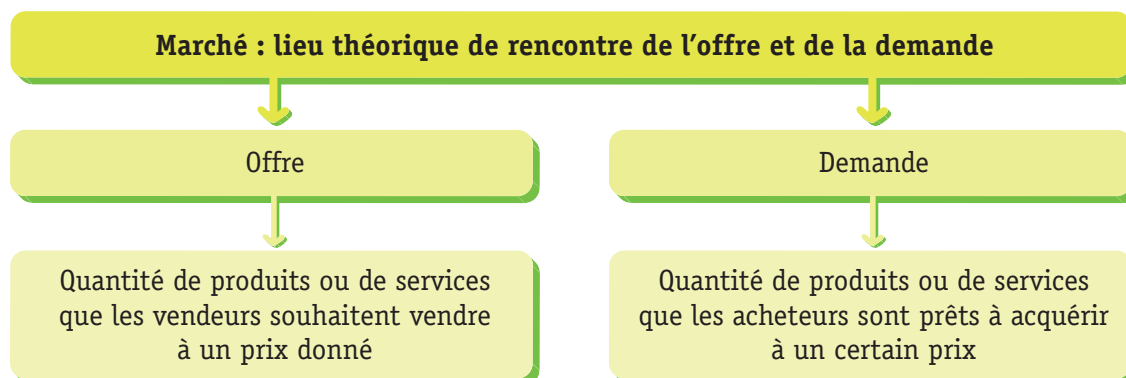
8 Expliquez pourquoi il est nécessaire d'acheter certains biens à d'autres pays.

Quand un pays achète des biens à un autre pays, c'est que ceux-ci ne sont pas produits (ou insuffisamment) sur le territoire national ou alors que les prix pratiqués à l'extérieur sont plus intéressants.

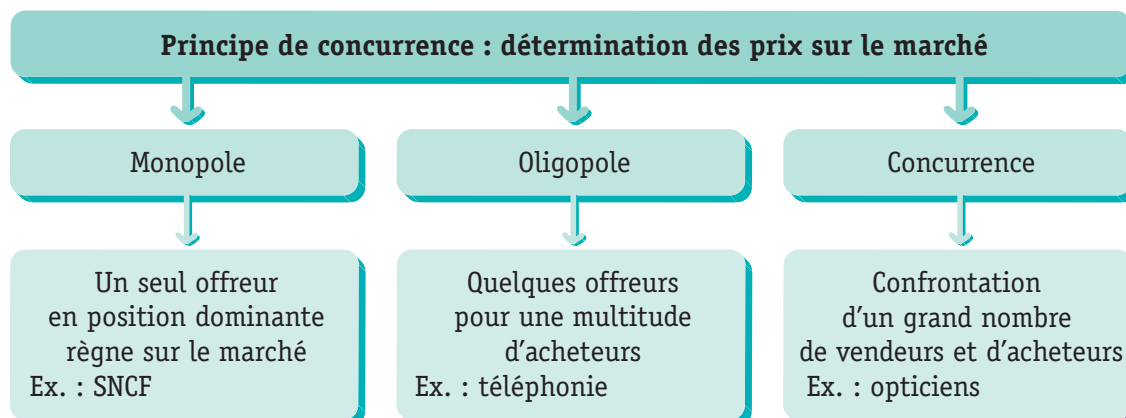
Synthèse 16

LE MARCHÉ ET LA CONCURRENCE

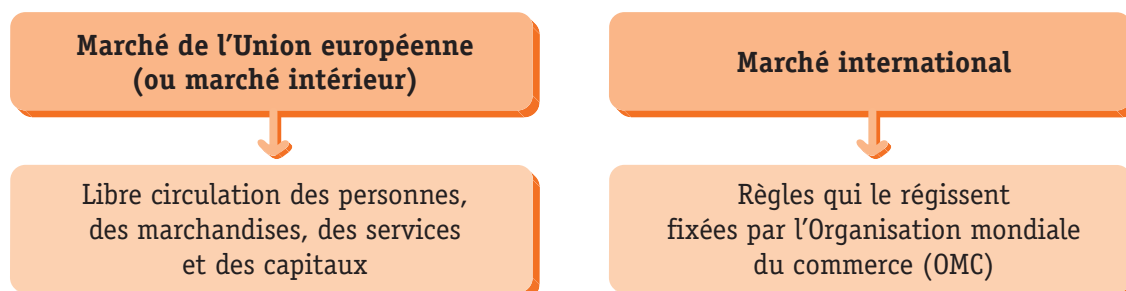
1 La notion de marché



2 La concurrence



3 L'ouverture internationale des marchés



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18134



1 Sudolettre

Le sudolettre est une grille composée de 9 lignes, 9 colonnes et de 9 régions (les 9 carrés), certaines cases étant vides. Le but du sudolettre est de remplir entièrement la grille de manière logique, sachant que chaque ligne, colonne et région ne doit contenir qu'une seule fois chaque lettre.

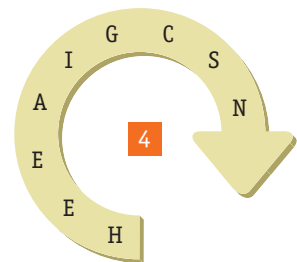
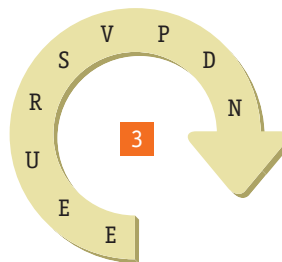
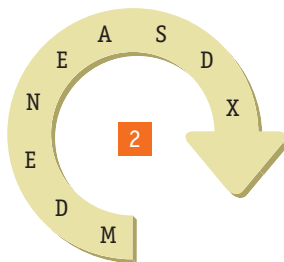
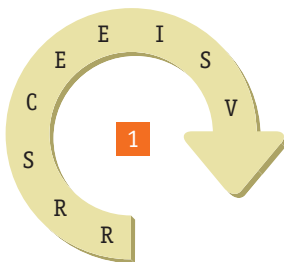
Indice : le terme qui s'inscrit dans la diagonale désigne une personne confrontée sur un marché à l'offreur.

D	C	S	U	M	R	A	E	N
A	E	U	C	S	N	R	M	D
R	N	M	D	A	E	S	C	U
E	D	R	A	C	U	N	S	M
U	S	A	E	N	M	D	R	C
C	M	N	S	R	D	U	A	E
M	U	C	R	D	A	E	N	S
N	R	D	M	E	S	C	U	A
S	A	E	N	U	C	M	D	R

Réponse : demandeur

2 Le dernier mot

Construisez un mot correspondant à la définition donnée avec 8 des 9 lettres de chaque groupe. Reportez-le dans les cases prévues et utilisez les lettres restantes pour reconstituer le mot en plus dont voici un indice : c'est un critère très déterminant pour l'acheteur.



1 Ce sont des prestations. Le coiffeur en propose.

S E R V I C E S

R

2 Elles s'opposent aux offres.

D E M A N D E S

X

3 Ils offrent des biens ou des services à l'entreprise.

V E N D E U R S

P

4 Ils s'effectuent entre les différents pays de l'UE au sein du marché intérieur.

É C H A N G E S

I

Mot en plus : prix

La formation des prix

17

Comment fixer le prix de vente ?

Sofia a reçu en cadeau un iPhone. Elle le montre à son ami Victor en s'extasiant sur les fonctionnalités dont il dispose. Ils discutent du prix de l'appareil.

audio

foucherconnect.fr/ed18135



Regarde, Victor ! Mes parents m'ont offert un superbe iPhone. Avec l'abonnement, ils l'ont eu à un prix très intéressant, mais il paraît que l'appareil seul vaut plus de 700 €. C'est cher !

J'ai lu que les coûts de fabrication représentent environ 25 % du prix de vente. Il y a aussi des coûts associés (recherche, publicité, distribution...), mais tu reconnaîtras qu'il reste une bonne marge !



Indiquez si les parents de Sofia ont payé l'iPhone à sa vraie valeur et pourquoi.

Non car ils ont souscrit un abonnement auprès d'un opérateur et ont bénéficié de ce fait d'une offre intéressante sur le prix de l'iPhone.

Précisez comment l'ami de Sonia justifie le prix de vente élevé de l'appareil.

Le coût de fabrication de l'appareil représente à peu près le quart du prix de vente. Même s'il faut ajouter d'autres coûts (recherche, publicité, commercialisation...), la marge réalisée par le vendeur est importante.

Plan B en vidéo

Crise agricole : le prix du lait est trop bas ! (2'03)

foucherconnect.fr/ed18136



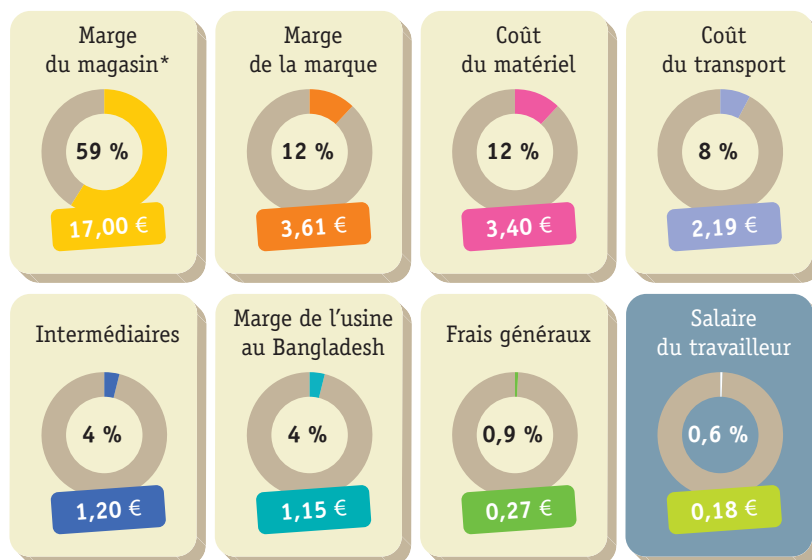
Expliquez pourquoi les producteurs de lait se mobilisent.

Pour ne pas produire à perte et pouvoir se verser un revenu décent, ils souhaitent une régulation du prix du lait, la possibilité de négocier les prix de vente en fonction des coûts de production, avec notamment le groupe Lactalis.

DOC 1 Décomposition du prix d'un T-shirt



* Tous les coûts liés à la vente en magasin sont inclus : personnel, loyer, marge de la boutique, TVA, etc.



D'après Fairwear Foudation, 2016

1 Effectuez un constat quant à la décomposition du prix de vente d'un T-shirt.

La part des coûts liés à la fabrication du produit (matériel, main-d'œuvre, frais généraux, soit 13,5 %), au transport (8 %) et aux intermédiaires (4 %) est très faible. Le reste, soit les trois quarts du prix de vente, sert à rémunérer le fabricant (4 %), la marque (12 %) et le magasin (59 %).

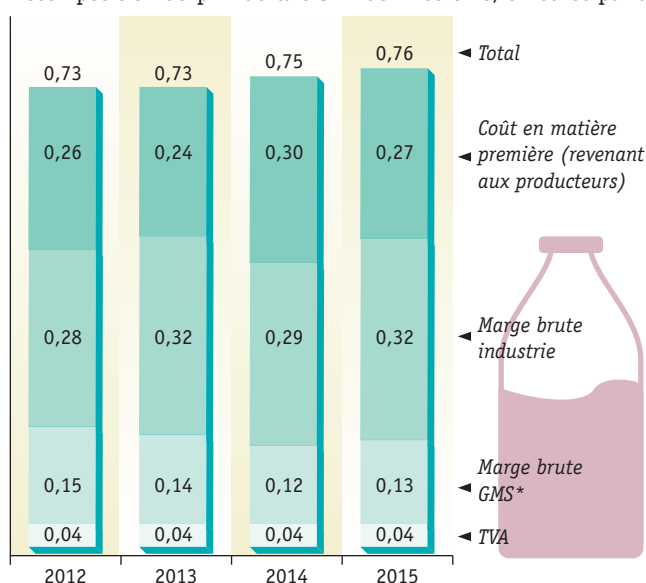
2 Précisez si les 59 % de marge constituent le bénéfice de l'entreprise.

Non car les 59 % englobent, en plus de la marge du commerçant, les frais de personnel, le loyer, la TVA...

DOC 2 Du producteur au consommateur

Prix du lait en hyper et supermarchés

Décomposition du prix du lait UHT demi-écrémé, en euros par litre



* GMS : grandes et moyennes surfaces.

Observatoire des prix et des marges, 22 août 2016

3 Calculez en pourcentage du prix de vente en 2015 :

– la part revenant au producteur :

$$(0,27 / 0,76) \times 100 = 35,5 \%$$

– la marge de l'industriel :

$$(0,32 / 0,76) \times 100 = 42,1 \%$$

– la marge du vendeur :

$$(0,13 / 0,76) \times 100 = 17,1 \%$$

4 Indiquez les conséquences :

– pour le producteur :

il ne perçoit qu'un peu plus du tiers du prix de vente du produit, d'où un mécontentement certain.

– pour le consommateur :

le prix de vente est élevé du fait des marges des intermédiaires.

DOC 3 Erwan'Crêperie en chiffres

Erwan vient d'ouvrir la crêperie Erwan'Crêperie avec ventes à emporter et livraison à domicile. Il est secondé par un employé et un livreur. Pour exercer son activité, Erwan engage des dépenses liées à la production (matières premières, salaires...) et à la commercialisation (publicité...) des produits vendus.

L'ensemble des dépenses représente le coût de revient. Ces dépenses peuvent être également ventilées en coûts fixes et coûts variables (appelés aussi charges fixes ou charges variables).



Les frais engagés mensuellement par Erwan s'établissent ainsi :

- location du magasin : 1 800 € ;
- charges variables de personnel : 3 200 € ;
- frais divers (électricité, eau...) : 1 000 € ;
- entretien, amortissement du matériel : 1 250 € ;
- dépenses publicitaires : 120 € ;
- achat de produits (farine, lait, sucre...) : 350 € ;
- fournitures diverses (emballages...) : 280 € ;
- assurances : 250 € ;
- impôts et taxes : 1 700 € ;
- honoraires versés au comptable : 180 €.

5 Complétez le tableau d'après les dépenses engagées par Erwan.

Coûts fixes Coûts indépendants des quantités produites		Coûts variables Coûts dépendants des quantités réalisées	
Éléments	Valeur	Éléments	Valeur
– Location magasin	1 800 €	– Frais de personnel	3 200 €
– Frais divers (électricité, eau)	1 000 €	– Achat de produits	350 €
– Entretien, amortissement matériel	1 250 €	– Fournitures diverses	280 €
– Dépenses publicitaires	120 €	– Impôts et taxes	1 700 €
– Assurances	250 €		
– Honoraires du comptable	180 €		
Total des coûts fixes	4 600 €	Total des coûts variables	5 530 €
Coûts fixes + Coûts variables = Coût de revient			
soit : 4 600 € + 5 530 € = 10 130 €			

DOC 4 Le calcul du prix de vente à partir des coûts



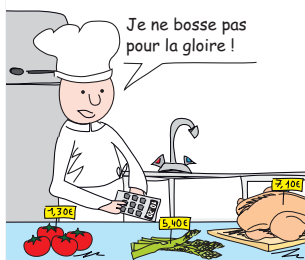
Le prix de revient d'un produit est la somme des charges directes et indirectes liées à l'achat, la production et la distribution de ce produit. Il est nécessaire de connaître le coût de revient pour fixer le prix de vente. L'ensemble des coûts, ramenés à une unité de produit ou de prestation, détermine le prix de revient par article commercialisé. Le coût de revient, auquel s'ajoute le bénéfice qui rémunère le travail et la prise de risque de l'entreprise, détermine le prix de vente.

$$\text{Coût de revient} + \text{bénéfice} = \text{prix de vente}$$

6 Considérez que, le mois dernier, Erwan a vendu 3 000 crêpes et réalisé un chiffre d'affaires de 14 400 €. Déterminez :

- le coût de revient unitaire : $10\,130\,€ / 3\,000 = 3,38\,€$
- le prix de vente moyen d'une crêpe : $14\,400\,€ / 3\,000 = 4,80\,€$
- le bénéfice unitaire : $4,80\,€ - 3,38\,€ = 1,42\,€$

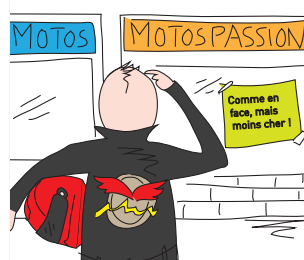
DOC 5 Les déterminants du prix de vente



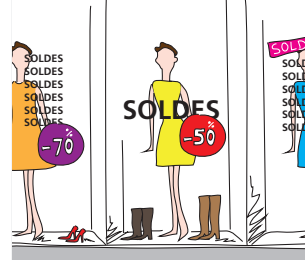
▲ Le prix de vente doit permettre de couvrir les coûts et d'assurer à l'entreprise une marge de rentabilité



▲ Le prix doit être en cohérence avec les attentes des consommateurs en termes de prix et de qualité



▲ Le prix de vente doit permettre de positionner l'offre par rapport à celle des concurrents



▲ L'entreprise doit tenir compte de la réglementation des prix (affichage, réductions...)

7 Citez les principaux facteurs à prendre en compte dans la détermination du prix de vente.

Les coûts, la demande, la concurrence et la réglementation en vigueur.

vidéo

Fixer au plus juste votre prix de vente - 4'52

foucherconnect.fr ed18137

8 Indiquez ce que peut faire Erwan pour accroître son chiffre d'affaires sachant qu'il ne peut réduire davantage le coût de revient, ni augmenter ses prix par rapport à la concurrence.

Il peut réaliser des actions promotionnelles (formules gratuites, offres spéciales...), se démarquer de la concurrence par la qualité des produits et du service.

DOC 6 Le prix psychologique

Le prix psychologique ou prix d'acceptabilité est une technique visant à maximiser les ventes et les bénéfices d'un produit grâce à l'étude du niveau de prix jugé acceptable par les clients. Lorsqu'un consommateur envisage d'acheter un produit, il se réfère à un prix de référence qui est stocké dans sa mémoire et dépend de ses achats antérieurs, et de sa connaissance du produit ou de la marque.

De nombreuses entreprises fixent le prix de leurs produits grâce à des techniques issues du prix psychologique : au lieu de vendre une machine à café 300 €, on va la proposer à 299 €. Grâce à cette différence d'un euro, le consommateur trouvera le produit un peu moins onéreux.

L'influence du prix psychologique dans les comportements d'achat de produits de luxe comme par exemple les produits cosmétiques, les voitures de sport, les bijoux... est encore plus nette que dans d'autres domaines. La plupart des consommateurs considèrent qu'un prix élevé constitue un gage de qualité. Une crème de la marque Helena Rubinstein a ainsi connu de bien meilleures ventes lorsque son prix d'origine fut doublé. Les clients se sont sentis rassurés, partant du principe (souvent faux) que tout ce qui est cher est de bonne qualité.

Marie Kerveillant, www.netpme.fr



9 Expliquez ce qu'est le prix psychologique.

C'est le prix jugé acceptable par les clients, qui inspire confiance sans être trop élevé.

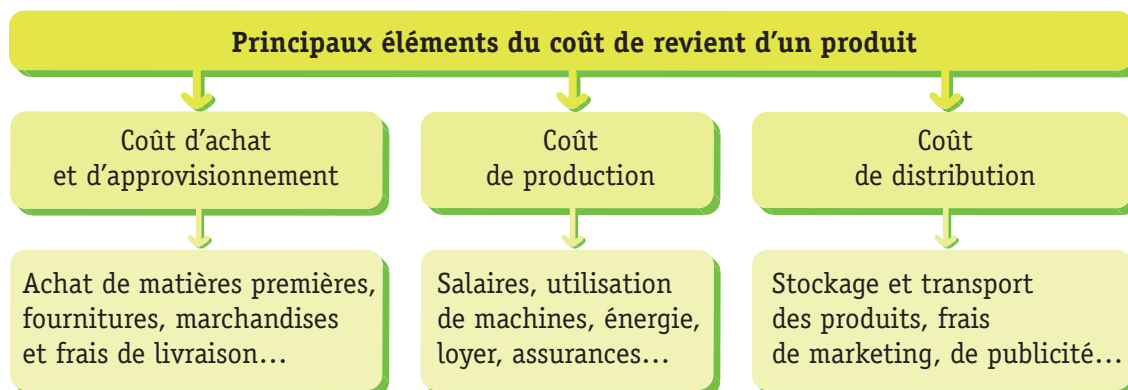
10 Dites pourquoi, souvent, le prix affiché ne correspond pas à un nombre « rond ».

À un euro près (ou centime d'euro pour les petits prix), le consommateur a l'impression que le produit est moins cher (seuil de prix acceptable).

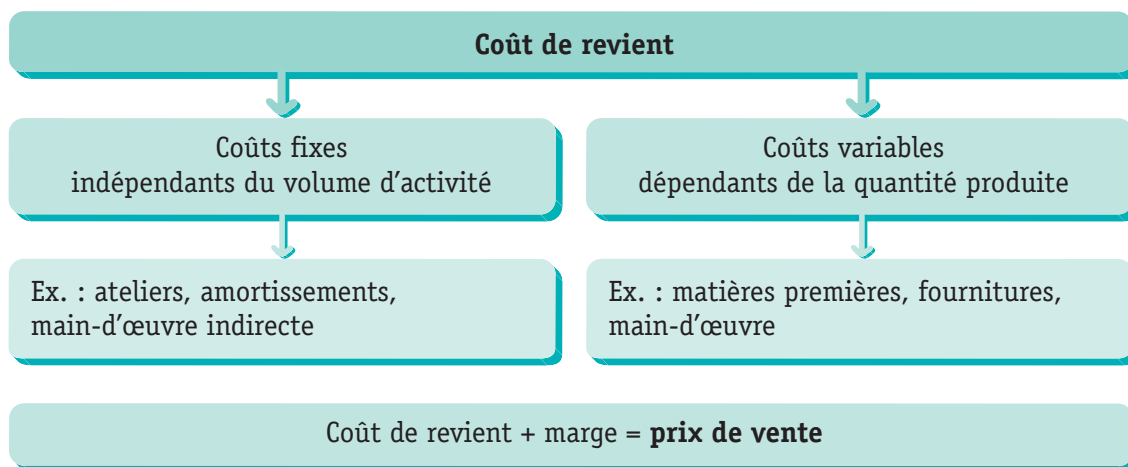
11 Montrez en quoi l'influence du prix psychologique sur les actes d'achat n'est pas toujours vérifiée.

Le prix élevé d'un produit n'est pas un frein à l'achat mais un gage de qualité.

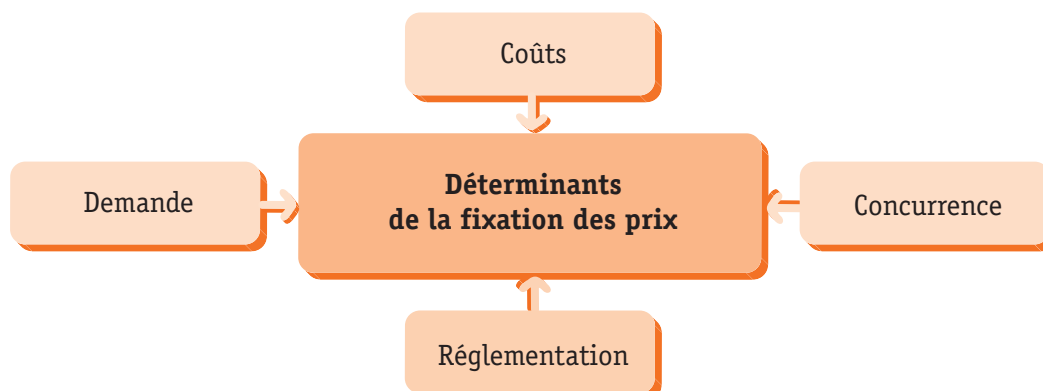
1 Les éléments du prix



2 Du coût de revient au prix de vente



3 La fixation des prix par l'entreprise



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18138

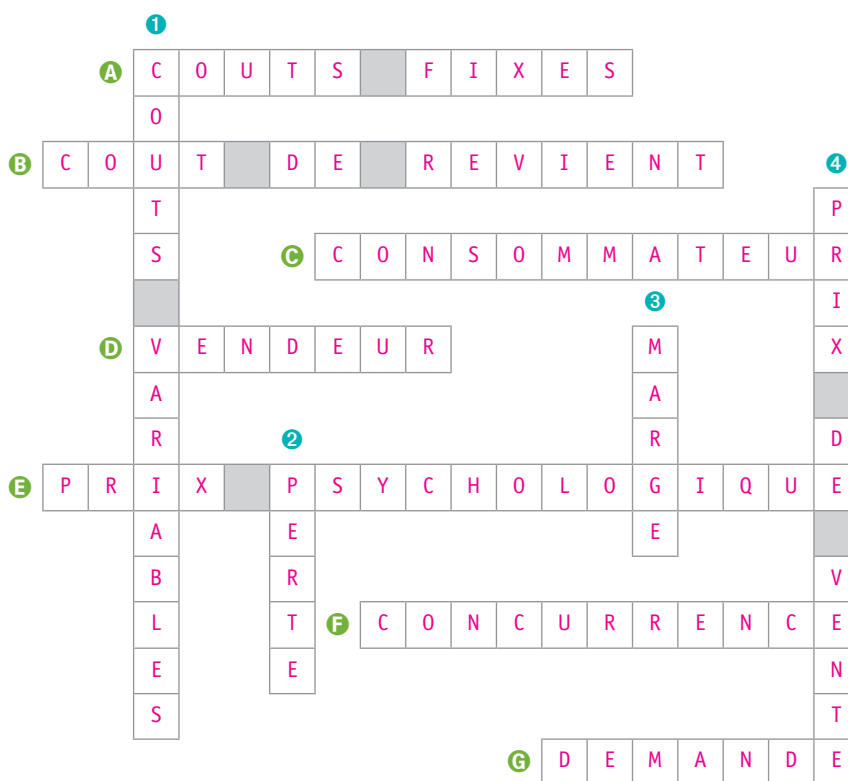


1

Mots mêlés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- A Charges indépendantes du volume de l'activité
- B Somme de tous les coûts engagés
- C Acheteur
- D Offreur
- E Prix pour lequel il existe le plus de clients potentiels
- F Un des déterminants du prix
- G Autre déterminant du prix
- 1 Charges dépendantes de la quantité produite
- 2 Prix de vente inférieur au prix de revient
- 3 Différence entre le prix de vente et le prix de revient
- 4 Coût de revient plus marge



2

Mots mêlés

Replacez les lettres dans l'ordre pour créer des mots. Classez ensuite les mots dans un ordre logique pour former une phrase relative à la détermination du prix de vente.

- | | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| 1 L E P P A É | A P P E L É |
| 2 Q O E H I G L U C P Y O S | P S Y C H O L O G I Q U E |
| 3 L E | L E |
| 4 S A U S I | A U S S I |
| 5 X I R P | P R I X |
| 6 S E T | E S T |
| 7 D ' T I C C E I T A P L A B É | D ' A C C E P T A B I L I T É |

Réponse : le prix psychologique est aussi appelé prix d'acceptabilité.

La consommation des ménages

18

● Comment gérer son budget mensuel ?

Grande discussion chez la famille Doplin. Il faut diminuer les dépenses et faire des choix sur les achats prévus au mois d'octobre : achat d'un lave-vaisselle (450 € payables en 3 fois), installation de l'aîné à l'université (600 €, crédit sur 3 mois), inscription au tennis pour Arnaud, le fils cadet (400 € payables sur 4 mois) et concert de rock au Zénith (110 € pour toute la famille).

Quoi ? Pour le mois de septembre nous avons dépensé 800 € pour l'alimentation, 900 € pour le logement (crédit, eau...), 375 € pour les transports, 275 € pour les assurances, 100 € pour le téléphone, Internet, 120 € pour les loisirs, 100 € pour la santé, 225 € pour s'habiller, 530 € d'impôts et 150 € pour les frais de scolarité... Nos salaires mensuels ne s'élèvent qu'à 3 800 €.

audio

foucherconnect.fr/ed18139



■ Précisez la situation dans laquelle se trouve la famille Doplin.

La famille Doplin doit économiser en prévision de frais supplémentaires en octobre : achat d'un lave-vaisselle, installation du frère à l'université, inscription au tennis pour Arnaud, concert de rock.

■ Calculez le montant des dépenses effectuées puis l'épargne réalisée pour le mois de septembre.

Dépenses prévues : 3 575 € ;
épargne = 225 €.

Plan B en vidéo

Le budget de monsieur Lapince (2'04)

foucherconnect.fr/ed18140



■ Expliquez l'expression « gérer son budget ».

Il s'agit de calculer le montant de ses ressources (salaires, allocations, indemnités...) qui permettent de faire face aux dépenses (loyer, alimentation, transport...), le but étant de veiller à ce que les dépenses ne dépassent pas les ressources.

DOC 1 Notions

Pour satisfaire leurs besoins, les ménages consomment des quantités de biens ou de services qui peuvent être :

- **marchands** : s'ils sont achetés à une valeur fixée qui résulte du fonctionnement du marché ;
- **non marchands** : s'ils sont mis à la disposition des agents économiques, par l'État ou les collectivités territoriales, gratuitement ou à un prix indépendant du marché.



▲ Station de taxis

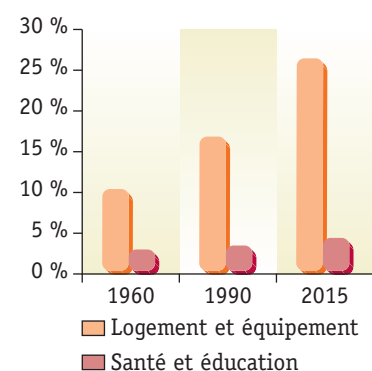


▲ Bibliothèque de Bordeaux

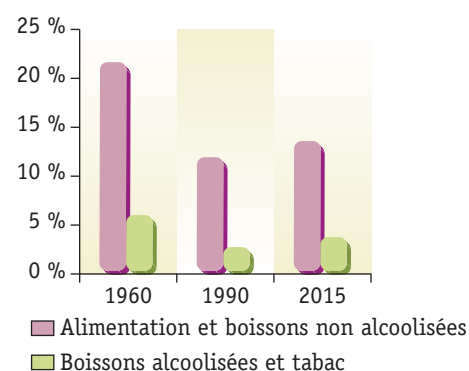
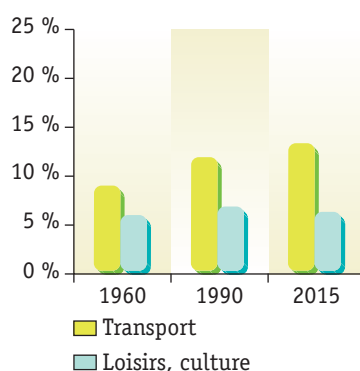
1 Précisez, pour chaque exemple, de quel type de consommation il s'agit.

Exemple de consommation	Consommation	
	Marchande	Non marchande
❶ Jean-Pierre Berger achète un téléviseur.	✗	
❷ Valérie suit les cours au lycée.		✗
❸ Bérangère va chez le coiffeur.	✗	
❹ La famille Berger emprunte régulièrement des ouvrages à la bibliothèque municipale.		✗

DOC 2 L'évolution de la consommation des ménages en France



Le logement comprend les dépenses en eau, électricité, éclairage.



D'après Insee, juillet 2016

2 Commentez la part relative dans la consommation des ménages en 2015 :

- du logement : **premier poste budgétaire des Français, il représente plus d'un quart de la consommation totale. La consommation des ménages pour le logement comprend le chauffage, l'électricité, l'eau et les équipements du logement ;**
- de l'alimentation et des boissons non alcoolisées : **c'est le deuxième poste budgétaire ex aequo avec le transport (environ 13 %).**

3 Analysez l'évolution de la consommation des ménages entre 1960 et 2015 pour le logement, l'alimentation et les boissons non alcoolisées.

Depuis 1960, la structure de la consommation des Français s'est modifiée. Les dépenses liées à l'alimentation représentaient presque un quart du budget des Français en 1960 contre moins de 15 % aujourd'hui. Les dépenses en logement représentaient 10 % de la consommation des ménages en 1960 contre 16 % en 1980 et 26 % en 2015.

DOC 3 Les coefficients budgétaires

Postes de consommation	Dépenses de consommation des ménages (en milliards d'euros)	Coefficients budgétaires (en %)
Produits alimentaires (hors tabacs et alcools)	154,9	13,4
Tabacs et alcools	41,1	3,6
Habillement et chaussures	45,0	3,9
Logement, eau, gaz, électricité...	306,9	26,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	57,3	5,0
Santé	49,0	4,2
Transports	152,1	13,2
Communications	30,5	2,6
Loisirs et culture	97,1	8,4
Autres	222,1	19,2
Total : dépense de consommation	1 156,0	100,0
Dépense de consommation socialisée	384,7	
Total : consommation effective des ménages	1 540,7	

D'après Insee, juillet 2016

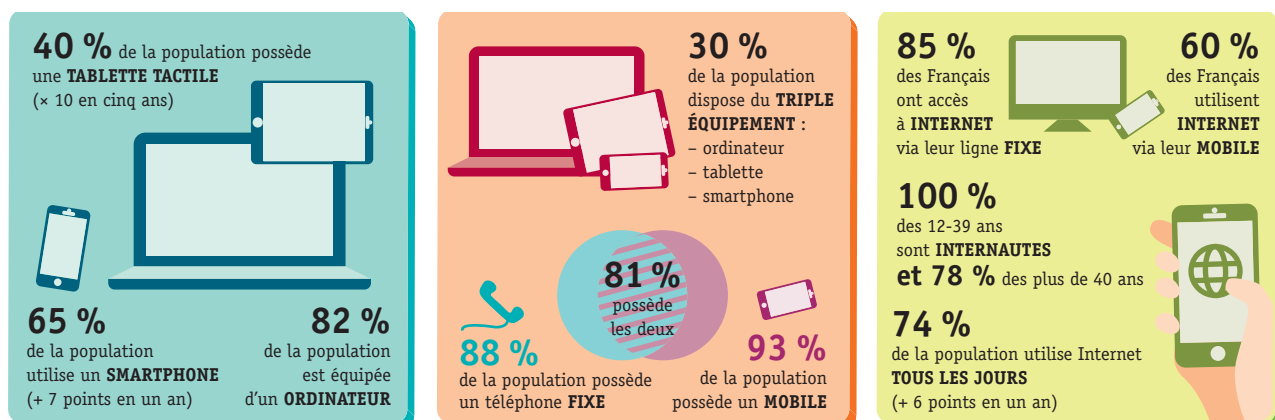
4 Surlignez le poste qui présente la part relative de dépenses de consommation la plus élevée et celui qui est le plus faible.

5 Expliquez ce qu'est un « coefficient budgétaire ».

C'est le rapport du montant d'un poste de dépense sur la dépense de consommation totale.

DOC 4 Le taux d'équipement en numérique en France

Le multiéquipement se généralise

Le baromètre du numérique, édition 2016, <http://www.credoc.fr>, 30 juin 2016

6 Commentez le taux d'équipement des ménages français dans le domaine du numérique.

On constate que le taux d'équipement informatique est aujourd'hui assez important. La téléphonie mobile dépasse de 5 points la téléphonie fixe, 85 % des foyers sont connectés à Internet, 65 % des Français ont un smartphone, 30 % de la population dispose d'un triple équipement : ordinateur, tablette, smartphone.

DOC 5 Le pouvoir d'achat



Le comportement en matière de consommation des ménages évolue principalement selon deux types de critères :

- **économiques** : par exemple le niveau de revenus des ménages, les prix des biens et des services (un cadre supérieur n'a pas les mêmes revenus qu'un employé) ;
- **sociologiques** : par exemple, la composition de la famille et les habitudes de vie des ménages varient selon la catégorie socioprofessionnelle (un agriculteur n'a pas les mêmes habitudes qu'un ouvrier). Dans une même catégorie les comportements sont également variables d'une famille à l'autre.



vidéo

Les prix et le pouvoir d'achat
en questions - 4'50

foucherconnect.fr/ed18141

7 Identifiez les facteurs qui peuvent influencer la consommation.

Facteurs économiques	Facteurs sociologiques
Prix des biens	Âge des consommateurs
Revenus des ménages	Catégorie socioprofessionnelle
	Mode de vie
	Nombre d'enfants

DOC 6 La consommation contrainte

Les dépenses préengagées*

Les revenus des ménages ont augmenté en trente ans, mais ceux-ci disposent d'un peu moins de liberté dans leur utilisation. En effet, la part des dépenses « préengagées » dans le revenu a grimpé d'environ 25 à 28 %. En cause, le poids croissant des dépenses de logement, de télévision et de télécoms (chaînes à péage, abonnement Internet ou mobile...).

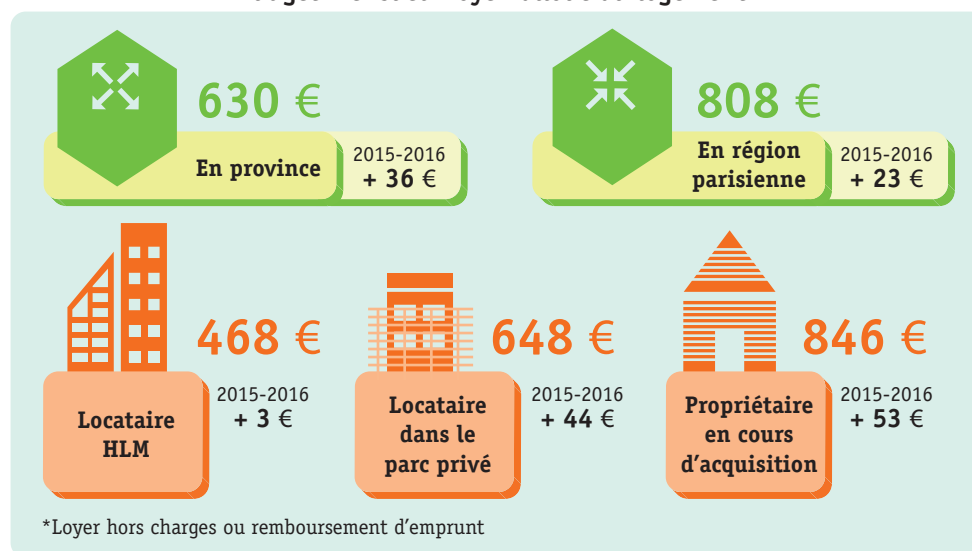
* Dépenses préengagées : dépenses que l'on doit assumer tous les mois.

www.slate.fr

Une dépense qui pèse lourd dans le budget des ménages : le logement

En 2016, le budget moyen des Français en matière de logement atteint 661 euros par mois (loyer sans les charges ou remboursement d'emprunt immobilier) soit 33 euros de plus que l'année dernière.

Budget mensuel moyen alloué au logement*



www.sofinscope.sofinco.fr, 17 mai 2016

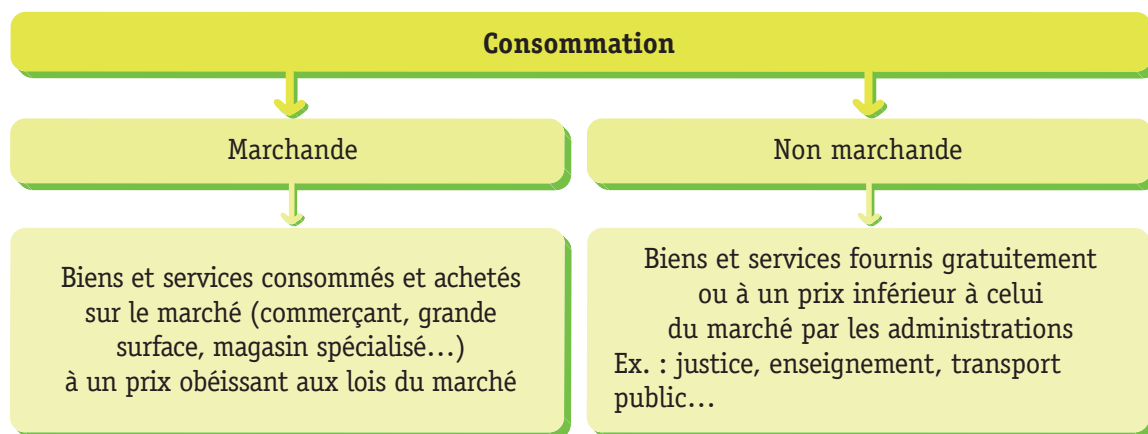
8 Donnez des exemples de « dépenses préengagées ».

Il s'agit des dépenses mensuelles contraintes : remboursement d'emprunt pour le logement, abonnement pour l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone...

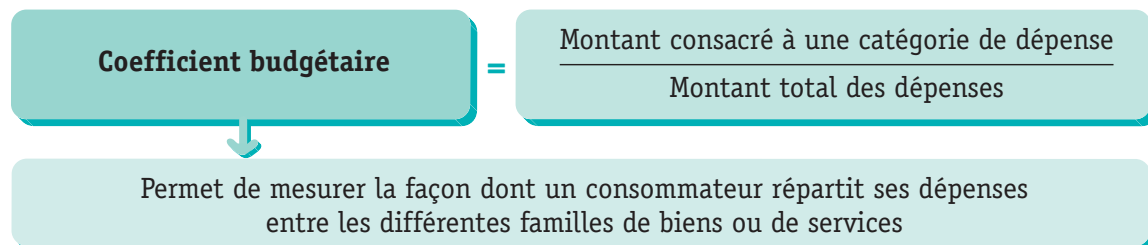
9 Indiquez les raisons pour lesquelles les dépenses incontournables (ex. : alimentation) et les dépenses préengagées sont plus importantes pour les ménages ayant des revenus faibles.

L'augmentation des prix des produits alimentaires et des loyers pèsent sur les ménages aux revenus faibles ; logement, énergie et alimentation représentent une part proportionnellement plus importante dans leur budget.

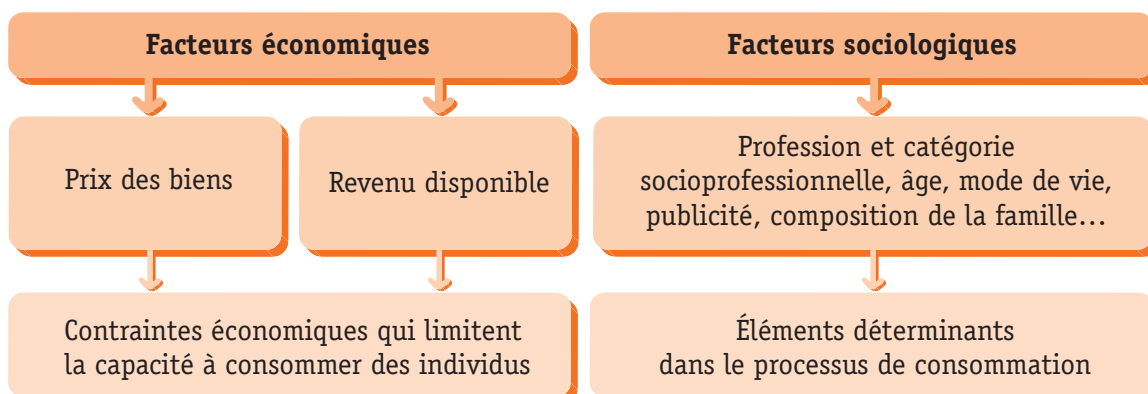
1 La consommation marchande et non marchande



2 La structure de la consommation des ménages



3 Les habitudes de consommation



À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18142

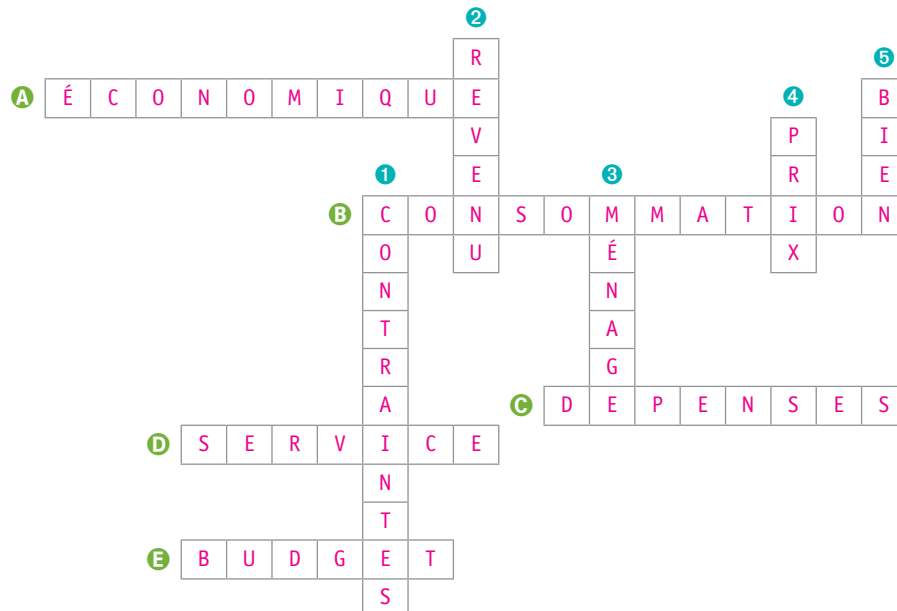


1

Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- A Un des facteurs de modification de la consommation.
- B Utilisation d'un bien ou d'un service pour satisfaire un besoin.
- C Actions de consommer pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction des besoins des ménages.
- D Bien immatériel généralement consommé au moment de sa production. La coiffure, la banque en sont des exemples.
- E Récapitulatif des recettes et des dépenses prévisionnelles.
- 1 Dépenses des ménages dites « préengagées » ou...
- 2 Salaire.
- 3 Ensemble des occupants d'un même logement, qu'ils aient ou non des liens de parenté.
- 4 Valeur monétaire d'un bien ou d'un service.
- 5 Objet matériel qui permet de satisfaire un ou des besoins.



2

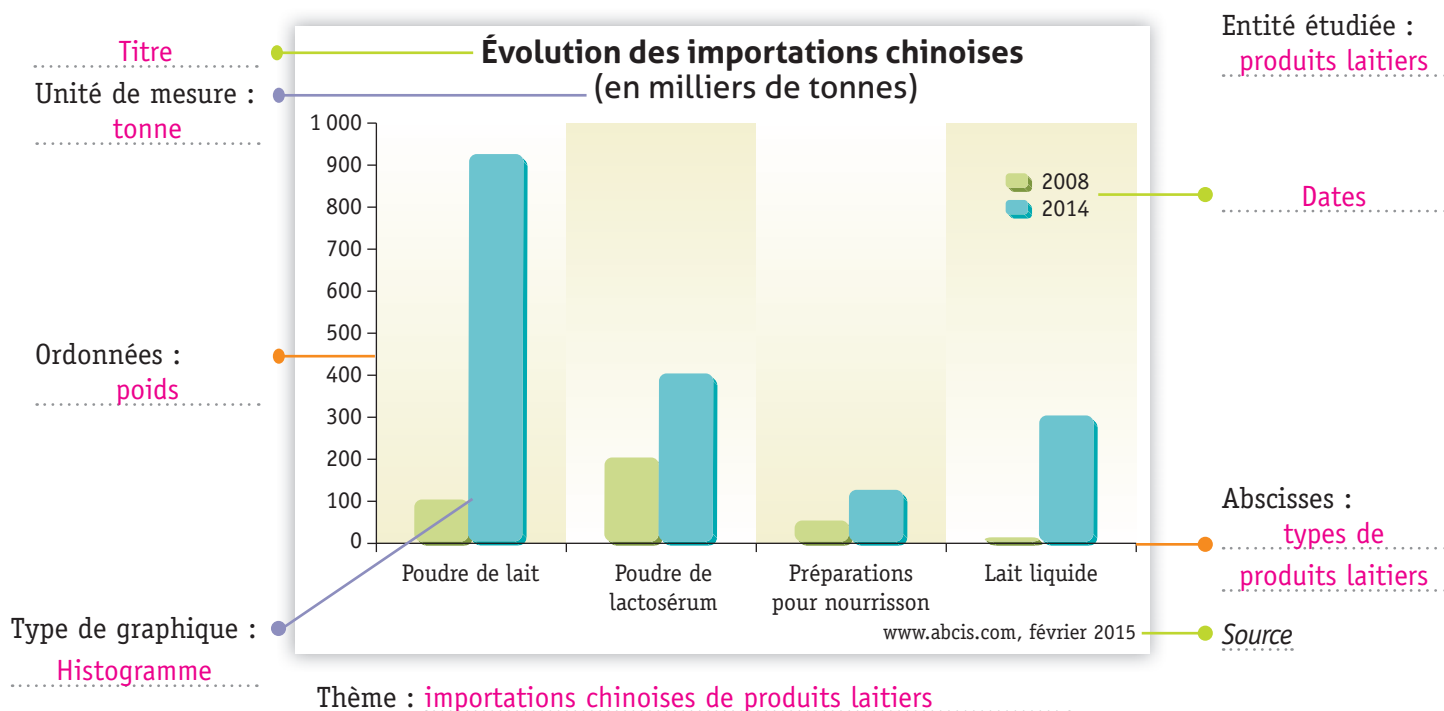
Sans mot dire

Déchiffrez le rébus suivant : c'est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible.



Réponse : le pouvoir d'achat

Exploiter un graphique



Complétez les pointillés en suivant la **méthode 11**.

MÉTHODE 11

- Repérer le titre, la source et la date afin de situer dans le temps les données du graphique.
- Identifier le type de graphique dont il s'agit.
- Relever les éléments de compréhension du graphique : thème abordé et/ou nature des données, unité de mesure des données (pourcentages, euros, poids...), entité concernée (pays, continent, entreprise, produit, secteur d'activité, marché...), phénomène observé (axe des abscisses et axe des ordonnées).
- Exposer la tendance générale du phénomène observé.
- Présenter les principaux constats observés dans une courte note.
- Les importations chinoises de produits laitiers sont en pleine expansion.
- Entre 2008 et 2014 les importations de poudre de lait ont été multipliées par neuf, atteignant plus de 900 000 tonnes. Celles de poudre de lactosérum ont doublé, passant à 400 000 tonnes. Les préparations pour nourrisson ont triplé durant cette période pour s'élever à plus de 100 000 tonnes. De même, les importations de lait liquide, quasi inexistantes avant 2008, ont atteint près de 300 000 tonnes en 2014.

Vocabulaire

Courbe : représentation de l'évolution d'un phénomène dans le temps.
Graphique en secteurs ou « camembert » : représentation de la répartition en pourcentage d'un phénomène.
Histogramme ou diagramme en bâtons : représentation de l'évolution d'un phénomène dans le temps ou de sa répartition.

Exploiter une vidéo

Type de vidéo :
reportage court

Mots clés :
égalité, inégalités



Source

Titre

Date clé

Date clé

Indicateur visuel :
une balance

Durée

Nom de l'émission

Site internet : France 2

Contexte : le lieu de travail

vidéo

Les inégalités homme-femme
au travail - 2'05

foucherconnect.fr/ed18143



Vocabulaire

Contexte : circonstances dans lesquelles se produit un événement, se situe une action.

Problématique : ensemble des questions posées par un sujet précis.

Complétez les pointillés après avoir visionné la vidéo et en suivant la **méthode 12**.

MÉTHODE 12

- 1 Repérer les caractéristiques de la vidéo : type (interview, reportage de type JT...), titre et auteur, nom de l'émission, durée, contexte, date, indicateur visuel, site d'hébergement.
- 2 Identifier la thématique générale traitée par la vidéo et la problématique qui s'y rattache.
- 3 Déterminer la structure de la vidéo (le plan).
- 4 Repérer les mots clés, les notions économiques et/ou juridiques traitées dans la vidéo et en lien avec le cours.
- 5 Porter une analyse critique sur la vidéo (donner son opinion sur le sujet en argumentant, proposer une ouverture sur le thème).

- 1 Auteur : François Rousseau.
- 2 L'égalité homme/femme dans le milieu professionnel observée de 2016 à 2186. Problématique : dans quels domaines existe-t-il encore des inégalités homme/femme ?
- 3 La vidéo est structurée en cinq temps : le marché du travail, le salaire, la réglementation, un exemple clé, une perspective temporelle.
- 4 Les notions abordées : rémunération, recrutement, diversité des contrats de travail.
- 5 Analyse critique : la bataille est loin d'être gagnée tant les discriminations sont nombreuses en matière de recrutement, salaire, poste, promotion, type de contrat. Ouverture sur le thème : la réglementation du travail et l'égalité professionnelle homme/femme.

Les libertés économiques et le droit de propriété

19

Comment créer son œuvre ?

Océane, Alicia et Bryan, camarades de lycée tous trois passionnés de musique, jouent d'un instrument. Ils envisagent de composer des chansons et de diffuser ce projet musical via Internet.

audio

foucherconnect.fr

ed18144



Si nous décidons de constituer notre groupe, comment allons-nous créer notre œuvre musicale ?

On va éviter de trop s'inspirer de nos chanteurs préférés qui bénéficient tous d'un droit de propriété et d'un droit d'auteur sur leur composition.

Pour disposer de ces droits, notre œuvre doit revêtir un caractère original et ne pas plagier celle d'un autre auteur.



Indiquez l'objet de la conversation des trois camarades de lycée.

La création d'une œuvre artistique :
une œuvre musicale.

Précisez la principale contrainte pour que l'œuvre créée soit protégée.

La création suppose le respect du droit de propriété de l'artiste (éviter le plagiat). Si l'œuvre est originale, elle est protégée par le droit d'auteur.

Plan B en vidéo

Le droit d'auteur (6'06)

foucherconnect.fr

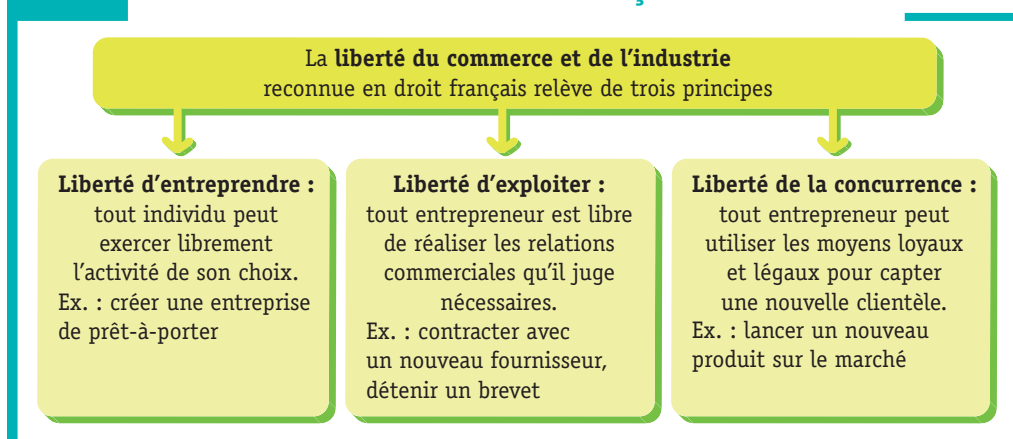
ed18145



Expliquez l'intérêt du dispositif légal relatif aux droits d'auteur.

Le droit d'auteur protège les créations littéraires et artistiques ; il couvre la vie de l'auteur et s'étend 70 ans après sa mort pour les ayants droit. Seul l'auteur peut disposer de son œuvre (la vendre, la louer, ou autoriser quelqu'un à la reproduire).

DOC 1 Les libertés relevant du droit français



vidéo

Eureka : le grand marché unique - 3'16

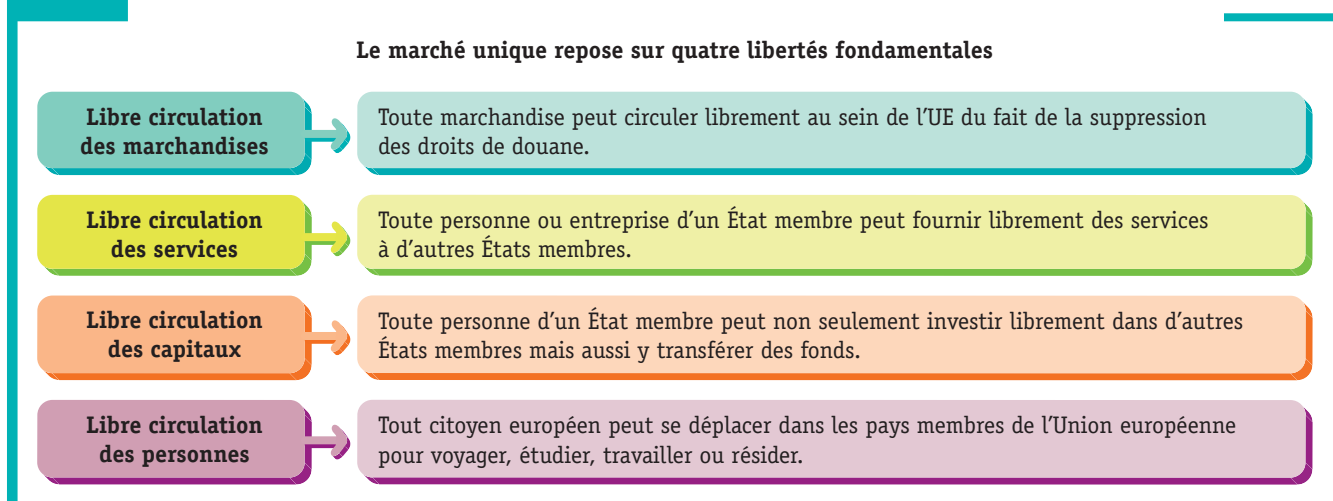
foucherconnect.fr/ed18146



1 Trouvez la liberté économique associée à chaque situation.

Situation	Liberté économique
❶ Monsieur Désiré, commerçant indépendant, souhaite souscrire un contrat de vente avec un autre fournisseur car il n'est pas satisfait de son prestataire.	Liberté d'exploiter
❷ Le fabricant coréen lance sur le marché son dernier smartphone Samsung Galaxy afin de gagner des parts de marché.	Liberté de la concurrence
❸ Nathanaël, jeune diplômé d'un BTS Management des unités commerciales, souhaite créer son entreprise de vêtements de sport.	Liberté d'entreprendre

DOC 2 Les libertés relevant du droit communautaire



2 Expliquez l'intérêt, pour une entreprise française, de commercer avec les pays membres de l'Union européenne.

La libre circulation des biens entre les entreprises des États membres permet de supprimer les droits de douane.

3 Justifiez le fait qu'un citoyen français puisse postuler sans contrainte à des offres d'emploi en Allemagne.

En vertu de la libre circulation des personnes, tout citoyen européen peut travailler dans n'importe quel pays membre.

4 Citez un avantage et un inconvénient relatif à la libre circulation des capitaux.

La libre circulation des capitaux favorise l'investissement, mais elle encourage les fraudes fiscales (transfert de fonds) et les délocalisations industrielles (PSA a délocalisé la production de sa C3 en Slovaquie).

DOC 3 Les attributs du droit de propriété

Le droit de propriété permet de jouir et de disposer des choses dans le respect des lois et des règlements.



▲ **Usus** : droit d'utiliser la chose.



▲ **Fructus** : droit d'en percevoir des revenus.



▲ **Abusus** : droit d'en disposer (la vendre, la donner, la détruire).

5 Reliez chacune des situations à l'attribut du droit de propriété associé.

Noémie, jeune étudiante, vit dans l'appartement familial.

Nabil est heureux de percevoir le premier loyer de son locataire.

Marc, sous le coup de la colère, a cassé son violon.

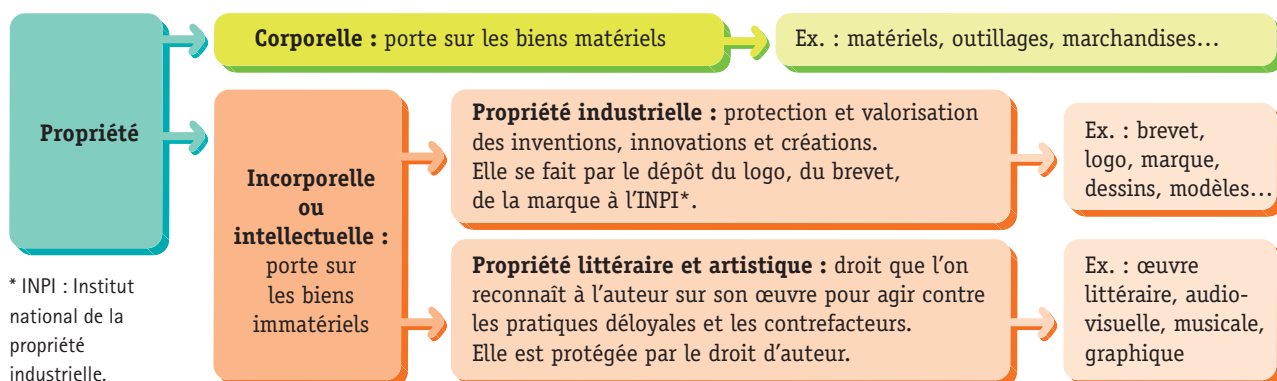
Rachid, ostréiculteur, est fier de récolter ses premières huîtres.

Usus

Fructus

Abusus

DOC 4 La propriété corporelle et incorporelle



Après la publication de son premier roman, Youri est enjoué à l'idée de percevoir pour la première fois ses droits d'auteur. Grâce aux revenus issus de sa création, il décide d'investir dans une moto. Il se rend ensuite chez son libraire pour signer des autographes, puis dans l'entreprise familiale pour participer au renouveau du logo du produit vedette.

6 Identifiez la nature juridique des droits de propriété dont dispose Youri.

Nature du bien	Classification juridique
Roman	Propriété littéraire et artistique
Motocyclette	Propriété corporelle
Logo du produit vedette	Propriété industrielle

7 Expliquez, à l'aide d'un exemple, pour quelle raison il est nécessaire de protéger une œuvre.

Cela permet de lutter contre la contrefaçon ou les pratiques déloyales. Ex. : le plagiat du roman de Youri.


8 Précisez, au-delà de la protection de l'œuvre, l'intérêt pour Youri de bénéficier d'un droit d'auteur.

Il peut ainsi bénéficier d'une rétribution financière.

9 Indiquez comment l'entreprise familiale peut protéger son nouveau logo.

Elle peut le faire par le biais d'un dépôt auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

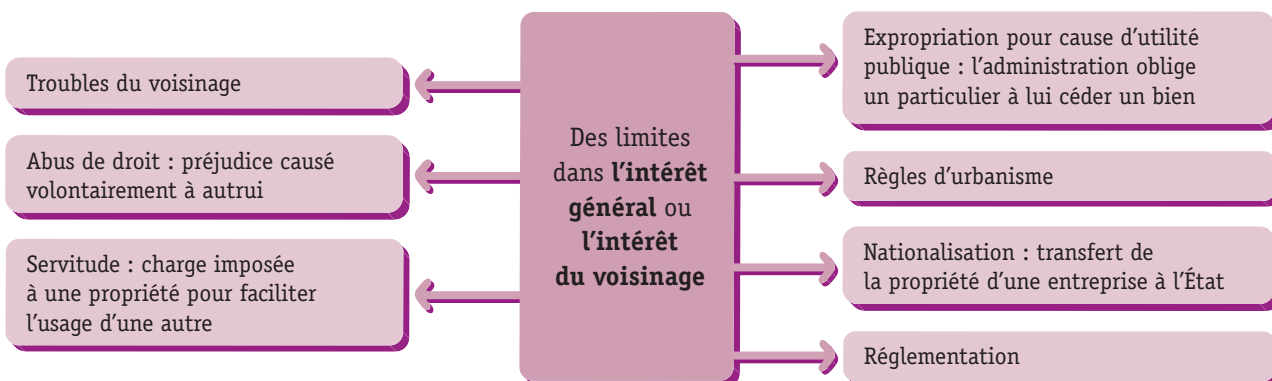
DOC 5 Les limites aux libertés économiques

- 
1. Notre activité doit être licite et ne pas concerner une profession réglementée.
2. Nous devons nous assurer que nos contrats ne contiennent pas de clauses interdites.
3. Il faut aussi que l'on se protège contre la concurrence déloyale et la contrefaçon.
4. Nous devons être vigilants sur l'obtention du permis de travail pour les ressortissants étrangers.

10 Repérez, pour chaque intervention, la liberté économique et les restrictions qui s'y rapportent puis proposez un exemple.

Intervention	Liberté économique	Restrictions	Exemple
1	Liberté d'entreprendre	Les activités illicites et la réglementation des professions	Vente de cannabis, activités médicales (pharmacien)
2	Liberté de contracter	Les clauses interdites	Travailler 70 heures par semaine
3	Liberté de la concurrence	La concurrence déloyale et la contrefaçon	Dénigrement d'une marque, piratage de données
4	Liberté de circulation	Le permis de travail pour les ressortissants étrangers	Demande d'une carte de séjour ou d'un visa pour un étranger

DOC 6 Les limites au droit de propriété



Cas 1. Et les grenouilles coassent...

La justice somme les Pecheras, habitants de Grignols (24), de combler leur mare qui accueille des batraciens à proximité d'une habitation. Ces grenouilles jugées trop bruyantes génèrent des troubles excédant les inconvénients normaux du voisinage.

www.sudouest.fr, 10 juin 2016

Cas 2. L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Le TGI de Nantes a décidé de valider les expulsions des habitants et opposants historiques au projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique. Un délai de deux mois a été prononcé pour les onze familles qui occupent des habitations, dont quatre exploitations agricoles.

www.lemonde.fr, 25 janvier 2016

11 Expliquez pourquoi le législateur a prévu des limites au droit de propriété.
Pour éviter l'exercice excessif de ce droit en protégeant les intérêts particuliers et l'intérêt général.

12 Déterminez, pour chaque cas, la limite du droit de propriété en précisant la nature de l'intérêt visé.

	Limites au droit de propriété	Justification	Intérêt visé
Cas 1	Troubles de voisinage	Les coassements des batraciens gênent le voisin.	L'intérêt du voisinage
Cas 2	Expropriation	Expulsion d'habitants pour construire un aéroport.	L'intérêt général

Synthèse 19

LES LIBERTÉS
ÉCONOMIQUES
ET LE DROIT
DE PROPRIÉTÉ

1 Les libertés économiques

Relevant du droit français
La liberté du commerce et de l'industrie
garantit l'activité économique

Liberté d'entreprendre, d'exploiter,
et de la concurrence

Relevant de l'Union européenne (UE)
Le marché communautaire repose
sur quatre libertés fondamentales

Libre circulation des marchandises,
des services, des capitaux et des personnes

2 Le droit de propriété

Droit de propriété : droit d'utiliser une chose, d'en percevoir les revenus, d'en disposer

Propriété corporelle

Porte sur les biens ayant
une existence matérielle

Propriété incorporelle ou intellectuelle

Porte sur les biens n'ayant pas d'existence matérielle

Propriété industrielle

Droit de l'invention, des brevets

Protection

Dépôt auprès des offices
compétents (INPI en France)

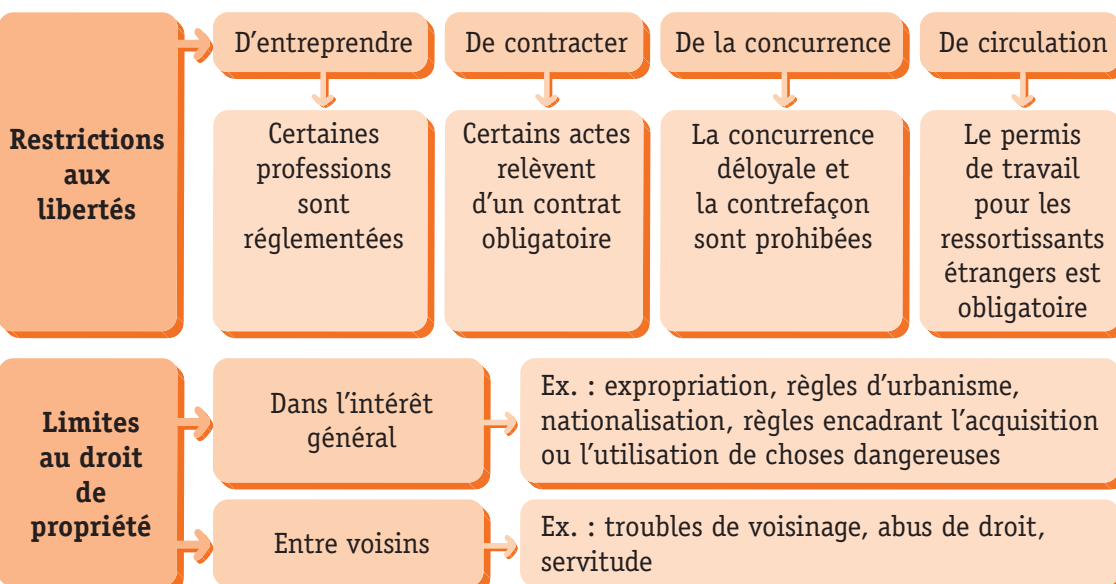
Propriété littéraire et artistique

Droit reconnu à l'auteur sur son œuvre

Protection

Acquisition du droit d'auteur sans formalité,
du fait de la création d'une œuvre originale

3 Les limites aux libertés et au droit de propriété



À VOUS

de jouer !

qcm
foucherconnect.fr/ed18147



1

Le fin mot

Retrouvez la notion qui se rapporte à chacune des définitions.

- | | |
|--|---|
| 1 Suppression des droits de douane entre les États membres. | Liberté de circulation des marchandises |
| 2 Libre exercice de l'activité de son choix. | Liberté d'entreprendre |
| 3 Utilisation sans droit d'un élément de propriété intellectuelle protégée. | Contrefaçon |
| 4 Droit de disposer d'une chose. | Abusus |
| 5 Droit de l'invention, des brevets. | Propriété industrielle |
| 6 Organisme spécialisé dans la protection du droit de propriété. | INPI |
| 7 Droit reconnu à l'auteur sur son œuvre. | Propriété littéraire et artistique |
| 8 Droit d'entrer en compétition dans le cadre d'une relation loyale et légale avec d'autres entreprises. | Liberté de la concurrence |
| 9 Abus de pratiques commerciales d'une entreprise par rapport à une autre. | Concurrence déloyale |
| 10 Droit de percevoir les fruits du bien que l'on possède. | Fructus |

2

Chercher l'intrus

Entourez l'intrus caché parmi les attributs du droit de propriété.

Fructus

Usus

Servitude

Abusus

Les obligations et les contrats

20

Pourquoi respecter ses engagements ?

Trois amies se retrouvent devant une brasserie parisienne. Alexia et Thessia se proposent de réserver une table, pendant qu'Élisabeth se rend rapidement dans l'agence de voyages Air Caraïbes située à proximité. Elle doit payer leurs billets d'avion réservés il y a quelques jours à l'agence, pour leur voyage à destination de Santiago de Cuba.

#audio

foucherconnect.fr/ed18148



Vu l'attente dans cette brasserie, tu as largement le temps de récupérer nos billets à l'agence !

Oui, Air Caraïbes se situe juste en face, au pire vous commencez l'apéritif et je vous rejoins.

On s'installe à une table en t'attendant.



Monsieur, s'il vous plaît, pourrions-nous avoir la carte du menu ? Merci.

Retrouvez ce à quoi se sont engagées Élisabeth, Alexia et Thessia.

Alexia et Thessia se sont engagées à consommer auprès de la brasserie. Les trois amies se sont aussi engagées auprès de l'agence Air Caraïbes à payer leurs billets d'avion pour Santiago de Cuba.

Indiquez les obligations qui découlent de leurs engagements.

Elles ont l'obligation de payer le prix des biens fournis par la brasserie. Elles doivent également régler le prix annoncé de leur voyage à l'agence Air Caraïbes.

Plan B en vidéo

Les obligations du garagiste avec la CNAFC (2'04)

foucherconnect.fr/ed18149



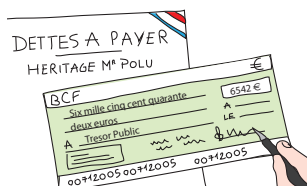
Précisez les obligations à la charge des parties.

Le garagiste est tenu de remettre en état la voiture qui lui a été confiée en réparation.

Il est responsable du véhicule et de la qualité des travaux effectués. Il a une obligation de résultat. Le propriétaire du véhicule doit s'acquitter de la facture.

DOC 1 Définition de l'obligation

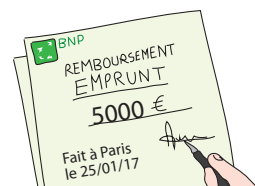
L'obligation est un lien juridique entre deux personnes, en vertu duquel l'une des deux, le créancier, peut exiger de l'autre, le débiteur, la réalisation d'une prestation.



Cas 1. Mme Roche vient d'hériter. Elle est contrainte de s'acquitter des dettes de son père.



Cas 2. Le site Amazon s'est engagé à fournir au couple Roy les produits achetés sur son site.



Cas 3. M. Idres, qui avait emprunté 5 000 €, se rend à sa banque pour solder son prêt.

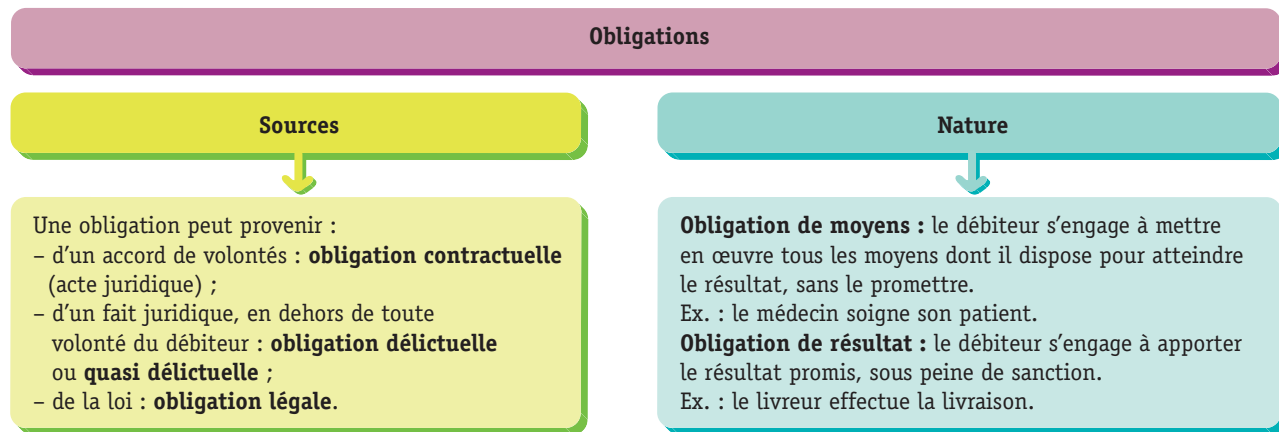


Cas 4. M. Ben, chauffeur de taxi, s'est engagé à conduire Mme Lou à la gare de Lyon.

1 Repérez pour chacun des cas le créancier, le débiteur et l'obligation.

Cas	Créancier	Débiteur	Obligation
1	État	Mme Roche	Paiement de dettes suite à un héritage.
2	Couple Roy	Amazon	Livraison de biens suite à un achat.
3	Banque	M. Idres	Règlement du solde d'un prêt suite à un emprunt.
4	Mme Lou	M. Ben	Transport de voyageurs.

DOC 2 Les sources et la nature des obligations



2 Précisez la source de l'obligation pour chacune des situations suivantes.

Situation	Source de l'obligation
❶ Mme Ouddane doit payer sa taxe d'habitation avant le 15 novembre.	Obligation légale
❷ Mme Sokoury, qui a effleuré la voiture de Mme Mbuyi durant un embouteillage, devra indemniser cette dernière.	Obligation quasi délictuelle
❸ Mme Samy, commerçante, doit verser 1 000 € à son fournisseur.	Obligation contractuelle

3 Indiquez la nature de l'obligation dans chaque situation en justifiant vos propos.

Situation	Nature de l'obligation
❶ M. Loukalou, garagiste, s'est engagé à réparer le frein moteur de la voiture de M. Louis.	Obligation de résultat : M. Loukalou doit réparer le frein moteur sinon le client peut obtenir des indemnités pour le préjudice subi en cas d'accident.
❷ M. Teka, médecin généraliste, s'engage à soigner la pneumonie de M. Loc.	Obligation de moyens : M. Teka ne promet pas de guérir son patient mais de le soigner.

DOC 3 Le contrat et la liberté contractuelle

Le contrat est un **accord de volontés** entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations. Formé par le simple échange des consentements des parties, un contrat peut être essentiellement verbal. Cependant, certains contrats requièrent, en plus de l'échange des consentements, un acte écrit ; c'est le cas de l'acte sous seing privé, dit aussi sous signature privée (ex. : contrat d'assurance) et de l'acte authentique (ex. : contrat de

mariage). Par ailleurs, en vertu du **principe de la liberté contractuelle**, chacun est libre de contracter ou pas, de choisir son cocontractant et de négocier le contenu et la forme du contrat. Mais des exceptions existent : le respect de la réglementation (ex. : la loi impose le contrat d'assurance), le choix du contractant (ex. : le monopole de la Sécurité sociale), la protection de l'ordre public (ex. : les ventes prohibées comme les drogues).

4 Indiquez comment se crée un contrat.

Il naît du simple échange des consentements : consentement verbal ou écrit.

5 Citez les limites au principe de la liberté contractuelle.

Les limites sont la réglementation, le choix du cocontractant, la protection de l'ordre public.

DOC 4 Exemples de classification des contrats

Classification	Type de contrat	Caractéristique	Exemple
Mode de formation	Consensuel	Il se forme par le seul échange des consentements	Contrat de vente
	Solennel	La validité est soumise à des formes relevant de la loi	Contrat de mariage
	Réel	Sa formation est subordonnée à la remise d'une chose	Contrat de gage
Mode de négociation	De gré à gré	Les clauses du contrat sont librement négociées	Contrat de travail
	D'adhésion	L'une des parties impose à l'autre le contenu du contrat	Contrat d'assurance
Effets attendus	Synallagmatique	Il crée des obligations réciproques pour les parties	Contrat de location
	Unilatéral	Il crée des obligations pour une seule partie au contrat	Contrat de donation
	À titre onéreux	Il comporte une réciprocité d'avantages	Contrat de vente
	À titre gratuit	L'une des parties procure à l'autre un avantage sans contrepartie	Contrat de donation
Mode d'exécution	Instantanée	Les obligations s'exécutent en une prestation unique	Contrat de vente
	Successive	Les obligations du contrat s'échelonnent dans le temps	Contrat de bail

Mme Leroy, documentaliste au lycée Schœlcher, vient de souscrire pour l'établissement un abonnement d'un an auprès de la société éditrice du mensuel *Alternatives économiques*.



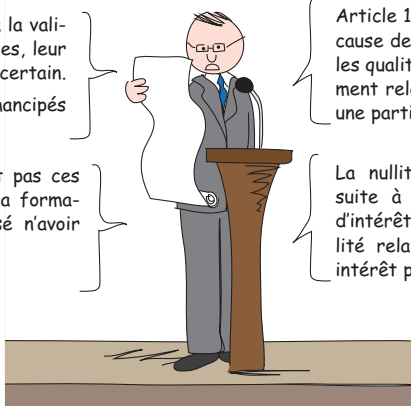
6 Caractérisez le contrat créé entre le lycée Schœlcher et la société éditrice du mensuel.

Nature du contrat	Critères de classification du contrat			
	Mode de formation	Mode de négociation	Effets attendus	Mode d'exécution
Contrat d'abonnement	Consensuel : échange de consentements entre le lycée représenté par Mme Leroy et la société éditrice.	D'adhésion : les conditions du contrat sont imposées par la société éditrice.	Synallagmatique : la société éditrice doit livrer les magazines durant l'année au lycée Schœlcher, qui doit en payer le prix. À titre onéreux : les lycéens bénéficient du magazine et la société éditrice du financement.	Successive : envoi du magazine au lycée chaque mois durant une année.

DOC 5 Les trois conditions de validité

Article 1128 du Code civil. Sont nécessaires à la validité des contrats : le *consentement* des parties, leur *capacité* de contracter et un *contenu* licite et certain. L'incapacité juridique vise les mineurs non émancipés et les majeurs protégés.

Un contrat qui ne remplit pas ces trois conditions lors de sa formation est nul : il est censé n'avoir jamais existé.



Article 1131 du Code civil. Les vices du consentement sont une cause de nullité relative du contrat : l'erreur si elle porte sur les qualités essentielles de la prestation, le dol si le consentement relève de manœuvres ou de mensonges, et la violence si une partie s'engage sous la pression d'une contrainte.

La nullité absolue est invoquée suite à la violation d'une règle d'intérêt général alors que la nullité relative vise à protéger un intérêt privé.



vidéo

Garantie des vices cachés :
ce qu'il faut savoir - 2'01

foucherconnect.fr/ed18150

7 Repérez la condition de validité qui n'a pas été respectée dans chaque cas et précisez la conséquence juridique qui en découle.

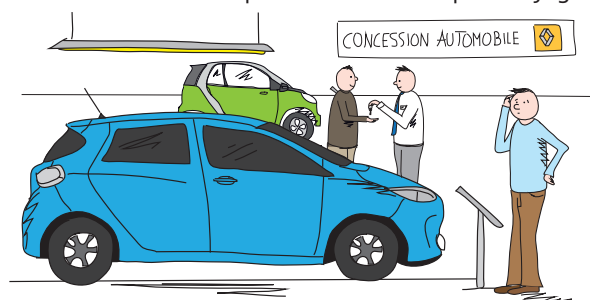
Cas	Condition de validité et justification	Conséquence juridique
❶ M. Mate vend sous la menace à Mme Lou, âgée de 80 ans, un produit dont elle n'a pas l'usage.	Consentement des parties. Consentement vicié (violence) car Mme Lou s'est engagée sous la contrainte.	Nullité relative car la règle violée porte sur la sauvegarde d'un intérêt privé.
❷ Yanis, 15 ans, vient de gagner la somme de 50 000 € au loto. Il se rend chez un concessionnaire Peugeot pour acheter une voiture neuve à ses parents.	Capacité. Yanis est mineur, il ne peut donc pas contracter pour un achat d'une telle importance.	Nullité relative car la règle violée porte sur la sauvegarde d'un intérêt privé.
❸ Samy se propose de vendre du cannabis à ses amis du lycée pour se faire de l'argent de poche.	Contenu du contrat. Contenu illicite : vente de produits prohibés.	Nullité absolue car la règle violée porte sur la sauvegarde de l'intérêt général.

DOC 6 Les effets des contrats entre les parties

Du fait de sa **force obligatoire**, le contrat engage les parties qui l'ont signé. Par conséquent, il doit être exécuté de bonne foi, aucune partie ne peut le changer sans l'accord de l'autre et il ne peut être modifié par un juge.



Mme Désiré a loué ce jour son appartement meublé à M. Cafardy ; de peur que ses meubles s'abiment, elle s'interroge sur la possibilité de modifier unilatéralement cette clause et de louer le bien non meublé.

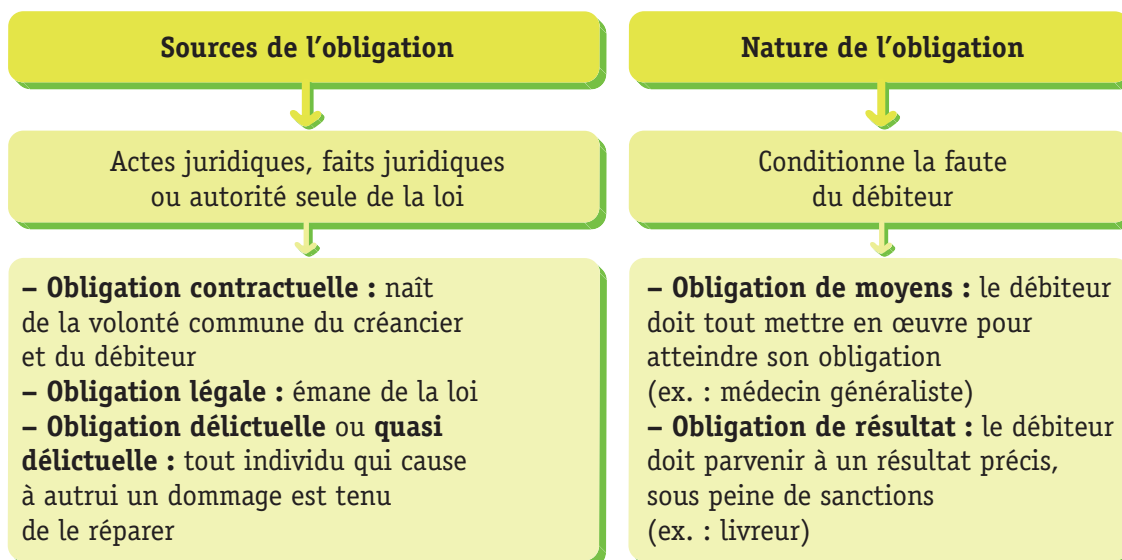


M. Contion a signé un contrat de vente portant sur l'achat d'une Renault Zoe. Il trouve le délai de livraison trop long pour une voiture de cette renommée. Il souhaite s'adresser à un tribunal afin de diminuer les délais.

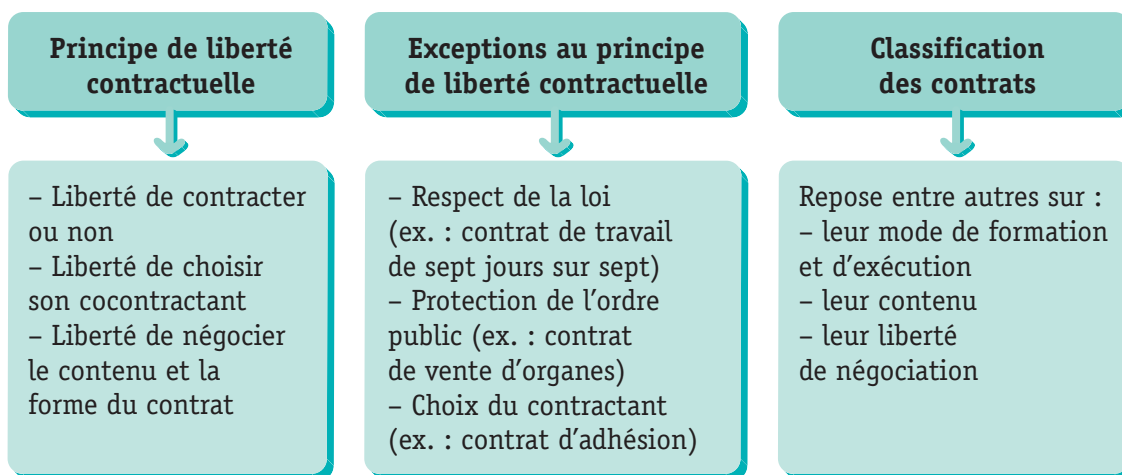
8 Expliquez pourquoi les parties ne peuvent revenir sur leurs engagements unilatéralement.

Mme Désiré devra avoir le consentement du signataire car un contrat ne peut être modifié unilatéralement. Concernant M. Contion, le juge ne pourra pas modifier cette clause en vertu de la force obligatoire du contrat, il devra être patient.

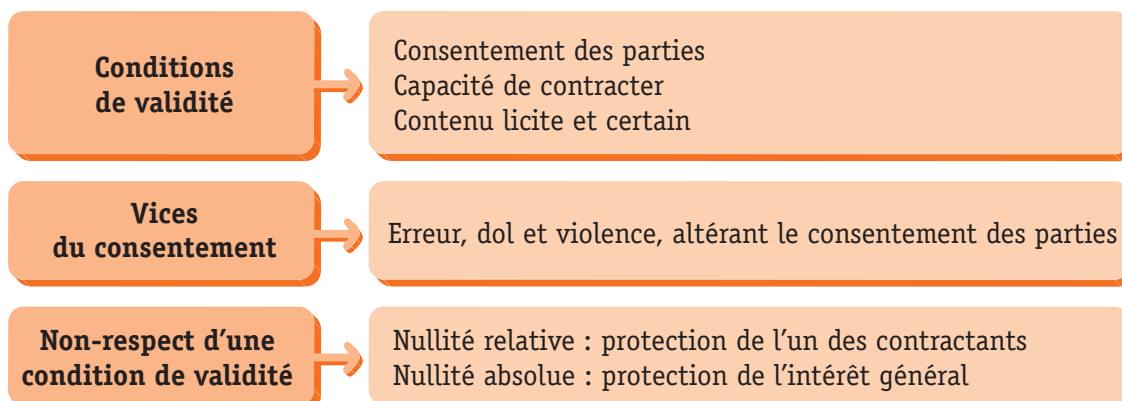
1 La notion d'obligation



2 Les contrats



3 La validité des contrats





1

Contrat à la clé

Reliez chaque notion relative aux obligations et aux contrats à sa définition.

Contrat	Lien juridique entre deux personnes en vertu duquel le créancier peut exiger de l'autre, le débiteur, la réalisation d'une prestation.
Principe de liberté contractuelle	Le débiteur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour atteindre le résultat, sans le promettre.
Obligation	Chacun est libre de contracter ou pas, de choisir son cocontractant et de négocier le contenu et la forme du contrat.
Contrat solennel	Accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations.
Obligation de moyens	Le débiteur s'engage à apporter le résultat promis, sous peine de sanctions.
Nullité absolue	Il nécessite, en plus du consentement des parties, la rédaction d'un acte écrit.
Force obligatoire du contrat	Nullité d'un contrat pouvant être invoquée suite à la violation d'une règle de l'intérêt général.
Nullité relative	Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.
Obligation de résultat	Nullité d'un contrat visant à protéger un intérêt particulier.
Contrat consensuel	Il se forme par le seul échange des consentements.

2

Vérité ou mensonge ?

Cochez la bonne réponse pour chaque affirmation.

Affirmation	Vrai	Faux
① Un contrat nécessite toujours un écrit.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
② Une obligation constitue un lien juridique entre un créancier et un débiteur.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
③ Une obligation naît toujours d'un accord de volontés.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
④ Dans un contrat de gré à gré les modalités et le contenu du contrat sont librement conclus entre les parties.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
⑤ Un contrat réel nécessite en plus du consentement des parties la remise d'une chose.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
⑥ Le contrat de vente est un contrat unilatéral.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
⑦ Les principales exceptions au principe de la liberté contractuelle sont le respect de la réglementation, la protection de l'ordre public et le choix du contractant.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
⑧ Les vices de consentement sont une cause de nullité absolue du contrat.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
⑨ Les conditions de validité des contrats portent sur le consentement, la capacité, l'objet et la cause.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
⑩ Un contrat qui ne remplit pas les conditions de validité lors de sa formation est censé n'avoir jamais existé.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'inexécution des obligations

21

Respecter ses engagements : une obligation ?

Mme Juston est une cliente fidèle de Mme Barnay, gérante du salon de coiffure GB Coif'. À l'approche de sa rentrée au collège, Mme Juston décide d'offrir une nouvelle coupe de cheveux à sa fille Lilou de 12 ans.

#audio

foucherconnect.fr/ed18152



Identifiez les principales obligations nées du contrat entre Mme Barnay et Mme Juston.

C'est un contrat de prestation de service.

Mme Barnay doit fournir la prestation, à savoir réaliser un shampoing, une coupe de cheveux et un brushing et Mme Juston doit payer le prix de la prestation.

Indiquez pourquoi Mme Juston conteste la prestation réalisée.

Mme Barnay n'a pas respecté le contrat verbal et les obligations qui en découlaient. Mme Juston est d'autant plus furieuse que sa fille Lilou est mineure.

Plan B en vidéo

La responsabilité civile du chef d'entreprise (2'59)

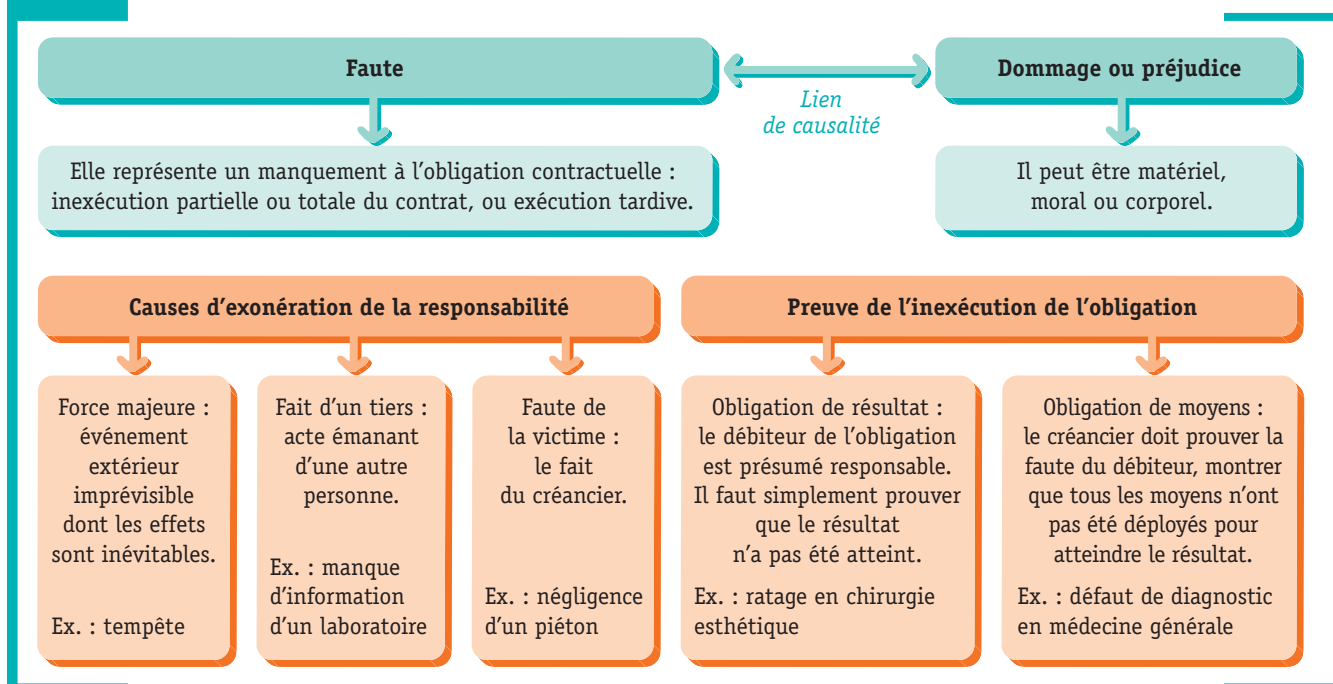
foucherconnect.fr/ed18153



Repérez comment un chef d'entreprise peut se protéger contre les risques liés à son activité professionnelle.

Il doit souscrire un contrat de responsabilité civile professionnelle adapté à son activité. Au préalable, il devra prendre en compte les risques générés par sa profession et se renseigner auprès des ordres professionnels.

DOC 1 Les conditions de mise en œuvre



1 Citez les trois composantes nécessaires à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle.

Ces éléments sont la faute, le dommage et le lien de causalité entre la faute et le dommage.

2 Expliquez comment est établie la faute du débiteur dans la relation contractuelle.

Dans le cas d'une obligation de résultat, le seul fait que le résultat n'ait pas été atteint suffit à prouver la faute. Par contre, s'agissant d'une obligation de moyens, il faudra apporter la preuve que le débiteur n'a pas mis en œuvre tous les moyens dont il disposait.

3 Indiquez pour chaque situation le type d'obligation et le moyen de preuve qui en découle.

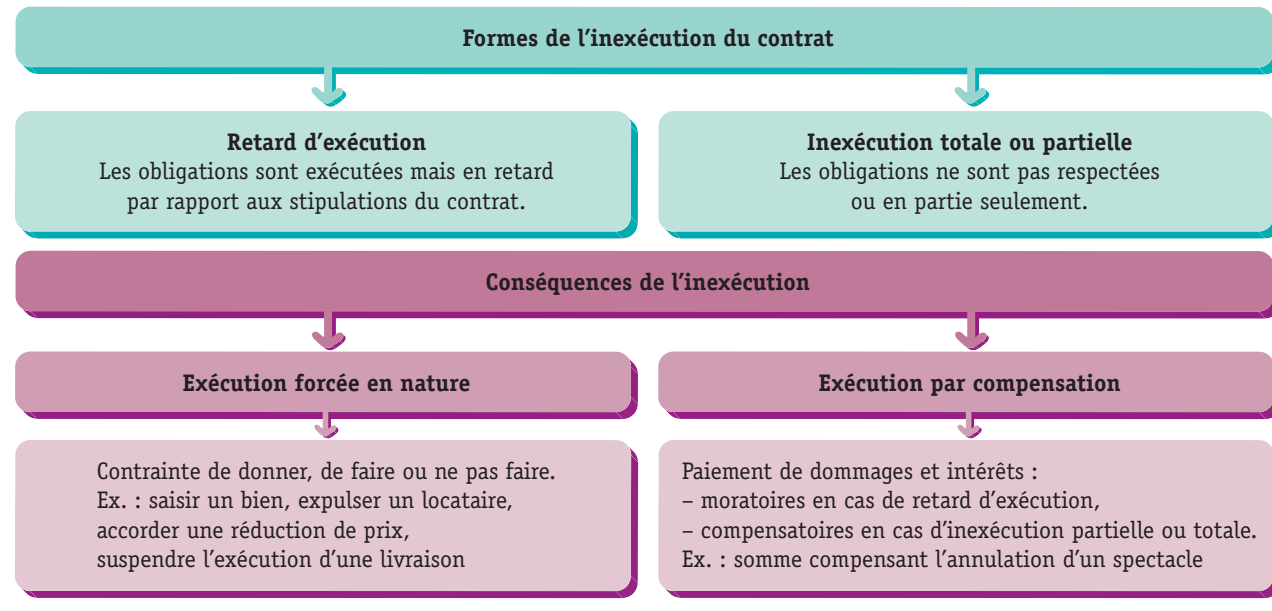
Situation	Type d'obligation		Preuve de la responsabilité
	Résultat	Moyens	
❶ Théo demande à son garagiste de réparer ses plaquettes de frein. À peine sorti du garage, il heurte un automobiliste et cause un accident. Il n'a pas pu freiner car son système de freinage était défaillant.	×		Théo doit prouver l'inexécution de l'obligation de résultat par le garagiste : système de freinage défaillant malgré la réparation.
❷ Bill se rend chez son ostéopathe pour des douleurs au dos. Quelques semaines plus tard, ses douleurs persistent. Il souhaite porter plainte contre le thérapeute qu'il juge inefficace.		×	La preuve de l'inexécution de l'obligation est difficile à apporter car il faut prouver que l'ostéopathe n'a pas mis tous les moyens en œuvre pour soigner Bill.

4 Repérez dans les cas suivants la faute, le dommage (nature et type), le lien de causalité et la mise en œuvre de la responsabilité.

Cas	Faute	Dommage	Lien de causalité et responsabilité
❶ M. Diouf qui séjournait en Guadeloupe n'a pas pu se présenter à Paris pour la signature de son contrat de travail. Du fait d'une tempête tropicale, les vols d'Air France sont restés au sol. Le poste vacant a été attribué à un autre candidat. Il demande des dommages et intérêts à la compagnie.	Vol annulé	Dommage matériel : perte de la proposition d'embauche	L'annulation du vol a empêché M. Diouf de signer son contrat de travail, mais Air France peut écarter sa responsabilité pour force majeure : tempête tropicale.
❷ M. Forir a été engagé comme photographe pour le mariage des Mayet mais il a perdu tous les fichiers. Les jeunes mariés n'ont aucune photo de cette journée d'exception car M. Forir avait l'exclusivité de la prise de photos.	Perte des fichiers du mariage	Dommage moral : perte du souvenir	M. Forir est responsable car il a perdu les fichiers du mariage par négligence, ce qui a pour conséquence d'empêcher les époux d'avoir une trace de ce moment unique.

DOC 2 Formes et conséquences

En raison du principe juridique de force obligatoire des contrats, les parties doivent obligatoirement respecter leurs obligations sous peine de sanctions. Seul le principe de l'exception d'inexécution autorise une partie à s'exonérer de son obligation si l'autre n'exécute pas la sienne.



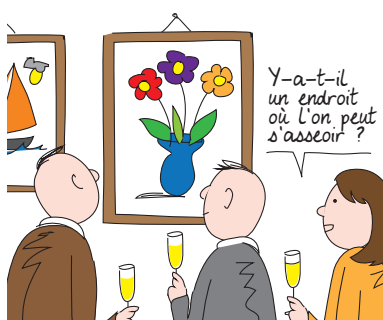
5 Rappelez les formes d'inexécution d'un contrat.

L'inexécution d'un contrat existe soit à cause d'un retard d'exécution des obligations soit parce que ces dernières ne sont pas respectées ou partiellement mises en œuvre.

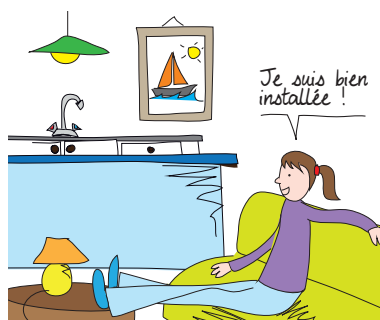
6 Précisez les conséquences d'une inexécution du contrat pour le débiteur.

Le créancier peut demander au juge d'ordonner l'exécution forcée en nature du contrat ou l'exécution par compensation.

DOC 3 L'inexécution et ses conséquences



Cas 1. M. Lamarre a commandé des canapés pour son vernissage à la société Meubco. Suite au retard de livraison, il a dû recevoir ses invités debout.



Cas 2. Lila devait libérer depuis deux mois le studio loué à Mme Durand. La propriétaire ne perçoit plus de loyer et ne peut relouer l'appartement.



Cas 3. Mme Lee a acheté une maison sur plan et versé un apport. Elle apprend au journal télévisé que le promoteur est un escroc poursuivi par la justice.

7 Déterminez pour chaque cas la nature de l'inexécution des obligations et la mesure judiciaire applicable en faveur du créancier.

Cas	Obligation inexécutée	Mesure judiciaire applicable
1	Livraison des canapés à M. Lamarre par la société Meubco.	M. Lamarre peut solliciter une réduction de prix et des dommages et intérêts.
2	Restitution du studio de Mme Durand par Lila.	Mme Durand peut demander une expulsion et des intérêts compensatoires.
3	Non-livraison de la maison à Mme Lee.	Mme Lee peut suspendre l'exécution de son obligation de paiement.

DOC 4 La résiliation et la résolution du contrat

Lorsqu'une partie n'a pas respecté son obligation ou quand cette dernière est réalisée partiellement, la partie lésée doit adresser une mise en demeure par lettre recommandée à l'autre cocontractant, l'informant qu'il doit exécuter ses obligations sous peine d'engager sa responsabilité. Par la suite, le créancier peut demander au juge de mettre fin au contrat par résolution ou résiliation.

vidéo

La résiliation des contrats de télévision - 2'10

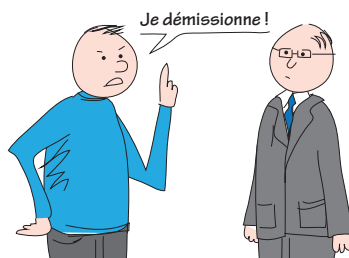
foucherconnect.fr/ed18154



Formes de rupture du contrat

Résiliation

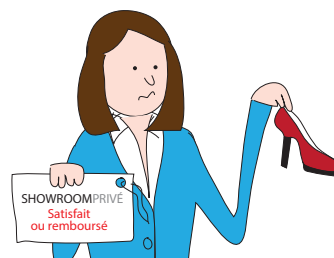
Elle porte essentiellement sur des contrats à exécution successive. Le contrat est rompu et ses effets pour l'avenir supprimés.
Ex. : contrat d'abonnement



▲ Frédéric démissionne de la société Baye

Résolution

Elle anéantit le contrat et ses effets de façon rétroactive. Les parties doivent revenir à la situation qui existait avant le contrat.
Ex. : contrat de vente



▲ Carine retourne le produit à l'expéditeur

8 Expliquez la principale différence entre résiliation et résolution du contrat.

La résiliation du contrat implique un anéantissement du contrat pour l'avenir alors que la résolution du contrat entraîne son anéantissement rétroactivement.

9 Justifiez pour chaque cas la forme de rupture du contrat.

Frédéric : **résiliation** car il n'aura plus d'obligation envers son employeur pour l'avenir (exécuter son travail) et ce dernier ne devra plus lui verser de salaire.

Carine : **résolution** car il y a un anéantissement rétroactif du contrat. Carine va retourner le produit à l'entreprise ShowroomPrivé et celle-ci lui remboursera la somme versée.

DOC 5 La mise en demeure : un préalable à l'anéantissement du contrat

Access'
89 rue Lecourbe
75015 Paris

À l'attention de Mme Loach

Paris, le 2 mai 2018

Madame,

Malgré notre lettre de rappel, nous n'avons pas reçu à ce jour le règlement des accessoires de décoration livrés le 2 avril 2018, d'un montant de 3 200 €.

C'est pourquoi, nous vous mettons en demeure de régler la somme due correspondant à votre dette.

À défaut de règlement dans les 15 jours, nous saisirons à contrecœur la justice afin d'obtenir réparation.

Cette mise en demeure fait courir des intérêts moratoires.

Myriam Sayah

Responsable du service juridique

10 Identifiez les contractants et leurs obligations.

Le créancier, l'entreprise Access', a livré des accessoires de décoration à Mme Loach, débitrice de la somme de 3 200 €.

11 Déterminez l'objet du courrier.

C'est une mise en demeure de paiement : le versement par Mme Loach de 3 200 €.

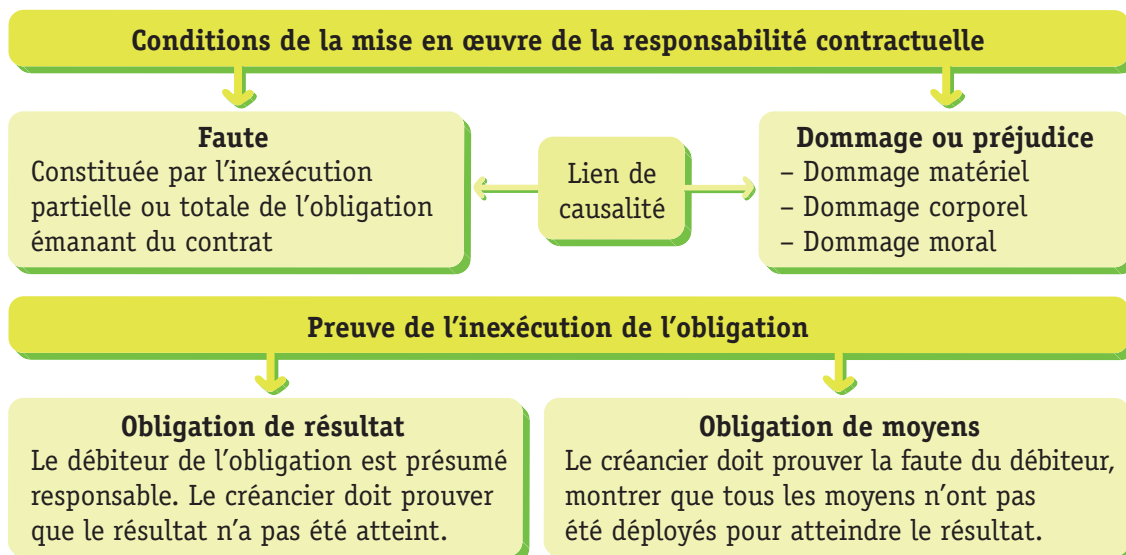
12 Précisez ce qu'encourt Mme Loach pour l'inexécution de son obligation.

L'entreprise Access' engagera sa responsabilité contractuelle par une action judiciaire : demande de dommages et intérêts moratoires.

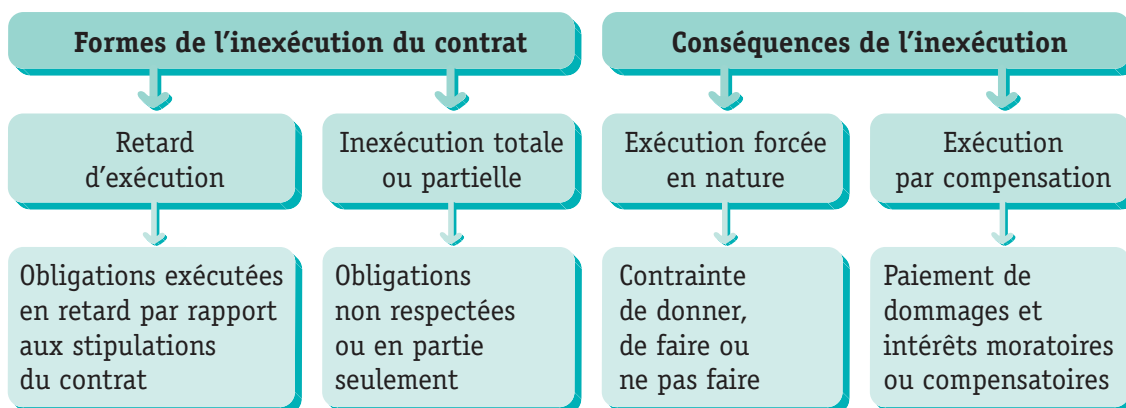
13 Indiquez la forme de rupture qui peut être retenue dans ce cas et justifiez vos propos.

Une résolution car elle entraînerait l'anéantissement rétroactif du contrat et la remise en état des choses.

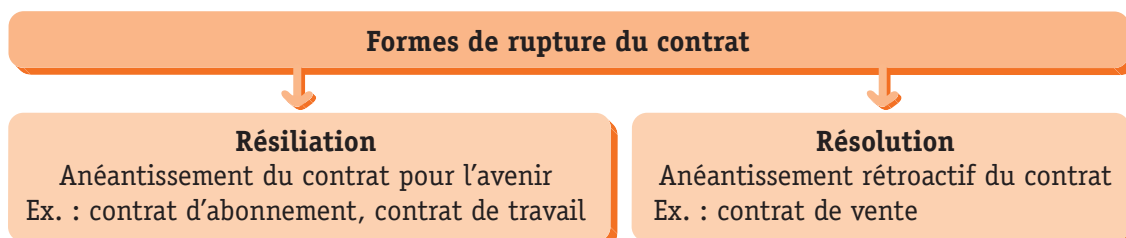
1 La responsabilité civile contractuelle



2 L'inexécution du contrat



3 La rupture du contrat



À VOUS

de jouer !

#qcm

foucherconnect.fr/ed18155

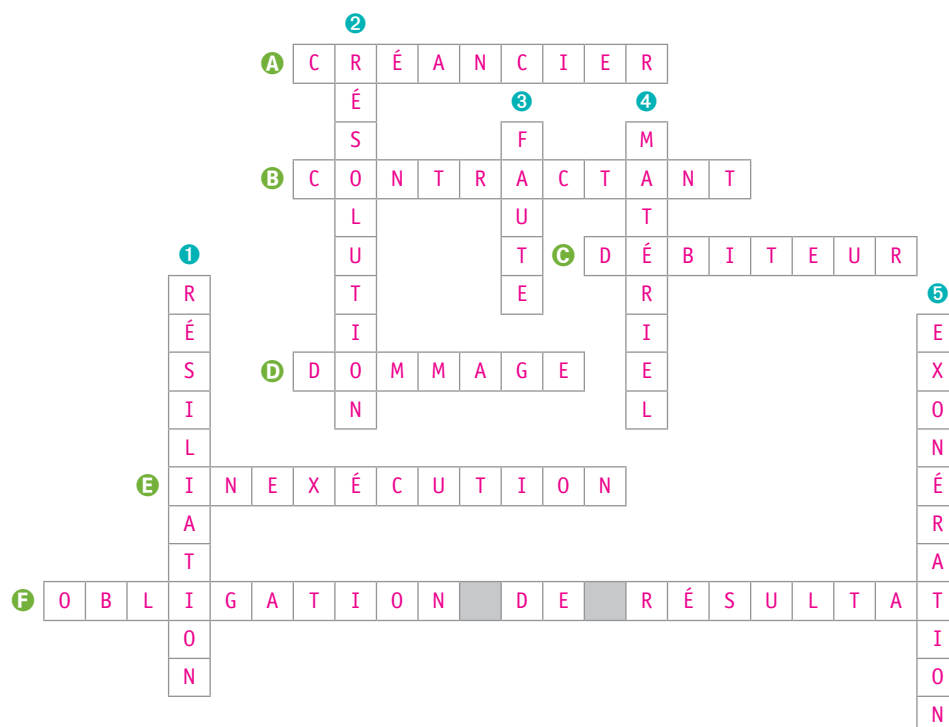


1

Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- A Partie bénéficiaire d'une obligation.
- B Partie au contrat.
- C Partie tenue d'exécuter une obligation à l'égard d'une autre sous peine de sanctions.
- D Préjudice porté à un individu.
- E Fait de ne pas remplir l'obligation à laquelle on est tenu.
- F Contrainte en vertu de laquelle un débiteur s'engage à un résultat indépendamment des moyens mis en œuvre.
- 1 Anéantissement du contrat pour l'avenir.
- 2 Anéantissement rétroactif du contrat.
- 3 Acte qui cause un dommage à autrui.
- 4 Dommage portant sur les biens.
- 5 Action de décharger quelqu'un d'une obligation.



2

Mots mêlés

Reconstituez les mots puis formez une phrase relative aux conséquences du non-respect des engagements d'un contrat.

- 1 LA PSORESATELIBIN LA RESPONSABILITÉ
- 2 ACLNTUERCTELO CONTRACTUELLE
- 3 TSE NEGAÉNGE EST ENGAGÉE
- 4 SROL D'UEN LORS D'UNE
- 5 CNEXÉIUNTIO INEXÉCUTION
- 6 ESD SOBIANTIOLG DES OBLIGATIONS
- 7 ÉESN DU OCTRNTA NÉES DU CONTRAT

Réponse : la responsabilité contractuelle est engagée lors d'une inexécution des obligations nées du contrat.

Lire et comprendre un contrat

Contrat de vente

Les soussignés :

Vendeur : Victor MARCHOT, agissant en tant que représentant légal de la société VOLTA 2000 Sarl, 15 boulevard du Port 83000 Toulon, **le vendeur**,

Client : Maxence BOULIER, 150 avenue de la Mer 83600 Fréjus, **le client**,

Ont **convenu et arrêté ce qui suit** :

Obligations du vendeur : Désignation – Le vendeur **s'engage** à réaliser les prestations suivantes :

- livraison de 10 kits solaires photovoltaïques 20 W, réf. P 2589,
- installation et mise en route comprises selon conditions en annexe 1.

Obligations du client : Prix – En contrepartie du transfert de propriété, le client **s'engage** à payer la somme de deux mille quatre cents euros (2 400 €) hors taxe : acompte de 10 % à la commande, le solde fin de mois d'installation.

Obligations du vendeur : Livraison – Après réception de l'acompte, le vendeur **s'engage** à lui remettre les marchandises, à les installer et à effectuer la mise en route au plus tard le 15 février.

En cas d'impossibilité il **s'engage** à consentir un rabais de 0,5 % sur le prix HT par jour de retard.

En cas de perte ou de détérioration des biens, la responsabilité du vendeur **est engagée** jusqu'à l'acceptation effective des biens par l'acquéreur.

Clause de réserve de propriété – La société reste propriétaire de la marchandise livrée à compter du jour de livraison jusqu'à complet paiement de l'intégralité du prix de vente par le client, les risques de la marchandise incombant au destinataire, dès la mise à disposition de celle-ci.

Clause attributive de juridiction – Tout litige sur l'exécution du présent contrat sera de la compétence du tribunal de commerce de Fréjus.

Fait à Toulon, le 20 janvier 2018 en deux exemplaires originaux.

(**signatures** précédées de la mention « **Lu et approuvé** »)

Lu et approuvé Victor MARCHOT
VOLTA 2000 Sarl

Lu et approuvé Maxence BOULIER

Type de contrat

Lien contractuel

Tribunal compétent

Complétez les pointillés en suivant la méthode 13.

MÉTHODE 13

- 1 Repérer le type de contrat.
- 2 Identifier les parties au contrat et leur qualité.
- 3 Surligner les termes qui expriment les obligations des parties.
- 4 Repérer la période ou la durée du contrat.
- 5 Identifier le tribunal compétent en cas de litige.

Vocabulaire

Clause attributive de juridiction : clause qui précise par avance quelle juridiction sera compétente en cas de litige entre les parties au contrat.

Contrôler et interpréter un contrat

Contrat de maintenance informatique

Entre la **Sarl MAINTINFO**, 28 bd Victor-Hugo 06000 Nice, le **PRESTATAIRE**,

ET
La **Société BRADAZUR**, 5 rue Barla 06000 Nice, le **CLIENT**

Il a été convenu ce qui suit :

Objet du contrat – Le présent contrat a pour objet l'entretien, le dépannage des matériels et services décrits dans l'Annexe A. Le prestataire assurera trois interventions préventives périodiques dans l'année, les dates étant fixées de concert avec le client et les interventions au coup par coup, sur demande du client. Les exclusions sont indiquées sur l'Annexe A.

Obligations du client – Le client s'engage à respecter les conditions normales d'utilisation du matériel et à suivre les instructions du prestataire. Le matériel ne pourra être modifié par des tiers sans l'autorisation écrite du prestataire.

Limite de responsabilité – Le prestataire sera déchargé de toute responsabilité en cas d'inobservation par le client d'une des clauses du contrat, ou en cas de survenance de l'un des faits prévus dans l'Annexe A.

Durée du contrat – Le présent contrat est conclu pour une durée de un an à compter du 1^{er} mars 2018. Il se poursuivra par tacite reconduction par périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, avec préavis d'un mois au moins, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Prix et règlement – Le montant HT de la maintenance, fixé dans l'annexe A, est facturé lors de la visite de nos techniciens. Les factures sont payables à réception, net, comptant. En l'absence de règlement, ou de trois retards de paiement répétés, le prestataire se réserve le droit de dénoncer le présent contrat.

Attribution de juridiction – Pour tout litige, l'attribution de juridiction est faite au **tribunal de commerce de Nice**.

Fait en deux exemplaires, à Nice, le 15 février 2018.

Pour Sarl MAINTINFO

Pour Société BRADAZUR

Signature précédée de la mention manuscrite « **Lu et approuvé** » et cachet de l'entreprise.

Analysez le contrat en suivant la **méthode 14**.

MÉTHODE 14

- 1 Identifier le type du contrat (parties, obligations...).
- 2 Vérifier les conditions de validité du contrat (consentement, capacité des parties, objet, cause).
- 3 Identifier les caractéristiques du contrat (unilatéral ou synallagmatique) et son mode d'exécution (instantané ou successif).
- 4 Repérer les clauses particulières du contrat (renouvellement, limitation de responsabilité, clause de non-concurrence...).
- 5 Indiquer les conséquences pour les parties du non-respect de leurs obligations.

- 2 Contrat librement passé par écrit entre un client et un prestataire de services, ayant pour objet l'entretien et le dépannage de matériels et services décrits en annexe.
- 3 Contrat synallagmatique entraînant des obligations pour le client et le prestataire, à exécution échelonnée dans le temps.
- 4 Clause de tacite reconduction à partir du 1^{er} mars 2018, pour une période d'un an, sauf si l'une des parties dénonce le contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois.
- Clause limitative de responsabilité au profit du destinataire si le client ne respecte pas ses obligations ou en cas de survenance de faits prévus dans les exclusions.
- 5 Le contrat peut être dénoncé par le prestataire en cas de non-paiement des factures par le client ou de trois retards consécutifs de paiement, par le client si le prestataire ne respecte pas ses obligations.

Les dangers de la contrefaçon



Vous effectuez une période de formation en milieu professionnel au sein du service achat du magasin Joué Club dont l'activité est le commerce de jeux et de jouets.

Votre tuteur, responsable du service achat, vous demande de vous informer sur la contrefaçon et ses conséquences pour les entreprises comme pour les consommateurs. Il vous charge de finaliser une étude sur ce thème.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** La contrefaçon, qu'est-ce que c'est ?
- Document 2** Principaux produits saisis en 2016
- Document 3** Origines géographiques des contrefaçons saisis en 2015
- Document 4** Les conséquences de la contrefaçon

... et des documents complémentaires A, B, C.

PREMIÈRE PARTIE Exploitation des documents

- 1** Après avoir pris connaissance du dossier documentaire (**documents 1 à 4**), complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).
- 2** À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire mis à votre disposition, expliquez les concepts et expressions soulignés dans les documents (**annexe 2**).
- 3** Choisissez parmi les **documents complémentaires A, B et C** celui qui vous semble le plus pertinent pour illustrer votre étude sur « les dangers de la contrefaçon ». Justifiez votre choix en complétant la grille d'analyse (**annexe 3**).

DEUXIÈME PARTIE Rédaction de l'étude

Pourquoi et comment lutter contre la contrefaçon ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire, et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, développement en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra au plan suivant :

- identifier les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour y remédier,
- analyser les conséquences économiques de la contrefaçon pour les entreprises et pour l'économie en général et les dangers pour les consommateurs.

Étude à présenter en **annexe 4**.

Document 1

La contrefaçon, qu'est-ce que c'est ?

Sont considérés comme une contrefaçon :

- la reproduction, l'usage, l'apposition ou l'imitation d'une marque, sans l'autorisation du propriétaire ou du bénéficiaire du droit exclusif d'exploitation ;
- toute copie, importation ou vente d'une invention, sans le consentement du titulaire du brevet ;
- toute reproduction totale ou partielle d'un dessin ou modèle, sans autorisation de l'auteur,
- toute édition d'écrit, de composition musicale, de dessin, de peinture, de production imprimée ainsi que toute reproduction, représentation ou diffusion d'une œuvre de l'esprit en violation des droits d'auteur (plagiat) ;

– toute fixation, reproduction ou mise à disposition du public, à titre onéreux ou gratuit, d'une prestation, d'un phonogramme, d'un vidéogramme ou d'un programme, sans l'autorisation de l'artiste-interprète, du producteur ou de l'entreprise de communication audiovisuelle.

La contrefaçon concerne tous les domaines de la consommation : alimentation, habillement et accessoires de mode, logiciels de jeux, œuvres musicales, films, pièces détachées de téléphonie mobile, cigarettes, médicaments, etc.

D'après www.service-public.fr, 27 avril 2015

Document 2

Principaux produits saisis en 2016

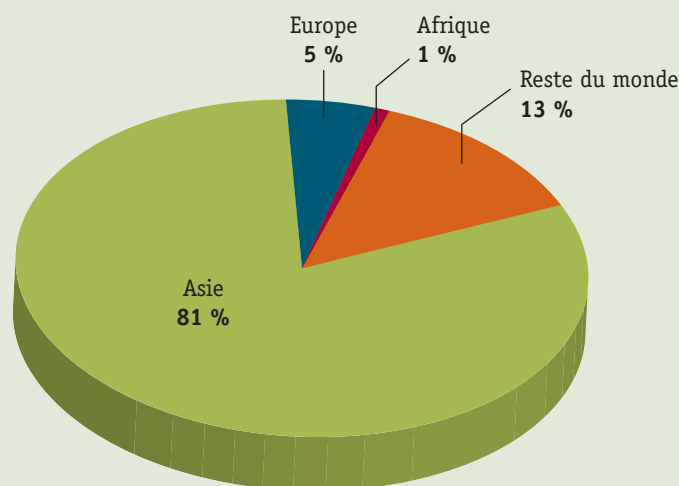
(en nombre d'articles)

Médicaments 189 539		Téléphones mobiles 475 248	
Vêtements 1 451 248		Produits alimentaires 43 518	
Accessoires personnels 528 389		Produits de soins corporels 212 058	
Chaussures 451 644		Équipements électriques, électroniques, informatiques 360 274	
Jouets, jeux 873 400		CD, DVD, logiciels 10 718	

D'après Résultats 2016 des douanes françaises, www.douane.gouv.fr

Document 3

Origines géographiques des contrefaçons saisies en 2015



D'après Résultats 2015 des douanes françaises, www.douane.gouv.fr, 4 novembre 2015

Document 4

Les conséquences de la contrefaçon

Pour la santé et la sécurité

La santé publique est menacée par ces produits qui ne respectent aucune norme. Ils sont dangereux, provoquent des allergies, des accidents, mettent en péril le bien-être du consommateur. Non seulement la contrefaçon engendre des pertes financières considérables, mais surtout elle porte atteinte à la sécurité du consommateur.

La sécurité et la santé publique sont menacées lorsque des produits sont contrefaits.

Pour l'économie

La contrefaçon représente un manque à gagner de 250 milliards d'euros par an, la France perdant à elle seule plus de 6 milliards d'euros.

Le pillage du savoir-faire national copié le plus souvent à l'extérieur de nos frontières conduit à la sup-

pression régulière des postes d'emplois traditionnels : 200 000 en Europe dont 40 000 en France (étude KPMG pour l'Unifab).

Pour les entreprises

Principales victimes des contrefacteurs, les titulaires de droits comptabilisent chaque année un bilan déplorable :

- perte de chiffre d'affaires, de parts de marché, de réseaux de distribution estimée à 10 % ;
- perte pour le commerce national due aux achats de contrefaçon à l'étranger ;
- nuisance sur l'image et sur la notoriété ;
- entrave à la recherche et développement, dépenses de publicité, de marketing et de communication qui contribuent à construire l'image des marques.

Dossier de presse Union des fabricants (Unifab), www.unifab.com, 2015

Documents complémentaires

Document A

Affiche de la Journée mondiale anticontrefaçon 2017

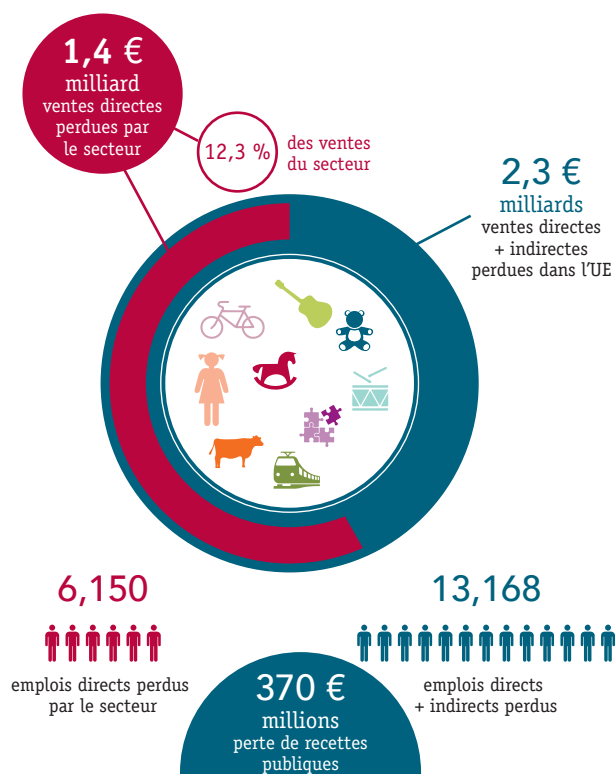


Union des fabricants (Unifab), www.unifab.com, 29 mai 2017

Document B

Impacts de la contrefaçon sur les jeux et jouets

Le coût économique des atteintes aux droits de propriété intellectuelle dans le secteur des jouets et des jeux



D'après l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI), janvier 2016

Document C

Les sanctions douanières

La contrefaçon est un délit douanier. Les sanctions fiscales douanières se cumulent avec les sanctions pénales de droit commun susceptibles d'être infligées à l'auteur de la contrefaçon.

Le Code des douanes prévoit :

- la confiscation des marchandises de fraude, des moyens de transport et des objets ayant servi à dissimuler la fraude ;

– une amende comprise entre une et deux fois la valeur de l'objet de la fraude. Lorsque les faits sont commis en bande organisée, la peine d'amende peut être portée jusqu'à cinq fois la valeur de l'objet de fraude ;

– un emprisonnement maximum de 3 ans. Lorsque les faits sont commis en bande organisée, la peine d'emprisonnement maximum est portée à dix ans.

www.douane.gouv.fr, septembre 2016

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Élément d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	La contrefaçon, qu'est-ce que c'est ?	Principaux produits saisis en 2016 (en nombre d'articles)	Origines géographiques des contrefaçons saisies en 2015	Les conséquences de la contrefaçon
Type du document	Texte	Infographie	Graphique	Texte
Date	27 avril 2015	2016	4 novembre 2015	2015
Source	www.service-public.fr	www.douane.gouv.fr	www.douane.gouv.fr	www.unifab.com
Idées principales	Définition de la contrefaçon et exemples de contrefaçons de produits	Principaux produits saisis en 2016 : vêtements (1 451 248 unités), jouets et jeux (873 400 articles), téléphones mobiles (475 248 unités), chaussures (451 644 paires) et accessoires personnels (428 389 articles). Cette infographie montre que tous les secteurs de l'économie sont touchés.	Le graphique montre que l'origine principale des contrefaçons saisies en 2015 est l'Asie (81 %).	Le texte précise les différentes conséquences de la contrefaçon : – sur la santé et la sécurité, – sur l'économie, – sur les entreprises.

Annexe 2

Définition des concepts et exploitation des documents

1. Caractérisez la contrefaçon.

La contrefaçon est une violation d'un droit de propriété intellectuelle par le fait de reproduire ou d'imiter quelque chose sans en avoir le droit ou en affirmant ou laissant présumer que la copie est authentique.

2. Expliquez l'expression « la contrefaçon est un délit douanier » et précisez les conséquences qui en découlent.

La contrefaçon est un délit douanier car c'est la douane qui détient les compétences pour sanctionner l'importation, l'exportation mais aussi la circulation et la détention sur l'ensemble du territoire national d'une marchandise présentée sous une marque contrefaite. En cas de fraude, le Code des douanes prévoit la confiscation des marchandises contrefaites, une amende et un emprisonnement maximum de trois ans.

3. Précisez la raison pour laquelle la contrefaçon représente un manque à gagner de 200 à 300 milliards d'euros par an.

La contrefaçon affecte énormément l'économie, car les produits contrefaits ne font pas l'objet de taxes et donc ne sont pas source de revenus pour les États.

4. Indiquez en quoi la contrefaçon peut engendrer une nuisance sur l'image des entreprises.

La présence accrue sur les marchés de produits contrefaits se faisant passer pour des produits de marque connue dont la sécurité n'est pas assurée entraîne une image dégradée pour les entreprises et un risque de méfiance du consommateur à l'égard des entreprises abusées.

Annexe 3

Grille d'analyse du document choisi

Élément d'analyse	Document choisi : <u>X</u>
Titre du document	A. Affiche de la Journée mondiale anticontrefaçon 2017 B. Impacts économiques de la contrefaçon dans le secteur des jouets et des jeux C. Les sanctions douanières
Source du document	A. www.unilab.com B. Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI) C. www.douane.gouv.fr
Type de document	A. Affiche B. Infographie C. Texte
Justification argumentée du choix du document	A. Informe sur la journée mondiale dédiée à la lutte anticontrefaçon sur le thème de la contrefaçon des médicaments pour 2017. B. Résume les conséquences économiques de la contrefaçon dans le secteur des jouets et des jeux. C. Présente les différentes sanctions douanières prévues pour le contrefacteur.
Idées et informations principales	A. Le 7 juin 2017 représentait la Journée mondiale anticontrefaçon des médicaments ; journée pour alerter du danger pour la santé de consommer des médicaments contrefaits. B. Le secteur des jouets et des jeux au niveau européen est largement touché par la contrefaçon : 1,4 milliard d'euros de ventes directes perdues par an, ce qui représente aussi 6 150 emplois directs perdus par le secteur. C. Mise en évidence du cumul des sanctions pour les auteurs de contrefaçons : sanctions pénales et sanctions douanières.

Annexe 4

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

La contrefaçon est un fléau mondial qui prend une ampleur considérable. Ce phénomène touche tous les secteurs de l'économie tels que l'habillement, les produits cosmétiques, les jouets, les téléphones mobiles avec un record pour la contrefaçon de médicaments. Ces produits contrefaits sont un danger pour la santé des consommateurs et pour la pérennité des entreprises.

Énoncé de la problématique

En quoi la contrefaçon représente-t-elle un danger pour l'économie, les entreprises, les consommateurs et quels sont les moyens mis en œuvre pour la contrer ?

Annonce du plan

Je répondrai à cette question dans un premier temps en abordant les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce phénomène puis, dans un deuxième temps, j'aborderai les conséquences économiques de la contrefaçon et les dangers pour les consommateurs.

Développement

Première partie

Les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour y remédier

1.1 Les caractéristiques de la contrefaçon

La contrefaçon correspond à une violation d'un droit de propriété intellectuelle par le fait de reproduire ou d'imiter quelque chose sans en avoir le droit.

Elle touche tous les secteurs de l'économie. Les principales saisies concernent les vêtements (1 451 248 articles), les jeux et jouets (873 400 articles), les téléphones mobiles (475 248 unités), les chaussures (451 644 paires) et les accessoires personnels (428 389 articles). Les produits contrefaits proviennent essentiellement d'Asie (81 %).

1.2 Les moyens pour lutter contre la contrefaçon

La douane a une mission importante dans la lutte contre ce phénomène. Les sanctions fiscales douanières se cumulent avec les sanctions pénales. La douane peut confisquer les marchandises contrefaites, prononcer une amende et même une peine d'emprisonnement (3 ans maximum).

Deuxième partie

Les conséquences de la contrefaçon

2.1 Les conséquences économiques

Pour l'État français, la contrefaçon est un manque à gagner estimé à 6 milliards d'euros par an par la non-récupération de la TVA.

Le pillage du savoir-faire entraîne la suppression d'emplois estimée à environ 38 000 en France.

La contrefaçon engendre des pertes financières pour les entreprises dont les produits sont contrefaits (perte de chiffre d'affaires, de parts de marché). Elle affecte aussi leur image et leur notoriété en inondant le marché de produits qui ne correspondent pas aux critères de qualité et de sécurité, produisant la confusion dans l'esprit et la méfiance des consommateurs.

2.2 Les dangers pour les consommateurs

Un produit contrefait est un produit douteux qui ne correspond pas du tout aux critères des normes françaises de qualité.

Pour certains secteurs, la contrefaçon est synonyme de danger voire de mort, par exemple, pour les médicaments qui peuvent provoquer des allergies ou de graves séquelles.

Pour les secteurs des jouets, de l'électroménager, de l'automobile, les conséquences pour les utilisateurs de produits contrefaits peuvent être très dangereuses car il n'y a aucun test et essai préalables ; ainsi les petites pièces de jouets se détachant facilement peuvent être ingérées par les enfants.

Conclusion

Résumé du thème abordé

La contrefaçon est un phénomène inquiétant et en forte évolution qui touche tous les secteurs de l'économie. Elle entraîne des conséquences graves pour les États, les entreprises et les consommateurs.

Réponse à la problématique

Il est important de lutter contre la contrefaçon pour assurer la santé et la sécurité des consommateurs, la pérennité des entreprises et pour éviter un manque à gagner préjudiciable aux États. Il est donc essentiel de lutter contre la contrefaçon avec les moyens juridiques (sanctions pénales) et l'intervention de la douane.

Avis personnel de l'élève

Accepter toute proposition pertinente et cohérente.

Le droit de la concurrence

22

Comment lutter contre des pratiques anticoncurrentielles ?

Stewak, lycéen français d'origine polonaise, revient de Chine où il a acheté quelques souvenirs (un sac, une casquette, un lecteur MP3). À l'aéroport de Roissy, quelle n'est pas sa surprise lorsque le douanier vérifiant ses bagages lui confisque les trois produits qui s'avèrent être des contrefaçons.

audio

foucherconnect.fr/ed18156



Monsieur, les produits que vous transportez sont des produits contrefaits, vous êtes coupable d'un délit douanier. Je dois procéder à leur saisie pour les détruire et vous dresser un procès-verbal.



Expliquez dans quelle situation se trouve Stewak.

Stewak se trouve avec des produits contrefaits. Il se rend coupable d'un délit douanier.

Mentionnez les conséquences juridiques de la détention d'objets contrefaits.

Le douanier va saisir et détruire les objets contrefaits et verbaliser le contrevenant.

Plan B en vidéo

Santé : les risques de la contrefaçon (2'39)



foucherconnect.fr/ed18157

Listez les produits contrefaits évoqués dans la vidéo.

Chaussures, médicaments, lunettes de soleil, produits cosmétiques, vêtements, stylos, pièces de rechange de voiture, cocottes minute, tronçonneuses, jouets, produits alimentaires, produits de luxe.

DOC 1 L'intérêt de préserver le jeu de la concurrence

Concurrence

La concurrence entre entreprises permet :

- un choix plus important de produits
- un meilleur prix pour les clients
- une meilleure qualité
- le développement des innovations

Droit de la concurrence

Le droit encadre les pratiques commerciales pour éviter :

- la fraude
- la contrefaçon
- les ententes
- les abus de position dominante

1 Précisez ce qu'est un concurrent.

Un concurrent est une entreprise qui offre des produits ou des services qui satisfont le même besoin qu'une autre entreprise.

2 Indiquez en quoi le droit de la concurrence préserve les intérêts des consommateurs et des entreprises.

Il définit des pratiques commerciales saines pour éviter que les consommateurs soient abusés ou victimes de pratiques illégales, et oblige les entreprises à pratiquer des relations commerciales loyales.

DOC 2 Les pratiques commerciales interdites

Extrait de la « liste noire » des pratiques commerciales interdites dans l'Union européenne

1. Incitations adressées directement aux enfants : « Achète ce livre ! »
2. Faire de la publicité de produits dont la vente est illicite.
3. Commercialisation jouant sur les craintes des consommateurs en matière de sécurité.
4. Lors d'une vente, un professionnel se fait passer pour un particulier.
5. Vente agressive par démarchage : le professionnel ne veut pas quitter le domicile du consommateur tant qu'il n'aura pas signé son contrat.

Plaquette d'information sur la directive européenne relative aux pratiques commerciales déloyales – Commission européenne

Situation 1

Un vendeur se faisant passer pour un particulier, propose une vieille voiture sur une publicité affichée dans les petites annonces du magazine local et n'indique pas que cette vente fait partie de son commerce de voitures d'occasion.

Situation 2

Un commerçant, vendant des alarmes, présente les statistiques de cambriolages de la ville, et insiste sur le fait que ce quartier est à haut risque, alors que cela est faux.



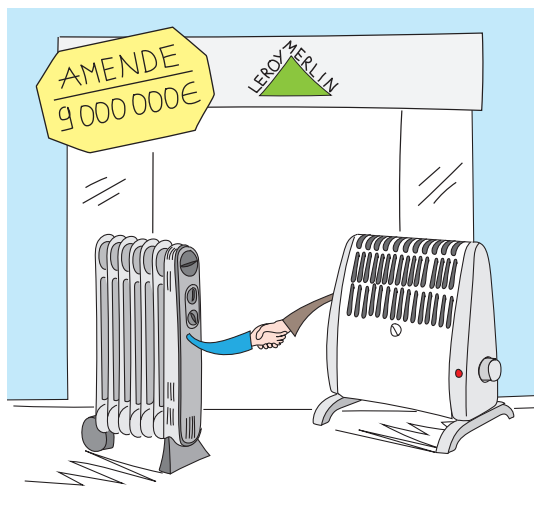
3 Justifiez l'intérêt d'interdire certaines pratiques commerciales au niveau européen.

La directive a pour objet de lutter efficacement contre les pratiques déloyales, qui portent préjudice autant aux consommateurs qu'aux entreprises, afin de respecter la concurrence loyale.

4 Indiquez pour chaque situation à quelle pratique commerciale interdite elle répond.

Situation	Pratiques commerciales interdites
1	4. Professionnel se faisant passer pour un particulier
2	3. Commercialisation jouant sur les craintes des consommateurs en matière de sécurité

DOC 3 Les pratiques liées au prix

**Chauffages d'appoint : une entente sur les prix sanctionnée**

L'Autorité de la concurrence a condamné deux fournisseurs d'appareils de chauffage, PVG et Ligne Plus, ainsi que Leroy Merlin en sa qualité de distributeur, à une amende de 9 millions d'euros. En cause, une entente sur les prix de vente entre les deux seuls acteurs du marché (80 % de part de marché pour PVG, 20 % pour Ligne Plus). L'Autorité de la concurrence s'est procurée des e-mails prouvant que, de 2005 à 2008, les dirigeants des deux entités se rencontraient régulièrement. Des notes manuscrites récupérées par l'Autorité ont établi que le but de ces réunions était bien de fixer les prix des appareils de chauffage fournis aux magasins de la grande distribution ainsi que de se répartir les clients parmi ces grandes enseignes. Seuls acteurs sur le marché, PVG France et Ligne Plus s'entendaient également avec certains distributeurs afin de fixer le prix de vente aux consommateurs.

© lefigaro.fr, juillet 2016

5 Déterminez la raison pour laquelle l'Autorité de la concurrence a sanctionné les entreprises citées ci-dessus.

Les entreprises se sont entendues sur les prix de vente des appareils de chauffage et se sont réparti les clients parmi les grandes enseignes de la distribution.

6 Précisez pourquoi l'entente sur les prix est illégale.

Elle fausse le jeu de la concurrence par les prix et nuit au consommateur final qui paie un prix plus élevé.



vidéo

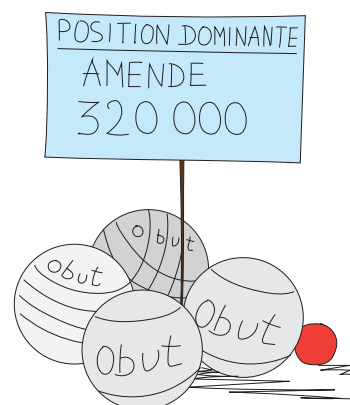
L'entente des producteurs de yaourts - 3'57

foucherconnect.fr/ed18158

DOC 4 L'abus de position dominante

Sanction pour Obut, le leader de la boule de pétanque

L'Autorité de la concurrence a sanctionné le leader français de la boule de pétanque pour avoir abusé de sa position dominante en imposant une politique tarifaire à certains de ses distributeurs. De mai 2009 à mi 2016, Obut, leader du secteur des boules de pétanque, contraignait les revendeurs (grandes enseignes spécialisées, commerçants indépendants, sites Internet) à respecter ses prix catalogue sous peine de représailles commerciales (retards de livraison, blocages de commandes, déréfèrement). L'Autorité a prononcé une sanction de 320 000 euros.

Extrait de la décision du 10 février 2017, www.autoritedelaconcurrence.fr**7 Expliquez pour quelle raison l'abus de position dominante est interdit.**

Il est illégal car il fausse le jeu de la concurrence en imposant à ses partenaires des conditions anormales et défavorables tant pour les consommateurs que pour les concurrents.

8 Indiquez ce que reproche l'Autorité de la concurrence à Obut, leader de la boule de pétanque.

D'avoir abusé de sa position dominante en imposant à certains de ses distributeurs une uniformisation tarifaire sous peine de représailles commerciales.

DOC 5 La DGCCRF



En France, la régulation de la concurrence repose sur deux autorités nationales de concurrence :

- la **DGCCRF** (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), placée sous l'autorité du ministre de l'Économie et des Finances ;
- l'**Autorité de la concurrence**, autorité indépendante créée en mars 2009.

La DGCCRF est en charge des enquêtes de concurrence ensuite transmises pour jugement à l'Autorité de la concurrence qui rend des décisions en matière d'ententes et positions dominantes susceptibles d'appel devant une juridiction civile spécialisée.

Ses missions

La DGCCRF exerce ses missions autour de trois axes relatifs à la « régulation et sécurisation des échanges de biens et de services » :

- la **régulation concurrentielle des marchés** : lutte contre les ententes et abus de position dominante, lutte contre les pratiques commerciales déloyales, lutte contre les contrefaçons ;
- l'**information et la protection des consommateurs** contre les pratiques commerciales abusives ;
- la **sécurité** et la **santé des consommateurs**.

9 Précisez l'intérêt de mettre en place des organismes de contrôle des pratiques commerciales. Définir et faire respecter les règles de concurrence favorables au développement d'un marché ouvert et transparent.

10 Montrez en quoi la DGCCRF n'agit pas seulement pour le bénéfice des consommateurs mais aussi au profit des entreprises.

Par ses différentes missions, elle agit pour combattre les pratiques commerciales déloyales, les pratiques anticoncurrentielles pour équilibrer les relations commerciales entre tous les acteurs économiques. Elle contribue à l'efficacité économique au bénéfice des consommateurs mais aussi des entreprises.

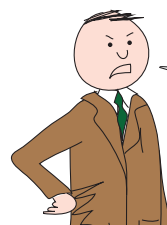
DOC 6 L'Autorité de la concurrence



L'Autorité de la concurrence est chargée de veiller au bon fonctionnement concurrentiel des marchés.

Que sanctionne-t-elle ?

- Les **ententes** (article L. 420-1 du Code de commerce) telles que : échanges d'informations sur les prix et les marges, mise en œuvre de contrats de distribution exclusive ou sélective, imposition de conditions générales de vente, répartitions de marchés, entraves à l'accès au marché.
- Les **abus de position dominante** (article L. 420-2 du Code de commerce) : pratiques émanant d'une entreprise qui use de sa position de force sur un marché pour la verrouiller, pour évincer ses concurrents ou pour empêcher l'arrivée de nouveaux entrants (refus de vente, ventes liées, conditions de vente discriminatoires).
- Les **prix abusivement bas** (article L. 420-5 du Code de commerce) : même sans qu'il y ait besoin d'établir l'existence d'une entente ou d'une position dominante.



DÉCISION DE L'AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE :
Sanctions de 345,2 millions d'euros pour entente sur le marché des produits d'entretien.

Quelles sanctions ?

L'Autorité peut infliger une **sanction pécuniaire** qui peut aller jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires mondial du groupe auquel appartient l'entreprise sanctionnée (article L. 464-2 du Code de commerce) ; elle peut aussi obliger l'auteur des pratiques anticoncurrentielles à cesser ou modifier son comportement afin de se conformer au droit (l'**injonction**). Sans effet, l'Autorité peut prononcer une décision pour non-respect d'injonction et l'accompagner d'**astreintes**.

Pour donner un impact à sa décision, l'Autorité peut **ordonner la publication** par voie de presse pour informer les entreprises du secteur et le grand public de la nocivité du comportement illicite de l'entreprise sanctionnée.

À partir des informations disponibles sur le site internet de l'Autorité de la concurrence, www.autoritedelaconcurrence.fr

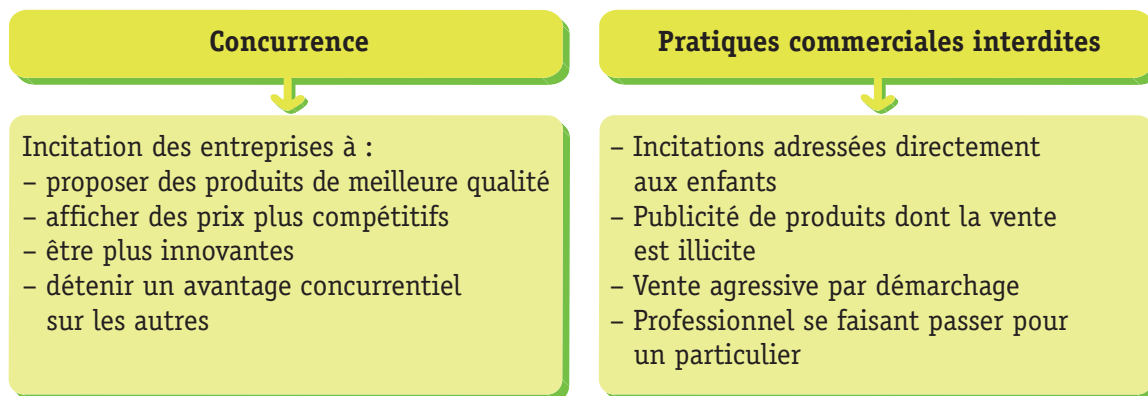
11 Indiquez le rôle de l'Autorité de la concurrence.

Elle est chargée de veiller au bon fonctionnement concurrentiel des marchés.

12 Précisez les pratiques que sanctionne l'Autorité de la concurrence.

Les ententes, les abus de position dominante et les prix abusivement bas.

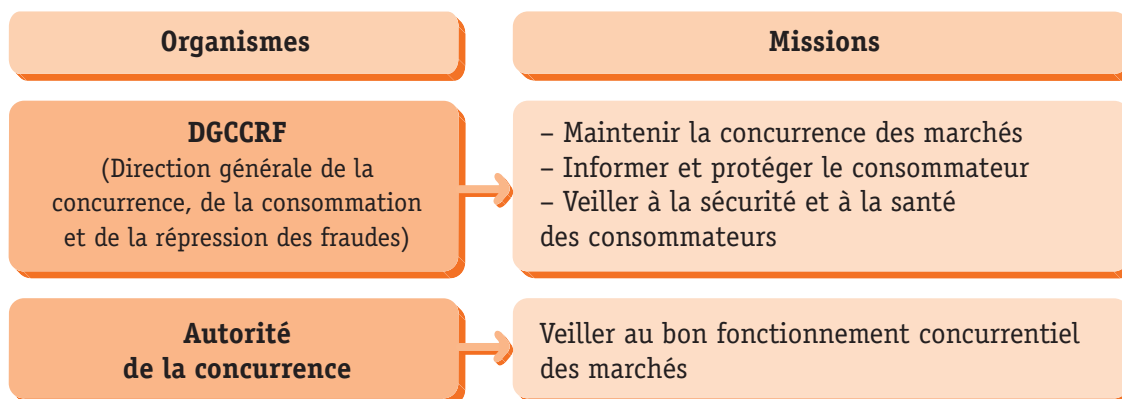
1 Le principe de libre concurrence et ses limites



2 Les autres pratiques anticoncurrentielles



3 Les organismes de contrôle et de surveillance



À VOUS

de jouer !

gcm

foucherconnect.fr/ed18159



1

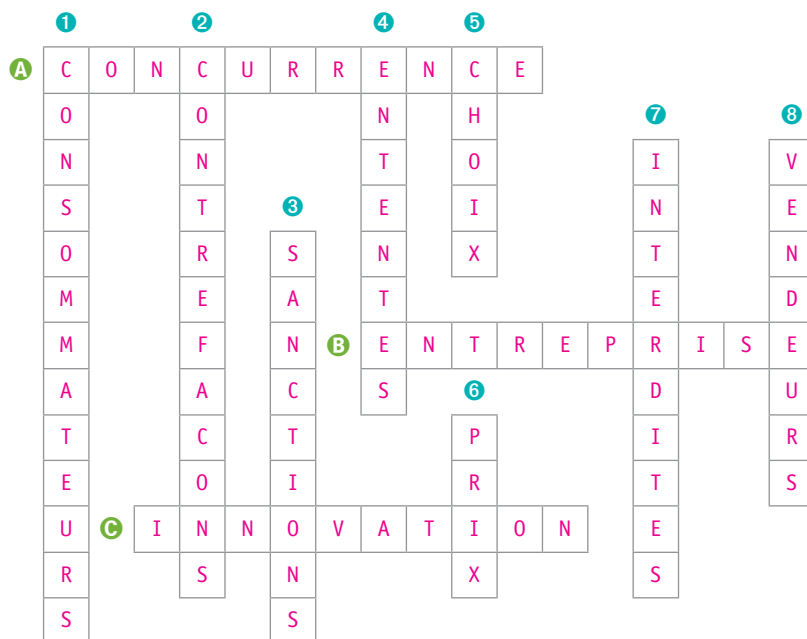
Mots croisés

Complétez la grille de mots croisés grâce à leurs synonymes.

- 1 Usagers
- 2 Copies
- 3 Condamnations
- 4 Accords

- 5 Assortiment
- 6 Tarif
- 7 Illégales
- 8 Commerçants

- A Rivalité
- B Société
- C Nouveauté



2

Méli-mélo

Assemblez les mots ou les propositions afin de former la définition de la contrefaçon.

imitation ou

d'un logiciel

sans l'autorisation

Reproduction

ou d'un droit d'auteur

en affirmant

de son titulaire

ou laissant

que la copie

présumer

utilisation totale ou

d'une marque

partielle

est

d'un brevet

authentique

d'un dessin

Contrefaçon : Reproduction, imitation ou utilisation totale ou partielle d'une marque, d'un dessin, d'un brevet, d'un logiciel ou d'un droit d'auteur, sans l'autorisation de son titulaire, en affirmant ou laissant présumer que la copie est authentique.

La protection du consommateur

23

Comment défendre les consommateurs ?

Justine a souscrit un abonnement annuel dans un club de remise en forme à Nice et payé intégralement le forfait. Elle doit déménager à Toulon à la suite d'une mutation professionnelle. Elle confie à son amie Leïla que le club l'a informée qu'il n'y avait aucune possibilité de remboursement.

audio
foucherconnect.fr/ed18160



Expliquez pourquoi le gérant du club refuse de rembourser Justine.

Parce qu'elle n'a pas souscrit l'assurance annulation au moment de la signature du contrat.

Indiquez s'il s'agit d'un argument valable.

Non, car il s'agit d'un cas de force majeure : déménagement pour raison professionnelle. Le contrat devrait prévoir une clause permettant l'annulation dans des cas précis (raisons médicales, professionnelles...).

Plan B en vidéo

Un produit acheté est toujours garanti (2'06)

foucherconnect.fr/ed18161



Citez les garanties offertes au consommateur en cas d'achat d'un produit auprès d'un professionnel.

La garantie légale contre les vices cachés et la garantie légale de conformité.

DOC 1 Le droit à l'information et au conseil

Le droit à l'information



Article L. 111-1 du Code de la consommation

Les professionnels ont vis-à-vis des consommateurs une **obligation d'information** qui a pour finalité la description objective des caractéristiques principales d'un produit ou d'un service : prix, descriptif technique, mode d'emploi, conditions d'entretien, de vente, délai de livraison, garantie légale...

Moyens : étiquetage des produits, affichage des prix.

Le droit au conseil



Prévenir, informer, mettre en garde, mais aussi s'interdire toute négligence, omission ou retard, ces contraintes sont celles des avocats, notaires, banquiers, assureurs et professionnels tenus à un devoir de conseil vis-à-vis de leurs clients.

L'**obligation de conseil** peut être renforcée dans certains domaines techniques, par exemple la fourniture de systèmes informatiques « clé en main ».

1 Établissez une distinction entre obligation d'information et obligation de conseil.

L'obligation de conseil va au-delà d'une simple information. Il s'agit de s'informer des besoins du client, de lui donner un avis, de le prévenir des risques, de lui proposer un matériel ou une prestation adaptés.

2 Indiquez la nature de l'obligation mise en jeu dans les situations suivantes.

Jurisprudence	Information	Conseil
Condamnation d'une agence immobilière pour ne pas avoir indiqué en vitrine les modalités de calcul de ses honoraires sur les ventes.	×	
Une agence de voyages est condamnée à indemniser un touriste débarqué d'une croisière parce qu'il n'avait pas de visa pour entrer dans un pays visité.	×	×
Un supermarché est poursuivi pour ne pas avoir indiqué la liste des ingrédients et additifs sur des pâtisseries préemballées.	×	

DOC 2 Le droit de rétractation

Selon l'article L. 121-20 du Code de la consommation, en cas d'achat sur Internet, par correspondance, par téléachat ou par téléphone auprès d'un professionnel, vous disposez d'un délai de 14 jours pour vous rétracter, sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités. L'article doit être retourné dans le délai de 14 jours suivant la décision de vous rétracter par

déclaration ou formulaire. Le professionnel doit vous rembourser la totalité des sommes versées, frais de livraison inclus. Certains contrats ne sont pas concernés : objets fabriqués sur mesure, denrées périssables, biens indissociables d'autres articles... Le **droit de rétractation** s'applique aussi sur les produits soldés, d'occasion ou déstockés.

3 Précisez dans quel cadre le droit de rétractation peut s'exercer.

Il s'applique aux achats sur Internet, par téléphone, par correspondance ou téléachat réalisés auprès d'un professionnel.

4 Montrez l'intérêt du droit de rétractation pour le consommateur.

Il lui permet de retourner, dans un délai de 14 jours, un bien acheté, sans avoir à se justifier, ni devoir payer des pénalités et d'en obtenir le remboursement, frais de livraison inclus.

DOC 3 Les garanties accordées à l'acheteur non professionnel

La garantie légale de conformité. Article L. 211-4 du Code de la consommation. Le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance.

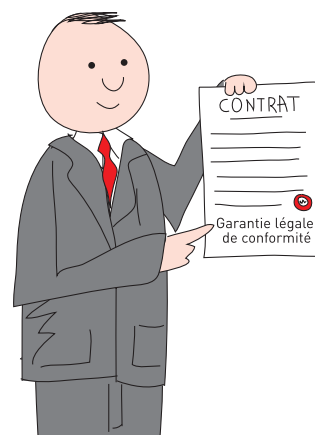
La garantie légale contre les vices cachés. Article 1641 du Code civil

La garantie des vices cachés permet d'être protégé contre les défauts cachés du produit acheté et qui en empêchent l'usage ou l'affectent à un point tel que le consommateur ne l'aurait pas acheté s'ils les avaient connus. L'acheteur peut demander la réparation gratuite ou l'échange du bien dans un délai de 2 ans.

La garantie de sécurité. La DGCCRF* veille au respect de l'obligation générale de sécurité et des réglementations spécifiques pour certains produits à risque : produits alimentaires, jouets...

La garantie commerciale (ou contractuelle ou conventionnelle) : proposée par le vendeur, elle s'ajoute à la garantie légale et se matérialise par un contrat qui en définit la durée et la portée.

* DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.



vidéo

C'est votre droit : les vices cachés - 3'29

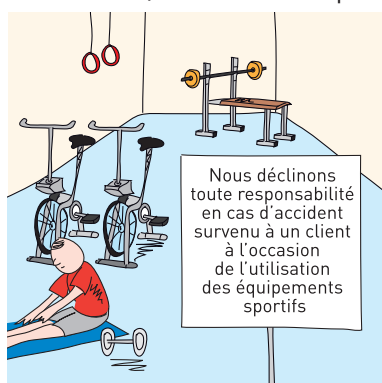
foucherconnect.fr/ed18162

5 Identifiez la nature de la garantie concernée pour chaque situation.

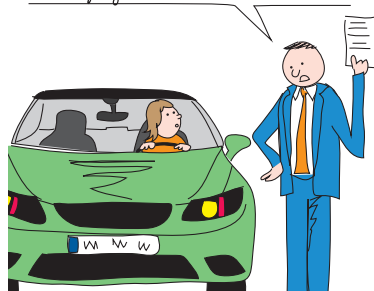
Situation	Garantie concernée
❶ Humidité d'une maison résultant d'un défaut d'étanchéité non connu lors de l'acquisition.	Garantie légale contre les vices cachés
❷ Les bicyclettes doivent être vendues munies de deux systèmes de freinage indépendants agissant chacun sur une roue différente.	Garantie de sécurité
❸ La cafetière Espresso que vous venez d'acheter fuit à chaque utilisation.	Garantie légale de conformité

DOC 4 Les garanties contre les clauses abusives

Selon la loi du 6 avril 2010, une **clause** est **abusive** lorsqu'elle crée, au détriment du consommateur (ou du non-professionnel), un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat. En présence d'une clause abusive, le contrat n'est pas nul, mais le consommateur peut refuser que la clause litigieuse soit appliquée.



Vous n'avez pas rendu la voiture dans les délais. Vous avez 10 minutes de retard, je garde la caution de 1 000 €.



6 Indiquez la nature du contrat et la raison pour laquelle la clause est abusive.

Nature du contrat	Clause abusive : justification
Contrat de prestation de services	Clause limitative de responsabilité injustifiée
Contrat de location	Indemnité excessive réclamée pour retard de restitution du véhicule loué
Contrat d'abonnement	Résiliation d'un contrat d'abonnement sans préavis

DOC 5 Le refus de vente

Un restaurateur refuse de servir un repas à un client handicapé qui peut le poursuivre en justice car, selon l'article L. 122-1 du Code de la consommation, il est interdit à un professionnel de refuser à un particulier la vente d'un produit ou la prestation d'un service sauf motif légitime (ventes réglementées, réapprovisionnement impossible...).

Il est interdit de subordonner la vente d'un produit à l'achat d'une quantité imposée ou de subordonner la vente d'un bien ou d'un service à l'achat d'un autre bien ou service, en empêchant de se procurer séparément l'un des deux produits (vente liée).

7 Précisez à qui s'applique le refus de vente. Il concerne les relations commerciales entre un professionnel (le restaurateur) et un particulier (le client).

8 Expliquez en quoi une vente liée peut être contraire à l'intérêt du consommateur. Le consommateur est contraint d'acheter deux produits ou services réunis en un seul pack alors qu'il n'est intéressé que par l'un des deux produits.

DOC 6 Les pratiques commerciales déloyales prohibées

Article L. 120-1 du Code de la consommation



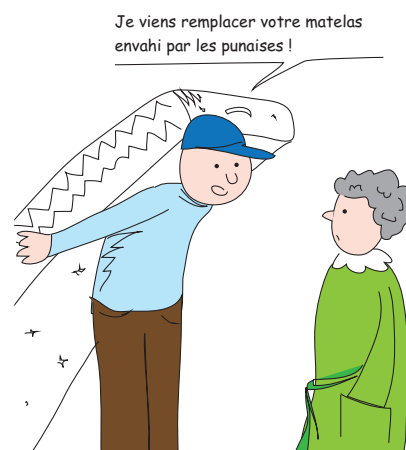
Allégations fausses ou éléments vrais mais présentés de telle sorte qu'ils sont susceptibles d'induire en erreur un consommateur moyen.

Ex. : publicité comparative illicite et trompeuse avec dénigrement des concurrents.



Omission ou dissimulation d'informations substantielles ou pratique qui n'indique pas sa véritable intention commerciale.

Ex. : contrat d'entretien ne précisant pas les pièces de rechange restant à la charge du client.



Pratiques agressives, sollicitations répétées et insistantes ou contraintes physiques ou morales afin de faire céder le consommateur ou d'altérer son choix.

Ex. : démarchage abusif de personnes âgées.

9 Indiquez à quel type de pratique déloyale s'apparente chaque situation.

Pratique commerciale déloyale	Pratique trompeuse		Pratique agressive
	Par action	Par omission	
❶ Visites répétées et insistantes d'un commercial chez un octogénaire pour lui vendre des services de traitement des bois de charpente.			×
❷ Vente à un consommateur chauve d'un produit cosmétique susceptible de faire repousser les cheveux dans un délai de trois semaines.	×		
❸ Signature d'une demande de candidature à un programme écocitoyen de pose de panneaux photovoltaïques qui s'avère être après coup un bon de commande assorti d'un contrat de crédit.		×	

vidéo

Arnaque, publicité mensongère - 3'29

foucherconnect.fr/ed18163



1 L'information et la liberté du consommateur

Droit à l'information

Communication des caractéristiques essentielles, prix, conditions de vente, garanties...

Droit au conseil

Proposition d'un produit adapté aux besoins du client, exposé des risques...

Droit de rétractation

Retour d'un produit acheté en ligne ou par correspondance sous 14 jours, sans justification.

2 Les garanties dues au client

Garanties accordées au client non professionnel

Possibilité d'obtenir la réparation, le remplacement ou le remboursement du produit

Garantie de conformité

Mise à disposition d'un produit correspondant à la commande passée et sans défaut de conformité

Garantie de sécurité

Protection du consommateur contre les dangers liés à l'utilisation d'un bien ou d'un service

Garantie contre les vices cachés

Défauts cachés existants au moment de l'achat et rendant le produit impropre à l'usage auquel il est destiné

Protection contre les clauses abusives

Clauses créant un déséquilibre entre les droits et les obligations des parties, au détriment du consommateur

3 La protection contre les pratiques illégales

Pratiques commerciales déloyales

Par action

Ex. : publicité mensongère

Par omission

Ex. : non-indication du droit de rétractation légale

Pratiques commerciales agressives

Sollicitations répétées et insistantes, contraintes physiques ou morales exercées sur le consommateur

Pratiques commerciales interdites

Refus de vente sans motif légitime, vente avec quantités imposées et ventes liées

À VOUS

de jouer !

qcm

foucherconnect.fr/ed18164



1

Consommer sans embûches

Reliez chaque situation à un droit conféré au consommateur ou à une pratique commerciale.

L'étiquetage de l'origine des viandes dans les plats préparés cuisinés devient obligatoire

Une concessionnaire vend un véhicule automobile présentant un défaut non visible sans en informer le client

Dans un délai de 14 jours, le consommateur peut signifier son intention de revenir sur sa décision d'achat

Un commerçant vend un appareil présenté comme silencieux qui s'avère en fait bruyant

Un commerçant refuse de vendre le dernier exemplaire d'un article exposé en vitrine au motif qu'il faudra refaire l'étalage

L'enseigne de réparation automobile Speedy a été condamnée pour publicité comparative illicite et trompeuse

Un professionnel inscrit dans un contrat la possibilité d'augmenter unilatéralement ses tarifs d'abonnement

Des personnes âgées souscrivent une assurance vie à la suite de sollicitations téléphoniques répétées et insistantes

Garantie de conformité

Droit de rétractation

Garantie de sécurité

Garantie contre les vices cachés

Clause abusive

Refus de vente

Pratique commerciale agressive

Pratique commerciale déloyale

2

Mots mêlés

Reconstituez les mots puis formez une phrase relative à la définition d'un droit reconnu aux consommateurs.

1 L E R D T I O

2 D E R É C I A T A R T O N T

3 M E T P E R

4 À N U C O R O T C A A C T N N T

5 D E N E E R I V R

6 R U S N O S T E G M E G N A E N

L E D R O I T

D E R É T R A C T A T I O N

P E R M E T

À U N C O C O N T R A C T A N T

D E R E V E N I R

S U R S O N E N G A G E M E N T

Réponse : Le droit de rétractation permet à un cocontractant de revenir sur son engagement.

Analyser un cas pratique

Forfait touristique

Le prestataire
de services

La société Club Méditerranée avait vendu à M. Y. son client un séjour intitulé « forfait Club Med » comprenant l'hébergement en pension complète pour cinq personnes avec les activités sportives et de loisirs décrites dans la brochure commerciale.

Au cours d'une balade en canoë, le client a été victime d'un accident. Il exige de l'agence la réparation du préjudice conformément aux dispositions du Code du tourisme.

En raison de leur nombre et de la pratique qui en est faite par une famille de cinq personnes, les activités proposées dans la brochure commerciale constituaient une part significative du forfait de sorte que la prestation vendue par le Club Méditerranée combinant l'hébergement et les activités sportives et de loisirs qui n'en sont pas l'accessoire, s'analysait en forfait touristique (article L. 211-2 du Code du tourisme).

L'agence de voyages est donc responsable de plein droit de l'accident dont l'acheteur a été victime (article L. 211-16 du Code du tourisme). Le professionnel ne peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité qu'en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable soit à l'acheteur, soit au fait, imprévisible et insurmontable, d'un tiers étranger à la fourniture des prestations prévues au contrat, soit à un cas de force majeure.

D'après Cass. civ. I, 4 mai 2012, pourvoi n°10-18503

Le client

Vente d'un forfait
touristique

Les faits

Règle de droit
applicable

Règle de droit
applicable

Complétez les pointillés en suivant la méthode 15.

MÉTHODE 15

- 1 Identifier les parties en présence.
- 2 Relever les faits.
- 3 Repérer le problème de droit.
- 4 Qualifier juridiquement la situation.
- 5 Repérer les règles juridiques applicables.

Vocabulaire

Qualifier juridiquement des faits :
traduire en langage juridique une
situation exposée en langage courant.

4 Le Club Méditerranée, entreprise commerciale de prestations de services, a vendu à M. Y., client non professionnel, un forfait touristique. Victime d'un accident, le client estime que le contrat de prestations de services n'a pas été correctement exécuté. Il demande la réparation du préjudice considérant que la responsabilité contractuelle du prestataire est engagée. La responsabilité contractuelle est engagée en cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle des obligations nées d'un contrat. Le débiteur est tenu de réparer le dommage causé au créancier.

Résoudre un cas pratique

Résolution de la vente pour vice caché

La société BMW a consenti à un client, M. X., un contrat de location avec option d'achat portant sur un véhicule neuf haut de gamme.

Se plaignant d'un raclement de la boîte de vitesses, l'acquéreur a sollicité la résolution du contrat tant sur le fondement du vice caché que, subsidiairement, sur celui du défaut de conformité afin d'obtenir des dommages et intérêts couvrant les premiers loyers du véhicule qu'il devait payer.

Le vice caché résultant d'un défaut de la chose vendue (article 1641 du Code civil) alors que la non-conformité résulte de la délivrance d'une chose autre que celle faisant l'objet de la vente (article 1147 du Code civil), la cour d'appel a estimé que les défauts de la boîte automatique qui affectaient le véhicule ne correspondaient pas à une non-conformité mais étaient susceptibles de constituer un vice caché justifiant la résolution de la vente.

Le client a été débouté de sa demande subsidiaire en résolution de la vente pour manquement du vendeur à son obligation de délivrance conforme. Il a été condamné à payer plus de 7 480 euros de loyers, outre les intérêts.

La décision a été confirmée par la Cour de cassation.

D'après Cour de cassation, Chambre civile, 12/05/2011

Le client

Le fournisseur

Les faits

Règles de droit applicables

Complétez les pointillés en suivant la méthode 16.

MÉTHODE 16

- 1 Identifier les parties en présence.
- 2 Relever les faits.
- 3 Qualifier juridiquement les faits.
- 4 Préciser les règles de droit qui s'appliquent.
- 5 Dédire la décision qui pourra être prononcée par le juge.

3 Un contrat de location avec option d'achat d'un véhicule automobile a été conclu entre la société BMW, entreprise commerciale, et un client particulier, M. X. Se plaignant d'un problème de boîte de vitesses, le client demande la résolution de la vente du véhicule pour vice caché et non-conformité de la chose vendue (art. 1130 du Code civil), ainsi que le remboursement des loyers.

4 Article 1641 du Code civil : le vendeur est responsable en cas de vice caché.

Article 1147 du Code civil : le défaut de non-conformité de la chose vendue n'est pas reconnu.

5 Le contrat est résolu, car le fournisseur a fourni un véhicule affecté d'un vice caché et n'a donc pas respecté ses obligations contractuelles. La résolution ayant un effet rétroactif, le véhicule sera restitué. Mais le défaut de non-conformité n'étant pas établi, le client doit payer les loyers dus ainsi que les intérêts de retard.

Les politiques économiques



24

● Comment relancer l'économie ?

Sofiane, titulaire d'un bac pro Commerce, est à la recherche de son premier emploi. Il s'intéresse à l'actualité économique pour mieux comprendre son environnement.

audio

foucherconnect.fr/ed18165



Je m'intéresse aux mesures économiques prises par le gouvernement car certaines peuvent nous concerner.

Pourquoi as-tu acheté le journal ce matin ?

Ah, bon ? Et en quoi cela peut-il nous toucher ?

Eh bien, je cherche les mesures pouvant augmenter notre pouvoir d'achat.

Extrait du projet de loi de finances 2018

Ce budget redonne du pouvoir d'achat aux ménages, avec la suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80 % des Français, et vise à ce que le travail paie davantage, grâce à la suppression des cotisations salariales. Il permet aux entreprises d'investir et d'embaucher, pour créer la richesse avant de la redistribuer, en allégeant la fiscalité sur les entreprises, avec la baisse de l'impôt sur les sociétés. Il soutient l'innovation en investissant dans l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche. L'objectif est de délivrer des formations qualifiantes à 1 million de chômeurs et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail.

Indiquez le sujet traité dans l'extrait de loi de finances 2018.

Mesures du gouvernement pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages, alléger la fiscalité des entreprises et soutenir l'innovation et la formation.

Expliquez en quoi ces mesures peuvent toucher directement Sofiane.

La suppression de la taxe d'habitation et des cotisations salariales vont améliorer son pouvoir d'achat. Les mesures en faveur des entreprises et de la formation peuvent faciliter l'embauche.

Plan B en vidéo

À quoi sert le budget de l'État (3'06)

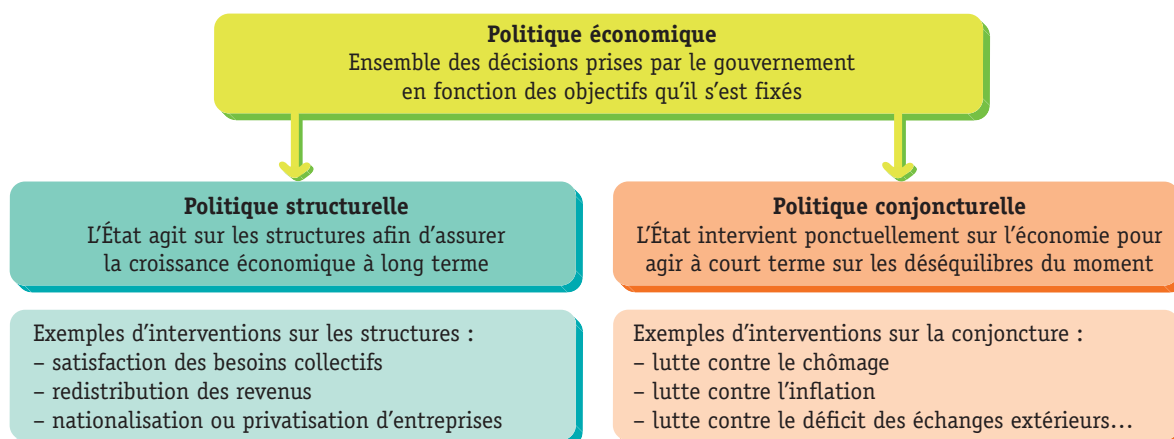
foucherconnect.fr/ed18166



Mentionnez les missions principales de l'État et leurs sources de financement.

Maintenir l'ordre, rendre la justice, assurer l'enseignement, aider les entreprises, lutter contre le chômage, soutenir la solidarité... sont les actions financées par les impôts, les taxes et cotisations sociales.

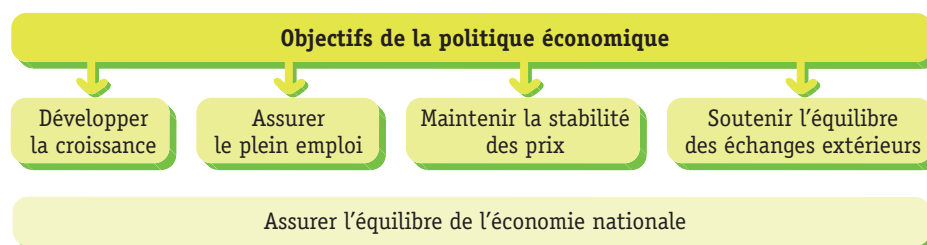
DOC 1 La politique structurelle et la politique conjoncturelle



1 Complétez le tableau en différenciant politique structurelle et conjoncturelle.

Exemple	Politique structurelle ou conjoncturelle	Objectifs visés
❶ Augmenter l'âge de départ à la retraite.	Structurelle	Réduire le déficit des comptes sociaux.
❷ Alléger les charges sociales des entreprises.	Conjoncturelle	Développer la croissance et assurer le plein emploi.
❸ Augmenter les impôts.	Conjoncturelle	Lutter contre le déficit budgétaire.
❹ Dynamiser la production industrielle.	Structurelle	Rendre la France plus compétitive.

DOC 2 Les principaux objectifs de la politique économique



La situation économique d'un pays s'analyse en fonction de quatre indicateurs clés : le taux de croissance, le taux de chômage, les échanges extérieurs et le taux d'inflation.

La **situation économique idéale** d'un pays reflète le plein emploi, la stabilité des prix, l'équilibre ou l'excédent des échanges extérieurs et une croissance forte.

Évolution des indicateurs économiques

Indicateur économique (en %)	2013	2014	2015	2016	2017*
Taux de croissance	0,1	0,4	1,1	1,1	1,8
Taux d'inflation	0,9	0,5	0,2	0,6	1,2
Taux de chômage	9,7	10,3	10,6	9,7	9,5
Solde extérieur	- 1,9	- 0,9	- 0,8	- 0,9	- 0,5

* Prévisions.

Insee et Banque de France, janvier 2018

2 Expliquez la signification d'un taux de croissance à 1,8 % et d'un taux de chômage à 9,5 %.

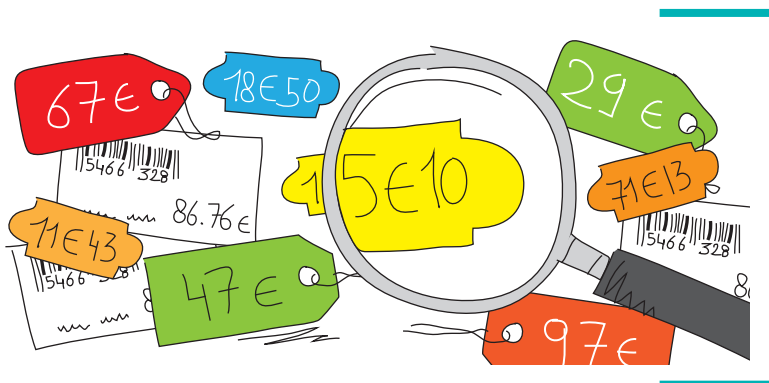
Un taux de croissance à 1,8 % signifie que la France a créé 1,8 % de richesse en 2017 et un taux de chômage à 9,5 % signifie qu'il y a 9,5 % de la population active en recherche d'emploi.

3 Repérez les indicateurs économiques à améliorer pour tendre vers la situation idéale.

Trois des indicateurs sont à améliorer : taux de croissance, taux de chômage et solde extérieur.

DOC 3 Quelques actions de l'État

- Sanctions d'ententes sur les prix par la DGCCRF.
- Baisse du nombre de fonctionnaires.
- Diminution des dépenses publiques.
- Aides aux entreprises exportatrices.
- Hausse de la prime d'activité.
- Allègement de la fiscalité des entreprises



4 Classez les actions listées ci-dessus en fonction des objectifs économiques.

Réduction du déficit budgétaire	Endiguer le chômage	Réduire l'inflation	Rétablir les soldes extérieurs
– Baisse du nombre de fonctionnaires – Diminution des dépenses publiques	– Hausse de la prime d'activité – Allègement de la fiscalité sur les entreprises	Sanctions d'entente sur les prix par la DGCCRF	Aides aux entreprises exportatrices
Politique budgétaire	Politique de l'emploi	Politique des prix	Politique du commerce extérieur

DOC 4 La politique budgétaire



Projet de loi de finances 2018
(en milliards d'euros)

Poste	Montant
Dépenses nettes	386,3
Recettes nettes	302,0
Solde du budget général	– 84,3
Solde des comptes spéciaux	1,4
Solde général	– 82,9
Dette publique (en % du PIB)	96,8 %

www.economie.gouv.fr

5 Indiquez le montant des recettes nettes et des dépenses de l'État prévues pour 2018. Que remarquez-vous ?

Montant des recettes : 302 milliards d'euros.

Montant des dépenses : 386,3 milliards d'euros.

On constate un déficit budgétaire de 84,3 milliards d'euros.

6 Dites à quoi correspond le solde général.

Le solde général correspond au solde du budget général plus le solde des comptes spéciaux.

7 Précisez la finalité du budget de l'État.

Le budget de l'État permet de financer les politiques économiques avec les dépenses engagées par l'État au travers des diverses actions mises en œuvre.

vidéo

L'élaboration du budget de l'État - 3'52

foucherconnect.fr/ed18167



DOC 5 La lutte contre le chômage

Le chômage correspond à l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Sa mesure est complexe. Il existe deux sources statistiques principales sur le chômage : Pôle Emploi et l'Insee.

Insee

Actions sur l'offre de travail	Actions sur la demande de travail
Réduction du nombre d'actifs (allongement de la scolarité)	Flexibilité salariale (développement des contrats précaires)
Réduction de la durée du travail (lois « Aubry » sur les 35 heures)	Réduction du coût salarial (réduction des charges sociales, contrats aidés...)
Formation (contrats en alternance)	Nouveaux contrats (Emplois d'avenir)
Indemnisation du chômage	Incitation à la création d'emplois

8 Expliquez la notion de « demandeur d'emploi ».

Un demandeur d'emploi est une personne de 15 ans et plus, privée d'emploi et en recherchant un.

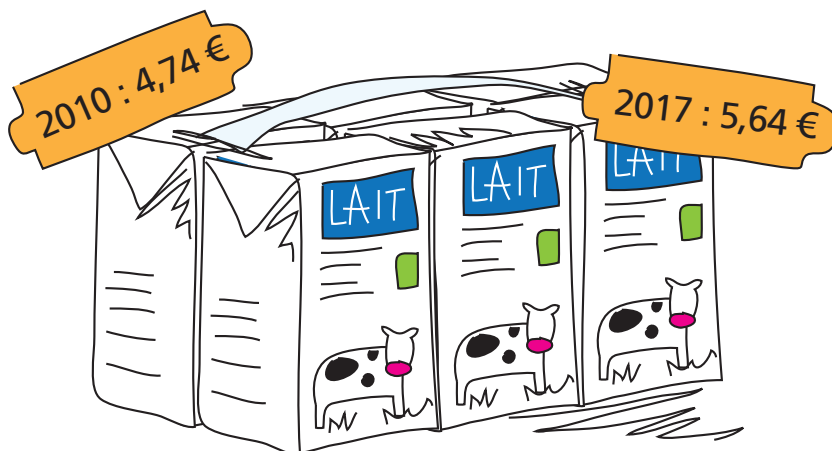
9 Précisez à qui sont destinées les actions présentées dans le tableau.

Exemple	Action	
	à destination des chômeurs	à destination des employeurs
1 Allègement des charges patronales pour les bas salaires		×
2 Contrat de professionnalisation	×	×
3 Validation de l'acquis de l'expérience (VAE)	×	
4 Aide à l'embauche pour les TPE et les PME		×

DOC 6 La lutte contre l'inflation

Les causes principales de l'inflation :

- l'**inflation par la demande** : un excès de la demande par rapport à l'offre provoque une hausse des prix ;
- l'**inflation par les coûts** : l'augmentation des coûts de production des entreprises (hausse des salaires, hausse des prix des matières premières...) entraîne une hausse du prix de vente ;
- l'**inflation monétaire** : quand les banques créent beaucoup de monnaie en distribuant des crédits alors que la production ne progresse pas, les prix augmentent et la monnaie perd de sa valeur.



L'inflation en France

Globalement les prix à la consommation ont augmenté de **1,2 %** en 2017. Le prix des produits manufacturés baisse faiblement au cours de l'année, avec le recul des prix de l'habillement-chaussures (- 0,3 %). Le prix de l'énergie s'accroît nettement (+ 4,8 %) du fait de la croissance des prix du pétrole et du gaz de ville. Le prix des services augmente de 1 %, tels que les services de santé (+ 1,9 %), le transport aérien (+ 0,3 %), tandis que d'autres baissent tels que les télécommunications (- 4,5 %). Les prix de l'alimentation ont augmenté (+ 1,5 %) avec une hausse notable des prix des produits frais (+ 3,6 %).

D'après Informations rapides n° 326, Insee, 14 décembre 2017

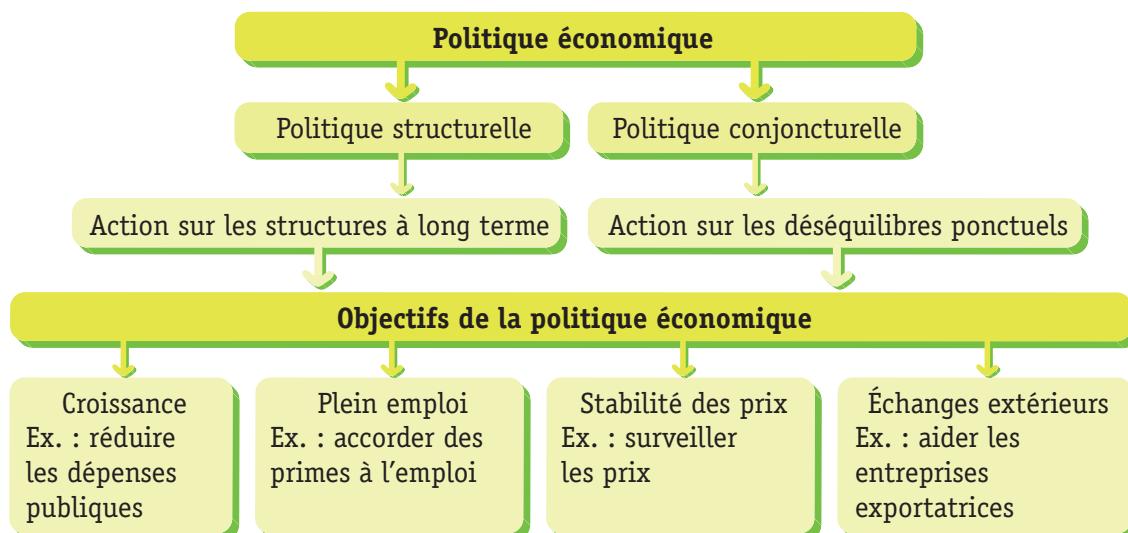
10 Surlignez le taux d'inflation annuel annoncé par l'Insee pour l'année 2017.

11 Listez deux produits dont le prix a augmenté sur un an et deux produits dont le prix a baissé.

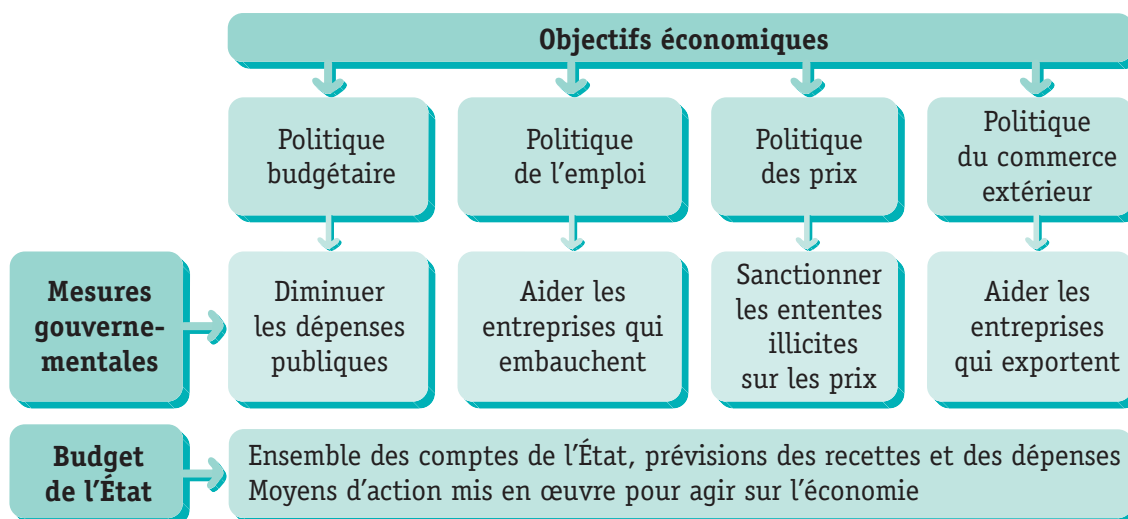
Produits dont le prix a augmenté : **énergie, service de santé, alimentation, produits frais.**

Produits dont le prix a baissé : **habillement-chaussures.**

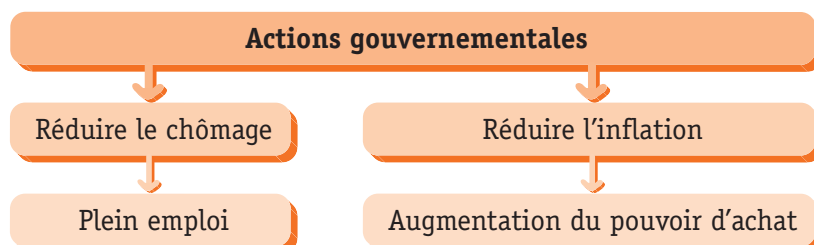
1 La politique économique



2 L'intervention de l'État sur l'économie



3 La lutte contre les déséquilibres



À VOUS de jouer !

gcm
foucherconnect.fr/ed18168



1 Mots mêlés

Trouvez le mot grâce à sa première lettre et son synonyme.

Vous disposez des lettres qui le composent, il vous reste à les remettre dans le bon ordre.

- | | | |
|-------------------------|---------------------|-----------------------|
| 1 Augmentation. | A S C O R I E S N | C R O I S S A N C E |
| 2 Carence. | T E I C I F | D É F I C I T |
| 3 Sans emploi. | G A O M E H | C H O M A G E |
| 4 Prévion des finances. | G U E T D | B U D G E T |
| 5 Travail. | O M L I P | E M P L O I |
| 6 Hausse des prix. | L O N I T A N F | I N F L A T I O N |
| 7 Souplesse. | B I E I L L E T I X | F L E X I B I L I T É |
| 8 Gérer. | R E V U N O R E | G O U V E R N E R |

2 Mots mêlés

Reconstituez chaque terme afin de découvrir la phrase cachée.

- | | | | |
|-------------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 1 E L | V U O R E N E N T E M G | L E | G O U V E R N E M E N T |
| 2 E S D | D R E N P | P R E N D | D E S |
| 3 C E S O N I S I D | R U P O | D E C I S I O N S | P O U R |
| 4 S A R R E U S | | A S S U R E R | |
| 5 Q U E B L I R E I L ' | | L ' E Q U I L I B R E | |
| 6 E D | C ' O M I E N O L E | D E | L ' E C O N O M I E |

Le mot de la fin : Le gouvernement prend des décisions pour assurer l'équilibre de l'économie.

Les revenus

25

Comment bien gérer ses comptes ?

Sylvie Rochat, secrétaire, perçoit un salaire en contrepartie du travail effectué. Son mari dirige une petite entreprise de maçonnerie dont il est propriétaire. À ce titre, il dispose de revenus qui proviennent à la fois de son travail et de son capital (locaux, matériel, véhicules professionnels...). La famille Rochat, qui élève trois enfants, touche des allocations familiales.

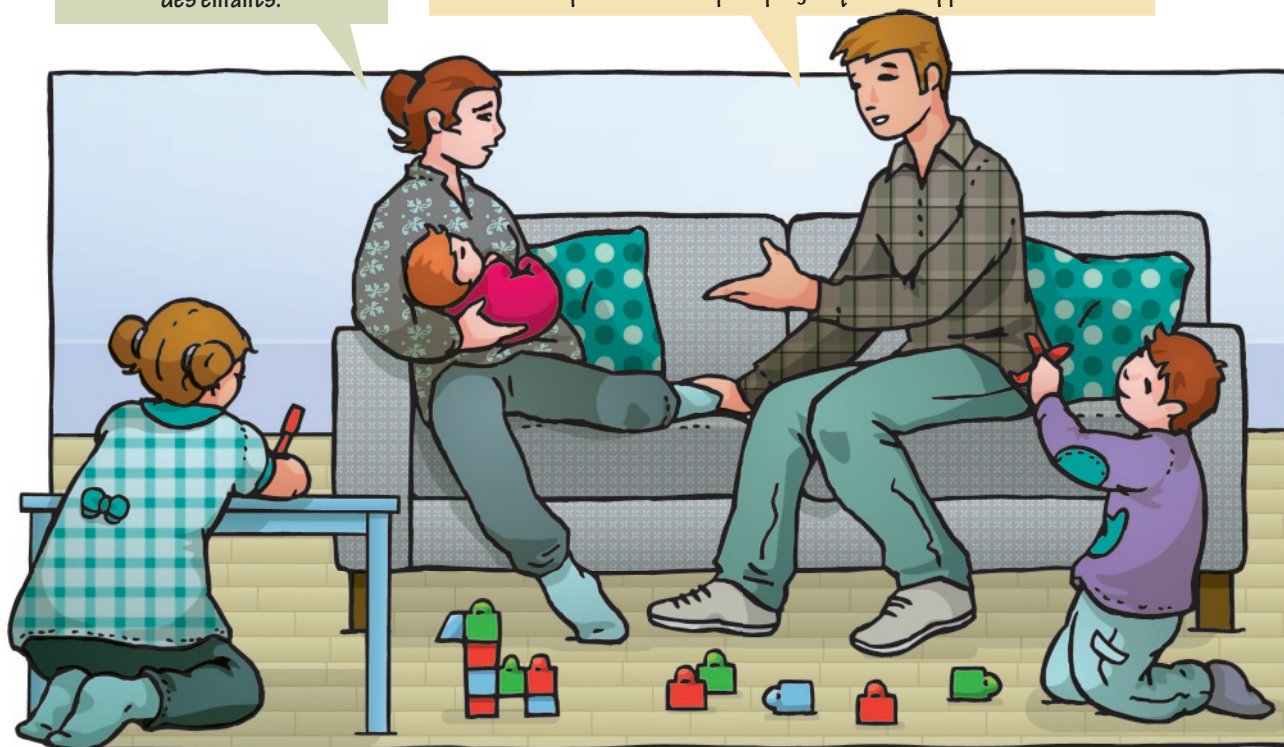
audio

foucherconnect.fr/ed18169



Pawel, crois-tu que nous allons nous en sortir ce mois-ci ? C'est bientôt Noël et il faut penser aux cadeaux des enfants.

Ne t'inquiète pas, Sylvie. Il y a sûrement plus malheureux que nous. Nous sommes quand même propriétaires de notre maison. Nous avons un studio que nous louons à une étudiante, un étang que nous louons au CSE de ton entreprise et un compte épargne qui nous rapporte des intérêts.



- Précisez l'objet de la discussion entre les époux Rochat.

Ils évoquent l'achat des cadeaux de Noël et les revenus dont ils disposent.

- Identifiez les revenus perçus par les époux Rochat qui ne sont pas la contrepartie de leur travail.

Loyers d'un studio, d'un étang, intérêts de leur compte épargne, allocations familiales.

Plan B en vidéo

Revenus du travail, du capital
et revenus de transfert (1'46)

foucherconnect.fr/ed18170



- Citez deux catégories de revenus primaires.
Les revenus du travail et les revenus du capital.

DOC 1 L'origine des revenus



▲ Famille Durand

M. Durand, cadre chez Areva, perçoit 4 000 € par mois et Mme Durand, propriétaire de la boutique de prêt-à-porter dans laquelle elle travaille, 2 000 € par mois.

Ils possèdent des actions qui leur rapportent 35 € par mois et paient chaque mois 1 250 € d'impôts et de cotisations sociales.



▲ Famille Dupond

M. Dupond, ouvrier spécialisé chez Alstom, a un salaire de 1 600 € par mois et Mme Dupond est sans emploi.

Chaque mois, ils paient 60 € d'impôts et de cotisations sociales, et touchent 296,23 € d'allocations familiales et 433 € d'allocations logement.

1 Calculez les revenus perçus par les familles Durand et Dupond, selon leur origine.

Origine des revenus	Famille Durand	Famille Dupond
Revenus du travail en contrepartie de l'activité professionnelle	4 000,00 €	1 600,00 €
Revenus perçus par les propriétaires de biens immobiliers ou mobiliers	35,00 €	/
Revenus mixtes versés aux entrepreneurs individuels	2 000,00 €	/
Total des revenus primaires (revenus perçus directement par les ménages)	6 035,00 €	1 600,00 €
Prestations sociales (revenus de transfert versés aux ménages)	/	296,23 €
		433,00 €
Total des revenus de transfert	/	729,23 €

DOC 2 Les revenus de transfert

En contrepartie des impôts et des cotisations sociales qu'ils versent, les ménages reçoivent des revenus de transfert ou **prestations sociales**. Celles-ci sont destinées à **aider les familles et à compenser les pertes de revenus** liées à la vieillesse, à la maladie, au chômage ou à divers handicaps. Les prestations sociales sont versées en nature ou en espèces par l'État, les collectivités territoriales, les caisses de Sécurité sociale ou d'assurance chômage (Unedic, Assedic). Elles représentent globalement plus d'un tiers du revenu disponible des ménages.

<http://finances-credit.com>

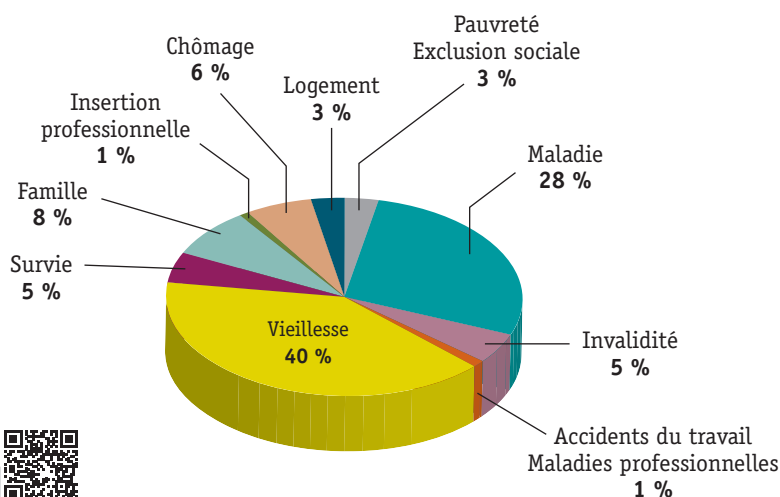
vidéo

Les revenus de transfert - 2'07

foucherconnect.fr / ed18171



Prestations sociales versées en 2014 par risque



Drees, « La protection sociale en France et en Europe en 2014 », édition 2016

2 Surlignez, dans le texte, les revenus de transfert, leur finalité et les organismes verseurs.

3 Citez par ordre décroissant les trois principaux revenus de transfert versés aux ménages.

Vieillesse : 40 %, maladie : 28 % et famille : 8 %.

4 Indiquez la part des revenus sociaux versés au titre de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Elle est relativement peu importante puisqu'elle ne représente que 3 % du total des prestations.

DOC 3 Le revenu disponible des ménages

Ce que vous recevez

Exemples :

- les salaires, revenus des indépendants...
- les revenus du patrimoine
- les prestations sociales comme les pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales...

Moins



Ce que vous versez

Exemples :

- les cotisations sociales
- les impôts directs : l'impôt sur le revenu, CSG, CRDS, la taxe d'habitation*...

* La taxe d'habitation disparaîtra pour 80 % des foyers d'ici 2020.

<http://www.insee.fr>

5 Donnez la formule de calcul du revenu disponible.

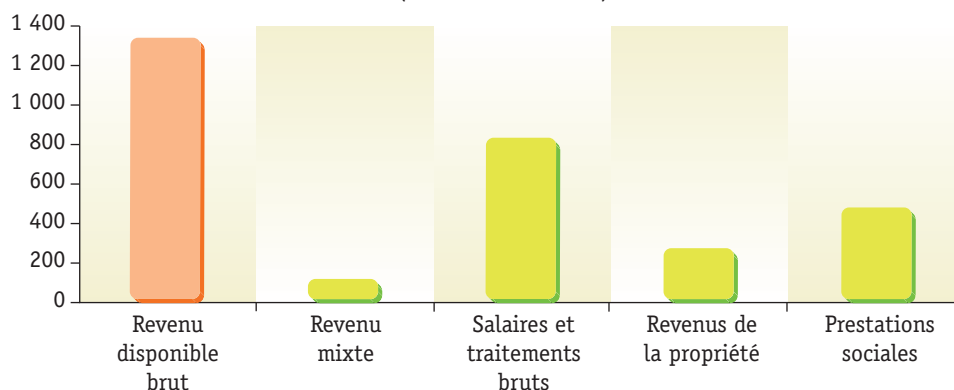
Revenu disponible = Revenus du travail + Revenus de la propriété + Revenus de transfert – Prélèvements

6 Calculez le revenu disponible mensuel des familles Durand et Dupond.

Postes	Famille Durand	Famille Dupond
Revenus primaires	6 035,00 €	1 600,00 €
Revenus de transfert	/	729,23 €
Taxes et impôts	1 250,00 €	60,00 €
Revenu disponible	4 785,00 €	2 269,23 €

DOC 4 L'analyse du revenu disponible

Répartition des revenus par type en 2015
(en milliards d'euros)



Insee, *Compte des ménages – Comptes nationaux*, mai 2016

7 Citez par ordre décroissant les composantes du revenu disponible.

Les salaires et traitements bruts, les prestations sociales, les revenus de la propriété, les revenus mixtes.

8 Mesurez l'importance des prestations sociales dans les revenus des ménages.

En 2015, les prestations sociales correspondent à peu près au tiers du revenu disponible des ménages ce qui est relativement important.

DOC 5 Exemples de disparités de revenus

Salaires mensuels moyens nets de tous prélèvements selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2013

Catégorie	Montants mensuels nets (en euros courants)			
	Hommes	Femmes	Ensemble	F/H (en %)
Cadres	4 380	3 469	4 072	- 20,8
Professions intermédiaires	2 394	2 068	2 254	- 13,6
Employés	1 714	1 568	1 612	- 8,5
Ouvriers	1 736	1 441	1 686	- 17,0
Ensemble	2 389	1 934	2 202	- 19,0

Champ : salariés en équivalent-temps plein du secteur privé et des entreprises publiques.

Insee, TEF édition 2016

Les inégalités de revenus peuvent résulter de critères très différents comme l'âge, le sexe, l'expérience, le niveau de diplôme, la qualification...

L'outil utilisé pour mesurer les inégalités de revenus est appelé « rapport interdécile », c'est le rapport entre le niveau de vie (revenu disponible par individu) minimum des 10 % les plus riches et le niveau de vie maximum des 10 % les plus pauvres.

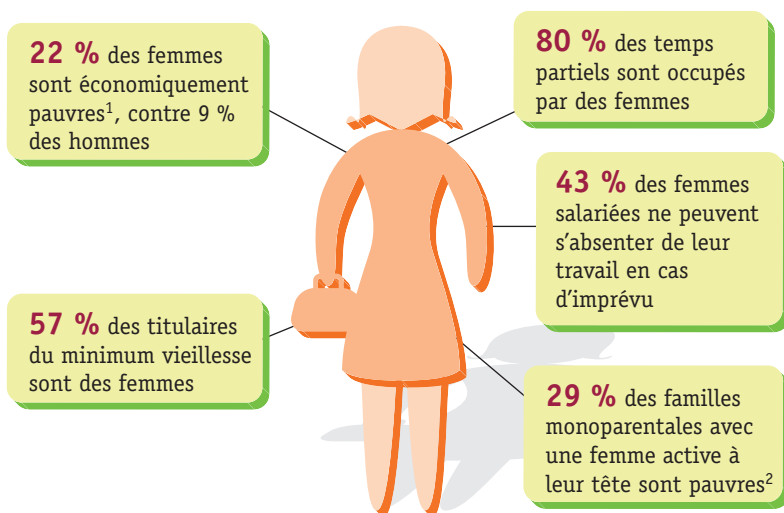
9 Comparez les salaires nets mensuels des femmes et des hommes catégorie employés en 2013.

Ils s'élèvent à 1 714 euros pour les hommes et à 1 568 euros pour les femmes, soit une différence de 8,5 %.

10 Montrez comment peuvent s'expliquer les disparités de salaires entre hommes et femmes.

Les salaires varient selon la catégorie professionnelle, la qualification, l'expérience, l'ancienneté...

DOC 6 Le portrait de la précarité féminine



1. Niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté correspondant à 60 % du niveau de vie médian.

2. Revenu individuel d'activité inférieur à 1 015 € par mois pour une personne seule en 2017.

« Les chiffres 2014 - L'économie et la société en 30 thèmes et 2000 graphiques », Alternatives économiques, Hors série n° 98, 14 octobre 2013

Précarité, que recouvre ce terme ?

La précarité définit la condition qui résulte d'absence d'une ou de plusieurs sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales et de jouir des droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, quand elle devient persistante, quand elle compromet les chances d'assumer à nouveau ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même.

Joseph Wresinski, « Grande pauvreté et précarité économique et sociale », Conseil économique et social, 1987, santepubliquefrance.fr

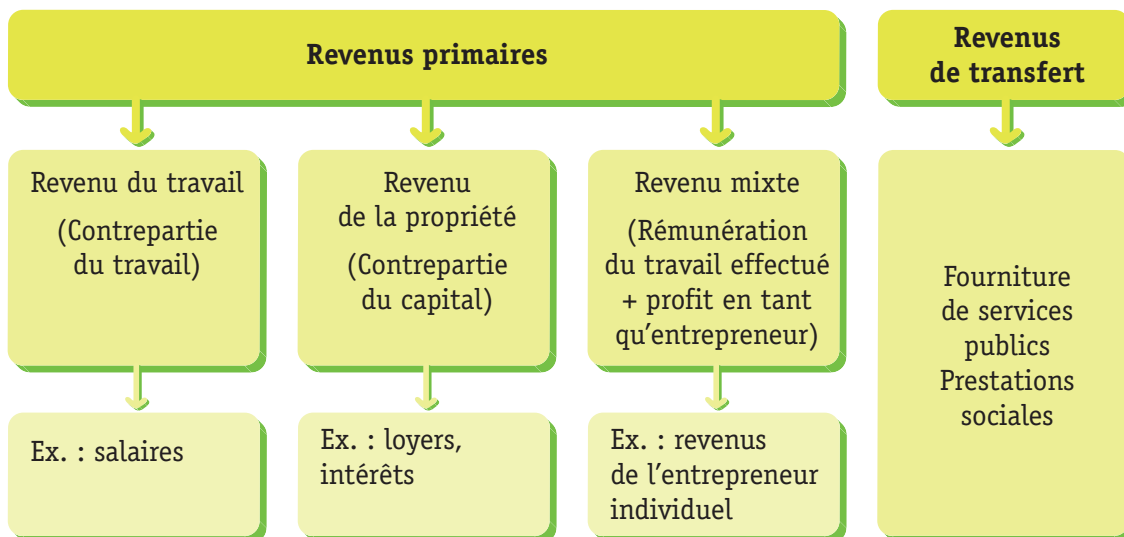
11 Expliquez ce qu'est la précarité.

La précarité est une situation dans laquelle se mêlent instabilité, insécurité et pauvreté.

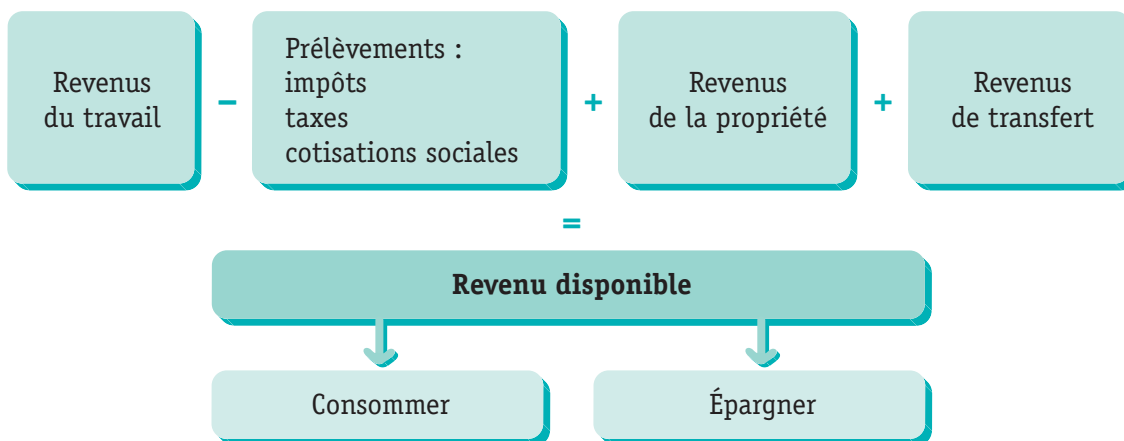
12 Précisez pourquoi les femmes sont généralement plus exposées à la précarité.

Les femmes sont davantage confrontées au temps partiel que les hommes (à 80 %). Elles connaissent une insécurité sociale plus grande, 29 % des familles monoparentales ayant une femme active à leur tête sont pauvres.

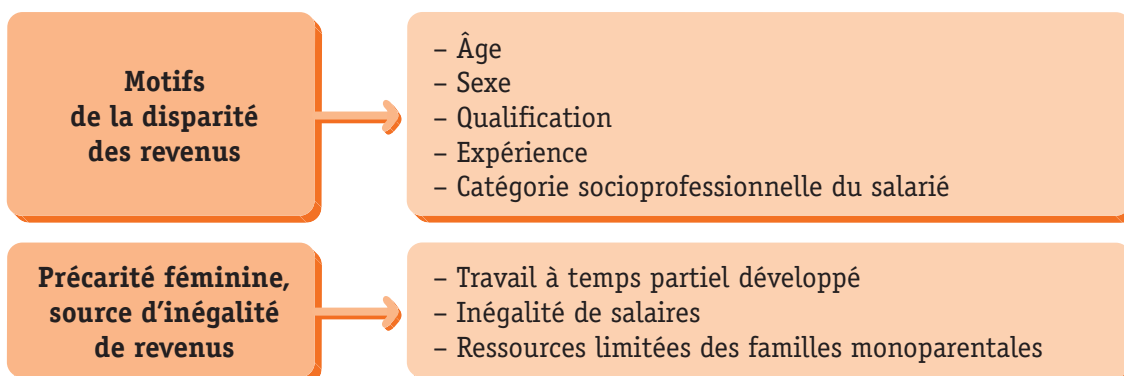
1



2



3

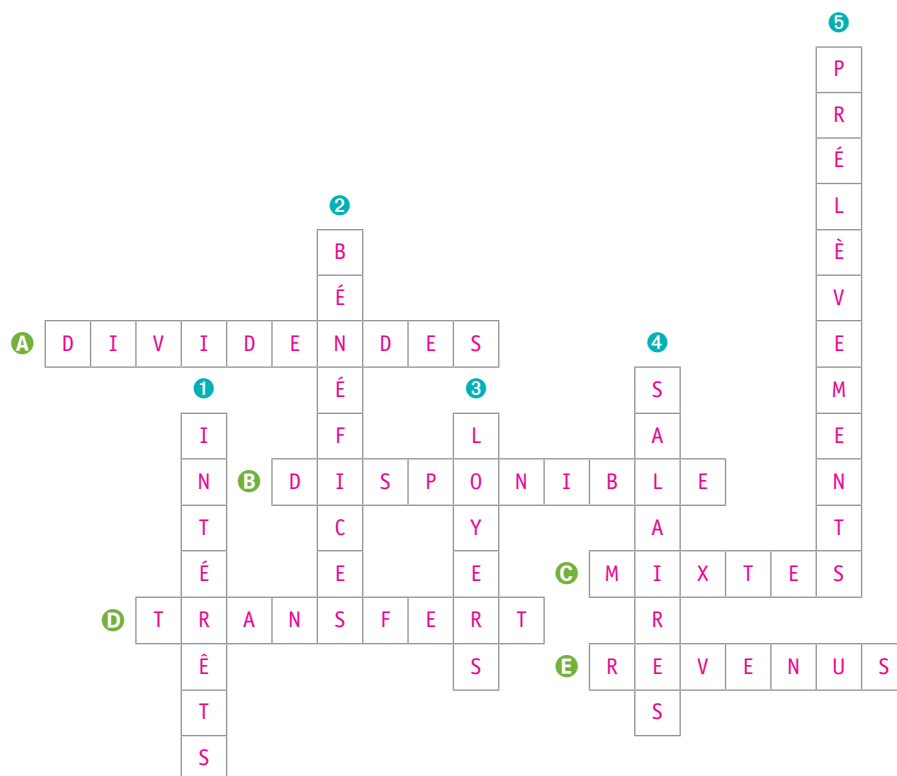




1

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- A** Revenus versés aux actionnaires.
 - B** Revenu restant aux ménages pour consommer et épargner.
 - C** Revenus attribués aux entrepreneurs individuels.
 - D** Revenus redistribués par l'État ou les organismes sociaux.
 - E** Ensemble des ressources financières perçues par les ménages.
- 1** Revenus perçus par les titulaires de comptes d'épargne.
 - 2** Profits de l'entreprise.
 - 3** Revenus perçus par les propriétaires de biens immobiliers.
 - 4** Revenus primaires qui proviennent du travail.
 - 5** Source de financement de la redistribution.



2

Décryptez la charade suivante.

Mon sixième abrite souvent les marchés.

Mon tout : prestations familiales

La redistribution

26

Comment répartir les revenus ?

Deux familles louent un appartement dans le même immeuble de la banlieue toulousaine. Milo et Sandrine sont mariés et ont deux enfants de 8 et 11 ans. Kenza vit seule avec sa fille de 4 ans. Ces deux familles perçoivent des prestations familiales diverses...

audio

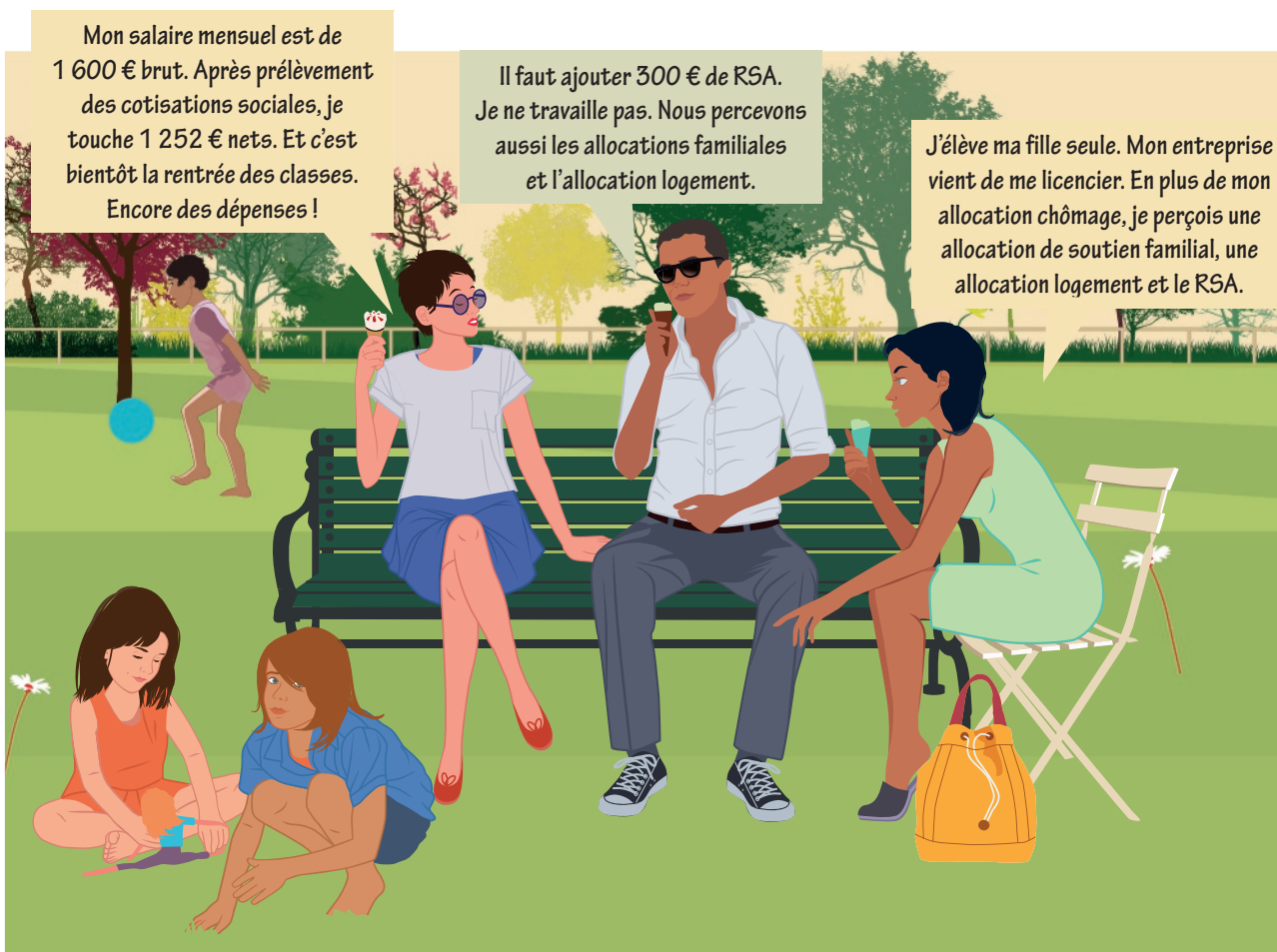
foucherconnect.fr/ed18173



Mon salaire mensuel est de 1 600 € brut. Après prélèvement des cotisations sociales, je touche 1 252 € nets. Et c'est bientôt la rentrée des classes. Encore des dépenses !

Il faut ajouter 300 € de RSA. Je ne travaille pas. Nous percevons aussi les allocations familiales et l'allocation logement.

J'élève ma fille seule. Mon entreprise vient de me licencier. En plus de mon allocation chômage, je perçois une allocation de soutien familial, une allocation logement et le RSA.



Indiquez la raison pour laquelle ces deux familles perçoivent différentes allocations.

Ces deux familles perçoivent différentes allocations parce que leurs ressources mensuelles sont faibles.

Citez un autre type d'allocation pouvant être versée aux familles.

L'allocation de rentrée scolaire.

Plan B en vidéo

Les mécanismes de redistribution (2'52)

foucherconnect.fr/ed18174



Expliquez l'objectif de la redistribution.

Réduire les écarts de revenus qui existent entre les ménages.

DOC 1 Les objectifs sociaux



La fiscalité comme moyen de réduire les inégalités sociales

La finalité première de la fiscalité est de **financer les dépenses publiques**. La structure de ces prélèvements obligatoires (ensemble des impôts et des cotisations sociales perçus par les administrations publiques) peut également **jouer un rôle économique incitatif**, via notamment des exonérations ou abattements d'impôts pour certaines activités ou dépenses, ou à l'inverse non incitatif (comme les écotaxes, frappant la consommation, la production ou l'émission de substances nuisibles pour l'environnement), ainsi qu'un **rôle de redistribution**. Il consiste à corriger et à limiter les inégalités de revenus, notamment par l'intermédiaire de la progressivité de l'impôt. [...]

Il convient toutefois de souligner que les autorités publiques disposent, pour réduire les inégalités, d'autres instruments que la fiscalité : les transferts sociaux (comme les prestations familiales), la production de services publics gratuits ou à prix réduit (comme l'enseignement scolaire), enfin l'intervention directe sur les marchés des biens, des services ou du travail (par exemple au travers de la fixation de salaires minima comme le Smic).

© La Documentation Française, www.vie-publique.fr

- 1 Surlignez dans le texte les trois objectifs des prélèvements obligatoires.
- 2 Soulignez les autres moyens à la disposition de l'État pour réduire les inégalités.

DOC 2 Le versement d'un minimum de ressources

Allocataires des prestations légales en métropole en 2015

Prestation versée	Nombre de bénéficiaires	Montant (en milliers d'euros)
Allocations familiales	4 587 978	11 923 221
Complément familial	810 067	1 791 786
Allocation de soutien familial	654 768	1 261 764
Allocation de rentrée scolaire	2 805 558	1 812 884
Aide personnalisée au logement	2 731 806	7 977 483
Revenu de solidarité active	2 285 203	11 368 562
Allocation aux adultes handicapés	993 677	7 961 344

D'après la CNAF, L'E-ssentiel n° 164, www.caf.fr, 2016

- 3 Citez par ordre décroissant :
 - les trois prestations sociales versées au plus grand nombre de bénéficiaires : allocations familiales, allocation de rentrée scolaire, aide personnalisée au logement ;
 - les trois prestations sociales les plus coûteuses pour l'État : allocations familiales, revenu de solidarité active, aide personnalisée au logement.
- 4 Précisez l'utilité de ces allocations pour les ménages.

Elles permettent d'aider les familles dans leur vie quotidienne et de lutter contre la précarité.

DOC 3 Les prélèvements obligatoires par type d'impôt

Prélèvement	En milliards d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014
Taxe sur la valeur ajoutée	135,6	140,6	142,5	144,3	148,1
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	23,6	23,9	23,6	23,7	23,9
Impôt sur le revenu	47,0	50,8	59,5	68,7	70,0
Contribution sociale généralisée	82,3	86,9	90,0	92,8	93,8
Impôt sur les sociétés	33,1	41,9	42,1	44,1	36,2
Taxes foncières	26,1	27,4	28,3	29,8	30,6
Taxe d'habitation	15,3	16,0	19,5	17,5	17,8
Cotisations sociales	312,3	325,3	335,2	345,3	354,6

Insee, TEF, édition 2016, www.insee.fr



5 Surlignez les quatre principaux prélèvements payés par les agents économiques.

6 Calculez la part de la TVA, de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales par rapport au total des prélèvements obligatoires en 2014.

Prélèvement	En milliards d'euros (valeur absolue)	En pourcentage (valeur relative)
Prélèvements obligatoires en 2014	775 000 000	
Part de la TVA	148 100 000	19,11
Part de l'impôt sur le revenu	70 000 000	9,03
Part des cotisations sociales	354 600 000	45,75

DOC 4 La redistribution (un exemple : le RSA)



Personne seule

545,48 €



Couple

818,22 €

▲ Le montant du revenu de solidarité active est variable et dépend de la situation familiale

Qu'est-ce que le RSA ?

Le RSA¹ est une aide sociale qui existe depuis 2009. Il permet à ses bénéficiaires d'obtenir un revenu minimal ou un complément de revenu. Le RSA s'est substitué au RMI², à l'API³ et à certaines aides temporaires telles que la prime de retour à l'emploi. Il concerne tous les actifs depuis 2010, y compris les jeunes de 18 à 24 ans, qui peuvent, dans certains cas, bénéficier du RSA.

Les conditions et les montants varient selon la situation de chacun. Le RSA socle est distribué par les départements aux personnes qui remplissent des conditions prévues par la loi (nombre d'enfants, revenus...). Depuis le 1^{er} janvier 2016, le RSA activité et la prime pour l'emploi ont disparu au profit d'un nouveau dispositif : la prime d'activité. Cette aide a pour objectif d'aider les travailleurs à revenus modestes, tout en incitant les chômeurs à reprendre une activité. Le montant du RSA varie selon la situation familiale de chacun. Il n'est pas le même selon que la personne soit seule, en couple, avec ou sans enfants. Ces montants concernent 1,9 million de foyers selon le dernier pointage datant de mars 2016.

1. RSA : revenu de solidarité active.
2. RMI : revenu minimum d'insertion.
3. API : allocation de parent isolé.

www.journaldunet.com, 23 septembre 2016

7 Expliquez ce que signifie RSA et l'intérêt de ce dispositif.

Revenu de solidarité active. L'intérêt de ce dispositif est de garantir un revenu minimum.

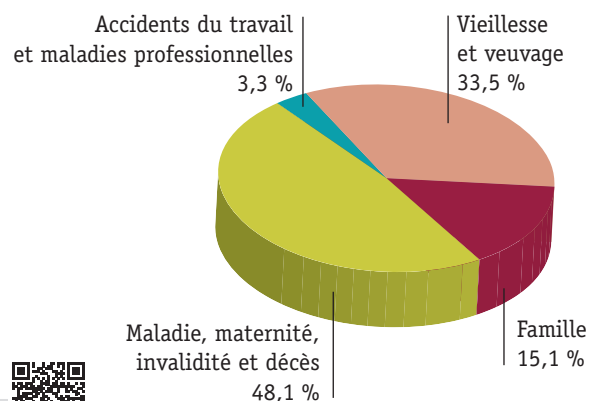
DOC 5 Maladie, maternité, invalidité, vieillesse

Le principe de la Sécurité sociale

La Sécurité sociale assure une mission de service public au moyen de techniques particulières destinées à promouvoir la solidarité par la redistribution des revenus du travail et du capital des personnes physiques et des entreprises ou personnes morales. Ainsi, elle gère la plus grande part de ces crédits de redistribution affectés à la politique de santé, de la famille, de la vieillesse et des risques professionnels qui représentent le quart du PIB, soit un montant supérieur au budget de l'État.

Les risques couverts par la Sécurité sociale sont la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité, l'accident du travail ou la maladie professionnelle et les charges familiales.

Part de chaque branche dans les dépenses du régime général en 2015



Chiffres clés de la Sécurité sociale 2015, édition 2016
www.securite-sociale.fr

vidéo

La protection sociale - 3'35

foucherconnect.fr/ed18175

8 Rappelez comment est financée la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale est financée par les cotisations obligatoires des salariés et des employeurs.

9 Surlignez les risques couverts par la Sécurité sociale. Précisez la part de la branche maladie dans le total des dépenses du régime général.

La branche maladie représente près de la moitié du solde du régime général en 2015 soit 48,1 %.

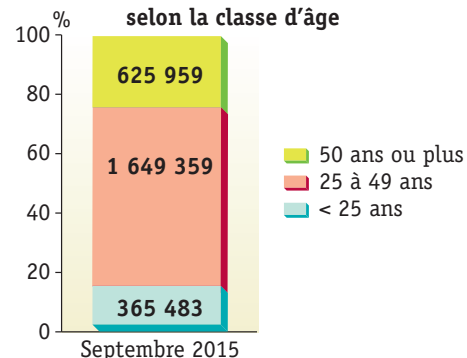
DOC 6 Un autre risque social : le chômage

Taux de cotisations chômage 2018

Cotisation	Employeur	Salarié	Base de calcul
Assurance chômage	4,05 %	0,95 %	Jusqu'à 13 244 €
AGS*	0,15 %	/	Jusqu'à 13 244 €
Total*	4,20 %	0,95 %	

* AGS : Assurance garantie des salaires. Cotisation uniquement supportée par l'employeur, qui finance le régime de garantie des salaires et permet, en cas de redressement ou liquidation judiciaire de l'entreprise, de garantir le paiement des rémunérations, préavis et indemnités des salariés.

Répartition des allocations selon la classe d'âge



Pôle Emploi, Statistiques et indicateurs, n° 16.028 ; 8 juillet 2016

10 Calculez le montant des cotisations patronales et salariales versé pour l'assurance chômage.

Salarié	Cotisations	Montant des cotisations	
		patronales	salariales
① M. Dupont Salaire brut : 1 535,73 €	Assurance chômage	$1\,535,73 \times 4,05 / 100 = 62,20 \text{ €}$	$1\,535,73 \times 0,95 / 100 = 14,59 \text{ €}$
	AGS	$1\,535,73 \times 0,15 / 100 = 2,30 \text{ €}$	
② M. Durand Salaire brut : 4 000,00 €	Assurance chômage	$4\,000,00 \times 4,05 / 100 = 162,00 \text{ €}$	$4\,000,00 \times 0,95 / 100 = 38,00 \text{ €}$
	AGS	$4\,000,00 \times 0,15 / 100 = 6,00 \text{ €}$	

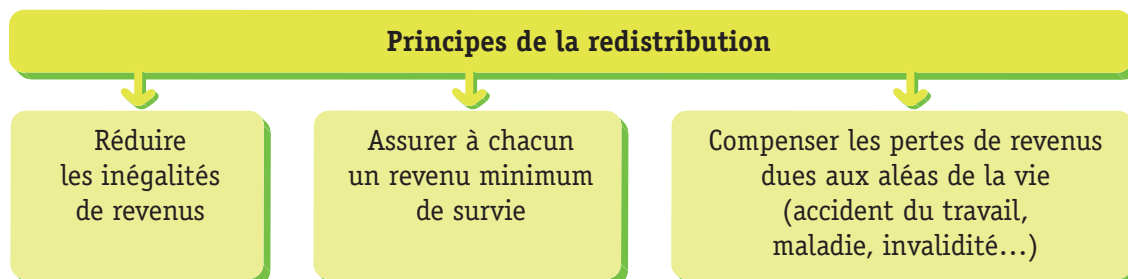
11 Repérez la tranche d'âge qui bénéficie le plus de l'assurance chômage.

Les 25-49 ans représentent une part importante des allocataires de l'assurance chômage (62,5 % en septembre 2015).

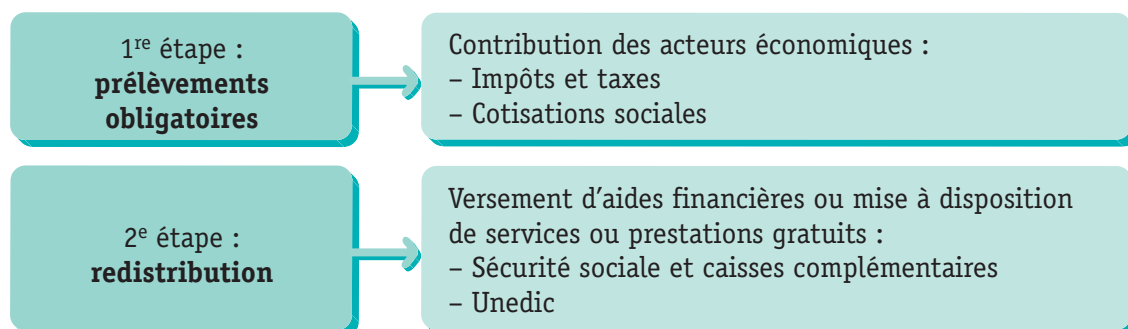
Synthèse 26

LA REDISTRIBUTION

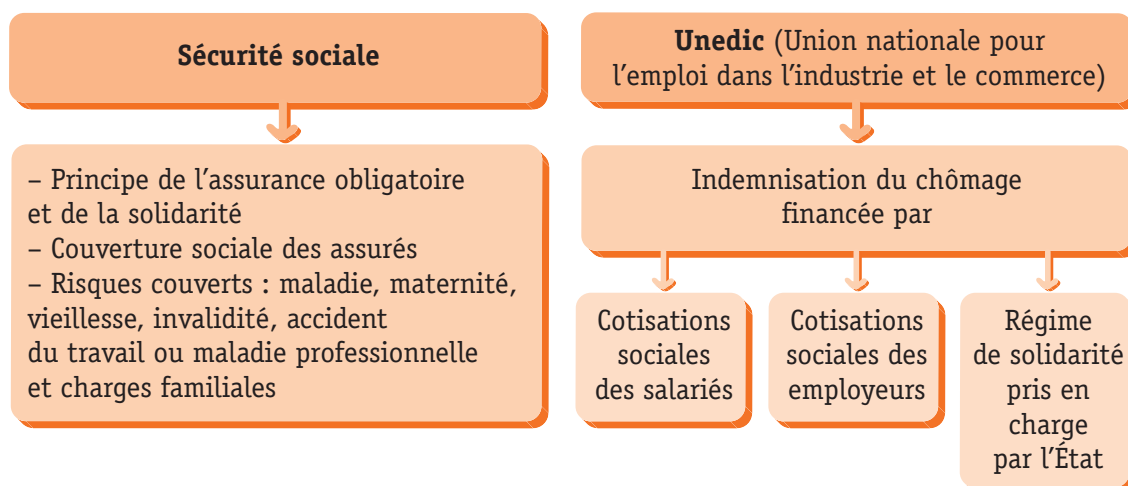
1 Objectifs et finalités de la redistribution



2 Les modalités de la redistribution



3 La protection contre les risques sociaux



À VOUS

de jouer !

gcm

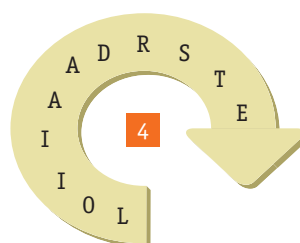
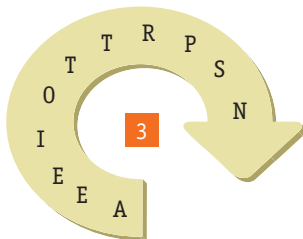
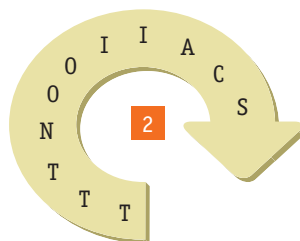
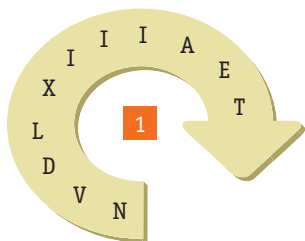
foucherconnect.fr/ed18176



1

Le dernier mot

Construisez un mot correspondant à la définition donnée avec 10 des 11 lettres de chaque groupe. Reportez-le dans les cases prévues et utilisez les lettres restantes pour reconstituer le mot en plus dont voici la définition : une contribution des acteurs économiques.



1 C'est un risque couvert par la Sécurité sociale.

I	N	V	A	L	I	D	I	T	É
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

X

2 Versement obligatoire à la Sécurité sociale destiné à la protection sociale des salariés.

C	O	T	I	S	A	T	I	O	N
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

T

3 L'allocation familiale, l'allocation logement, l'allocation de soutien familial en sont des exemples.

P	R	E	S	T	A	T	I	O	N
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

E

4 Signification du « S » du sigle RSA.

S	O	L	I	D	A	R	I	T	É
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

A

Mot en plus : taxe

2

Mic-mac

Assemblez les groupes de deux lettres par trois pour former six mots de six lettres.

R	E	S	O	U	N	T	S	E	T	U	E	R	I	I	M	B	U
V	E	C	I	E	D	D	G	P	O	S	Q	A	L	N	U	I	C

1	B	U	D	G	E	T
---	---	---	---	---	---	---

2	R	E	V	E	N	U
---	---	---	---	---	---	---

3	S	O	C	I	A	L
---	---	---	---	---	---	---

4	I	M	P	O	T	S
---	---	---	---	---	---	---

5	R	I	S	Q	U	E
---	---	---	---	---	---	---

6	U	N	E	D	I	C
---	---	---	---	---	---	---

La protection du consommateur



En tant que citoyen vous êtes concerné par la réglementation relative à la protection du consommateur contre les pratiques commerciales trompeuses. Parfois, suite à des actions ou des omissions trompeuses, le consommateur est incité à prendre une décision d'achat qu'il n'aurait pas prise en d'autres circonstances.

Vous vous renseignez sur ces pratiques commerciales déloyales et sur les règles applicables en matière d'information et de protection des consommateurs.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** Frais de résiliation : Free condamné pour clauses abusives
- Document 2** Les pratiques commerciales reconnues trompeuses
- Document 3** Code de la consommation (extraits)
- Document 4** Présentation trompeuse et concurrence déloyale

... et des documents complémentaires A, B, C.

PREMIÈRE PARTIE Exploitation des documents

- 1 Après avoir pris connaissance du dossier documentaire (**documents 1 à 4**), complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).
- 2 À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire mis à votre disposition, expliquez les concepts et expressions soulignés dans les documents (**annexe 2**).
- 3 Afin d'enrichir votre dossier documentaire, vous avez trouvé trois autres articles (**les documents complémentaires A, B et C**). Sélectionnez celui qui vous semble le plus pertinent pour illustrer votre étude. Justifiez votre choix en complétant la grille d'analyse (**annexe 3**).

DEUXIÈME PARTIE Rédaction de l'étude

Comment les consommateurs sont-ils protégés contre les pratiques commerciales trompeuses ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, développement en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra aux consignes suivantes :

- établir un constat des pratiques commerciales trompeuses et de la concurrence déloyale à travers des exemples ;
- rappeler les éléments en matière d'information et de protection du consommateur contre les pratiques commerciales trompeuses.

Étude à présenter en **annexe 4**.

Document 1

Frais de résiliation : Free condamné pour clauses abusives

La justice épingle plusieurs pratiques commerciales et contractuelles prêtées à Free ainsi qu'à sa filiale Alice. Le Tribunal de grande instance a donc demandé au fournisseur d'accès à Internet de faire supprimer plusieurs mentions figurant dans ses contrats. Si l'opérateur va faire appel de cette décision (il juge que certaines clauses ont déjà été supprimées), la condamnation demeure lourde.

Sont particulièrement reprochés à Free le fait de facturer à ses clients 49 euros au titre des frais de résiliation. De son côté, la justice a estimé que ces frais ne coûtaient à l'opérateur que 35,69 euros hors taxes. Free a également été reconnu coupable de laisser coché par défaut le mode de livraison le plus onéreux.

Enfin, la justice affirme qu'il peut être considéré comme trompeur le fait de « donner le choix au consommateur de voir son abonnement résilié à réception de sa demande

ou en fin de mois alors qu'il est systématiquement pris en compte à la fin du mois ».

La justice a demandé à ce que les abonnés puissent recevoir des informations relatives à ce changement des conditions contractuelles. [...] Des courriers pourraient ainsi leur être envoyés dans le but de les informer « que les clauses jugées abusives et illicites sont réputées non écrites dans leur contrat ».

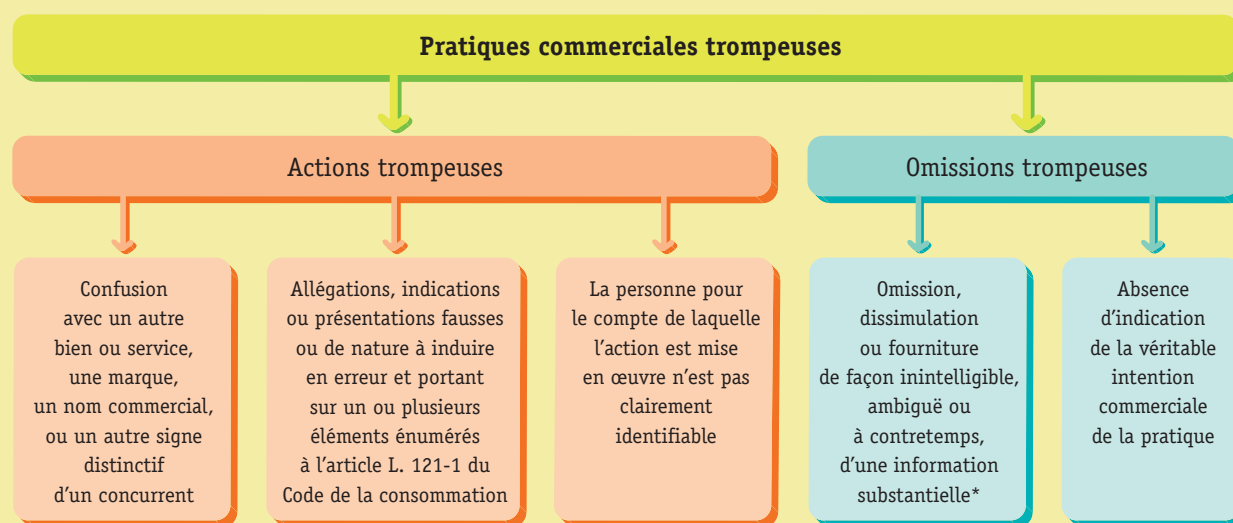
De même, si cette condamnation est maintenue, Free devra faire publier une note informant le public de la mesure dans deux journaux, mais également sur leurs propres sites web. Si ces pratiques ne cessent pas, l'opérateur pourrait devoir régler sous astreinte entre 15 000 et 20 000 euros par jour de retard.

www.clubic.com, 29 mars 2016

Document 2

Les pratiques commerciales reconnues trompeuses

D'après l'article L. 121-1 du Code de la consommation sont condamnées les pratiques commerciales trompeuses consistant tant dans une action que dans une omission, et qui amènent ou sont susceptibles d'amener le consommateur à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement. [...]



* Substantielle : indispensable.

D'après www.dalloz-actualite.fr

Document 3

Code de la consommation (extraits)

Article L. 121-1. Une pratique commerciale est trompeuse si elle est commise dans l'une des circonstances suivantes :

[...] 2° Lorsqu'elle repose sur des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur et portant sur l'un ou plusieurs des éléments suivants :

a) L'existence, la disponibilité ou la nature du bien ou du service ;

b) Les caractéristiques essentielles du bien ou du service, à savoir : ses qualités substantielles, sa composition, ses accessoires, son origine, sa quantité, son mode et sa date de fabrication, les conditions de son utilisation et son aptitude à l'usage, ses propriétés et les résultats attendus de son utilisation, ainsi que les résultats et les principales caractéristiques des tests et contrôles effectués sur le bien ou le service ;

c) Le prix ou le mode de calcul du prix, le caractère promotionnel du prix et les conditions de vente, de paiement et de livraison du bien ou du service.

Article L. 213-1. Sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus et d'une amende de 37 500 euros au plus ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque, qu'il soit ou non partie au contrat, aura trompé ou tenté de tromper le contractant, par quelque moyen ou procédé que ce soit, même par l'intermédiaire d'un tiers :

1° Soit sur la nature, l'espèce, l'origine, les qualités substantielles, la composition ou la teneur en principes utiles de toutes marchandises.

[...]

www.legifrance.gouv.fr

Document 4

Présentation trompeuse et concurrence déloyale

La Cour de cassation a confirmé un arrêt du 8 décembre 2010 de la cour d'appel de Paris qui avait interdit la commercialisation de produits laitiers frais aromatisés dans des conditionnements comportant une représentation stylisée mais réaliste de produits naturels (fraises des bois, noix de coco, noisettes, grains de café...). La société ayant commercialisé ces produits était poursuivie pour concurrence déloyale à l'initiative d'un concurrent qui jugeait cette présentation trompeuse. L'arrêt de la cour d'appel a été rendu définitif par la Cour de cassation, qui a rejeté le pourvoi présenté par la société concernée. Selon la décision de la Cour de cassation, les principes généraux du droit peuvent toujours être appliqués par le juge en l'absence de texte spécifique et les industriels doivent fournir au consommateur l'information qui lui est nécessaire pour procéder à son achat en parfaite connaissance de cause, en s'abstenant de toute pratique commerciale trompeuse ou pouvant l'induire en erreur lors de l'achat.

D'après www.lequotidienlesmarches.fr, 10 mai 2012

Documents complémentaires

Document A

La loi Consommation : pour rééquilibrer les pouvoirs

La loi Consommation du 17 mars 2014 redonne du pouvoir aux consommateurs. Les mesures de la loi mettent en œuvre des avancées qui concernent les Français dans leur quotidien.

<http://www.economie.gouv.fr/projet-loi-consommation>, 30 décembre 2014

Le projet de loi consommation

1. Création d'une action de groupe
2. Lutte contre les clauses abusives
3. Modernisation des moyens d'action de la DGCCRF
4. Renforcement des sanctions pour fraude économique
5. Encadrement du crédit à la consommation



6. Assouplissement des conditions de résiliation des contrats d'assurance
7. Renforcement des droits des consommateurs sur Internet
8. Extension des indications géographiques aux produits manufacturés
9. Développement de modes de consommation responsables

Améliorer la protection des consommateurs
Rééquilibrer les pouvoirs entre consommateurs et professionnels

Document B

Le baromètre des réclamations 2015

Au total, sur l'année 2015, la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) a enregistré 67 305 réclamations de consommateurs. Ce chiffre a diminué de 11 % par rapport à celui de l'année précédente. Les réclamations reçues par la DGCCRF se répartissent ainsi :

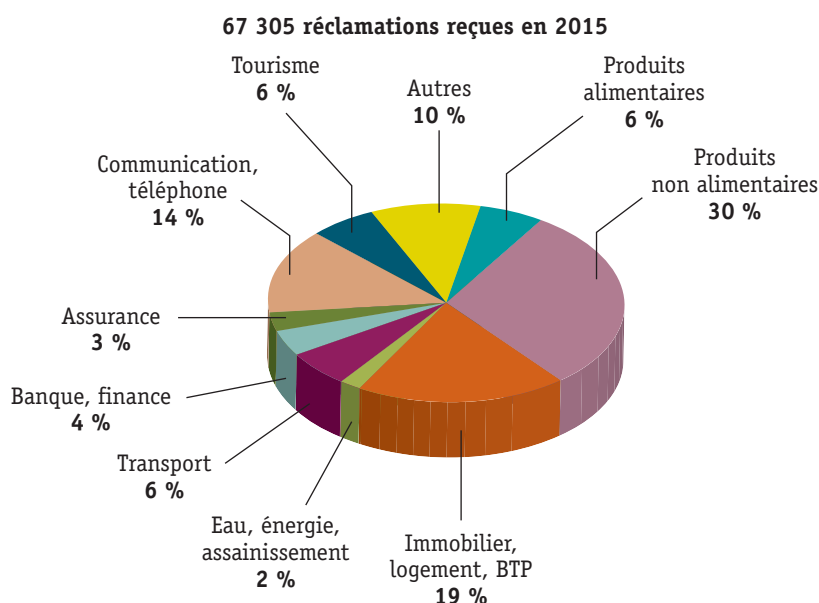
- 24 078 appels téléphoniques recensés ;
- 22 831 courriels reçus ;
- 17 056 courriers envoyés à la DGCCRF ;
- 3 340 consommateurs accueillis.

Le baromètre permet une meilleure connaissance des motifs de mécontentement des consommateurs. [...]

Tous les facteurs sont analysés : secteur d'activité, objet de la réclamation, professionnel ou opérateur impliqué, modalités de vente ou d'achat (achat classique, e-commerce, démarchage à domicile).

Les pratiques commerciales trompeuses connaissent [...] une hausse importante (+ 15,5 %) notamment dans le secteur du démarchage (à domicile ou téléphonique) qui concentre à lui seul 7 % des plaintes. La contestation du prix et le défaut d'information sur les prix restent les pratiques les plus couramment dénoncées.

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/barometre-a-lecoute-des-consommateurs>, 21 juin 2016

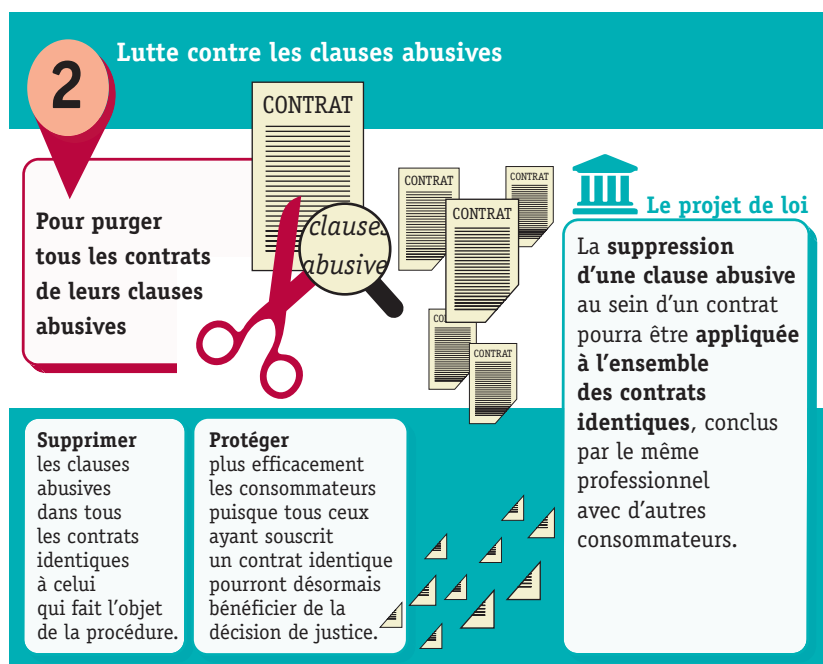


Document C

La lutte contre les clauses abusives

La DGCCRF et les associations de consommateurs pourront demander au juge d'ordonner également la suppression de cette ou de ces clauses dans les contrats identiques à celui par lequel il a été saisi, et qui ont été conclus par ce même professionnel avec d'autres consommateurs. Et les consommateurs seront plus efficacement protégés puisque la décision rendue pourra également bénéficier à des consommateurs qui n'auront pas été parties à l'instance, sans pour autant avoir à intenter une action en justice.

www.economie.gouv.fr, 9 avril 2014



Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Élément d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	Frais de résiliation : Free condamné pour clauses abusives	Les pratiques commerciales reconnues trompeuses	Code de la consommation (extraits)	Présentation trompeuse et concurrence déloyale
Type du document	Article	Schéma	Extrait du Code de la consommation	Article
Date	29 mars 2016			10 mai 2012
Source	www.clubic.com	www.dalloz-actualite.fr	www.legifrance.gouv.fr	www.lequotidienlesmarches.fr
Idées principales	Montrer qu'un opérateur, en l'occurrence Free, a été condamné pour clauses abusives : il lui est reproché le fait de facturer à ses clients 49 euros au titre des frais de résiliation, mais également de laisser coché par défaut le mode de livraison le plus onéreux. Est considéré comme pratique commerciale trompeuse le fait de « donner le choix au consommateur de voir son abonnement résilié à réception de sa demande ou en fin de mois alors qu'il est systématiquement pris en compte à la fin du mois ».	Présenter de manière schématique les différentes formes de pratiques commerciales trompeuses selon l'article L. 121-1 du Code de la consommation.	Repérer les articles du Code de la consommation qui protègent les consommateurs contre les abus des professionnels.	Fournir au consommateur l'information qui lui est nécessaire pour procéder à un achat en parfaite connaissance de cause, en s'abstenant de toute pratique commerciale trompeuse ou pouvant l'induire en erreur lors de l'achat. En cas d'infraction, les professionnels sont poursuivis et condamnés pour pratiques commerciales trompeuses et/ou concurrence déloyale.

Annexe 2

Définition des concepts et exploitation des documents

1. Expliquez en quoi consistent les pratiques commerciales trompeuses.

Le consommateur est incité à prendre une décision d'achat qu'il n'aurait pas prise en d'autres circonstances.

2. Donnez des exemples de pratiques commerciales trompeuses par actions ou par omissions.

Pratiques commerciales trompeuses par action : publicité mensongère, informations fausses sur les délais de livraison.

Pratiques commerciales trompeuses par omission : non-indication du droit de rétractation prévu par la loi, non-indication des limites de garantie.

3. Relevez les sanctions encourues pour des pratiques commerciales trompeuses.

C'est un délit passible de 2 ans de prison et/ou d'une amende de 37 500 €.

4. Expliquez la notion de concurrence déloyale.

La concurrence déloyale désigne la mise en œuvre de pratiques commerciales abusives de la part d'une entreprise à l'égard de l'un de ses concurrents.

Annexe 3

Grille d'analyse du document choisi

Élément d'analyse	Document choisi : X
Titre du document	A. La loi Consommation : pour rééquilibrer les pouvoirs B. Le baromètre des réclamations 2015 C. La lutte contre les clauses abusives
Source du document	A. www.economie.gouv.fr B. www.economie.gouv.fr/dgccrf C. www.economie.gouv.fr
Type de document	A. Texte et schéma B. Texte et graphique C. Texte et schéma
Justification argumentée du choix du document	A. Amélioration de la protection des consommateurs. B. Diminution de 11 % des réclamations de consommateurs en 2015. C. Suppression des clauses abusives dans tous les contrats identiques.
Idées et informations principales	A. La loi Consommation rééquilibre le droit au profit du consommateur. Exemples : lutte contre le surendettement et encadrement du crédit à la consommation, renforcement des droits des consommateurs sur Internet. B. 67 305 réclamations de consommateur en 2015. Hausse des plaintes dans certains secteurs. Les pratiques commerciales trompeuses sont le principal motif de réclamation (15,5 %). C. La suppression d'une clause abusive au sein d'un contrat pourra être appliquée à l'ensemble des contrats identiques, conclus par le même professionnel avec d'autres consommateurs.

Annexe 4

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

Pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales, le législateur a prévu un ensemble de règles destinées à informer et à protéger le consommateur.

Énoncé de la problématique

Comment les consommateurs sont-ils protégés contre les pratiques commerciales trompeuses ?

Annonce du plan

Dans une première partie, je présenterai des faits observés relatifs à des pratiques commerciales trompeuses. Dans un second temps, j'aborderai le droit applicable en matière d'information et de protection du consommateur.

Développement

Première partie

Faits observés

1.1 Pratiques commerciales trompeuses chez Free

La loi distingue deux sortes de pratiques commerciales trompeuses : les actions trompeuses et les omissions trompeuses. Dans les deux cas, le consommateur est incité à prendre une décision d'achat qu'il n'aurait pas prise en d'autres circonstances.

Free donnait le choix à ses clients de voir leur abonnement résilié à réception de leur demande ou en fin de mois, alors que la résiliation était systématiquement prise en compte à la fin du mois. Cette façon de faire est considérée comme une pratique commerciale trompeuse. L'opérateur téléphonique facturait également à ses clients 49 euros de frais de résiliation, frais jugés trop importants.

Free a donc été condamné pour clauses jugées abusives dans ses contrats Internet fixe.

1.2 Emballages portant des informations de nature à induire les consommateurs en erreur

Est considérée comme « trompeuse » une pratique commerciale lorsqu'elle repose sur des présentations fausses ou de nature à induire en erreur.

Une société ayant commercialisé des produits laitiers frais aromatisés dans des conditionnements comportant une représentation stylisée mais réaliste de produits naturels (fraises des bois, noix de coco, noisettes, grains de café...) avait été poursuivie à l'initiative d'un concurrent qui jugeait cette présentation trompeuse, pour concurrence déloyale. La Cour de cassation a confirmé l'arrêt de la cour d'appel qui avait interdit la commercialisation de ces produits.

La concurrence déloyale est un abus de pratique commerciale contraire à la loi, constitutif d'une faute intentionnelle ou non et de nature à causer un préjudice aux concurrents.

Deuxième partie

Rappel de la réglementation

2.1 L'information du consommateur

Le droit à l'information du consommateur permet de l'éclairer et de le protéger. Cette information concerne l'affichage des prix, l'étiquetage des produits et la réglementation des soldes et des promotions.

L'information du consommateur est une obligation. La loi Consommation du 17 mars 2014 renforce les mesures de transparence et d'information visant à protéger les consommateurs ; elle s'accompagne nécessairement d'une responsabilisation accentuée du professionnel.

La DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) veille à assurer la qualité que les consommateurs sont en droit d'attendre d'un produit ou d'un service (règles d'étiquetage, de composition et de dénomination des marchandises, contrôle des falsifications et tromperies).

2.2 La protection du consommateur contre les pratiques commerciales trompeuses

Vente forcée, clause abusive, malfaçon, publicité trompeuse, escroquerie sur Internet... Le consommateur doit faire face à la multiplication des pratiques commerciales et des techniques de vente douteuses.

En matière commerciale, il existe des pratiques interdites ; par exemple, la publicité trompeuse est interdite, car elle peut induire en erreur le consommateur. Cette pratique commerciale trompeuse crée une confusion avec un autre bien ou service, une marque ou un nom commercial. Elle repose sur des allégations, indications, présentations fausses ou de nature à induire en erreur. La publicité omet, dissimule, présente de manière ambiguë des informations.

En cas de pratique commerciale trompeuse, le professionnel peut être sanctionné. Souvent, ce sont les agents de la DGCCRF qui constatent et poursuivent les fautes devant la justice. La publicité trompeuse est punie comme la tromperie. C'est un délit passible de 2 ans de prison et/ou d'une amende de 37 500 €.

Conclusion

Résumé du thème abordé **Accepter toute proposition pertinente et cohérente.**

Lorsqu'ils sont victimes de pratiques commerciales trompeuses, les consommateurs peuvent tenter une action en justice pour demander la réparation du préjudice subi. Ils ont aussi la possibilité de s'adresser à une association de défense des consommateurs qui peut intervenir à titre collectif. Dans tous les cas, ils doivent se montrer vigilants au moment de l'acte d'achat.

Réponse à la problématique

La loi Consommation du 17 mars 2014 améliore la protection des consommateurs, rééquilibre les pouvoirs entre consommateurs et professionnels, rétablit une forme d'égalité entre les acteurs économiques et agit sur les dépenses contraintes des Français pour libérer du revenu disponible.

Avis personnel

Accepter toute proposition pertinente.